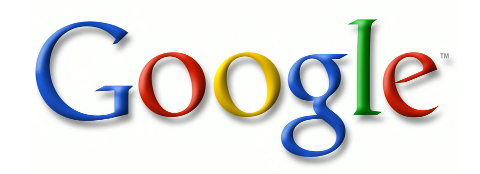
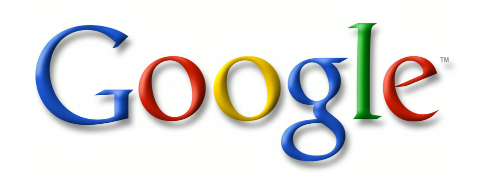








HISTOIRE

PHILOSOPHIQUE ET POLITIQUE

DE RUSSIE.

TYPOGRAPHIE DE MARCELLIN-LEGRAND, PLASSAN ET COMP.

IMPRIMERIE DE PLASSAN ET COMP.,
RUE DE VAUGIRARD, N° 15.

HISTOIRE

PHILOSOPHIQUE ET POLITIQUE

DE RUSSIE,

DEPUIS LES TEMPS LES PLUS RECULÉS JUSQU'A NOS JOURS;

PAR J. ESNEAUX ET CHENNECHOT.

TOME CINQUIÈME.



PARIS.
J. CORRÉARD J[e], ÉDITEUR-PROPRIÉTAIRE,
DIRECTEUR DU JOURNAL DES SCIENCES MILITAIRES,
PASSAGE SAULNIER, N° 13.

1830.

HISTOIRE

PHILOSOPHIQUE ET POLITIQUE

DE RUSSIE.

SUITE DU RÈGNE DE CATHERINE II.

La Porte, revenue de la consternation qui d'abord l'avait saisie, se montrait prête à renouveler les hostilités. Elle avait eu le temps de se reconnaître. De nouvelles armées naissaient, pour ainsi dire, à son ordre. Le chevalier de Tott, officier français, fortifiait ses châteaux, réorganisait ses arsenaux, réparait et améliorait son artillerie, tandis que le belliqueux et habile Mussum-Ouglou, remonté au poste de visir, prenait, pour la seconde fois, la suprême direction de toutes ses forces; il semblait que quelques mois de relâche suffissent à cette puissance pour cicatriser toutes ses plaies. Catherine n'était donc plus aussi tranquille de ce côté. D'ailleurs, l'impression première de ses suc-

cès était presque effacée, car en guerre, il faut continuer la victoire, ou user ses forces à la reconquérir sans cesse. Tout concourait à contrarier les projets de l'impératrice; elle n'était guère moins embarrassée de la surveillance ombrageuse de ses alliés que de la résistance de ses ennemis. L'Autriche et la Prusse accordaient enfin aux Turks leur médiation long-temps demandée. C'est dans ces conjonctures, qui rendaient la paix sinon agréable, du moins presque nécessaire à la tsaritse, que s'ouvrit le congrès de Foksiani. A peine les négociations y étaient entamées, que le départ subit du plénipotentiaire russe, Grégoire Orlof, rappelé à Saint-Pétersbourg par une intrigue dans laquelle son ambition personnelle était essentiellement intéressée, vint les interrompre, ou du moins les ralentir. Voici quelle était cette intrigue qui suspendait l'effet des conférences où s'agitaient, avec la question de la guerre ou de la paix, les intérêts les plus graves et peut-être le sort de deux vastes empires; nous en consignons ici les détails, d'abord pour citer un exemple de l'influence possible des petites causes sur les grands évènemens; ensuite, parce que cette intrigue marqua aux yeux de tous le terme de la faveur d'Orlof, et que la disgrâce d'un favori est un incident de quelque importance, dans un État surtout dont le sceptre est aux mains d'une femme.

Congrès de Foksiani, 1772.

Intrigues du

Panin, et tous ceux qu'humiliaient les hauteurs

d'Orlof, ou qui enviaient son crédit, c'est-à-dire presque tous les courtisans, avaient vu avec la plus grande joie l'éloignement même temporaire de ce favori, et ils ne négligèrent rien pour tirer parti de l'avantage que leur donnait sur lui son absence. Parmi les officiers des gardes, il en était un, simple lieutenant, d'une taille et d'une figure que l'impératrice avait plus d'une fois paru distinguer. On l'appelait Wassiltschikoff. Ce jeune homme, timide à l'excès, n'eût jamais, sans doute, pu seul déterminer le goût de l'impératrice à se déclarer; mais on confia à l'un des assassins de Pierre III, au prince Bariatinski, savant dans l'art de l'intrigue, le soin de le diriger, et bientôt Catherine le nomma son chambellan, titre sous lequel elle déguisait celui d'amant ordinaire; je dis ordinaire, car, si l'on en croit beaucoup d'écrivains, elle ne se faisait pas de l'infidélité un grand scrupule. C'était la nouvelle de cet évènement qui avait arraché si précipitamment Orlof à ses occupations, ou plutôt à ses devoirs du congrès de Foksiani. Il revenait, sans en avoir reçu ni demandé l'autorisation, se plaindre, s'emporter, menacer peut-être; mais les dispositions à son égard étaient bien changées. Lorsqu'il se présenta aux portes de Saint-Pétersbourg, l'officier de garde lui déclara qu'il avait ordre de ne le point laisser entrer. Orlof, profondément blessé, prit aussitôt la route d'une de ses campagnes. Là, il attendit avec courage les suites de

palais.
Grégoire Orlof disgrâcié.

sa disgrâce ; il refusa fièrement la démission de ses emplois, et força en quelque sorte ses ennemis à négocier avec lui. Les souvenirs de l'impératrice la disposaient à l'indulgence; elle se piqua d'être envers lui reconnaissante et généreuse. Si elle ne lui procura point une couronne, comme à Poniatowski, elle voulut du moins lui assurer une existence brillante. Orlof, en qui douze ans de tranquille possession avaient plus que refroidi l'amour qu'il avait eu pour cette princesse, déjà d'un âge où les charmes les mieux conservés portent une empreinte fatale de décadence, se laissa vaincre par les égards qu'elle lui témoigna. Il consentit à passer quelques années en voyages. A cette condition, il obtint 200,000 roubles comptant, le brevet d'une pension de 150,000, et une terre magnifique avec six mille paysans ; car, sous Catherine, comme avant, comme depuis, les paysans russes étaient la monnaie de la couronne. Orlof fut en outre autorisé à prendre le titre de prince de l'empire, dont il avait précédemment reçu le diplôme. C'était peu pour un favori qui, récemment encore, aspirait à devenir l'époux de sa souveraine, qui long-temps avait partagé son autorité, et qui en avait un fils (1) qu'elle faisait élever avec une

Éloignement et remplacement définitif de Grégoire Orlof, 1772.

Bobrinski, fils

(1) Ce fils se nommait Bobrinski. Il avait été élevé par les soins du chambellan Schkourin, précédemment stopnitz ou *chauffeur de poêle* de Grégoire Orlof. Bobrinski, malgré

tendresse de mère; mais c'était beaucoup pour un homme dont la plus haute fortune espérable semblait, à moins d'un concours extraordinaire d'événemens, comme celui qui eut lieu, devoir être le grade d'officier aux gardes, et beaucoup trop pour n'importe qui, si l'on considère qu'en définitive c'est toujours le peuple qui demeure chargé d'acquitter la reconnaissance de ses maîtres. naturel d'Orlof et de l'impératrice.

Il n'était résulté du congrès de Foksiani qu'un échange de fourrures entre les plénipotentiaires. Les conférences, reprises sous la direction de deux guerriers célèbres, Romanzof et Mussum-Ouglou, ne promettaient pas une issue plus concluante, et en effet le terme de l'armistice arriva avant qu'on fût d'accord sur aucun point. Les hostilités durent donc recommencer. La campagne s'ouvrit favorablement pour les Turks, et ils la soutinrent assez long-temps sans désavantage marqué. Catherine, impatiente de ce que de nouveaux triomphes ne lui fournissaient pas l'occasion de nouvelles fêtes, fit demander à Romanzof pour

Rupture du congrès de Foksiani. Renouvellement des hostilités 1773.

---

l'éducation soignée qu'il reçut à l'Académie des Cadets d'abord, et ensuite dans les universités de Leipsig et de Lausanne, n'en contracta pas moins des vices qui finirent par le rendre sinon odieux, du moins presque indifférent à sa mère. Elle se crut obligée à l'exiler à Réval. A l'avènement de Paul, il revint à la cour, s'amenda, épousa une Livonienne, et vécut, depuis, en simple particulier.

quel motif il s'abstenait de livrer bataille : « Parce » que, répondit le maréchal, les troupes du grand- » visir sont deux fois plus nombreuses que les mien- » nes. » Catherine alors lui écrivit : « Les Romains » ne s'informaient jamais du nombre de leurs en- » nemis, mais du lieu où ils étaient, afin de pou- » voir les combattre » (1). Cette lettre peint bien l'exigence impérieuse du despote, à qui il faut des victoires à tout prix. Romanzof aurait pu répondre qu'il était arrivé plus d'une fois aux Romains de temporiser. Cependant, il faut convenir que le défaut de ce général était de ne pas assez oser; il avait besoin qu'un peu de violence l'engageât avec la fortune.

Mustapha (2) venait d'expirer, mais sa mort ne

---

(1) L'impératrice, dans sa correspondance, met les mêmes expressions, à peu près, dans la bouche de Romanzof lui-même; mais il est probable qu'elle ne fait alors que se répéter sous une autre forme.

(2) On ne sera peut-être pas fâché de savoir quelle était, sur ce souverain, en qui les vices de son éducation, et plus encore les difficultés de sa position, inutilisèrent beaucoup de bonnes qualités, l'opinion de sa rivale. « Mustapha, dit » la tsaritse dans une lettre à Voltaire, en date de 1770, » ne sait que le turk, et il est douteux qu'il sache lire et écrire. » Ce prince est d'un naturel farouche et sanguinaire. On pré- » tend qu'il est né avec de l'esprit; cela se peut, mais je lui » dispute la prudence : il n'en a point marqué dans cette » guerre. » Au reste, elle s'épuise, dans toute sa correspon-

changeait rien à la position respective des deux cours. Son frère, Abd-Ul-Hamid, qui lui avait succédé, animé de son esprit, continuait sa résistance, et se disposait aux plus grands efforts pour la soutenir. C'était en vain. La nouvelle campagne (celle de 1774) ne devait pas être favorable aux armes de la Porte. Après différens échecs, le grand-visir, séparé de ses lieutenans, et bloqué par Romanzof, fut contraint de conclure la paix, aux conditions que la Russie imposa, les mêmes qu'elle avait déjà exigées dans les deux précédens congrès. Elle fut signée à Kutschouc-Kaïnardgy, près de Schumla, sur un tambour, par le général en chef des Russes et le Kiaya du grand-visir, celui-ci ayant feint d'être malade, pour ne point subir l'humiliation de paraître devant son vainqueur. Ainsi fut terminée, à l'avantage des Russes, une guerre où commence la réputation de Souwarow, mais dont le maréchal Romanzof fut seul le héros. Si ses résultats n'accomplirent point les immenses desseins de Catherine, ils en rapprochèrent du moins le terme, et en préparèrent le succès à venir.

Paix de Kaïnardgy.

---

dance, en invectives contre le sultan, et surtout en railleries. « Son frère, ajoute-t-elle (celui qui devait lui succéder), » est moins imprudent que lui; c'est un dévot : il lui a dé» conseillé la guerre. » Et, effectivement, il montra moins de fermeté et d'énergie que le précédent.

Par le traité de Kaïnardgy, la Russie obtint, pour toute sa marine, la libre navigation de la mer Noire, et pour ses bâtimens de commerce, celle du canal des Dardanelles ; la cession du fort de Kimburn, d'Azof et de son district; celle de Yénicalé, de Kertsch en Crimée, et de leur territoire jusqu'à la mer d'Azof; celle des deux Kabardes, en Circassie (1) ; enfin l'indépendance des khans de Crimée, premier pas vers leur asservissement futur au cabinet de Saint-Pétersbourg.

Il était temps, pour Catherine elle-même, que la paix s'accomplît. Son trésor était vide, et le recrutement de ses armées commençait à devenir difficile : indépendamment des hommes que la Russie perdait par la guerre, l'émigration des Tourgouths et la peste de Moscou lui avaient enlevé plus d'un million d'âmes; enfin, les ravages d'un simple cosaque, qui, sous le nom de Pierre III, était parvenu à se faire un parti considérable, ne laissaient pas, en ajoutant encore à la dépopulation, de donner à l'impératrice de sérieuses inquiétudes. C'est ici le lieu d'écrire les succès de cet imposteur.

Pugatscheff; révolte des cosaques, 1773 à 1775.

Yémelian, et, par corruption, Yémelka Pugatscheff (c'était le nom du cosaque), après un long service dans les armés russes, avait déserté en Po-

(1) Martens, tom. IV de son *Recueil*.

logne. Quelque ressemblance avec l'infortuné Pierre III que lui trouva un caloyer ou moine grec, lui inspira l'idée de se faire passer pour ce prince, échappé de sa prison et à ses bourreaux. Arrêté près de Kasan, au moment où il exhortait le peuple à la sédition, il trouva le moyen de corrompre ses gardes, et s'enfuit dans le désert. Là, il avait commencé à se faire un parti, lorsqu'il apprit la rébellion des cosaques d'Yaïk : cet évènement était trop favorable à ses vues pour qu'il négligeât d'en profiter. Les motifs et les circonstances de cette révolte étaient on ne peut plus remarquables. On avait pris aux cosaques du Yaïk une partie de leurs pâturages; on avait diminué leur solde, et donné, pour toute satisfaction, la bastonnade aux députés chargés par eux de porter leurs plaintes à Saint-Pétersbourg. Tant de griefs n'étaient parvenus qu'à les indisposer fortement contre les Russes; mais le général Traubenberg entreprit de faire couper forcément la barbe à leurs recrues, et ils le massacrèrent, lui et ses officiers : tant il est vrai qu'il est moins dangereux d'attaquer les droits des peuples que leurs usages. Quoiqu'on les eût aussitôt apaisés, ou plutôt comprimés, le désir de la vengeance couvait dans leur cœur. Les amis de Pugatscheff les préparèrent à voir en lui leur légitime souverain, qui avait trompé les projets homicides des usurpateurs de son trône. Bientôt l'imposteur, à la tête de quatorze mille dupes rassemblées

dans les steppes, investit Yaïk, leur capitale. Forcé de s'en éloigner, après un long siége, il tomba sur les colonies de l'Iletz, enleva les forts qui les protégeaient, surprit et défit deux détachemens envoyés contre lui par le gouverneur d'Orembourg, et, partout victorieux, parut enfin devant cette ville avec toute une armée. Là, il fut joint par des multitudes de Baschirs, de Kirghis, de Tatars Budziaks; ceux-ci, indignés de s'être vus transporter des plaines riantes de l'Ukraine, sur les rives glacées du Volga; de paysans enfin, las de se consumer lentement dans le travail forcé des mines. Orembourg, réduit à la plus cruelle disette; les régimens envoyés de Kasan presque insuffisans à défendre le défilé qui sépare ces deux villes; toutes les forteresses élevées dans ces contrées ou prises, ou investies, et tous leurs environs saccagés; Moscou, et la population serve de son district, dans une fermentation qui menaçait d'une révolte à la première nouvelle de l'approche des insurgés; le trône usurpé de Catherine, vacillant sur sa base: tels étaient déjà, dans l'hiver de 1773, les fruits de l'imposture d'un cosaque. Pugatscheff rendit plusieurs édits favorables au peuple; l'un, entre autres, qui affranchissait tous les paysans. Il alla jusqu'à faire frapper des roubles où l'on lisait autour de son effigie: *Pierre III, empereur de toutes les Russies*, et au revers cette élégante et concise inscription: *Redivivus et ultor.* D'abord dirigé par des moines, auxquels il

la politique.

avait dû l'idée de son entreprise, il se conduisit avec assez d'ordre, de modération et de douceur; mais aussitôt que la contagion du pouvoir l'eut saisi; qu'il ne voulut plus suivre d'autres conseils que ceux de ses passions et de ses caprices, il s'abandonna à des monstruosités de débauche et de cruauté. Par une contradiction bizarre, mais commune, et qu'explique le caractère égoïste et vain de notre espèce, tandis qu'il ne faisait aucun quartier aux seigneurs, à leurs femmes, à leurs enfans, qu'il proclamait le dessein de verser jusqu'à la dernière goutte du sang de la race privilégiée, il donnait à ses créatures les noms, les titres et les insignes qui la distinguaient. Ce fut sans doute à raison de cette inconséquence que Catherine l'appelait, dans ses lettres à Voltaire, *monsieur le marquis de Pugatscheff.* Enfin, indépendamment du tort qu'il se fit par sa conduite, il ne sut pas profiter de ses avantages, et, au lieu de courir chercher à Moscou une addition de forces de plus de cent mille esclaves, il usa, aux siéges inutiles d'Yaïk et d'Orembourg, une partie de celles dont il disposait déjà. Ce ne fut donc pas l'assistance de la fortune qui lui manqua, comme l'a prétendu Frédéric, mais la prudence : il savait ravager, et non conquérir. S'il eût persévéré dans la voie de modération que ses premiers conseillers lui avaient fait prendre, sans doute il détrônait Catherine II. La faction aristocratique, malgré la violence des innovations

Ses cruautés.

Il ne profite pas de ses avantages.

du faux Pierre III, désirait cet évènement, persuadée qu'elle parviendrait plus aisément à précipiter du trône un soldat extravagant et barbare, qu'une princesse d'une grande habileté politique, et se promettant bien, d'ailleurs, de replacer, après le succès, toutes choses dans l'état d'où l'usurpateur les aurait sorties. « Pugatscheff a montré, dit, à l'occasion de cette révolte, M. Mallet Dupan, le péril où, en temps de guerre, un homme hardi, moins cruel et plus sage, pouvait plonger la Russie. »

L'impératrice ne négligea aucun moyen de fermer cette plaie dévorante : elle fit offrir une amnistie à tous les rebelles qui se soumettraient avant une époque déterminée ; elle mit à prix la tête de leur terrible chef; et, surtout, envoya contre lui une forte armée aux ordres du général Bibikof, qu'elle rappela tout exprès des frontières de Turquie. Elle excita enfin à le combattre la noblesse de Kasan et des districts environnans, que ses propres intérêts y engageaient déjà. Malgré cela, les rebelles furent encore long-temps vainqueurs ; leurs revers même n'empêchaient pas leur nombre de s'accroître. Plus d'une fois Pugatscheff, lorsqu'on croyait avoir réduit son parti à quelques centaines d'hommes, reparut plus puissant et plus menaçant qu'avant sa défaite. Enfin, la paix de Kaïnardgy permit de l'écraser sous le poids des forces de tout l'empire : vaincu bientôt dans une bataille, abandonné de la majeure partie de ses partisans, il

pouvait, néanmoins, être encore redoutable, si la trahison ne fût venue couronner l'œuvre de la force. Trois de ses lieutenans promirent de le faire prendre; l'un d'eux, Twogoroff, osa lui parler d'implorer sa grâce : pour toute réponse, Pugatscheff, qui dans ce seul mot voyait la manifestation d'une perfidie, tira son poignard, et allait en percer le traître, lorsque les deux complices de celui-ci l'assaillirent, le lièrent malgré sa résistance et le livrèrent au général Samaroff. Conduit à Moscou, dans une cage de fer, il y fut condamné à avoir les deux mains et les deux pieds tranchés par la hache; à être montré au peuple dans cet état, et enfin écartelé vif : cet affreux supplice lui fut épargné, soit, comme on l'a dit, que Catherine en ait eu horreur, soit, comme d'autres le prétendirent, que le bourreau chargé de l'exécution ait spontanément osé l'acte d'humanité dont la flatterie fit honneur à cette princesse. A l'appui de cette dernière opinion, Cartéra rapporte que ce bourreau reçut le knout, eut la langue coupée, et fut envoyé en Sibérie.

Ses revers et son supplice.

Les troubles excités par la rébellion de Pugatscheff avaient coûté à l'empire, outre le sang de plusieurs milliers de ses habitans, la dévastation d'une immense étendue de campagnes, l'interruption du commerce et de l'exploitation des mines de la Sibérie, la destruction, enfin, d'un grand nombre de villes, et de plus de deux cent cinquante villages.

J'ajouterai ici quelques détails extraits d'une lettre de l'impératrice. « Le marquis de Pugatscheff, » y dit-elle, m'a donné du fil à retordre cette » année (1774); j'ai été obligée, pendant plus » de six semaines, de m'occuper de cette affaire » avec une attention non interrompue..... Il ne » sait ni lire ni écrire, mais c'est un homme extrê- » mement hardi et déterminé. Je crois qu'après *Ta-* » *merlan*, il n'y en a guère eu qui ait plus dé- » truit l'espèce humaine : d'abord, il faisait pendre » sans rémission ni aucune forme de procès toutes » les races nobles, hommes, femmes, enfans, tous » les officiers et tous les soldats qu'il pouvait attra- » per..... Nul endroit où il a passé n'a été épargné. » Personne n'était, devant lui, à l'abri du pillage, » de la violence et du meurtre. Il y a un mois qu'il » est pris, ou, pour parler plus exactement, qu'il » a été lié et garrotté par ses propres gens dans la » plaine inhabitée, entre le Volga et le Yaïk, et livré » au général Panin..... Mais ce qui montre bien » jusqu'où l'homme se flatte, il s'imagine qu'à » cause de son courage, je pourrais lui faire grâce, » et qu'il ferait oublier ses crimes passés par ses » services futurs. S'il n'avait offensé que moi, son » raisonnement pourrait être juste, et je lui par- » donnerais; mais *cette cause est celle de l'empire, qui a ses lois.* » Il est remarquable que Frédéric et Catherine II se soient accordés à parler avec les philosophes un langage libéral et presque républicain.

Dans leur correspondance c'étaient presque des citoyens, tandis qu'ils se montraient, par leurs actes, les plus égoïstes des despotes. Catherine ajoutait que ce brigand s'était montré, dans sa prison, si pusillanime, qu'on avait été obligé de le préparer avec précaution à entendre sa sentence, « crainte, dit-elle, qu'il ne mourût de peur. » Comme pour purifier le pays où cette rébellion avait eu sa source, elle changea le nom du fleuve qui le traversait, le *Yaïk*, en celui d'Oural, et ordonna, par le même motif, qu'on appelât Ouralsks, les montagnes qui l'avoisinaient.

Cinq autres imposteurs avaient déjà, mais avec moins de succès que Pugatscheff, entrepris de ressusciter Pierre III. Le premier fut un cordonnier de Woronetz, mis à mort en 1767, avant de s'être fait un parti. Le second parut trois ans après; c'était un déserteur du régiment d'Orlof; on l'arrêta dans une église, au moment où les popes allaient lui mettre la couronne impériale sur la tête, et il eut la tête tranchée. Plus heureux, un médecin, nommé Stéphano, qui avait entrepris de jouer le même rôle, mais sur le territoire de la Turquie, où il avait excité un soulèvement parmi le peuple du culte grec, échappa à la poursuite des janissaires, et trouva en Russie une retraite. Un autre simple serf du gouvernement d'Onfa parvint, au même titre, à séduire la crédulité des cosaques; déjà il avait nommé ses généraux et ses ministres,

lorsqu'un officier russe vint le prendre par les cheveux, et l'entraîna à Taritzin, où, malgré un soulèvement en sa faveur, il périt sous le fouet des bourreaux. Enfin un prisonnier de l'Yrkoutsk avait eu, en 1772, une fin aussi tragique.

Cependant, l'impératrice était comme enivrée de sa puissance et de sa gloire, car les souverains se sont toujours approprié, même de l'assentiment du peuple, l'honneur de tout ce que faisaient leurs généraux, leurs ministres et jusqu'à ceux de leurs sujets qui étaient le moins soumis à leur influence. Il est une race d'adulateurs sans cesse occupés à enrichir le domaine du puissant, aux dépens du faible. A les en croire, c'est Auguste qu'il faudrait principalement remercier du chef-d'œuvre de l'Énéide, comme s'il y avait au monde quelque chose de plus indépendant du pouvoir que le génie. Au reste, Catherine, qui avait une sagacité et une portée d'esprit peu communes, savait, pour s'attirer plus d'éloges, cacher ces sortes de prétentions sous le voile d'une feinte modestie. « Depuis que j'ai du bonheur, » écrivait-elle au philosophe de Ferney, au fort de ses victoires (je devrais dire des victoires de Romanzof) contre les Turks, « toute l'Europe me trouve beaucoup » d'esprit. Vous me direz qu'il ne faut pas beau- » coup d'esprit pour prendre des villes abandon- » nées (non, certes, et surtout du sein des plaisirs). » Voilà aussi, peut-être, ce qui m'empêche d'être

» comme vous le dites, d'une fierté insupportable. » A propos de fierté, j'ai envie de vous faire ma » confession générale : j'ai eu de grands succès » dans cette guerre ; je m'en suis réjouie très-na» turellement ; j'ai dit : La Russie sera bien con» nue ; on verra que cette nation est infatigable ; » qu'elle possède des hommes d'un mérite émi» nent ; on verra qu'elle ne manque point de ressour» ces ; qu'elle peut faire la guerre, et se défendre » avec vigueur, lorsqu'elle est injustement atta» quée. Toute pleine de ces idées, je n'ai jamais » fait attention à Catherine, qui, à quarante-deux » ans, ne saurait croître ni de corps ni d'esprit, » mais, par l'ordre naturel des choses, doit rester et » restera comme elle est. Ses affaires vont-elles bien ? » elle dit tant mieux. Si elles allaient moins bien, elle » emploierait toutes ses facultés à les remettre dans la » meilleure des lisières possible. Voilà mon ambi» tion ; je n'en ai point d'autre : ce que je vous dis est » vrai » (1). Moi j'en doute. Celle qui se loue si indûment d'un désintéressement politique que tous les faits ont démenti, pourrait bien n'avoir pas été plus franche dans ses professions de foi sur sa modestie.

Diète de 1773 et suites. Les constitutions de la Pologne de nouveau modifiées.

Cependant, pour consolider l'usurpation des provinces ravies à la Pologne, il fallait aggraver et sceller à jamais l'asservissement de celles qu'on lui avait laissées, et que dès lors peut-être on projetait

(1) Lettres LXIX et LXXXVII.

de lui enlever également un jour. Ces nouvelles chaînes devaient être l'ouvrage forcé de la diète de 1773. Tout se passa dans cette diète comme dans les précédentes, à l'aide des mêmes moyens, à cette différence près que, plus la mauvaise foi marchait à découvert, moins elle trouvait de ressources dans la corruption, et plus elle était obligée de tendre le ressort odieux de la force. Une commission, dont les membres furent pris parmi les nonces, accepta, ou plutôt subit, en 1775, après une longue mais inutile résistance, des constitutions nouvelles, et la diète elle-même se résigna ensuite à ratifier l'acceptation des commissaires. Voici, en substance, quelles étaient ces constitutions : 1° La couronne de Pologne restait élective à perpétuité; tout ordre de succession était prohibé, et quiconque tenterait d'enfreindre cette loi menacé d'être poursuivi comme *ennemi de la patrie;* 2° le fils ou petit-fils d'un roi de Pologne ne pouvait être élu qu'après deux règnes, à dater de la mort de son père ou de son aïeul; 3° nul ne pouvait être élu roi qu'un Polonais; les étrangers étaient exclus; 4° le gouvernement de Pologne devait être à jamais un *gouvernement libre*, indépendant (1), et *de forme républicaine;* 4° on consacrait l'équilibre des trois pouvoirs, le

(1) Cette épithète était-elle une ironie, ou si elle se trouve introduite là comme explétive?

roi, le sénat, la noblesse; on admettait un conseil permanent, investi du pouvoir exécutif (c'était presque la seule des réformes des Czartorinski qui fût maintenue); enfin, le corps des gentilshommes était déclaré apte à l'administration des affaires pendant l'intervalle des diètes, et devait y concourir dans une mesure et d'après un mode à déterminer par des arrangemens ultérieurs (1). Imaginerait-on, à la lecture de cette constitution, si l'on ignorait les circonstances accessoires, qu'elle a été imposée par trois despotes? on la croirait plutôt l'œuvre d'une démagogie délirante. Mais, par le premier de ses articles, les princes de la maison de Saxe et tous les princes étrangers qui pouvaient ajouter à la puissance de la Pologne par leurs possessions héréditaires étaient écartés. Le second et le troisième éloignaient toute perspective d'une souveraineté héréditaire, qui eût fini par donner au gouvernement de la consistance et de la force. Par les deux derniers, le *liberum veto* se trouvait implicitement consacré, et le rapport des prérogatives de la couronne à celles de la noblesse modifié au préjudice de la première, déjà si pauvre d'autorité. « Les puissances copartageantes, dit Coxe (2), firent peut-être moins de tort à la répu-

Le *liberum veto* rétabli.

(1) Extrait de l'*Acte constitutif* présenté par l'ambassadeur Stackelberg, accepté par une commission et ratifié par la diète.

(2) *Travees into Poland, Russia.*

blique en la dépouillant de ses plus belles provinces qu'en perpétuant dans son sein les principes de désordre et d'anarchie; sous prétexte de réformer la constitution, ils consacrèrent ses défauts, et prirent toutes les précautions pour empêcher ce malheureux pays de sortir jamais de son déplorable état. »

Orlof rétabli dans ses charges.

Un évènement remarquable de cette époque fut le rétablissement d'Orlof dans toutes ses charges, et presque dans tout son crédit, qu'il paraissait dédaigner lorsqu'il en jouissait sans rival, mais qui, comme il arrive toujours, lui était en quelque sorte devenu nécessaire depuis qu'il l'avait perdu. De retour, après cinq mois de voyages seulement, il s'était présenté à Saint-Pétersbourg au moment où on l'y attendait le moins. Éconduit cette fois, et forcé de se retirer à Réval, où de magnifiques présens le suivirent, il osa reparaître encore, et, soit que l'impératrice redoutât de le pousser à bout, soit qu'elle fût flattée de cette persistance, dont peut-être elle interprétait le motif à l'avantage de sa vanité, il lui fut permis de rester à la cour. Bientôt le nouveau favori Wassiltschikoff lui fut sacrifié, et si Panin ne fut pas exilé, il ne le dut qu'à sa popularité et à ses talens, qui le rendaient à la fois redoutable et nécessaire.

Le grand-duc, son pupille, était alors en âge de donner des héritiers à l'empire : Catherine résolut de le marier; et peut-être le dessein de donner un

prétexte plausible à la retraite du gouverneur, et de pouvoir ainsi, sans se compromettre, servir le ressentiment d'Orlof, eut-il la principale part à cette résolution. Quoi qu'il en soit, elle manda à la landgrave de Hesse-Darmstadt de lui amener ses trois filles, dont on lui avait vanté l'amabilité et la douceur. Elle voulait choisir, parmi elles, celle qui conviendrait le mieux, non pas au goût du grand-duc, mais à ses vues personnelles. C'est un usage de la cour de Saint-Pétersbourg, de ne prendre les épouses de ses princes que dans un certain nombre de jeunes princesses, appelées des petits États de l'Allemagne dans son sein, à peu près comme les esclaves géorgiennes dans le sérail du Grand-Seigneur, pour être, d'après examen, acceptées ou refusées. Sont-elles agréées? elles n'ont guère à se louer de cette préférence; « car, dit le major » Masson, le titre si brillant et si brigué de grande- » duchesse de toutes les Russies a été jusqu'ici un » titre d'exclusion au bonheur. Celles qu'on ren- » voie sont insultées et presque déshonorées; la dot » qu'on leur donne et le ruban dont on les cha- » marre ne font qu'attester qu'elles ont été offertes, » examinées et rebutées (1). » Cet usage bizarre, et si contraire aux mœurs du reste de l'Europe, pa-

(1) Cet écrivain élève à onze le nombre des princesses allemandes que Catherine fit venir en différens temps pour pourvoir son fils et ses petits-fils.

raît n'avoir été imaginé et maintenu par l'orgueil des souverains moscovites que comme un dédommagement à l'humiliation de ne pouvoir trouver d'épouses pour leurs fils parmi les princesses des États de premier ordre, et au dépit d'être regardés par les chefs de ces États comme une sorte de légitimité nouvelle, malgré leur ambition de s'élever au niveau des plus considérés, ou même de les dépasser.

Mariage du grand-duc, octobre 1773.

L'impératrice fit choix de la princesse Wilhelmine; infortunée qui devait ne pas même vivre assez pour produire un rejeton de la race impériale! En épousant le grand-duc, elle embrassa le rit grec, et prit le nom de Natalia Alexievna.

La disgrâce de Panin semblait devoir suivre immédiatement ce mariage; mais le vieux ministre trouva dans son élève un généreux défenseur. D'autres considérations, toutes de prudence, achevèrent de déterminer l'impératrice à refuser au ressentiment du favori la satisfaction qu'elle lui avait trop légèrement promise. D'ailleurs, l'apparente renaissance de leurs premiers sentimens n'était qu'une velléité, peut-être même de la part de tous deux qu'un ménagement ou qu'un calcul de la politique. Depuis long-temps déjà le goût de Catherine penchait vers le plus capable de tous les rivaux d'Orlof.

Potemkin.

Le jour même de la révolution, un jeune homme, remarquable par sa beauté mâle, s'était approché

de l'impératrice au moment où elle montait à cheval, et lui avait offert sa dragonne. Ce jeune homme était Potemkin (1), que nous allons voir désormais tenir le principal rang parmi les courtisans de Catherine. Elle y avait fait peu d'attention alors; préoccupée d'autres amours, et absorbée par de trop grands intérêts; mais un léger souvenir de cette entrevue avait vécu dans sa mémoire, et servit Potemkin. Secrètement admis dans l'intimité de cette princesse, ses indiscrétions et les instances jalouses du favori l'avaient fait éconduire, et même exiler; mais enfin, au bout d'un an environ d'absence, une lettre remplie de protestations de tendresse, peut-être encore plus l'intérêt qu'inspirait une blessure qu'il avait reçue dans une rixe avec Orlof, et qui venait de lui coûter la lumière d'un œil, sans que pourtant il en fût défiguré, fit songer à son rappel. On lui reconnut hautement les droits dont il n'avait précédemment joui qu'en secret; on le nomma amant en titre, et l'on profita, pour l'ins-

---

(1) On prononce *Patiomskine*, parce que l'*o* se change en *a*, l'*i* médial fort souvent en *io*, et que la langue russe n'admet pas de nasale, toute finale s'y articulant fortement comme dans le latin : ainsi l'on prononce *Panin*, *Ivan*, comme s'il y avait *Panine*, *Ivanè*. Le *v* final a le son de l'*f*, le *d* celui du *t* : ainsi *Romanov* se dit *Romanof*; *Novgorod*, *Novgorote*. Les diphthongues *ai*, *ei*, *oi*, se prononcent mouillées, comme dans *asseyez*, *voyez*, etc.

taller, de la circonstance d'une chasse qui devait tenir Orlof éloigné pendant quelques jours. C'est ici le lieu de décrire cette installation, parce que ce fut à Potemkin qu'en commencèrent les formalités.

mpudeur de Catherine. Jsages observés pour l'installation des favoris.

Quand l'impératrice avait jugé quelqu'un digne, sous les rapports extérieurs, de remplir le poste de favori, elle s'assurait, sans se déclarer encore, de l'étendue de ses connaissances et de son esprit. Ensuite, l'oserons-nous dire? le médecin ordinaire recevait l'ordre de le visiter, et, dans les derniers temps, une dame de la cour, celui de le soumettre à un autre examen qu'indique suffisamment le titre *d'éprouveuse*, par lequel était désignée sa charge. Si tous les rapports étaient favorables au prétendant, il accompagnait dès le soir même l'impératrice à l'Hermitage, palais magnifique sous une dénomination modeste. Il y prenait possession d'un appartement immédiatement au-dessus de celui qu'occupait la princesse, et auquel il communiquait par un escalier dérobé. Il devait, sous le titre d'aide-de-camp, accompagner partout sa maîtresse, et ne pouvait sortir sans son agrément. Le premier jour de sa faveur il recevait un présent de 100,000 roubles (à peu près 400,000 fr.), et en trouvait sur sa toilette 12,000 autres à chaque commencement de mois. Le maréchal de la cour devait en outre lui entretenir une table de vingt-quatre couverts, et fournir à toutes les autres dé-

penses de sa maison. Tels étaient les procédés de l'installation, et les avantages réguliers qui les suivaient : je dis réguliers, parce que la satisfaction de l'impératrice y faisait souvent ajouter. C'étaient comme des appointemens fixes, presque toujours accrus par de larges gratifications. Catherine, au temps où elle mettait ainsi sa honte en cérémonial, avait déjà 46 ans; elle avait donc passé l'âge de la jeunesse, qui, d'ailleurs, s'il excuse, aux yeux des personnes indulgentes, les faiblesses du cœur, ne saurait alléger l'odieux de l'impudence unie à l'immoralité. J'ajouterai, par occasion, et pour n'y plus revenir, quelques détails sur la manière d'exercer les destitutions d'amans. Aussitôt que le dessein de remplacer un favori était arrêté, il recevait l'ordre de se rendre dans quelque ville éloignée de la cour. Il était sûr d'y être précédé ou suivi par de magnifiques présens : c'était, souvent le brevet d'une pension, presque toujours l'acte de donation d'une terre et de quelques milliers de paysans. Catherine payait ainsi ses débauches de la sueur de ses esclaves.

Potemkin, remplacé dans le cœur de l'impératrice, conservé d'ailleurs tout son crédit.

Potemkin était ambitieux et capable. Fort de l'amour de l'impératrice au point de pouvoir sans danger se permettre, comme on dit que le faisait aussi Orlorf, de fréquentes corrections maritales, il acquit bientôt dans le conseil une grande influence. Il obtint, ou plutôt il prit la place de vice-président de la guerre. Orlof ne pouvait voir

sans beaucoup d'envie la faveur dont jouissait ce rival. Un chef-d'œuvre d'habileté de l'impératrice fut de parvenir, sinon à les réconcilier entièrement, du moins à les faire s'entresouffrir. Trop faible seule contre un amant, elle opposait, dans sa politique adroite, Orlof à Potemkin, comme jadis Panin à Orlof.

Potemkin lui-même devait cependant bientôt se voir sacrifié à un jeune et beau Servien, nommé Zavadoffski. Mais, au lieu de se soumettre, selon l'usage, à l'ordre de voyager, il vint, le lendemain de sa disgrâce, se placer tranquillement au cercle de la cour, en face de l'impératrice. Comme il montra moins de jalousie que de désir de garder ses places, et qu'il était l'homme dont le génie sympathisait le mieux avec celui de Catherine, il fut toléré, et, l'amour excepté, resta favori dans tout le reste.

On le vit même s'attacher dès lors à occuper le cœur de cette princesse d'hommes incapables de lui envier ou tout au moins de lui disputer l'influence qu'il exerçait dans le gouvernement, et porter la bassesse jusqu'à prélever sur les produits de leur faveur une sorte de droit de commission.

Potemkin fut, avec Orlof, le seul qui osa porter ses vues jusqu'à l'hymen de l'impératrice, et le seul aussi dont le crédit survécut à l'amour de cette princesse. Ces deux hommes ne furent plus rivaux que d'ambition, et l'on ne doit pas beaucoup les

en plaindre, si l'on songe que Catherine n'avait alors pas moins de 48 ans.

Pélerinage de l'impératrice; séjour à Moscou.

Cette princesse, à qui il ne répugnait point de se conformer aux mœurs superstitieuses de ses sujets, et qui même savait, dans l'occasion, en tirer avantage, entreprit, vers ce temps, de se rendre en pélerinage à un couvent du voisinage de Moscou. Pour se procurer une entrée brillante dans cette ville et un accueil favorable de la part de ses habitans, elle ne ménagea rien, ni la pompe dispendieuse des fêtes, ni l'annonce de l'abrogation de plusieurs impôts, la plupart établis pour subvenir aux dépenses de la guerre, ni les momeries d'une dévotion mensongère, jonchant, pour ainsi dire, d'images des saints tout le chemin de son passage. Mais, ô tenacité invincible de la haine d'un peuple! même absence de joie qu'à ses précédens voyages, même silence; même indifférence pour elle et même empressement pour son fils. Ce fut à Moscou qu'elle voulut recevoir Romanzof, revenant alors du théâtre de ses victoires. Ce fut cette ville encore qu'elle choisit pour y distribuer à chacun des généraux qui s'étaient distingués dans la dernière guerre des récompenses éclatantes; sans doute, afin d'éblouir la population moscovite du spectacle de la gloire de tous ces guerriers, dont les rayons dispersés lui semblaient devoir, aux yeux d'esclaves ignorans, venir se réunir sur elle seule. Romanzof reçut d'immenses valeurs en argen-

Récompenses militaires.

terie, en bijoux, en roubles, en terres et surtout en malheureux paysans, dont 5,000 devinrent son bétail. Les autres chefs, moins généreusement traités, en conçurent un dépit très-vif, et trois des plus considérables, Alexis Orlof, Panin, frère du ministre, et Dolgorouki, offrirent leur démission. Catherine, non-seulement eut la fermeté de l'accepter, mais encore, par un raffinement d'ironie qui prouve combien elle était piquée elle-même, elle leur envoya à chacun une douzaine de toupies, pour, disait-elle, amuser désormais leur désœuvrement.

Des récompenses générales avaient précédé dans l'armée ces gratifications particulières ; en 1772, la paie de tous les officiers, depuis le maréchal jusqu'à l'enseigne, avait été augmentée d'un cinquième. D'un autre côté, dès les premières années de la guerre, tout officier montait d'un grade, s'il avait paru sur un champ de bataille, ne fût-ce qu'une fois dans toute la campagne ; il recevait une croix au moins, et une épée d'or, si son nom était honorablement mentionné sur les bulletins ; une pension ou des paysans, s'il était blessé. Quelques-uns obtenaient dans une seule campagne deux grades, l'épée d'or et deux croix. Les simples soldats étaient gratifiés d'une médaille d'argent qui rappelait, dans une légende, l'action dont elle était le prix. Des régimens entiers en étaient décorés. Celle de Thchesmé portait une inscription sublime: *Bouil, j'y étais.* L'instinct du despotisme l'a toujours

porté à prodiguer les récompenses à l'armée. En effet, son droit c'est la force, et il ne peut le maintenir qu'en déterminant par l'appât du gain une partie du peuple à opprimer l'autre.

Nouvelle organisation administrative et judiciaire, 1775.

De cette époque date encore une nouvelle organisation de l'administration et des tribunaux. Jusqu'alors, chose à peine concevable! une multitude de procès, qui ne pouvaient être jugés qu'à Pétersbourg et à Moscou, venaient, de toutes les parties de l'empire, s'encombrer dans les bureaux du sénat de ces deux villes : les circonscriptions administratives, comme les circonscriptions judiciaires, avaient une étendue démesurée, sans aucune subdivision : quelques-unes surpassaient en superficie les plus vastes États de l'Europe. Catherine conçut le projet d'établir de nouvelles divisions territoriales, mieux entendues et mieux proportionnées à leur objet, de faciliter l'administration, et de rendre plus prompte l'action de la justice. Au lieu de ces immenses gouvernemens, elle institua des vice-royautés qui durent comprendre chacune de 300,000 à 400,000 âmes au plus, et se subdiviser en cercles de 20,000 à 30,000 individus. Tout cercle dut avoir un tribunal chargé de la décision des affaires civiles et criminelles, et un autre de simple police, tous les deux ressortissant de la *Cour supérieure des statuts*, qui, elle-même ressortissait de la *Cour suprême de justice*, et était, comme cette dernière, établie au chef-lieu de la vice-

royauté. Je ne mentionnerai point toutes les autres Cours particulières, dont il y avait multiplicité ; mais je donnerai des éloges à l'établissement de la Cour de conscience, sorte d'institution qui n'existait avant dans aucun pays. Cette Cour était chargée de veiller à ce que personne ne fût détenu sans jugement; de protéger les orphelins, les mineurs, les imbécilles; de concilier les plaideurs, etc. Elle était indépendante de tous les autres tribunaux. Il y eut aussi des Cours particulières pour les *odnodvortzi* (1) et les paysans de la couronne.

Les juges durent être élus, de trois ans en trois ans, parmi la noblesse et par les nobles bien entendu, à l'exception d'un certain nombre de ceux des *hautes Cours*, directement nommés par le gouvernement, et de ceux aussi de quelques tribunaux des cercles, dont les membres purent être pris en partie dans le sein des paysans libres, et choisis par eux. On était rééligible immédiatement en sortant de fonctions. Au reste, cette réorganisation du personnel de la magistrature était accompagnée d'importantes améliorations dans la législation. Une foule d'abus existaient : on entreprit d'y remédier. La justice dut être administrée sans rétribution ni émolumens : toute taxation d'offices, tout casuel, furent sévèrement prohibés. Il fut institué des gardiens des lois, des inspecteurs des tribunaux ;

---

(1) Ou roturiers libres, possesseurs d'une maison.

pour que les innocens ne fussent point exposés à demeurer trop long-temps dans les prisons, il fut prescrit de juger les affaires criminelles avant les civiles. La torture, la confiscation, furent en partie abolies; les peines furent adoucies pour beaucoup de cas. La manière de procéder ne dut plus être arbitraire, mais fut soumise à des formes invariables. Voilà bien des titres à l'approbation; mais on regrette que l'impératrice n'ait pas mis autant de zèle à faire exécuter ces lois qu'à les porter, et surtout qu'elle n'ait pas osé faire participer les esclaves des seigneurs au bien qui pouvait résulter de quelques-unes pour les paysans de la couronne. Elle se contenta d'avoir émis dans *ses instructions* sur le code des vœux stériles pour le soulagement de ces malheureux. Elle confirma, en 1785, ou plutôt elle consacra, en les augmentant encore, les prérogatives oppressives de la noblesse : comme de pouvoir seule posséder des terres; d'imposer, faire travailler, punir arbitrairement ses paysans, sans que ceux-ci pussent porter plainte ni témoigner contre leurs maîtres, etc., etc. Des priviléges aussi révoltans, fruit indubitablement du plus criminel abus qui puisse être fait de la force, n'étaient, à l'exception de quelques-uns mentionnés dans l'*oulagenié*, fondés que sur un long usage; ce fut Catherine qui donna *un titre* (1) à cette tyrannie.

Prérogatives de la noblesse consacrées.

(1) Selon l'expression de Tooke, qui ose lui en faire un sujet d'éloge!

Chaînes de l'esclavage resserrées.

Bien plus, non contente de river les fers d'une nation de serfs, elle condamnait à la vassalité, en leur imposant la capitation, les habitans libres de la petite Russie, si l'on peut appeler libres des hommes qui n'ont la faculté de posséder aucune terre en propre. « Depuis 1783, » dit Tooke, que je citerai de préférence, parce que, apologiste continuel de Catherine, ses récits ne peuvent être suspects d'animosité, « ils ne peuvent plus changer » de résidence à volonté; ils sont obligés de rester » dans le lieu où ils sont enregistrés sur le rôle de » la capitation, ou de s'arranger, à cet égard, avec » le seigneur du manoir. »

Et voilà les conséquences que Catherine sut tirer des principes posés dans *ses instructions!* Voilà comme elle tenait l'engagement de *ne point déroger à ces principes, et d'en faire découler tous ses réglemens.*

On jugerait donc mal des institutions et des réformes de cette princesse, en se les imaginant conformes à l'esprit de ces instructions; en effet, si les lois qu'elle rendit avaient, comme elle le dit, découlé rigoureusement des principes émis dans cette pièce, la Russie aurait obtenu le bienfait du jury, l'égalité civile, une liberté presque démocratique, et bien d'autres avantages encore. Dans les derniers temps, Catherine s'était, il est vrai, comme interdit d'aliéner aucune partie du domaine de la Russie propre; mais était-elle moins coupable en donnant la po-

pulation des provinces conquises, ou même des terres achetées; et n'est-on pas répréhensible de maintenir dans l'esclavage ceux qu'on en peut délivrer?

Bien qu'elle eût souvent déploré le sort des serfs possédés par des particuliers, elle donnait par milliers à ses favoris, et même à leurs créatures, les paysans de la couronne (1).

Revenons aux circonscriptions territoriales. Je ferai observer encore que, dans un pays aussi inégalement peuplé que la Russie, on n'eût pas dû prendre la population pour base de leur délimitation, de telle sorte que certaines localités, la ville de Pétropawlosk dans l'Yrkoustk, par exemple, fussent éloignées de plus de quatre mille cinq cents verstes (plus de onze cents lieues) du chef-lieu de leur juridiction (2).

On ne devait guère s'attendre à voir Catherine II établir ou consacrer en Russie le régime municipal : c'est cependant ce qu'elle fit. Toute ville possédant en franc-aleu, et immédiatement hors de son enceinte, deux verstes circulaires de pâturages,

---

(1) Elle connaissait, dira-t-on, le caractère doux et humain de ceux à qui elle accordait ces esclaves. Je doute que cette considération du caractère entrât pour beaucoup dans les motifs de sa générosité; mais soit : connaissait-elle aussi le caractère de leurs héritiers ?

(2) La verste forme à peu près un quart de lieue de France (*Statistique de la Russie*, par Schnitzler).

eut l'élection libre de ses administrateurs. Cette élection dut se faire tous les trois ans; dans les petites villes, par tous les bourgeois indistinctement, et, dans les grandes, par certaines classes que désignaient les statuts. Ces classes étaient ordinairement au nombre de six, distinguées par le capital de leur propriété, et par la diversité de priviléges qui en résultaient, comme d'être, à l'instar du clergé et de la noblesse, exemptes de punitions corporelles; de pouvoir posséder des vaisseaux en mer ou seulement des barques sur les rivières; de commercer en gros ou en détail; de vendre dans la ville et dans la campagne ou seulement dans l'une ou l'autre exclusivement; d'élever des manufactures ou des ateliers; d'exercer certains métiers; mais surtout d'entretenir un carrosse ou une simple charrette; d'atteler quatre chevaux, ou deux, ou un, ou point (1), etc. Triste gouvernement, quoi qu'on ait pu dire, que celui où il n'était pas libre à chacun de faire toutes ces choses!

Et voici la législation que Catherine osait établir, après avoir dit, dans ses instructions sur le Code : qu'*il ne faut défendre par les lois que ce qui peut être nuisible à chacun en particulier ou à la société en général!*..

---

(1) Ce qu'il y a de remarquable, c'est que, tandis qu'un négociant de première classe jouissait de la faculté d'atteler, en ville, plusieurs chevaux, un noble qui n'avait pas servi ne pouvait y en atteler qu'un seul.

Toutes ces réformes furent, dès 1775, mises à l'épreuve dans les deux gouvernemens de Tver et de Smolensk, ceux dont les habitans étaient regardés comme la partie la plus intelligente et la plus éclairée de la population russe; on les étendit ensuite, vers 1783, à tout l'empire (1).

Établissemens divers; greniers de réserve.

Catherine profita de cette réorganisation pour enrichir les provinces de divers établissemens louables; elle y encouragea la construction des hôpitaux, la propagation des écoles, et ordonna de bâtir, dans plusieurs, des greniers de réserve contre la disette. Cette précaution n'était pas aussi inutile qu'on pourrait se l'imaginer au premier abord, à ne considérer que l'extrême abondance de grains qui existe en Russie; d'abord parce que la distillation des eaux-de-vie en consomme d'énormes quantités; ensuite, parce que de vastes provinces sont totalement improductives; enfin, et surtout, parce que la moitié de la population russe est oisive, ou, ce qui revient au même, occupée à satisfaire au luxe des grands. De 1793 à 1794, une famine horrible devait ravager les vice-royautés de Mohilof et de Polotsk, et coûter la vie à des milliers de paysans, tandis que le gouverneur de ces deux

---

(1) Voyez-en le plan, imprimé en deux parties (1775 et 1780), sous le titre d'*Ordonnances de S. M. I. Catherine II pour l'Administration des Gouvernemens de l'Empire de Russie*.

provinces, l'infâme Passek, passerait son temps à Saint-Pétersbourg, dans le faste et dans la débauche. Il est vrai que tous les grains devaient en être enlevés pour subvenir à la subsistance de l'armée, occupée alors à achever la ruine de la Pologne; mais, dans tous les cas, sous un gouvernement aussi désordonné que l'est et le sera nécessairement toujours, tant qu'il conservera sa forme actuelle, le gouvernement russe, les greniers de réserve seront rarement approvisionnés; et il est même fort douteux que Catherine en ait fait remplir un seul.

Banque en Sibérie.

Diverses institutions commerciales accompagnèrent ou suivirent la promulgation du nouveau règlement. Une banque fut établie en Sibérie, à Tobolsk, centre du commerce de cette contrée. Des encouragemens furent donnés à plusieurs entreprises industrielles. Les marchands russes se virent affranchis de la capitation et du recrutement, sous la condition de payer annuellement un pour cent des sommes employées à leur négoce.

Marchands divisés par classes.

On en fit cinq classes, dans l'une ou l'autre desquelles ils furent tous placés, selon leur fortune, depuis celui qui faisait valoir un capital de cent mille roubles jusqu'au modeste détaillant dont l'industrie ne s'exerçait qu'avec dix seulement. Ces classes étaient distinguées par différens priviléges, d'une manière analogue à celles des bourgeois, avec lesquelles elles se confondaient le plus sou-

vent. Catherine voulut que chacun fût libre de se faire inscrire dans la classe qu'il préférerait, et taxé en conséquence; persuadée que la latitude qu'elle laissait à cet égard lui serait plus avantageuse que préjudiciable; que, chez le plus grand nombre, la vanité l'emporterait sur l'avarice, et le désir de paraître riche sur l'intérêt de le devenir.

Dans le but de favoriser le commerce intérieur, on avait multiplié les marchés et les foires. Quant au commerce extérieur, il se faisait toujours à l'avantage des Anglais, auxquels on venait tout récemment d'accorder le renouvellement d'un traité onéreux à la Russie; mais la nouvelle que, conformément à la faculté consacrée par la dernière paix avec la Porte, un convoi de dix vaisseaux marchands avait passé de l'Archipel dans la mer Noire, par le canal des Dardanelles, remplissait l'impératrice d'orgueil et de joie.

Cette princesse cependant avait bien des plaies à fermer, bien des abus à réprimer. La trace des ravages matériels de Pugatscheff pouvait s'effacer, et elle y faisait travailler; mais elle ne pouvait rendre la vie ni la liberté à une multitude de malheureux colons, qui, arrachés par l'appât des promesses les plus brillantes, au sol de leur patrie, semblaient n'être venus de si loin que pour être offerts en proie tour à tour aux Tatars, aux Turks et surtout aux officiers russes commis pour les protéger. De près de 300,000 de ces infortunés qu'on avait

Dépérissement des colons.

attirés des plus fertiles contrées de l'Europe pour les disperser dans des terres arides ou insalubres, à peine, au temps que nous décrivons, en restait-il 29,000, tous languissans, maudissant leur sort, et épars dans les environs de Saratof, de Kief et de Tsaritzin. On les a déjà vus enlevés en très-grand nombre des établissemens de la nouvelle Servie, et vendus comme esclaves au prix de 80 piastres chacun. Ceux que les incursions des peuples voisins n'atteignirent point périrent, pour la plupart, de misère, de chagrin, du désespoir de se voir livrés, loin de leur pays, à des exactions, à des vexations de toute espèce, à une tyrannie enfin dont rien jusque là ne leur avait donné l'idée. L'espèce d'abandon qu'on en faisait à leurs oppresseurs, était d'autant plus répréhensible que, pour déterminer ces infortunés à s'expatrier, on leur avait garanti les avantages les plus faits pour les séduire : une propriété, des exemptions de charges, des priviléges même, toutes les conditions enfin d'une infaillible postérité. Non-seulement les ambassadeurs russes dans toutes les cours avaient reçu l'ordre d'en recruter le plus grand nombre possible, mais encore Catherine entretenait, en divers lieux, des émissaires spécialement occupés de cet objet. Un Français, nommé Beauregard, habitant aux environs d'Utrecht, avait passé avec cette princesse un marché pour lui vendre, outre des artisans et des artistes, des

paysans et des soldats; il s'était, en conséquence, créé dans tout le midi de l'Europe des correspondans, chargés de lui en procurer. Il avait résulté de ce trafic les plus horribles abus. Beaucoup de nobles russes, voyageant vers cette époque, se donnèrent pour émissaires de leur souveraine. A ce titre, ils embauchèrent comme artistes, artisans ou colons, une foule de malheureux, qu'ensuite ils employèrent comme esclaves à la culture des terres qu'ils avaient de trop (1).

Horrible fraude de quelques seigneurs russes.

Les concussions, les exactions, les abus d'autorité de toute espèce se commettaient impunément dans tout l'empire, mais surtout à ses extrémités. Catherine fut toujours faible contre les crimes qui n'étaient ni des attaques contre son pouvoir, ni des obstacles à son ambition : elle avait pour ses agens cette indulgence facile qu'ont tous les gouvernemens despotiques. Assez récemment, elle n'avait pas même voulu qu'on mît en jugement les trésoriers de l'empire, convaincus d'avoir détourné à leur profit l'argent de leurs caisses. Kischenkoï, dont l'iniquité et les violences avaient causé l'émigration des Tourgouths, s'en était vu, non pas puni, mais comme récompensé par le grade de colonel. Encouragés sans doute par ces précédens,

Exactions des officiers russes. Révolte des Baschirs, 1776.

---

(1) *Ruhlières, Histoire de l'anarchie de Pologne.* Je n'ose rapporter un fait aussi atroce, sans citer la source où je l'ai puisé.

des officiers, employés parmi les Baschirs, forcèrent, par leur conduite, une horde de ces peuples à la révolte, et en furent massacrés, ainsi que des popes qui, en apparence, les avaient gagnés au christianisme. L'image du Dalay-Lama remplaça dans la chapelle portative de ces prêtres les images des saints. Ces faits prouvent qu'on avait employé, pour les convertir, autre chose que la persuasion. Le prosélytisme et l'intolérance exerçaient donc leur despotisme sous l'empire de Catherine. Peut-être était-ce à son insu; peut-être aussi sa politique voulait-elle attacher davantage à la Russie par la communauté de culte des peuples qui pouvaient, au moindre mécontentement, retourner, comme les Tourgouths, dans les régions orientales d'où ils étaient originaires. Les Baschirs se laissèrent apaiser. Ces hommes demi-sauvages, en montrant parfois qu'ils savaient se faire justice eux-mêmes, contenaient un peu la tyrannie, mais il était des contrées immenses où les victimes n'avaient que la résignation à lui opposer.

Ce n'est pas quand on a à remédier à de tels désordres, ce n'est pas lorsqu'on préside à une nation toute d'esclaves, à une nation qui, par conséquent, a besoin de tant de réformes de politique et de mœurs, qu'on doit s'occuper d'élever des palais et de former des musées. Je ne louerai donc point Catherine de ce qu'elle faisait alors dans ce genre, car des chefs-d'œuvre d'architecture et de peinture ne

Monumens: Musées.

sont point la fin de la société, ne font point le bonheur des peuples. Mais, dit-on, ils font la gloire des États; et voilà, avec la malheureuse facilité d'adulation qu'ont tant d'écrivains, ce qui séduit. La presque totalité des souverains, comme des autres hommes, s'attache plus à briller qu'à bien faire. Cependant l'éclat des États, à moins de circonstances exceptionnelles qui leur en font tirer les frais du dehors, est un signe de leur faiblesse, et le luxe public ne se compose que des privations des particuliers.

Second mariage du grand-duc, 1771.

Les difficultés au sujet de la délimitation des provinces envahies sur la Pologne duraient encore en 1776. Elles furent, dit-on, le sujet d'un voyage que le prince Henri de Prusse fit alors à Saint-Pétersbourg, et que quelques écrivains ont donné comme l'époque de la résolution d'un second partage. Le prince Henri l'aurait, selon eux, proposé à l'impératrice, qui y aurait accédé avec joie. Quoi qu'il en soit, ce prince, à son retour à Berlin, fut accompagné du grand-duc Paul Pétrowitz. Celui-ci venait de perdre son épouse, dont différentes circonstances, recueillies avec soin, faisaient, mais sans assez de preuves, attribuer la mort à la politique ombrageuse de l'impératrice. Il allait en Prusse, y voir une nièce de Frédéric, la princesse Sophie Dorothée de Wurtemberg, qui, quoique antérieurement promise au prince de Hesse-Darmstadt, qu'elle aimait, vint bientôt après, à Saint-Pétersbourg, épouser l'héritier du trône de toutes les Russies.

Ce prince n'avait d'ailleurs aucune part au gouvernement. Sa mère mettait le plus grand soin à le tenir écarté de toutes les affaires. Jamais, durant ses fréquens voyages, elle ne lui confia la moindre autorité. Grand-amiral de la Baltique, il ne lui fut pas permis une seule fois d'en visiter les flottes. Jamais il ne put, malgré les instances les plus vives, obtenir d'aller combattre les Turks. « Que dira l'Europe, écrivait-il à sa mère, après avoir fait publiquement dans la dernière guerre tous ses préparatifs de départ pour l'armée ; que dira l'Europe, quand elle verra que je n'exécute pas un projet qui a déjà reçu une grande publicité? » « L'Europe, répondit l'impérieuse Catherine, dira que le grand-duc de Russie est un fils respectueux. »

Toute la conduite de l'impératrice envers son fils fut empreinte de cette défiance. Ainsi, pendant le voyage que ce prince fit, vers 1780, sous le nom de comte du Nord, en Allemagne, en France et en Italie, elle voulut qu'il n'entretînt de correspondance qu'avec elle seule ; et un courtisan de la famille illustre des Bibikoff expia par un lointain exil l'imprudence d'avoir enfreint à cet égard les défenses de sa souveraine.

Dans la paix, Catherine donnait au soin de l'administration intérieure de son empire tout le temps que lui laissaient et ses plaisirs et ses relations d'amour-propre avec les hommes célèbres qui pouvaient lui procurer une renommée plus rapide, et

lui faire savourer les délices d'une gloire prématurée. Mais sitôt qu'un projet de conquête ou d'agrandissement venait mettre en jeu ses passions ambitieuses, son zèle de réforme et de création se refroidissait : les institutions les plus utiles n'étaient plus, pour employer sa propre expression, que *causes secondes*. Sa philanthropie était subordonnée à son égoïsme. Depuis le traité de Kaïnardgy, elle paraissait donner à l'amélioration du sort de ses peuples une attention sérieuse et assez suivie : mais tout à coup des occasions inattendues, des propositions séduisantes, une grande complication d'intrigues politiques portèrent toute son activité au dehors.

Deux guerres, l'une continentale, l'autre maritime, celle de la succession de Bavière et celle de l'insurrection américaine, lui procurèrent le moyen de faire invasion, pour ainsi dire, dans la politique générale de l'Europe. Sa médiation, provoquée par Frédéric, imposa à Marie-Thérèse, et amena, bien plutôt que celle de la France, alors déchue de toute prépondérance, le traité de Teschen. La guerre d'Amérique n'était pas aussi facile à terminer; mais Catherine chercha dans sa continuation même, ou plutôt y trouva sans la chercher, une autre occasion de gloire : je veux parler du système de la neutralité armée, insinué, en 1778, par le ministre français Vergennes, aux cabinets de Stockholm et de Copenhague, qui le proposèrent inutilement

1779.

Neutralité armée, 1780.

alors à celui de Saint-Pétersbourg; et reproduit deux ans après par Panin, qui l'opposa au penchant qu'avait l'impératrice à faire, au risque de se détacher de la Prusse, une alliance défensive avec l'Angleterre. Les belligérans maritimes s'emparaient souvent des bâtimens neutres, par le motif ou sous le prétexte qu'ils étaient chargés pour le compte de leurs ennemis. Deux vaisseaux russes avaient été arrêtés dans la Méditerranée par les Espagnols, conduits à Cadix, et confisqués. L'impératrice était furieuse, voulait déclarer la guerre à l'Espagne, ordonnait d'équiper une flotte, et le chevalier Harris, ambassadeur d'Angleterre, stimulait son ressentiment. Panin alors inspire à sa souveraine le projet de prendre sous sa protection les droits de tous les neutres, rédige, en forme de manifeste, une série de dispositions propres à garantir ces droits, et la lui présente « comme » un système qu'elle aurait la gloire d'avoir créé, » qui rallierait tous les peuples autour d'elle, la » rendrait la législatrice des mers, et la conduirait » à faire la paix maritime, comme elle avait fait, à » Teschen, la paix continentale (1). » Ce projet flattait trop l'orgueil de Catherine pour qu'elle ne s'empressât pas de l'accueillir. L'acte de neutralité, fondé principalement sur le principe que *le pavil-*

---

(1) *Mémoires sur la Conduite de la France et de l'Angleterre à l'égard des Neutres.*

lon couvre la marchandise, fut officiellement proposé à toutes les cours : celles de Stockholm, de Copenhague, de Vienne, de Lisbonne, de Naples, les États de Hollande, y accédèrent successivement, et il est devenu l'une des bases du droit public de l'Europe : nous en produirons sommairement les dispositions. 1° Les vaisseaux neutres naviguent librement de port en port sur les côtes des puissances belligérantes; 2° les effets appartenant aux sujets desdites puissances sont en sûreté sur les vaisseaux neutres, à l'exception seulement des marchandises de contrebande et des munitions de guerre; 3° tout blocus d'un port, pour être obligatoire, doit être effectif. Les deux autres articles n'étaient que transitoires. Tel était, en substance, ce fameux pacte maritime : il ne fallait pas beaucoup de génie pour l'imaginer; il ne fallait que donner quelque attention aux intérêts de l'humanité, ce que les hommes puissans font rarement, préoccupés comme ils le sont des intérêts du pouvoir. La flatterie en fit honneur à Catherine, quoique l'on sût généralement que ce n'était point à elle qu'en était due la première idée. Les souverains sont bien heureux; ils n'ont qu'à consentir pour tout obtenir, même la gloire ; car ils ont des pourvoyeurs de gloire comme des pourvoyeurs d'esprit, comme des pourvoyeurs de plaisirs. Une foule d'hommes est sans cesse occupée à leur en procurer, gratuitement quelquefois, mais plus souvent

pour un peu d'or ou une légère part dans les bénéfices de l'autorité.

Catherine, en même temps qu'elle s'érigeait en arbitre et en protectrice du commerce général de l'Europe, prenait, pour activer celui de ses États, toutes les mesures compatibles avec la sévérité des gouvernemens tels que le sien : elle abolissait les droits extraordinaires établis sur les grains, et en permettait l'exportation depuis Riga jusqu'à Archangel. Une factorerie française, qui avait été autorisée à s'établir vers cette dernière ville, contribuait, en excitant la rivalité des négocians anglais, à inspirer à ceux-ci plus d'empressement et moins de morgue. Kherson, dont les fondemens avaient été jetés quelques années auparavant, en 1778, à dix lieues d'Oczakof, sur la rive du Dniéper, devenait un port important, lançant sur la mer Noire non-seulement des bâtimens marchands, mais encore des vaisseaux de guerre, effroi futur de la marine ottomane. Les Russes, libres de porter leur navigation du Kamtschatka au Japon et à la Chine, de la Baltique et de la mer Blanche aux Amériques, venaient de se voir ouvrir encore, par le canal des Dardanelles, un passage presque immédiat dans la Méditerrannée. Ils allaient trafiquer, par cette voie, à Smyrne, à Alep, dans les ports de l'Italie et de la Grèce, dont ils ramenaient les vins délicieux. Les Américains indépendans, sans être formellement reconnus comme tels, étaient accueillis dans leurs

Commerce extérieur.

ports, et visités à leur tour, sur leurs propres côtes, par des navires partis de Cronstadt. Le commerce avec la Chine avait aussi quelque activité. Dès 1770. la petite ville de Kiachta, aux confins des deux empires, avait été choisie pour en être l'entrepôt : il s'y faisait par an, selon Castéra, au moins pour 1,600,000 roubles d'échanges, sur lesquels la couronne levait un droit de 25 pour 100. Si l'on en croit une lettre de l'impératrice elle-même, les Chinois auraient enlevé du marché de Kiachta, seulement pendant les quatre premiers mois qu'il fut ouvert, des marchandises moscovites pour plus de 3,000,000 de roubles. Au reste, Catherine se louait peu de ses rapports avec ce pays : « Messieurs les » Chinois, disait-elle, sont si grands chicaneurs, » que c'est la mer à boire que d'en finir avec eux; » et plus d'une fois il est arrivé que, n'ayant plus » rien à demander, ils exigeaient les os des morts, » non pour leur rendre les derniers devoirs, mais » uniquement pour chicaner..... De pareilles mi» sères leur ont servi de prétexte pour interrompre » le commerce pendant dix années : je dis de pré» texte, parce que la vraie raison était que Sa Majesté » chinoise avait donné en monopole à un de ses » ministres le commerce avec la Russie. Les Chi» nois et les Russes s'en plaignaient également; et, » comme tout commerce naturel est très-difficile » à gêner, les deux nations échangeaient leurs mar» chandises là où il n'y avait pas de douanes éta-

» blies..... Lorsque d'ici on leur écrivait l'état des » choses, on recevait en réponse d'énormes cahiers » de prose mal arrangée, où l'esprit philosophique » et la politesse ne se faisaient pas même entrevoir, » et qui, d'un bout à l'autre, n'étaient qu'un tissu » d'ignorance et de barbarie. On leur a dit qu'on » n'avait garde d'adopter leur style, parce qu'en » Europe et en Asie ce style passait pour impoli. » Le fait est que l'impératrice avait été blessée de ce que Thien-Long finissait une de ses lettres en souhaitant que le ciel lui donnât plus de sagesse. Cependant, malgré son mépris affecté pour les Chinois, elle tenait beaucoup à leur commerce. Aussitôt qu'on le lui permit, elle envoya dans leur capitale, pour y apprendre la langue chinoise, un archimandrite et plusieurs jeunes Russes. Elle avait aussi fait bâtir, de distance en distance, sur la route de Kiachta, des villages et des villes; mais les colonies qu'on y établit, périrent presque toutes par les exactions des officiers chargés de les protéger. Le traité de 1770 devait, à l'occasion de nouvelles contestations, nées principalement de la protection accordée par la Chine aux Tourgouths, être renouvelé en 1789.

Le naufrage de quelques Japonais sur les côtes de l'Yrkoutsk suggéra à l'impératrice l'idée d'établir des relations commerciales avec leur pays. L'un d'eux, conduit à Saint-Pétersbourg, y apprit le tatar et le russe, et enseigna, en retour, sa propre

langue à ses maîtres; mais les tentatives qu'on fit pour tirer parti de cette occasion eurent une issue peu encourageante.

Ce n'était pas assez pour Catherine de pouvoir, à la faveur des traités et au moyen de ports nouvellement acquis ou construits, pénétrer librement au sein de l'empire ottoman, elle convoitait depuis long-temps la possession de la Crimée entière, moins, sans doute, dans le but d'assurer l'extension de son commerce qu'afin d'avoir un poste avancé pour la conquête future de Constantinople. Cette ambition était fortifiée en elle par Potemkin, qui, dit-on, espérait pour lui-même la vice-souveraineté du nouvel empire d'Orient, aussitôt qu'on serait parvenu à l'établir. Selon d'autres, il aspirait au trône de la Crimée, ou à celui de la Valachie et de la Moldavie, auxquelles on avait déjà rendu, à la cour de Saint-Pétersbourg, leurs anciens noms de Tauride et de Dacie. Mais il fallait, avant tout, déterminer l'Autriche à ne pas contrarier ces projets. Marie-Thérèse, qui, sans doute, s'y serait opposée, n'était plus, et Catherine ne désespéra pas de leur concilier l'assentiment de Joseph II, en l'intéressant à leur résultat. Elle lui demanda, à cet effet, une entrevue, et l'attira successivement à Mohilof, à Moscou et à Pétersbourg. Cette dernière ville était, pour ainsi dire, noyée alors dans les fêtes : le roi de Suède venait d'en partir, et l'héritier présomptif de la couronne de Prusse al-

Voyage de Joseph II à Saint-Pétersbourg, 1780.

lait y arriver. Tout cet étalage de luxe et de prodigalité était peu propre à prévenir en faveur de Catherine un prince aussi simple de mœurs et de goûts que Joseph II. Ceci ne l'empêcha cependant point d'accéder aux propositions de la tsaritse. Elle s'engagea à favoriser ses vues d'acquisition de la Bavière et de l'embouchure de l'Escaut, à condition qu'il l'aiderait à combattre les Turks, et lui laisserait la meilleure part de leurs dépouilles. Les deux souverains convinrent, en outre, de rendre aux républiques grecques leur antique indépendance. Rien d'abord ne paraît plus bizarre que ce zèle dont deux despotes se montrent engoués tout-à-coup pour le rétablissement d'une nation dans sa liberté; mais ainsi procède l'ambition. Avant de pouvoir ranger sous son joug un peuple opprimé par un autre que par soi, il faut bien, à moins d'être assez fort pour le ravir comme du bétail, l'engager à secouer le joug ; et quel moyen d'y parvenir, sinon de lui faire embrasser l'espoir d'une condition plus heureuse et moins abjecte? Jamais souverain ne se montra, en ce sens, plus libéral que Catherine II : on peut dire qu'elle fut la plus active révolutionnaire de son siècle. Partout, tandis qu'elle écrasait ses propres sujets du poids de son sceptre, elle s'offrait comme la protectrice des droits des sujets de ses voisins. Elle ne rêvait que constitutions républicaines en Pologne, en Suède, en Grèce; il n'y eut que la France à qui elle n'en voulut

Alliance de la Russie et de l'Autriche contre la Porte.

pas souffrir, sans doute parce que ce pays était trop éloigné pour qu'elle le prît sous sa protection.

Les conventions arrêtées dans les conférences de Mohilof et de Pétersbourg furent, peu de temps après, consacrées par un traité signé à Tzarkoé-Sélo. De cette époque, Catherine ne s'occupa plus que de consommer l'usurpation de la Crimée. Je reprends d'un peu plus haut. Les vues secrètes qu'elle avait eues en procurant à ce pays une prétendue indépendance éclatèrent presque aussitôt après la paix de Kaïnardgy. Elle voulut imposer aux Tatars un khan, comme un roi à la Pologne. Les intrigues, la corruption et la violence déterminèrent la fuite de Dewlet-Ghéraï, trop uni d'affection à la Porte, et son remplacement par Sahim-Ghéraï, tout dévoué à la Russie. Le nouveau khan, dont l'administration était juste et modérée, fut d'abord volontiers souffert par ses sujets; mais bientôt son excessive soumission à la cour de Saint-Pétersbourg le leur fit mépriser, et même haïr. Dans leur indignation, ils massacrèrent la garde russe qu'on avait jugé prudent de lui donner, et firent élection d'un autre chef, Sélim-Ghéraï.

Traité de Tzarkoé-Sélo, 1781.

Les Russes étaient tout préparés. Une armée, aux ordres du prince Prozoroffski, envahit de nouveau la Crimée, battit les Tatars, et rétablit Sahim. En même temps, Catherine attirait sur son territoire le plus qu'elle pouvait de chrétiens grecs de la Moldavie et de la Valachie, et préten-

Invasion de la Crimée, 1783.

dait hautement au protectorat de ceux qui continuaient à rester dans ces deux provinces. Peut-être cette prétention outrée n'avait d'autre objet que de disposer la Porte à plus de facilité pour ce qui concernait la Crimée; et en effet un traité additionnel à celui de Kaïnardgy ne tarda pas à consacrer l'œuvre de l'influence moscovite dans cette contrée. Les Russes obtinrent la reconnaissance formelle du khan qu'ils protégeaient, et une extension de leurs priviléges maritimes, sous prétexte qu'il était nécessaire de les expliquer, et de les confirmer. L'ambassadeur de France (1), loin, cette fois, de nuire au succès des négociations, y contribua efficacement au contraire : tant la politique de son cabinet, jalouse alors de ravir à l'Angleterre l'alliance de la Russie, avait changé!

L'or et les intrigues de l'impératrice maintinrent le trouble en Crimée jusqu'à ce que la conclusion du traité de Tzarkoé-Sélo lui eût permis d'y établir le repos de la servitude. Sahim, décoré, ou plutôt, aux yeux des Tatars, flétri des grades, des titres, des cordons d'une cour étrangère, devenait de plus en plus odieux à son peuple. Ce prince, que les Russes venaient encore récemment d'aider à comprimer la révolte de l'un de ses frères, Batti-Ghéraï,

(1) M. de Saint-Priest. L'impératrice, dans le but de reconnaître ses bons offices, lui envoya des diamans pour plus de 300,000 roubles.

gouverneur du Kouban, était tout à leur dévotion. Ils lui suggérèrent d'exiger de la Porte la cession d'Oczakof; l'imprudent obéit, et, sur un acte de cruauté, commis contre un de ses envoyés par un pacha qui venait de prendre possession de l'île de Taman, il ouvrit à ses protecteurs, prompts à lui offrir de l'aller venger, un passage dans ses États. C'était où la perfidie l'attendait. Les Russes, une fois entrés, au lieu de continuer à marcher sur Taman, se replièrent subitement, et s'étendirent sur toute la presqu'île. Pendant ce temps, le Kouban et le Budziag étaient occupés par un autre corps aux ordres de Souwarow. Les Imans, les Mirzas et le khan lui-même, furent contraints de prêter serment de fidélité à l'impératrice. Ce prince, obligé de céder sa souveraineté pour une pension de 800,000 roubles qu'on devait ne lui pas payer, relégué ensuite à Kalouga, abandonné à la misère, exposé aux plus durs traitemens, et, pour comble, livré aux Turks, fut décapité à Rhodes, malgré les efforts du consul français pour le sauver. Beaucoup de ses sujets ne furent pas plus heureux. Potemkin donna l'ordre d'en massacrer un grand nombre, qu'on savait ou croyait comploter l'affranchissement de leur patrie. Un général russe, le prince Prozoroffski (je m'empresse d'autant plus de le nommer que j'ai malheureusement trop peu d'occasions de citer de pareils traits), refusa d'exécuter cet ordre cruel. Le cousin du

favori, Paul Potemkin, fut moins scrupuleux, et fit de sang-froid répandre le sang de 30,000 victimes de tout âge et de tout sexe. Dès lors la licence des oppresseurs n'eut plus de bornes. « Que si l'on me demande, dit l'Anglais Clarke (1), ce que les Russes firent en Crimée, après cette conquête obtenue par tant d'atrocités et d'excès, je réponds en peu de mots : Ils ont dévasté le pays ; coupé les arbres, abattu les maisons, renversé les temples et les édifices publics ; détruit les aquéducs ; ils ont ruiné les Tatars, outragé leur culte, exhumé les corps de leurs aïeux, jeté au vent leurs cendres, ou abandonné leurs restes sur le fumier aux animaux immondes. *Détruire, ravir, massacrer, voilà ce qu'ils appelaient établir leur empire;* créer la solitude, voilà ce *qu'ils appelaient ramener la paix* (2)..... Tel est le véritable caractère de la protection russe. »

Une telle usurpation était trop scandaleuse et trop flagrante pour que l'impératrice n'essayât pas d'en pallier l'injustice. Elle avait un modèle dans sa déclaration précédente, au sujet du partage de la Pologne ; elle le suivit. « C'était *un édifice* élevé *par ses soins bienfaisans pour le bonheur des Tatars,*

---

(1) Clarke's *Travels.*

(2) Clarke se sert, en le citant textuellement, de ce passage de Tacite : *Auferre, rapere, trucidare, falsis nominibus, imperium, atque ubi solitudinem faciunt, pacem appellant.*

que ces peuples *inquiets*, non moins ingrats que les Polonais, avaient *travaillé à affaiblir et à ruiner*. De là était résulté pour elle la nécessité *de grandes dépenses*, et pour ses troupes *d'inévitables et continuelles fatigues. La perte des hommes*, ajoutait-elle hypocritement, *ne peut être appréciée; elle n'entreprenait pas de l'estimer;* elle finissait par dire « qu'animée du désir de maintenir le dernier traité avec la Porte, et déterminée, par la considération de ce qu'elle se devait à elle-même et à la sûreté de son empire, à mettre un terme aux troubles de Crimée, elle réunissait à la Russie cette péninsule, l'île de Taman et tout le Kouban, comme une juste indemnité des pertes qu'elle avait souffertes, et des dépenses qu'elle avait faites *pour y conserver la paix et le bonheur.* »

La Porte, poussée à la guerre par l'Angleterre (secrètement opposée à la Russie depuis le pacte de la neutralité armée), mais retenue par la France et par l'Autriche, et plus encore par le sentiment de son excessive faiblesse, s'humilia jusqu'à consacrer, par un troisième traité, les nouveaux empiétemens de la Russie. C'était l'empire romain achetant à prix d'argent, dans sa décadence, le repos des Barbares. Ainsi les Turks se laissaient entraîner de concessions en concessions, sans penser, sans oser peut-être se livrer à l'idée que, plus ils accordaient, moins ils restaient en état de rien refuser; et que le temps viendrait enfin où il leur

faudrait, à moins de se résigner lâchement à une ruine complète, embrasser le parti de la résistance. Catherine ne se contentait pas d'avoir, par l'acquisition de la Crimée, comme jeté un pont avancé sur le territoire de l'empire turk, elle cherchait encore à le tourner pour l'envelopper, à lui pénétrer au cœur pour le corrompre. Ainsi, tandis que ses escadres parcouraient les bords de la mer Noire et de la Caspienne, et semaient parmi les khans de ces contrées des divisions propres à y faciliter l'établissement de son influence; qu'elle fomentait le trouble jusqu'au sein même de la Perse; qu'elle recevait ou plutôt prenait sous sa protection, en mêlant ses troupes aux leurs, les princes souverains de la Géorgie, du Kachat et de l'Imirette; qu'au midi ses vaisseaux naviguaient menaçans dans la Méditerranée et dans l'Archipel, elle faisait de la Moldavie, de la Valachie, de la Morée, de l'Égypte même, l'objet des intrigues de ses agens, et son audace corruptrice dominait jusque dans le Divan, au point d'en faire écarter les membres qui lui déplaisaient.

C'était bien pis encore en Russie; c'est là que la chute de l'empire turk était désirée, prédite, préparée sans déguisement: au théâtre, à la cour, à la ville, dans toutes les conversations, dans tous les écrits que l'on permettait à la presse de produire, on montrait dans le second des fils du grand-duc, le prince Constantin, à qui l'on avait donné une nourrice

grecque, le souverain du nouvel empire d'Orient. On rappelait aux mémoires superstitieuses d'anciennes prédictions propres à flatter l'ambition et l'amour-propre des Russes. C'était un délire général, prélude d'un spectacle pompeux que l'impératrice se disposait alors à donner à ses peuples dans un voyage plus ruineux encore qu'extraordinaire.

Mais, avant d'entrer dans les détails de ce fameux voyage de Tauride, je rassemblerai quelques évènemens de l'histoire intérieure de l'impératrice et de l'empire.

Mort du favori Lanskoï. Désespoir de Catherine.

Trois favoris, Zoritsch, Korsakov et Lanskoï, avaient déjà succédé à Zavadoffski; la mort de Lanskoï, le plus aimable et le plus beau des amans qu'ait eus l'impératrice, la plongea dans l'affliction la plus profonde; elle voulait mourir, et sa douleur fut si sincère qu'elle demeura près d'un an sans le remplacer. On a prétendu que Potemkin, qui seul put, pendant tout ce temps, pénétrer dans la retraite absolue qu'elle s'était imposée, profita des dispositions où cet évènement l'avait mise pour obtenir secrètement sa main. Le trépas de Lanskoï n'etait pas la seule perte que Catherine eût à déplorer. Grégoire Orlof et Panin, tous deux retirés de la cour, avaient, quelques années auparavant, succombé l'un et l'autre : celui-ci à l'ennui et à l'envie, celui-là au remords. Orlof, dans les derniers temps de sa vie, était tombé en démence;

Mort de Grég. Orlof et de Panin.

tantôt abandonné à une gaîté excessive et sans fondement; tantôt livré à une fureur effrénée, éclatant en révélations terribles, en reproches de complicité qui portaient dans le cœur de l'impératrice la douleur et le trouble, et faisaient frémir pour lui ceux qui l'entendaient. On crut nécessaire de l'exiler à Moscou. Ce fut là qu'il expira.

Voyages d'exploration; canaux; université; 1783.

Catherine, ayant enfin triomphé de sa douleur, songeait à reprendre le cours de ses entreprises ambitieuses; mais auparavant elle s'occupait à faire, dans l'administration intérieure un grand nombre de créations ou de changemens, dont plusieurs étaient dignes d'éloge. Elle envoyait des marins expérimentés et des savans voyager, à ses frais, dans les mers et dans les contrées les moins connues de son empire; elle organisait une université ou collége général de l'instruction publique, et, sous sa direction, des écoles normales, chargées de former, pour toutes les provinces, des maîtres capables; elle entreprenait de creuser un canal qui, unissant, par la Twertza et la Msta, la Néva au Volga, devait prolonger, de la mer Caspienne à la Baltique, la navigation intérieure. Elle prescrivait aux Russes de substituer, dans leurs rapports avec elle, la qualification de sujets au titre flétrissant d'esclaves, et les exemptait de se prosterner dans la boue, à son passage, comme ils y étaient auparavant obligés. Malheureusement, chez Catherine l'exécution restait au-dessous de l'intention,

ou l'intention gâtait le bienfait. Ainsi, en affranchissant de l'humiliation d'avouer leur esclavage ses sujets, ou plutôt le petit nombre de Moscovites assez favorisés par leur position pour prétendre à l'honneur de lui adresser une supplique, elle ne faisait rien pour alléger les chaînes de la classe la plus nombreuse de son empire; ainsi le canal qu'elle ordonnait d'ouvrir devait ne pas se continuer; ainsi la direction des institutions universitaires était abandonnée à l'envieuse ignorance d'un ancien favori, Zavadoffski; ainsi les résultats des expéditions scientifiques et nautiques s'ensevelissaient dans l'ombrageuse taciturnité du despotisme, et restaient non-seulement inconnus au reste de l'Europe, mais encore perdus pour ceux mêmes qui s'en réservaient le secret.

Établissemens sanitaires, jusqu'en 1783.

De toutes les institutions du règne de Catherine, les plus louables sont, sans contredit, ses établissemens sanitaires. Il dut y avoir, dans tous les chefs-lieux de gouvernement, un collége de surveillance, chargé principalement de créer des hôpitaux dans les localités qui en auraient besoin. Ce collége recevait de la couronne, pour chaque création de ce genre, une somme de quinze mille roubles. Outre un grand nombre d'hospices, destinés aux maladies diverses, il en fut ouvert de spéciaux pour les enfans trouvés, pour les femmes en couche, pour l'inoculation, pour les maladies vénériennes. Le mot *discrétion* marqué sur le linge employé dans

ces derniers montrait de l'intérêt tout particulier que la fondatrice portait aux victimes de la galanterie. Ne l'en blâmons point; n'ayons pas ce courage: qu'ici la rigidité morale, comme la médisance, se taisent devant le bienfait.

Institutions diverses.

Le célèbre philanthrope Howard approuve principalement les distributions de l'hospice civil fondé à Moscou sous le nom du grand-duc, et bâti sur le plan du médecin français Leclerc. Il s'en faut bien qu'il accorde les mêmes éloges aux hôpitaux maritimes et militaires, selon lui, aussi mal administrés que construits. Quelque imparfait cependant que Catherine ait laissé le régime sanitaire de ses États, elle fit beaucoup, il faut le dire, dans le but de l'améliorer. Une des dispositions de son réglement d'administration attacha à chaque cercle un médecin principal et deux élèves, un chirurgien et deux aides, tous payés de l'argent du trésor. Pût Catherine n'avoir à offrir au jugement de l'histoire que des actes aussi méritoires!

Il existait encore bien d'autres établissemens, fondés par cette princesse, depuis le commencement de son règne. Plusieurs ne compensaient pas en utilité les frais de leur entretien. De ce nombre était un collége de cadets, bien mal dirigé, s'il en faut juger par les vices qu'un fils naturel de l'impératrice et d'Orlof, nommé Bobrinski, y avait contractés. Il y avait, en outre, un grand nombre d'institutions, soit analogues, soit d'une

nature différente, pour les siences, pour les lettres, pour les arts, toutes, ou créées, ou réorganisées, ou plus amplement dotées par Catherine. Mais l'établissement auquel l'impératrice paraissait prendre le plus d'intérêt était une pension de jeunes filles où se reproduisaient, dans l'éducation, dans les occupations et jusque dans les vêtemens, toutes les distinctions humiliantes entre la noblesse et la roture.

Diner de tolérance.

On sait qu'à l'exemple du grand Frédéric Catherine s'était fait, en Europe, la réputation d'une ennemie du fanatisme. Elle réunissait, chaque année, les principaux ministres des différens cultes de ses États, dans un banquet qu'elle appelait le *dîner de tolérance.* « La tolérance est générale dans » cet empire, écrivait-elle à Voltaire ; il n'y a que les » jésuites qui n'y soient pas soufferts. » Était-ce pour la rendre plus générale et plus complète qu'elle devait plus tard offrir de donner dans ses États aux débris de la Société de Jésus un asile que le reste de l'Europe lui refusait? Elle fit plus, même : elle attira à sa cour un nonce apostolique, et entreprit de déterminer le pape à ressusciter cet Ordre détesté de la chrétienté, et supprimé pour satisfaire à un cri de réprobation presque unanime. Les insinuations et les promesses contenues dans la lettre qu'elle écrivit à ce sujet au souverain pontife contrastent trop remarquablement avec son affectation habituelle des sentimens philosophiques pour que je n'en recueille pas au moins un extrait : « Je

Projet de ressusciter les jésuites ; et, à ce sujet, correspondance avec le Saint-Siége.

»sais que Votre Sainteté est très-embarrassée, di-»sait-elle; mais votre dignité ne peut s'accorder »avec la politique, toutes les fois que la politique »blesse la religion.... Je suis résolue de soutenir ces »prêtres (le petit nombre de jésuites établis en »Russie) *contre quelque puissance que ce soit....* Qui »sait si la Providence ne veut pas faire de ces »hommes pieux les instrumens de l'union, dès »long-temps désirée, entre l'Église grecque et »l'Église romaine? Que Votre Sainteté bannisse »toute crainte, car *je soutiendrai de tout mon pou-»voir les droits que vous avez reçus de Jésus-Christ.*» Voilà ce que la philosophe Catherine écrivait de sa main, et fit vainement désavouer par la gazette de Saint-Pétersbourg. En même temps, elle laissait fonder à Mohilof, centre de la population catholique de la Russie, un séminaire de jésuites. Pie VI n'osa révoquer le bref de suppression de cet Ordre, porté par son prédécesseur, mais il accéda, dans tout le reste, aux vœux de l'impératrice.

Je ne m'étendrai point avec détail sur une statue de Pierre-le-Grand, que Catherine obtint du ciseau de Falconnet, ni sur les ordres de chevalerie, ceux de Saint-George et de Saint-Vladimir, qu'elle créa, l'un en 1769, l'autre en 1783.

Des historiens peu philosophes ont donné à l'établissement du premier et à la condition que s'imposa la fondatrice de n'en donner le grand-cordon qu'à des généraux qui auraient gagné au moins

une bataille, des éloges que rien ne justifie, selon moi. Si le vain désir de se voir revêtir de ce cordon pouvait, ce dont je doute, devenir l'occasion du gain de quelques batailles, il pouvait aussi engager à en livrer sans nécessité (1) : mal qu'aucun avantage ne saurait compenser. Un tel ordre et une telle condition ne conviennent d'ailleurs qu'à un peuple essentiellement conquérant, et c'est peut-être en cela que se décèle le but de la création.

Je parlerai moins encore des fêtes qu'elle donnait vers cette époque ; de ces fêtes surtout à distributions ordurières, dont l'effet le plus commun est d'avilir et de démoraliser le peuple. L'une d'elles, que Potemkin arracha à l'avarice d'un officier concussionnaire et exacteur, coûta la vie à plus de huit cents malheureux, morts de froid et d'ivresse dans les rues de la capitale. C'était une manière bien barbare de faire restituer au peuple l'argent qu'on lui avait pris de trop, et un moyen de punir le vol public, bien peu fait pour réprimer les fripons.

---

(1) Potemkin fit plus : pour pouvoir prétendre à ce cordon, il poussa l'impératrice à une guerre qui devait coûter à l'humanité la vie de cinq cent mille de ses membres. Et l'opinion, lâchement complice des écarts les plus répréhensibles de la puissance, ne range pas encore cela parmi les crimes ! Pleine d'horreur pour le scélérat qui ne tue qu'un homme, elle respecte, elle admire même celui qui en tue cent mille !

Enfin, dans une proclamation éblouissante de trompeuses promesses, comme presque toutes celles qu'elle faisait, Catherine, que le mauvais succès des précédentes émigrations aurait dû détourner d'en tenter de nouvelles, appelait les prolétaires étrangers sur des terres récemment conquises par ses armes, dans les gorges du Caucase. On eût dit que c'était pour les leur donner, non à cultiver, mais à garder.

Traité de commerce avec la France.

Vers ce temps, la France dut à l'habileté de M. de Ségur, le seul de ses ambassadeurs dont le talent fût parvenu à se concilier l'esprit de Catherine, un traité de commerce qui assurait à ses négocians les mêmes avantages qu'à ceux de la Grande-Bretagne, c'est-à-dire une économie de douze pour cent, au moins, sur les droits d'entrée. De plus, la Russie s'engagea à ne traiter désormais avec aucune autre nation aux mêmes conditions. Le cabinet de Versailles, en retour, adhéra à l'acte de la neutralité armée.

Pour peupler ou repeupler les bords de la mer Noire et de celle d'Azof, on avait forcé d'émigrer dans le pays des Nogais et dans le Kouban, les restes de ces Zaporogues, dont les excès horribles venaient d'épouvanter la Pologne. Ces déportations en masse eussent pu être excusées sans doute, si on ne les avait employées qu'à l'égard d'hommes qui, comme ceux-ci, en avaient, par leurs crimes, légitimé la rigueur. Mais malheureusement, après

la mort de Potemkin, grand attaman, et, à ce titre, protecteur, tant qu'il vécut, de la race cosaque, l'abus devait s'en étendre à des peuplades inoffensives, ou dont tout le crime était de ne pas souffrir assez patiemment la tyrannie et les exactions des officiers envoyés chez eux.

Cependant Potemkin, qui, pour prix de sa participation à la déloyale expédition de la Crimée, avait obtenu le gouvernement général de ce pays, le grade de grand-amiral de la mer Noire, et le surnom de Tawritscheski (de taurique), pressait l'impératrice de faire au sein de sa conquête un voyage triomphal, projeté depuis long-temps. L'impératrice partit enfin avec sa cour, au commencement de 1787. Des préparatifs immenses avaient été faits. Les traîneaux allaient la nuit comme le jour; et, pour éclairer leur course, de grands feux étaient allumés de trente toises en trente toises. Près de Kief, où Catherine reçut l'hommage forcé des grands Polonais, d'élégantes galères, richement pavoisées, succédèrent aux traîneaux, et descendirent rapidement le Dniester, dont le lit avait été tout exprès nettoyé des rochers qui l'encombraient. A Kanieff, l'impératrice reçut à son bord le roi de Pologne, qu'elle n'avait pas vu depuis vingt-trois ans. On dit que ce prince lui offrit d'abdiquer en faveur de son neveu, Joseph Poniatowski. Bientôt devait commencer, pour ne plus finir qu'à Kerson, un spectacle merveilleux, une sorte de féerie con-

Fameux voyage en Tauride, 1787.

tinuelle. A Krementschouk, un palais construit pour la circonstance, et cependant magnifiquement orné, attendait la souveraine (1). Douze mille soldats habillés de neuf vinrent y offrir à sa curiosité l'image d'une bataille. Les rives habituellement désertes du fleuve ne cessèrent dès lors de présenter l'aspect d'une campagne riche, peuplée, florissante, dont les détails se reproduisaient sans cesse aux regards enchantés des voyageurs. Mais qu'apercevait au fond de toutes ces merveilles l'œil calme du philosophe? des monceaux de planches parodiant des cités! des troupeaux d'esclaves figurant des citoyens! des infortunés arrachés par les émissaires de Potemkin à leurs tanières; poussés vers le Dniester avec et comme leur bétail, sans savoir où, et s'en retournant le lendemain expier dans les privations la suspension des travaux qui les nourrissaient. Ce voyage coûta, dit-on, 7,000,000 de roubles, sans compter les grâces dispendieuses dont il fut l'occasion. C'était de quoi acheter la liberté de près de huit cent mille serfs (2).

---

(1) A toutes les stations, l'impératrice devait trouver des maisons bâties, ou tout au moins meublées exprès pour la recevoir; le linge de table ne servait qu'une fois, et était ensuite abandonné aux valets de cour. Et c'est la sueur, c'est le sang des peuples qu'on prodigue ainsi!.... Pauvre espèce humaine!

(2) A 9 roubles et $\frac{1}{2}$ chaque, l'un portant l'autre, les hommes robustes se vendant alors, selon Tooke (tom. II, p. 223, de la

Catherine trouva à Kerson l'empereur Joseph et une foule d'étrangers, Grecs, Allemands, Anglais, Français, Espagnols (1), qui s'y étaient rendus comme pour donner plus d'éclat à son entrée. On avait gravé sur la porte d'orient, en caractères grecs, cette inscription ambitieuse : C'EST PAR ICI QU'IL FAUT PASSER POUR ALLER A BIZANCE. Le sultan savait que ce voyage n'était qu'un prélude à la guerre que l'impératrice avait résolu de lui faire; il savait que, sans une indisposition qui le saisit au moment du départ, elle aurait amené jusqu'aux portes de son empire le jeune prince auquel elle en destinait la couronne; il envoya, comme pour la braver, quatre vaisseaux de ligne

---

traduction française), de 30 à 50 roubles; une fille faite, 10 roubles, les enfans, 4. Or, en comptant par famille le mari, la femme, quatre enfans, et un vieillard ou infirme, qui certes diminue le prix des autres plutôt qu'il n'y ajoute, on a 66 roubles à diviser entre sept personnes; ce qui ne fait pas même 9 roubles et ½ pour chacune. Le prix des serfs est aujourd'hui bien plus élevé, et la vérité m'oblige à dire que l'auteur des *Mémoires secrets* le porte beaucoup plus haut même pour l'époque indiquée ici. Mais eût-il été du double, c'était toujours quatre cent mille malheureux que Catherine, au prix d'un léger sacrifice de vanité, pouvait relever du dernier degré de la misère et de l'abjection !

(1) On doit distinguer, parmi les Français, M. Alexandre de Lameth, et, parmi les Anglais, le capitaine Adam Schmitt. C'est ce même Adam Schmitt qui depuis, dans Saint-Jean-d'Acre, posa les Colonnes d'Hercule devant le conquérant de l'Égypte.

et seize frégates croiser à l'embouchure du Borysthène. L'orgueil de cette femme hautaine en fut irrité. « Voyez-vous ces Turks, disait-elle à ses courtisans ; il semble qu'ils ne se souviennent plus de Tschesmé. »

L'impératrice visita ensuite l'intérieur de la Crimée, et surtout sa capitale, Batschiserai ; elle y logea dans le palais du khan ; elle fit de riches présens aux mirzas, et assigna des fonds pour la construction de deux mosquées : néanmoins, le cœur des peuples de ces contrées ne s'ouvrit point à ces avances d'une bienveillance affectée. Ceux mêmes qui habitaient par delà la presqu'île, dans les gorges du Caucase, alarmés de tant d'appareil, renouvelèrent leur serment d'union contre toute tentative de les asservir. Un évènement, comme il en arrive fréquemment dans la barbare et crédule Asie, mettait d'ailleurs en mouvement une partie de leurs hordes. Un moine italien, envoyé en Perse pour y prêcher l'Évangile, s'était mis dans la tête au contraire d'y réformer l'Alcoran. Forcé d'en sortir avec les partisans qu'il s'y était faits, il s'était avancé vers la Géorgie, soumettant sur son passage les beys, les agas, les pachas. Vainqueur d'Héraclius dans trois batailles consécutives, il en avait pris occasion d'ajouter à son titre précédent de prophète celui de Mansur, *le Victorieux*. Mais bientôt le prince géorgien, fortifié du secours des Russes, devait le vaincre à son

Le prophète Mansur.

tour, le faire prisonnier, et l'envoyer à Saint-Pétersbourg. L'impératrice, non-seulement lui fit grâce, en faveur de son esprit et de son courage, mais encore lui donna un emploi et des richesses, dont il s'était toujours montré plus jaloux que d'autorité.

A son retour. Catherine eut sur le théâtre même de la victoire de Pultawa le spectacle de cette célèbre bataille, simulée par deux armées russes qu'on y avait conduites à dessein. Enfin, après une absence de plus de six mois, elle rentra à Saint-Pétersbourg, pour s'y occuper de la guerre à venir contre la Turquie. Potemkin l'excitait vivement à tout faire pour provoquer la Porte à la déclarer; car on était réduit à n'avoir pas même de prétexte pour la déclarer soi-même. De turbulens émissaires intriguaient contre cette puissance, dans son sein même, en Égypte, en Grèce, en Moldavie, jusqu'à Smyrne. Quel était le motif de Potemkin pour désirer si ardemment une guerre qui allait mettre en feu deux empires, et l'Europe peut-être?... J'oserai à peine le dire, d'après les historiens : il voulait obtenir le grand cordon de l'Ordre de Saint-George, qui manquait encore à la collection de ses vains insignes, et qui ne se pouvait acquérir que par le gain d'une bataille!

Déclaration de guerre de la Porte, août 1787.

La Porte, poussée à bout, fit enfin enfermer aux Sept-Tours le ministre russe; et Pétersbourg, c'est-à-dire sa cour, fut dans la joie : l'impératrice était

dès long-temps préparée. Une flotte nombreuse dans la mer Noire, deux fortes escadres à Cronstadt n'attendaient d'elle qu'un signal pour se mettre en mouvement; ses armées de terre, sous le commandement suprême de Potemkin, couvraient toute l'étendue de Kaminiek à Balta. Quatre-vingt mille Autrichiens auxiliaires marchaient en outre pour la seconder. Elle se croyait sûre de la neutralité du reste de l'Europe. Tous les cabinets redoutaient l'accroissement de sa puissance; mais tous étaient contenus par quelque considération particulière: l'Angleterre et la France, par la rivalité de leurs intérêts commerciaux; le Danemark, par sa reconnaissance de la cession qui lui avait été faite enfin du Holstein; la Prusse, par le danger de sa position entre les deux empires confédérés. Frédéric, alarmé, ralliait, il est vrai, précautionnellement le corps de la Confédération Germanique, mais les forces de Catherine lui imposaient; il avait tout récemment sacrifié à sa médiation l'acquisition de Dantzig, qu'il convoitait depuis si long-temps. Tous les États enfin semblaient craindre de se commettre avec le colosse de l'empire russe. Un seul, le plus faible et le plus exposé de tous, la Suède, se trouva le plus prompt à prendre en main la défense de la sûreté commune.

Déclaration de guerre de la Suède.

Gustave III avait des raisons particulières de combattre l'ambition de la Russie. L'ambassadeur moscovite à sa cour, le comte Razoumovski, s'y

montrait ouvertement l'appui de tous les mécontens. Il semblait vouloir exercer de vive force sur le roi l'influence et l'autorité que ses prédécesseurs avaient eues sur l'oligarchie suédoise; il osa lui demander impérieusement raison des mouvemens de son armée et de sa flotte. Gustave, ne pouvant plus long-temps supporter tant d'outrages, le força de prendre son congé. Ce prince avait, quelque temps avant, conclu avec la Porte un traité d'alliance offensive et défensive. Il fit tous les préparatifs d'une guerre vigoureuse, mais il éclata trop tôt. S'il eût attendu le départ des escadres de Cronstadt et la jonction à la grande armée des corps qui se trouvaient encore à l'occident de la Moscovie, il promenait infailliblement sur toutes les côtes de la Baltique son pavillon victorieux; et c'en était fait de Saint-Pétersbourg, exposé sans défense à son attaque : telle fut du moins l'opinion du grand Frédéric. Au lieu de cela, sa flotte fut battue par celle des Russes. L'impératrice, d'abord effrayée, bien qu'elle affectât une grande tranquillité, avait eu le temps encore de faire rétrograder quelques régimens, et de s'entourer de forces rassurantes. La guerre se fit assez mollement pendant deux ans, et l'on en était à la troisième campagne, qu'il n'y avait pas eu, de part ni d'autre, de succès bien marqués; enfin Gustave, assuré du prochain secours de l'Angleterre et de la Prusse, déjà inter-

venues pour écarter le Danemark, qui, lié d'un traité défensif avec la Russie, avait un moment menacé Orembourg (1), était en forces devant Frédéricks-Hall. Il paraissait sur le point de se rendre maître de cette place, quand ses officiers, parmi lesquels on avait pratiqué des intelligences, et qui d'ailleurs tenaient presque tous au parti aristocratique, refusèrent nettement de lui obéir, sur le vain prétexte qu'ils *ne pouvaient entreprendre une guerre offensive sans le consentement de la nation.* C'était une bien inopportune application d'un fort beau principe ; et en effet Gustave eût été coupable de n'avoir pas demandé à la nation l'autorisation d'exposer sa tranquillité et la vie de ses membres, si, par le plus étrange abus, on n'eût pas appelé du nom de *nation* une faction oligarchique également opposée à ses peuples et à lui. Le roi de Suède fut donc contraint d'ordonner la retraite de son armée, qui, en rentrant à Stockholm, recueillit dans les huées du peuple le juste

(1) « Si l'Angleterre se fût déclarée alors, dit Tooke, le roi de Suède devenait fort redoutable. Placé sur le point le plus vulnérable de l'empire, soutenu par la flotte anglaise et par les troupes prussiennes, ce prince aurait pu porter le fer et le feu au cœur de la Russie, et peut-être eût-il opéré une de ces révolutions extraordinaires qui rendent si remarquable le gouvernement de ce pays : les peuples paraissaient préparés pour cet évènement. » *(The Life of Catherine II.)*

prix de sa défection. La paix devint alors nécessaire; elle se conclut à Varéla, à l'avantage de la Russie, dont elle étendit les frontières jusqu'à Kyménei-Gorod. Paix de Varela.

Le dessein qu'annonça bientôt après Gustave III d'aller se mettre personnellement à la tête de la coalition contre la France fut, dit-on, une condition secrète de cette paix. Tandis que ce prince eût été engagé dans une guerre difficile, loin de ses États, Catherine se fût trouvée libre d'y répandre ses intrigues, et peut-être Gustave, à son retour, eût-il trouvé la Suède transformée en république par l'influence de celle-là même qui l'aurait envoyé combattre ailleurs le système républicain.

Ceci avait lieu en 1790. Trois ans déjà s'étaient écoulés depuis que duraient avec des succès variés les hostilités contre les Turks. Souwarow avait ouvert, à l'avantage des Russes, la première campagne. Les préparatifs de ceux-ci étaient formidables; rien n'y manquait, et l'on ne s'en étonnera pas quand on saura que Potemkin, pour la vanité de qui se faisait cette guerre, était à la fois généralissime des armées et directeur de l'administration militaire. Les Turks, partout battus par les généraux moscovites, eurent cependant l'avantage contre les Autrichiens, alors aux ordres de Cobourg. Ce général semblait préluder aux échecs que lui réservait la valeur française. Entre les entreprises qu'il ne put conduire à bout le siége de la pe- Hostilités avec les Turks.

tite ville de Giourgewo, dans la Valachie, eut surtout une issue des plus singulières. Les assiégés firent une sortie si heureuse, qu'ils enlevèrent presque tous les assiégeans, et les emmenèrent avec eux prisonniers dans la place. Les Russes, plus habiles ou plus braves, ou simplement plus heureux, ne tarissaient pas en railleries sur le mauvais succès de leurs auxiliaires. Quant à eux, ils remportaient tous les jours quelque avantage; mais il eût mieux valu pour l'humanité et pour leur gloire qu'ils n'en eussent point remporté; leurs cruautés changeaient en crime chaque victoire. Oczakof, prise d'assaut, après avoir vu plus de 20,000 Russes tomber au pied de ses murs, fut abandonnée aux fureurs de la soldatesque. 25,000 Ottomans, soldats, bourgeois, hommes, femmes, enfans, furent égorgés dans les maisons. C'est ainsi que Potemkin, qui laissa *durer le massacre pendant trois jours*, méritait le grand *cordon de l'Ordre de Saint-George* (1).

Évènement de siége, remarquable.

Prise et sac d'Oczakof.

---

(1) Catherine ne le lui donna pas encore pour ce glorieux fait d'armes ; mais elle lui envoya en présent 100,000 roubles, un bâton de commandement garni de pierreries, le titre d'attaman des cosaques, etc. Repnin et Souwarow reçurent, celui-là une épée des plus riches; le dernier, un panache de diamans; les autres généraux, à proportion. On distribua à tous les soldats qui étaient entrés dans la place une médaille d'argent : on ne dit pas à quelle inscription. Il n'y avait qu'un mot seul qui pût avec justice y être gravé : celui de *bourreau !*

Cependant la famine et la peste, disputant au fer et à l'incendie l'espace qu'embrassait la guerre, n'étaient guère moins funestes aux vainqueurs qu'aux vaincus. La Russie, déjà pauvre d'hommes, se voyait obligée pour subvenir au recrutement de ses armées d'y introduire jusqu'aux exilés de la Sibérie. Ces efforts extraordinaires portèrent leurs fruits. Les Russes triomphèrent sur tous les champs de bataille. Mais, presque partout aussi, la dévastation et le carnage souillèrent leur triomphe. Aucun de leurs généraux n'eut autant de succès que Souwarow; un seul, Kamenskoï, le surpassa peut-être en férocité. Ce fut Souwarow qui présida au sac d'Ismaïl, plus révoltant encore dans ses détails, plus affreux par ses résultats, que celui d'Oczakof. Une bataille gagnée contre les Turks sur les bords du Rimnik, au moment où ils mettaient en déroute 30,000 Autrichiens, lui avait fait donner par Catherine le surnom de *Rimniski*; le sac d'Ismaïl lui valut, de la part même de ses complices, moins cruels que lui, le sobriquet de Muley Ismaël : c'était le nom du plus féroce tyran qu'eût eu l'empire de Maroc.

Cruautés des Russes. Souwarow.

La Moldavie et la Valachie étaient nettoyées de Turks, et la Bulgarie même devenait, sous le prince Galitzin, un nouveau théâtre de victoires. D'un autre côté, les émissaires de l'impératrice soulevaient encore une fois la Grèce. On excitait à la révolte les habitans de cette malheureuse contrée,

Nouvel essai d'insurrection en Grèce.

sans considérer que, ne pouvant ou ne voulant pas employer à les soutenir des forces suffisantes, on les exposait à un massacre général, dont la proposition, agitée déjà dans le Divan, n'avait été rejetée que par des raisons purement fiscales. Rien de plus magnifique que le plan d'opérations que ces peuples se flattaient de mettre à exécution avec le secours des Russes. L'escadre du Grec Lambro, qui déjà faisait trembler la marine ottomane, renforcée et promenant jusqu'au Bosphore son pavillon triomphant; une armée d'Épirotes, marchant des environs de Souli par la Livadie, la Béotie, l'Étolie ; cette armée, jointe en route par les insurgés du Péloponèse, de l'Attique, de l'Eubée, et débouchant, forte au moins de trois cent mille hommes, des gorges de la Thessalie dans les plaines d'Andrinople; là, toutes ces troupes réunies aux Russes, réalisant enfin avec l'aide de la flotte du Pont-Euxin, entrée victorieuse dans le détroit des Dardanelles, et la prise de Constantinople et la résurrection de l'empire grec ; telle était la perspective brillante dont les Grecs aimaient à repaître leur active imagination. Malheureusement, malgré un avantage assez marquant remporté sur le pacha de Janina, et les succès plus éclatans encore de leurs flottilles, ils devaient, à la paix, rentrer sous le joug de la puissance ottomane, et être plus opprimés encore qu'auparavant. Le cabinet de Saint-Pétersbourg eut l'ingratitude de laisser déclarer pirate ce même

Lambro-Cazzoni.

Lambro qu'elle avait autorisé et encouragé même à combattre sous son pavillon : elle l'abandonna, en prison, sous le poids des dettes qu'il avait contractées pour la défendre, et que ses compatriotes, généreux malgré leur misère, acquittèrent par souscription. Cet homme, au reste, était peu digne d'intérêt. On le vit depuis, protégé de Ribas à la cour de Russie, y faire métier d'amuser l'impératrice par ses facéties, et celle-ci n'avoir pas honte de prodiguer aux lazzis du bouffon les récompenses refusées aux exploits du marin habile.

Ainsi devait s'évanouir encore une fois pour la Grèce l'espoir de reconquérir sa liberté par le secours de la Russie, et pour Catherine le rêve de cette couronne du nouvel empire d'Orient qu'elle destinait depuis si long-temps au second de ses petits-fils. L'offre solennelle qu'elle en avait fait faire à cet enfant par une députation de Moraïtes ne parut plus qu'une comédie ridicule, du moment qu'il fut reconnu qu'elle ne pouvait être réalisée.

Arrêtons-nous un moment à considérer l'état où l'Europe se trouvait alors. La mort récente de l'empereur Joseph II et celle de Frédéric-le-Grand, arrivée dès 1786, y avaient bien changé les relations politiques. Le successeur du premier, Léopold II, était plus alarmé de l'ambition de la Russie que touché des avantages de son alliance : il ne désirait rien tant que l'occasion de se retirer sans éclat et sans honte d'une lutte dont ses armes

supportaient seules tout le désavantage, et où il se voyait à regret engagé. D'un autre côté, le prince héritier de la couronne de Prusse, Frédéric-Guillaume II, annonçait des intentions plus morales que celles qui avaient présidé au partage de la Pologne; comme son prédécesseur, il voulait Dantzig, mais il aimait mieux l'obtenir en flattant les Polonais qu'en les opprimant. La France en était revenue à sa politique antérieure, et s'y tenait opiniâtrément attachée : ni la promesse de lui céder l'Égypte, que lui faisait le cabinet de Saint-Pétersbourg, sans posséder, il est vrai, l'assurance de pouvoir l'accomplir; ni, si l'on en croit certains historiens, celle de rétablir la Pologne dans l'intégrité de son ancien territoire; ni l'offre d'un renouvellement de son traité de commerce, n'avaient pu déterminer cette puissance à favoriser les vues d'une princesse dont l'ambition ne connaissait aucune borne : le cabinet de Versailles consacrait au contraire ses lumières et toute son influence à soutenir, dans sa décrépitude prématurée, l'empire naguère si florissant des sultans.

Politique de Frédéric-Guillaume.

Dispositions de la France, et de l'Angleterre.

L'Angleterre aussi se montrait aux Russes opposée et même menaçante; mais ce n'était, si l'on en doit juger par l'évènement, que pour vendre plus chèrement sa réconciliation. Un renouvellement du dernier traité de commerce fut le prix qu'elle y mit, et que bientôt elle obtint. Catherine cependant, soit intrépidité, soit présomption, ne

se laissait point imposer. « Puisque votre maître » est décidé à me chasser de Saint-Pétersbourg, » avait-elle dit long-temps à lord Whitworth, qui cherchait à lui faire peur des progrès du roi de Suède, « j'espère qu'il me permettra de me réfugier » à Constantinople; » mais alors elle ne se bornait plus à se réfugier si près : elle ne méditait rien moins que d'aller envahir l'Inde, et rétablir l'empire du Mogol, comme celui des Comnènes.

Tandis que Catherine menaçait l'Inde, Pitt projetait, pour aller ravager les côtes de la Baltique, et peut-être détruire Pétersbourg, des préparatifs formidables, que le cri de l'opposition parlementaire ne lui permit pas d'achever. Long-temps il regretta de n'avoir pu empêcher la cession d'Oczakof, que la Russie acquit, bientôt après, par la paix d'Yassi.

Démarche pacifique de l'Autriche, 1790.

L'Autriche fit le premier pas vers un accommodement; elle offrit de cesser les hostilités avec les Turks, et de remettre les choses sur le même pied qu'auparavant (1) : c'est ainsi qu'après avoir fait d'innombrables victimes se terminent la plupart des guerres; c'était bien la peine de les entreprendre!

L'impératrice continuait bien encore le cours de ses succès, mais l'argent et les hommes allaient lui manquer; tous ses moyens étaient à bout : elle accepta donc la médiation de la Prusse, de l'Angle-

(1) Déclaration de Reichembach, 1790.

terre et de la Hollande; cette dernière agissait comme alliée ou plutôt cliente du cabinet de Saint-James. Des conférences, successivement tenues à Szistow et à Galatza, amenèrent une convention qui, bientôt après, fut, à Yassi, transformée en traité de paix définitive. La Russie, pour prix de tant d'efforts, de sacrifices et même de victoires, dont elle avait long-temps espéré de vastes résultats, n'obtint que les ruines d'Oczakof, position, à la vérité, fort importante (1), et un léger accroissement de population et de territoire sur les rives du Dniester, qui devint la limite des deux empires (2).

Et cette guerre, qui remettait les choses dans leur premier état, cette guerre, entreprise pour la vanité d'un Potemkin ou l'ambition d'une femme homicide, coûtait à l'humanité le sang de près d'un million de ses membres : à la Turquie, trois cent trente mille; à la Russie, deux cent dix mille; à l'Autriche, cent trente mille; à la Suède, presque autant; à tous les belligérans, des sommes immenses; et à la Russie seule, un milliard!....

Sans doute ils sont bien coupables ceux qui n'hésitent pas à exposer pour de tels intérêts la vie et le bien-être de leurs semblables; mais ne méritent-ils pas leur part de blâme ces troupeaux d'êtres

---

(1) Mais bien moins que ne le pensait Pitt.

(1) *Recueil de Martens*, tom. V, pag. 67.

stupides qui se laissent machinalement conduire sur un champ de carnage pour y être égorgeurs ou victimes, fort souvent l'un et l'autre, sans même demander compte des motifs de tout le mal qu'on leur fait commettre ou souffrir? Convenons qu'ils sont bien lâches ceux qui laissent abuser aussi outrageusement des droits qu'on s'est arrogés sur eux, et que leur bassesse justifie presque leur infortune.

Potemkin n'avait pas vécu jusqu'à la conclusion du traité définitif : sorti précipitamment d'Yassi, où régnait une fièvre épidémique; poursuivi par le mal qu'il voulait fuir, ce ministre tout-puissant, chargé de dignités et de titres, expira sur un grand chemin. Catherine consacra 100,000 roubles à lui faire ériger un mausolée ; puis elle donna ses soins personnels aux affaires dont il avait eu la direction, jusqu'à ce qu'elle eût trouvé quelqu'un dans les mains de qui elle les pût remettre. Sans doute ce fut à la mort de Potemkin que les Anglais durent de voir renouveler leur traité de commerce avec la Russie, contrairement à l'engagement pris envers la France sous l'influence de ce favori.

Absorbé par l'importance et la complication des évènemens politiques, j'ai négligé d'indiquer les amans qui se succédèrent depuis Lanskoï dans le cœur de l'impératrice : ce furent Yermoloff, le moins aimable de tous ceux qu'elle eut; Momonow, qui, dégoûté le premier d'une maîtresse sexagénaire, en obtint la permission d'épouser une de ses demoiselles

Amants, 1792.

d'honneur; et enfin Zoubow, qui était encore en faveur à la mort de Potemkin, et devait y rester jusqu'à celle de Catherine. Étranger aux affaires tant que la main ferme et jalouse de celui-ci en avait tenu le gouvernail, il eut assez de présomption pour prétendre à le remplacer. Trop ignorant cependant pour n'avoir pas le sentiment de son incapacité présente, il s'adjoignit Markow, intrigant habile, dont le crédit n'eut bientôt plus de bornes. Ce fut dans un comité composé de ce Markow, de Zoubow et du ministre de la guerre Soltikof, tous convoitant les dépouilles de la Pologne, tous indignés, comme des valets de haut rang, de la résistance qu'elle osait opposer à leur souveraine, que fut résolue contre cette infortunée république l'agression qui amena sa dernière et déplorable catastrophe.

Pour ne pas être obligé à couper sans cesse le récit des évènemens, pour ainsi dire contigus, de la guerre de Suède et de Turquie, j'ai laissé quelques pas en arrière ceux dont la Pologne venait d'être le théâtre; évènemens grands déjà, mais qui en préparaient de plus grands encore.

État de la Pologne de 1773 à 1786.

Depuis l'époque de son démembrement jusqu'en 1786, cette république, patiente, quoique non résignée, avait subi sans résistance la nécessité d'un joug écrasant; mais, sitôt que la guerre de Turquie eut attiré vers d'autres contrées toutes les forces des Russes, elle tenta de reprendre l'attitude

d'un État indépendant. Encouragée par la Prusse, elle osa de nouveau refuser à l'impératrice le traité d'alliance offensive réclamé par celle-ci avec tant de persistance. Frédéric-Guillaume témoignait les dispositions les plus favorables pour les Polonais; soit qu'il vît dans ce qui restait de leur malheureux pays une digue capable encore de résister au premier choc de l'ambition moscovite, soit, comme je l'ai dit, que son principal motif fût d'obtenir Dantzig par une cession volontaire et nonobstant l'opposition que la cour de Saint-Pétersbourg avait toujours apportée à cette vue du cabinet de Berlin. La diète régénératrice de 1788 venait de s'assembler. C'était depuis vingt-cinq ans la troisième constituante, mais la seule dont les membres eussent été librement élus, la seule qui fût véritablement le produit de la volonté nationale et la seule, par conséquent, qui pût légitimement la représenter. Le roi de Prusse lui adressa une protestation des plus énergiques contre l'influence russe, qu'il qualifiait d'*oppression étrangère;* il donnait le titre de vrais *patriotes* et de *bons citoyens* à ceux qui l'avaient combattue! En même temps il faisait déclarer par son ministre à Varsovie, « que son dessein était de garantir l'Europe de l'ambition des barbares du Nord, et de rendre à la Pologne son éclat, sa gloire et sa liberté. » C'était à ces titres de défenseurs et de garans de la liberté des Polonais qu'on

Diète de 1788.

Brillantes promesses du roi de Prusse.

avait naguère consommé leur asservissement. Ce mot de *liberté* doit toujours être suspect dans la bouche d'un despote : c'est ce qu'observaient quelques patriotes éclairés et justement défians; malheureusement les peuples, à l'opposé des souverains, croient aisément, même après les plus grands outrages, à la sincérité de ceux qui semblent revenir à eux; aussi peu s'en fallait que les Polonais n'espérassent de trouver un libérateur dans un prince dont le prédécesseur avait contribué à démembrer leur patrie, et qui lui-même, loin de restituer les fruits de cette spoliation, ne songeait qu'à la rendre plus complète. Mais il n'est pas pour une nation de liberté durable sans indépendance. Malheur au peuple dont la liberté dépend des dispositions du dehors ! Cette liberté est pour lui comme ces plantes exotiques que flétrit et tue la moindre tempête, et qu'on ne parvient jamais, quoi qu'on fasse, à naturaliser.

Cependant la diète s'occupait activement de remonter les ressorts d'un gouvernement tombé en dégénérescence. Son premier soin avait été de voter l'augmentation de l'armée, et conséquemment de l'impôt destiné à son entretien. Cet acte de vigueur, qui faisait acquérir à la république une puissance propre, détermina Frédéric-Guillaume à lui proposer une alliance défensive : elle l'agréa. L'édifice constitutionnel vint ensuite. C'était, sans contredit, le moins imparfait qu'on eût vu élever en Polo-

Constitution polonaise de 1791.

gne depuis le commencement des troubles. « L'acte du 3 mai 1791 réparait, dit un écrivain, toutes les brèches que le temps, les intrigues étrangères et les discordes civiles avaient faites à l'ancienne constitution, et la remettait en harmonie avec les lumières nouvelles. La loi de l'unanimité était abolie, l'hérédité du trône consacrée, et assurée par survivance à la maison de Saxe; mais en même temps l'influence du monarque était limitée par de sages restrictions. La noblesse gardait ses *immunités*, *libertés* et *priviléges;* mais des mesures étaient prises pour que la bourgeoisie vînt se confondre insensiblement dans l'Ordre équestre, et former avec lui un seul peuple. En attendant, une loi annexée à la constitution déclarait les habitans des cités admissibles à tous les emplois civils, ecclésiastiques et militaires; elle leur assurait la liberté individuelle, le droit de nommer leurs magistrats et d'envoyer des députés aux diètes; elle invitait les gentilshommes à adopter des professions, des métiers même, à inscrire leurs noms dans les livres municipaux, et une foule de citoyens des principales familles s'étaient fait recevoir au nombre des bourgeois de Varsovie, de Posen, de Vilna. Tandis que le tiers-état sortait de son abaissement, l'aurore de jours meilleurs se levait pour les paysans; le titre 13 de la constitution adoucissait leur sort présent, et préparait leur affranchissement total pour l'avenir; enfin le bénéfice de la tolérance

religieuse, *le libre exercice de toutes les religions et de tous les cultes*, était formellement consacré (1). » C'était là une révolution tout entière : aussi Stanislas-Auguste, enchanté de cette œuvre, à laquelle il avait coopéré, écrivait-il à un membre distingué de notre constituante : « Je suis plus heureux que » vous : j'ai commencé plus tard et fini plus tôt une » révolution et une constitution qui n'ont pas coûté » une goutte de sang, qui n'ont pas fait verser une » larme!.... »

Les intérêts des peuples ne sauraient subitement changer, mais ceux des souverains sont plus instables ; et malheureusement ce sont les intérêts des souverains qui règlent les rapports de la politique. De nouveaux intérêts allaient, en conséquence, amener de la part de ceux-ci de nouvelles alliances et l'exécution d'entreprises toutes contraires à celles dont le plan avait été projeté.

Révolution française de 1789 à 1792.

En France, le peuple, étant entré avec les grands en partage des lumières, se crut en droit de participer aussi d'une manière moins inégale que par le passé aux bénéfices de l'état social; les grands ne voulant pas qu'il pût s'élever à leur niveau, il les avait abaissés au sien; puis, irrité des efforts violens qu'ils ne cessaient de faire pour remonter,

---

(1) *Des Causes de la Décadence de la Pologne*, par Alph. D'Herbelot, dans la *Revue Encyclopédique*.

et voyant qu'ils ne se résignaient pas à demeurer à côté de lui, il les avait mis dessous; et là, comme ils remuaient encore, il les avait foulés de tout le poids de sa masse. Telle fut la progression de la lutte du privilége contre la démocratie, durant la révolution française.

Pendant les différentes phases de cette révolution, le parti résistant chercha au dehors des points d'appui et des moyens pour réagir au dedans, où sa faiblesse était accablante. Les nobles et les prêtres français, émigrés en foule, conjuraient les puissances voisines de prendre en main la défense de leur cause, qu'ils assuraient être celle de la monarchie, et, par suite, de toutes les monarchies. Secondés par l'aristocratie des cours, ils parvinrent à fasciner les yeux de tous les souverains : ceux de Prusse et d'Autriche furent les premiers à se déclarer. L'astucieuse Catherine II, tout en déclamant contre les principes de la révolution nouvelle, tout en la détestant de toute la force d'une âme despotique, se bornait à une improbation inerte; encourageant ses rivaux de puissance dans le Nord à une guerre qui, vainqueurs ou vaincus, devait avoir presque également pour résultat d'enchaîner et d'user leurs forces sur des frontières opposées à celles de ses États, et de la laisser libre ainsi d'exécuter les plans de son ambition. Elle avait encore une fois pour objet et pour but l'infortunée Pologne. La constitution du 3 mai lui paraissait un outrage à sa

Confédération de Targowitz, 1792.

garantie et à ce qu'elle appelait ses droits. Elle engagea tous ceux qui désapprouvaient cet acte à se rendre à Targowitz pour s'y confédérer sous sa protection. Peu de Polonais répondirent à son appel : mais ce n'était pas sur les traîtres de Pologne qu'elle comptait le plus. Elle faisait tenter la cupidité de Frédéric-Guillaume; et ce prince, qui, naguère encore, protestait de son zèle à *consolider la nouvelle constitution*, ne paraissait nullement disposé à la défendre, aux termes de sa récente alliance, contre les attaques de la tsaritse. Tout cependant annonçait la prochaine entrée des troupes russes en Pologne. Croyant devoir concentrer l'autorité pour rendre la résistance plus puissante, la diète conféra pour un temps au roi les droits les plus étendus : ce fut un tort dont l'épreuve souvent faite de la faiblesse de ce prince aurait dû la garantir. Bientôt Catherine déclara la guerre à la république par un manifeste digne de ceux qu'elle avait précédemment prodigués. C'étaient la même logique, la même franchise; c'étaient *la liberté* et *l'indépendance, l'intégrité des droits et des prérogatives de l'illustre nation polonaise*, qu'elle voulait lui *conserver* en dépit d'elle-même. « On » calomniait la pureté et la bienfaisance de ses » intentions. Tout ce qu'elle désirait, c'était de » rendre à la république, de concert avec les vrais » patriotes, la liberté et les lois que la prétendue » constitution du 3 mai lui avait ravies; de la raf-

Catherine déclare la guerre à la Pologne.

» fermir sur ses bases par un juste équilibre des » pouvoirs » Pour accomplir de si généreux desseins, deux généraux russes, Khakhoffskoï et Kretschetnikoff, entrèrent en Pologne à la tête d'une nombreuse armée. La diète, s'en reposant, dans cette crise, sur un roi dont la fermeté était au moins suspecte, fit la faute énorme de se séparer. Les courtisans, au lieu de mettre l'appui de la nation dans la nation même, n'envisagèrent ou ne voulurent envisager de ressource que dans l'alliance de la Prusse, qui leur manqua. Stanislas, dont un des défauts était une confiance présomptueuse dans son crédit sur l'esprit de la tsaritse, imagina alors de négocier avec Saint-Pétersbourg; mais ce fut en vain : il en reçut l'injonction d'accéder à la confédération de Targowitz, et fut assez pusillanime, je devrais presque dire assez coupable, pour obéir. Ainsi se développait le fruit de la dissolution prématurée de la diète.

Dissolution de la diète.

Adhésion de la couronne à la confédération de Targowitz.

« La faute commise par les maréchaux de la diète, Malakowski et Sapiéha, trouvera difficilement, dit un jeune écrivain polonais plein d'avenir (1), une

(1) M. Chodzko, dans l'exposé brillant dont il fait précéder son importante *Histoire des Légions polonaises*. Ainsi des Polonais dispersés loin du sol où fut naguère leur patrie s'occupent à décorer de lauriers son mausolée : ceux-ci, en défendant chez d'autres nations cette indépendance politique qu'elle aima tant; ceux-là, comme M. Chodzko, en tra-

excuse aux yeux de la postérité. Respectés comme ils l'étaient par leur vertu et leur dévouement à la patrie, la Pologne entière avait les yeux sur eux, et leur exemple aurait été suivi par toute la nation. Dès le moment où ces maréchaux s'étaient aperçus que Stanislas-Auguste désertait la cause polonaise pour se réunir aux Targowiciens, ils avaient le droit et se trouvaient même obligés de déclarer la diète en permanence. S'ils avaient suivi cette marche; si, de concert avec la diète, ils s'étaient mis à la tête de l'armée, la Pologne redevenait elle-même..... L'armée, forte de soixante mille hommes, ne manquait de rien, et n'était alors ni découragée ni battue. Rien n'était plus facile que d'augmenter sa force numérique; et, si les élus de la nation eussent marché à sa tête, on aurait trouvé tous les fonds nécessaires pour la solder et l'entretenir. Mais que pouvaient les forces militaires isolées de tout appui civil? Le trésor, les magasins, l'arsenal, tout était entre les mains du roi. L'armée reçut donc l'ordre de cesser les hostilités, de rentrer dans les cantonnemens, et d'adhérer à la honteuse confédéra-

---

çant d'une plume éloquente les exploits de ses enfans. Ils honorent, ils vengent sa mémoire en attachant son nom à toutes les libertés, à toutes les gloires!... Du reste, l'académie de Nancy, fondée par le roi Stanislas, vient, en admettant M. Chodzko parmi ses membres, de commencer à acquitter le prix dû à ses estimables travaux.

tion de Targowitz. Plusieurs généraux et officiers dont la position était indépendante donnèrent leur démission; les autres furent forcés de se plier aux circonstances, n'attendant qu'une occasion favorable pour se laver, aux yeux de l'Europe, de la tache imprimée au nom polonais. »

A la suite du traité de Pilnitz, dans des conférences tenues à Vienne entre les contractans, l'on avait résolu de maintenir l'indépendance de la Pologne et sa constitution nouvelle; mais Léopold II mourut, et Catherine, qui exigeait comme prix de son accession à l'alliance commune des souverains, le démembrement de cette république, crut pouvoir profiter de la jeunesse et de l'inexpérience du nouvel empereur, François II, pour faire enfin triompher ses instances. Elle réussit auprès de lui comme auprès de Frédéric-Guillaume; et dès lors le second acte de ce drame politique de la ruine de la Pologne devint imminent. « Cependant, » dit M. Chodzko, « comme la guerre contre la nation » française, concertée dans le même temps entre » les cours coalisées, semblait leur promettre une » heureuse et prompte réussite, elles ajournèrent » leurs projets définitifs jusqu'au moment où leur » triomphe les mettrait en position de dicter des » lois à l'Europe. » Contre leur attente, elles furent vaincues, et la destinée des Polonais en fut peut-être pire. Le ministère prussien voulut alors, par une compensation cruelle, regagner en territoire

du côté de la Pologne ce qu'il perdait en hommes du côté de la France. L'Autriche, que d'accablans revers mettaient, pour ainsi dire, à la discrétion d'alliés dont elle se voyait réduite à implorer l'assistance, consentit à tout ce qu'on lui demanda. Cependant Frédéric, moins aguerri contre l'opinion que l'impératrice, cherchait à faire surgir un prétexte dont il pût colorer, aux yeux de l'Europe, l'iniquité scandaleuse de cette usurpation. Le pays dont on convoitait de nouveau les dépouilles présentait l'aspect le plus paisible; et, si l'on en excepte la confédération de Targowitz, formée sous l'influence et à l'instigation des futurs spoliateurs, il n'y avait pas l'ombre d'une division. Tout ce qu'on pouvait faire était « de mettre de faux soupçons à la place de complots réels. On espionna le peuple, on interpréta sa tristesse, on intentionna ses regrets. Les plaintes contre les vexations des armées russes, la crainte des troupes prussiennes, les consolations mutuelles entre les citoyens opprimés, leurs souhaits pour le triomphe des armes françaises, tout, jusqu'aux pleurs de la nation polonaise, fournit matière à cette dénonciation (1). » En conséquence on lut dans les manifestes de la Russie et de la Prusse « qu'elles ne pouvaient, sans » danger pour elles-mêmes, tolérer les institutions

Second partage de la Pologne résolu, 1792.

(1) Chodzko, *Histoire des Légions polonaises*.

» actuelles de la Pologne; que l'esprit et les prin-
» cipes de la démocratie française avaient jeté dans
» ce pays de profondes racines; que les émissaires
» des jacobins y trouvaient protection et assistance;
» que leur doctrine, dangereuse sous un régime
» monarchique, s'était propagée plus particulière-
» ment dans la Grande-Pologne, et qu'il se trouvait
» là un nombre immense de zélateurs et d'apôtres
» de ce faux patriotisme. » La Prusse, en particu-
lier, appelait l'invasion d'un pays allié « une me-
» sure de précaution destinée à garantir ses provin-
» ces limitrophes de la contagion des maximes
» françaises, et d'assurer une protection efficace aux
» sujets bien intentionnés. »

Les armées des deux cours coalisées avaient précédé au sein de la république ces déclarations, audacieuses de fausseté. Les généraux russes remplirent les diétines d'hommes vendus à leurs vues et la plupart sans aveu. Ainsi fut obtenue une diète qui, malgré l'opposition énergique d'un petit nombre de ses membres que l'argent des Russes n'avait pu empêcher d'être élus, ni la violence intimider, sanctionna à Grodno l'humiliation d'un nouveau démembrement.

La condescendance aux exigences de la Russie, présentées séparément et les premières, était opérée; et peut-être l'espoir de s'exempter d'accorder à la Prusse la même satisfaction avait-il seul rendu les Polonais si faciles. En effet les demandes du

cabinet prussien furent repoussées par la moitié des nonces. Ici se présente un fait grave à la charge de Stanislas : ce roi à qui, dans le partage des voix, il appartenait à décider, le fit à l'avantage de la Prusse. Fut-il traître et coupable, ou bien, instruit de l'accord de la cour de Pétersbourg avec celle de Berlin, ne voulut-il que prévenir une résistance qu'il savait devoir être vaine ?

Si l'on en croit un écrivain qui ordinairement ne lui est pas favorable, il n'aurait signé qu'avec répugnance, et même les larmes aux yeux, le consentement aux demandes de la Russie; il aurait résisté au comte Siévers, nouveau représentant de Catherine dans cette machination nouvelle; il aurait répondu à la sommation d'aller à Grodno se mettre en personne à la tête de la confédération antinationale : « Je ne ferai jamais cette bassesse : que » l'impératrice reprenne sa couronne; qu'elle m'en» voie en Sibérie, ou me laisse sortir de mon royaume » à pied, un bâton à la main, mais je ne me dés» honorerai pas. » Comment peut-on parler si noblement, et montrer dans l'action tant de faiblesse !

Je dois le dire, en outre, cette diète, qu'on accusa de vénalité, paraît avoir cédé moins à la corruption qu'aux menaces. C'est ce qu'on doit inférer, ce me semble, de la protestation suivante, monument impérissable de langage patriotique. « Dans cette situation, » disent les nonces (en terminant l'acte d'adhésion, et après avoir peint

des couleurs les plus énergiques le malheur de leur patrie), « nous déclarons que, dans l'impossibilité » d'empêcher, même au péril de nos vies, l'effet » d'une force oppressive, nous laissons à nos des- » cendans, peut-être plus heureux, la tâche de » sauver notre patrie; et, dans l'espérance qu'ils » l'accompliront, nous acceptons le projet qui nous » a été présenté par l'ambassadeur russe, quoique » contraire à nos vœux et à nos lois. »

Par ce nouveau partage, la Russie s'enrichissait de trois millions sept cent quarante-cinq mille six cent soixante-trois habitans, et de deux cent deux mille trois cent quatre vingt trois verstes carrées de territoire prises dans la Petite-Pologne et dans le grand-duché de Lithuanie, dont une partie vint s'ajouter à la vice-royauté de Minsk. La part de la Prusse et de l'Autriche, enlevée aux pays contigus à leurs précédentes usurpations, fut, cette fois-ci, beaucoup moindre que celle de l'impératrice.

Ainsi fut consommé le second démembrement de la Pologne; ainsi se montra fidèle et loyal ce Frédéric-Guillaume qui, peu de temps auparavant, regardait comme *une attaque à son caractère personnel* l'idée seule qu'il pût consentir à l'iniquité d'une nouvelle usurpation du territoire polonais.

Ici, du moins, se borne l'odieux de son rôle. Il n'en devait pas être ainsi de Catherine. Tant qu'il resterait un pouce de terre à la Pologne, elle se jugeait en droit d'y faire respecter, c'est-à-dire

craindre son influence. Ainsi les restes de ce pays, indignement mutilé, furent encore regardés par elle comme une proie réservée à sa tyrannie. Elle exigea que la diète de Grodno, avant de se séparer, réduisît la force de l'armée à seize mille hommes. Un traité d'alliance, imposé à cette même assemblée, livrait déjà (chose inouïe!) à la protection russe l'administration intérieure, les affaires étrangères, le droit de déclarer la guerre ou d'accorder la paix. Par une conséquence de cet outrageant protectorat, on ne donnait tous les emplois de quelque importance dans l'administration, dans la diplomatie, dans l'armée, qu'à des protégés, c'est-à-dire qu'à des agens de la Russie; et l'on cherchait de toutes les manières imaginables à créer à l'armée un intérêt et un esprit à part qui l'isolassent du reste de la nation. On la sema d'espions; on entoura ses cantonnemens de forces imposantes, afin de pouvoir, au besoin, suppléer par la violence à l'inefficacité de la corruption. « Ce fut en face de pareilles circonstances, ce fut au milieu de cette surveillance que commença pour la Pologne le drame de sa courte, mais glorieuse, mais héroïque insurrection; c'est alors que le destin permit à un peuple illustre de prouver au monde qu'il était digne de vivre dans sa liberté, puisqu'il savait mourir pour elle (1). »

(1) *Chodzko.*

De simples bourgeois de Varsovie, parmi lesquels on distinguait un boucher, Joseph Siérakowski, un cordonnier, Jean Kilinski, un banquier, André Kapostas, prirent les premiers la résolution généreuse d'opposer la résistance à la force oppressive. On fut bientôt d'accord avec l'armée : le général patriote Kosciuszko, distingué par son patriotisme non moins que par ses talens militaires et par son courage, fut unanimement élu chef suprême de la nation. On crut à propos, dans ces circonstances graves, de lui conférer une autorité presque dictatoriale. Kosciuszko accourut des frontières de Saxe, où il était alors réfugié, entra à Cracovie, y fit signer l'acte d'indépendance, et en sortit presque aussitôt à la tête d'une armée composée de soldats, de bourgeois et surtout de paysans ; car il avait cru équitable et politique tout à la fois d'affranchir ces derniers du joug inhumain et flétrissant sous lequel ils gémissaient depuis des siècles. L'ennemi, rencontré près du village de Raçlawice, à dix lieues de Cracovie, fut défait complétement. On vit par les prodiges d'intrépidité des paysans polonais tout ce que le sentiment de la liberté peut inspirer de courage à l'homme qu'on vient d'appeler à la conquérir. La nouvelle du combat de Raçlawice électrisa la Pologne. Varsovie s'insurgea, et chassa les Russes ; Vilna, une foule d'autres villes, suivirent cet exemple ; tous les régimens polonais se rangèrent successivement sous l'étendard natio-

Insurrection des Polonais ; Kosciuszko ; bataille de Raçlawice ; 1794.

Succès de l'insurrection.

nal : le roi seul restait encore sous celui des Russes. Iasinski, le héros de cette guerre insurrectionnelle après Kosciuszko, abattait, dans trois batailles consécutives, la confiance de l'ennemi. Frédéric-Guillaume s'était, à la tête d'une armée de quarante mille hommes, avancé jusque sous les murs de Cracovie. La nouvelle d'une insurrection générale de la Grande-Pologne le força d'abandonner précipitamment le siége de cette ville, et la prise de l'importante place de Bromberg, par les Polonais, porta la terreur jusque dans sa capitale : mais là devaient se borner les succès de la plus juste des causes.

Revers; 1794. Des renforts arrivaient de toutes parts aux oppresseurs. Le courage patriotique lutta en vain dès lors contre une supériorité numérique écrasante. Siérakowski et Kosciuszko, défaits avant d'avoir pu opérer leur jonction, le premier par Souwarow, à Brzescé (1) ; celui-ci, par Fersen, à Macieïowic, ne laissèrent plus en tombant à leur patrie d'autre perspective que celle d'honorer son agonie. Thomas Wawrzecki, choisi pour remplacer Kosciuszko, resté couvert de blessures sur le champ de sa défaite, renferma dans Varsovie tout ce qu'il put rassembler de forces. Souwarow, à la tête de toutes

---

(1) L'armée russe égorgea, pendant un jour entier, tout ce qui ne put se défendre ou fuir. *Notre bonne reine m'a ordonné de massacrer tous les Polonais*, disait Souwarow à ses soldats; *Massacrons-les!* et il n'était que trop obéi.

les siennes, se faisait vers cette ville un chemin pavé de cadavres. Il arrive devant ses murs, en commande incontinent l'assaut, et, le 4 novembre, s'empare du faubourg de Praga. Alors commence une scène pénible à décrire : l'ordre de massacrer est donné à une armée de bourreaux. *Souvenez-vous d'Ismaïl!* ose dire ce tigre de Souwarow à des soldats dignes de lui; et il va se mettre dans le bain, et, jusqu'à ce qu'il en sorte, trente mille victimes désarmées, bourgeois, femmes, enfans, vieillards, sont livrées au glaive! Neuf mille braves, plus heureux, avaient péri dans l'assaut, et parmi eux cet Iasinski, le héros de trois batailles. Enfin les égorgeurs se lassent, le massacre cesse. Souwarow répond à ceux des bourgeois qu'il laisse survivre que « sa souveraine n'est pas en guerre avec la république », reçoit les complimens de Stanislas, qui, deux mois plus tard, sera obligé de quitter sa capitale.

Férocité de Souwarow; sac du faubourg de Praga.

Ici se termine l'horrible rôle de Souwarow, et commence celui de Catherine. Cette femme impérieuse, irascible, vindicative, qui, tout en remplissant de protestations de philanthropie ses déclarations politiques et sa correspondance avec les hommes de lettres, raillait la *sainte humanité*, avec laquelle Repnin, d'un caractère despotique mais non cruel, temporisait en Lithuanie, se montra, à la nouvelle de l'effroyable catastrophe de Praga, délirante d'une joie féroce. Elle sortit de son cabi-

nct toute transportée ; et, trouvant dans une antichambre deux courtisans qui jouaient aux échecs, « Ah ! messieurs, leur dit-elle, je fais mieux » que vous ; *je m'amuse à tuer des Polonais !* Écou- » tez : » et elle leur lut emphatiquement le rapport. *Je m'amuse,* disait-elle, s'appropriant ainsi cet exécrable trophée ! Il eût pu fournir un pendant aux tableaux des massacres d'Oczakof et d'Ismaïl, qui faisaient, dans son palais de Tauride, l'ornement d'une salle où elle dînait habituellement. Dans ces deux tableaux de Casanova, l'œil touchait, pour ainsi dire, le sang, les chairs palpitantes, les angoisses, les convulsions de désespoir des malheureux qu'égorgeait la férocité. C'était sur ces affreuses images qu'elle se plaisait à reposer les yeux, tandis que des bateleurs italiens l'amusaient ou plutôt l'ennuyaient de leurs chants ; car, par une particularité remarquable, qui peut-être tenait à son défaut de sensibilité, et en même temps le prouvait, cette femme, toute livrée aux inquiétudes de la politique, n'aimait ni la musique ni la poésie (1).

L'insurrection comprimée, 1794. La reddition de Varsovie entraîna la soumission de ce qui restait de partis épars. Le général Dombrowski, depuis chef intrépide et glorieux de ces légions polonaises qui, fidèles à leurs principes, vinrent défendre sous nos drapeaux une cause aussi de liberté

(1) Voyez *Mémoires secrets sur la Russie*, t. I, p. 115.

et d'indépendance, proposa, comme il l'avait déjà fait avant l'insurrection, de réunir en un seul corps les troupes nationales, d'emmener de gré ou de force le roi et les membres du conseil suprême, et de tenter, à travers l'Allemagne, une jonction difficile, mais possible, avec les armées françaises, qui combattaient alors sur le Rhin. « Sans doute, » dit M. Chodzko, « il eût été beau, il eût été imposant » de voir les restes d'une nation, son roi et ses re- » présentans en tête, évacuer les armes à la main » une patrie que des forces usurpatrices venaient » d'envahir; et, par une contradiction bizarre, une » république ennemie des rois offrir seule un asile » à un roi détrôné (1). »

Projet du général Dombrowski.

Le projet de Dombrowski eût exigé une armée toute de héros égaux à lui. Il ne fut pas jugé praticable. Ce qui restait des défenseurs de la Pologne fut licencié, disséminé, proscrit, surveillé; et leurs oppresseurs se partagèrent, par un troisième acte de spoliation, les provinces qu'ils n'avaient pas encore usurpées.

Partage définitif, 1795.

Cette fois, la Russie ajouta à son partage ce qui restait de la Lithuanie, c'est-à-dire 94,645 verstes carrées, habitées par 4,407,402 âmes; en sorte qu'elle se trouvait posséder à elle seule la moitié du territoire polonais.

(1) *Histoire des Légions polonaises*, tom. I, pag. 83.

Abdication de Stanislas.

Avant de consommer cette dernière iniquité, les Russes avaient emmené le roi à Grodno. Là, ils le forcèrent de signer son abdication, qu'ils avaient refusée lors que c'était lui qui l'offrait. Ils eurent la barbarie d'exiger qu'il donnât pour date à cet acte l'anniversaire de son couronnement.

Jugemens sur Stanislas.

Ainsi finit la carrière politique de Stanislas-Auguste, auteur ou complice, selon les uns, de tous les maux qui fondirent sur sa patrie; roi bon, généreux, courageux, capable même, suivant quelques autres; qui eût sauvé sa nation, si sa nation n'eût paralysé, par la violence de l'inimitié qu'elle lui porta, les efforts qu'il faisait pour elle; enfin qui n'eut d'autre tort qu'une confiance trop grande en la magnanimité de l'impératrice.

Plein de bonnes vues, de bonnes intentions, mais sans principes assez déterminés; faible, et cherchant à dissimuler sa faiblesse, par suite du défaut, commun aux petits esprits, d'aimer mieux passer pour faux que pour dupes, et donner à suspecter leur bonne foi que leur prévoyance; portant les préoccupations de la fatuité sur le trône, et le caractère de l'homme privé dans la vie publique; du reste, parent affectueux, ami dévoué, maître facile, mais mauvais roi pour son temps et pour son pays; en beaucoup de points comparable à Louis XVI, avec plus de qualités agréables et moins de vertus; tel me paraît, au milieu des

opinions contradictoires émises sur son compte, avoir été Poniatowski.

Si pourtant ce fut lui qui ordonna d'exécuter sans jugement, les quatre cents prétendus complices des Zaporogues, contre lesquels une commission avait commencé à informer, ce fut un monstre; et l'historien consciencieux doit le vouer, autant qu'il est en lui, à l'exécration des cœurs honnêtes et bons.

L'histoire offre bien des exemples d'invasions, de conquêtes, d'usurpations de territoire à différens titres, mais on n'avait point vu encore ourdir contre une nation une trame aussi scandaleusement, aussi longuement perfide que celle dans laquelle on enveloppa la Pologne; on n'avait point vu trois puissans souverains s'unir d'un accord aussi immoral, violer si audacieusement, à la face de leurs peuples et du monde entier, toutes les règles de la justice humaine. Tous ont été coupables, et ceux qui ont astucieusement préparé la catastrophe, et ceux qui n'ont pas rougi d'en recueillir le fruit, et ceux qui, pouvant s'y opposer, en sont lâchement demeurés spectateurs indifférens et paisibles. Mais la principale part de crime et de honte revient, sans contredit, à Catherine. Ce fut elle qui conçut toutes les perfidies, exécuta toutes les violences : les Polonais eussent peut-être lassé ou fléchi l'empereur et le roi de Prusse; mais ils ne purent tenir contre une persistance

de femme ambitieuse et despote par caractère autant que par position. Oui, je le répète, il n'y a qu'un esprit de femme, et de femme comme Catherine, qui ait pu tenir jusqu'au bout les fils de la trame qui à la fin enlaça la Pologne, et la livra sans aucune force, au moins d'ensemble, à la convoitise de ses voisins.

Les propriétés polonaises deviennent la proie des courtisans russes.

Mais ce n'était pas assez pour Catherine de mettre sous son joug la moitié de la Pologne; elle ne respecta pas même les propriétés particulières : elle démembrait les provinces comme elle avait démembré la république; elle en abandonnait les débris à la meute rapace et insatiable de ses courtisans. Presque tous obtinrent des terres ou confisquées, ou extorquées par astuce, par menace, par violence, et devinrent ainsi les plus riches propriétaires du pays usurpé. Ce n'est pas tout encore : les Russes, dès les premiers jours de la dernière invasion, avaient, d'après l'ordre de leur souveraine, enlevé tous les paysans polonais qu'ils pouvaient saisir, hommes, femmes, enfans; la Volhynie et la Podolie en fournirent seules au moins vingt mille, d'abord destinés à peupler les déserts d'Oczakof et d'Ékatérinoslaw. Le père était ravi séparément des enfans, la femme de l'époux; il ne se trouvait presque pas de famille qui n'eût à déplorer la mort ou l'absence de quelqu'un de ses membres. Ces malheureux furent un butin pour ceux des courtisans à qui la protection de Zoubow avait

Déportation des peuples.

fait distribuer des terrains dans le gouvernement d'Ékatérinoslaw. Tous les favoris du favori, et jusqu'à leurs créatures subalternes, se les partagèrent par lots plus ou moins forts. Khorwat en eut trois mille, l'intrigant et infâme Ribas presque autant; Gribowskoï et Altesti, tous deux secrétaires de Zoubow, l'un quinze cents, l'autre huit cents. Beaucoup de seigneurs, ne pouvant en obtenir gratuitement, en achetèrent à vil prix. Quelques milliers seulement furent dirigés sur la Crimée; mais peu y arrivèrent. Le plus grand nombre périt de faim dans la route toute de déserts à travers laquelle on les conduisait. Mais le crime enfante le crime. Les courtisans avaient d'abord demandé des hommes pour cultiver leurs terres; ils demandèrent bientôt des terres pour employer les hommes qu'ils avaient de trop; et ils convoitèrent alors le fertile territoire des cosaques Donskoï (du Don). Zoubow présenta les choses sous un jour si favorable que, sans hésiter, l'impératrice ôta à ces cosaques plusieurs bourgades et les meilleurs de leurs pâturages. Ces peuples murmurèrent : on leur en fit un crime; on les força d'abandonner les rives du Don et du Donetz, où ils étaient nés, de laisser aux usurpateurs leurs cabanes, leurs enclos, les champs arrosés de leurs sueurs, les tombes de leurs aïeux! En vain ils envoyèrent des députés réclamer auprès de Catherine contre cette violence spoliatrice; on corrompit

Spoliation des cosaques du Don.

quelques-uns de leurs chefs, on employa la force contre les tribus les plus récalcitrantes; on les arracha violemment d'une terre à laquelle ils tenaient comme on tient à la patrie, et presque à la vie. Les femmes, les enfans, ne purent, pour la plupart, soutenir les fatigues de la route : tant de maux enfantèrent une rébellion, que punit bientôt un massacre. Le peu qui échappèrent à ces diverses causes de destruction furent dispersés dans les déserts du Kouban. La famine, l'insalubrité du climat, la désertion, le fer des Kirghis, eurent en peu de temps détruit ces faibles restes; et tout le fruit que Catherine retira de ses violences fut d'avoir dépeuplé de cosaques les rives du Don, comme de Tatars les côtes de la mer Noire.

J'ai différé jusqu'ici à décrire avec détail l'impression que la révolution française avait produite sur le cœur de Catherine, et l'influence qu'elle exerça sur sa politique.

Impression produite en Russie par la révolution française.

Catherine, quand elle apprit cette révolution et sa marche rapide, ne dut pas craindre pour son autorité : la Russie était trop retirée du foyer de la liberté et des lumières; mais elle trembla pour sa gloire, presque aussi chère à son cœur que son pouvoir : ses actes tant vantés d'amélioration allaient rester bien en arrière de cette régénération radicale, entreprise par une ardente philanthropie. Elle voyait l'indépendance absolue de l'écrivain porter la lumière au sein des ténèbres dont elle avait jusqu'a-

lors vécu environnée, mettre en balance avec ses actions louables ses faiblesses, ses désordres et ses crimes, et le résultat de cette hardiesse l'épouvantait. La liberté, les lois, la philosophie, les lumières, qu'elle avait jusque-là affecté d'aimer et de protéger, lui devinrent insupportables!

Censure; importation des imprimés français activement surveillée; 1792.

Le buste de ce Voltaire qu'elle avait tant flatté, tant courtisé, tant exalté, fut relégué par ses ordres dans un coin de sa galerie, au moment où les Français décernaient à sa cendre les honneurs de ce temple auguste consacré, mais trop peu de temps, à la mémoire de leurs hommes illustres. Elle en fit de même du buste de Fox, qu'elle avait voulu avoir, lorsque ce célèbre parlementaire combattait le dessein où une partie du ministère britannique semblait être de déclarer la guerre à la Russie. Il n'y avait pas jusqu'aux Américains indépendans qui ne lui fussent devenus odieux : selon Catherine, nul honnête homme ne pouvait désormais porter l'Ordre de Cincinnatus; en conséquence Langeron et d'autres émigrés infidèles comme elle aux principes de liberté, cessèrent de se décorer de cet Ordre. Bientôt une inquisition de la pensée, bien plus sévère et bien plus ridicule encore que celle qu'avait exercée la Sorbonne, et dont Catherine philosophe avait tant plaisanté, s'établit dans Saint-Pétersbourg. On voulut obliger les libraires de cette ville à déposer dans une chambre du palais des exemplaires de tous leurs ouvrages, et

Mesures contre la presse.

à les y laisser jusqu'à ce que des examinateurs nommés pour cet objet eussent apprécié l'effet moral qu'ils pourraient avoir : le magasin des libraires de Saint-Pétersbourg, qui n'impriment rien ou presque rien, et n'ont par conséquent point de livres de fonds, mais un exemplaire ou deux seulement des ouvrages courans, étant à peu près composé comme une bibliothèque particulière, il leur eût fallu le transporter tout entier à la chambre de censure : l'impraticabilité de cette mesure, qu'on étendait par analogie aux marchands de tableaux, fit renoncer à l'exécuter; mais on n'en proscrivit pas moins sévèrement tout ce qui avait un rapport quelconque aux principes qu'on détestait. Les mots de république, de liberté, d'égalité, de despotisme, tous ceux qui pouvaient éveiller dans l'esprit du peuple l'idée qu'il avait des droits, et le porter à examiner ceux de ses maîtres, étaient soumis à un rigoureux index, au théâtre, dans les livres, dans les conversations, en même temps qu'en France ceux de royauté, de noblesse, de châteaux, tous les titres, tous les noms relatifs à l'ancien ordre des choses, disparaissaient même des cartes géographiques, et n'étaient conservés dans les vocabulaires qu'accompagnés d'épithètes flétrissantes. Ce fut, sans contredit, un spectacle rare et imposant, quoique dégradé par une foule d'injustifiables excès, que de voir au sein de l'Europe, où toutes les prérogatives monarchiques et nobiliaires,

toutes les exigences des supériorités natives, toutes les traditions d'un vieil orgueil, étaient encore en vigueur, une nation se formant un rempart d'airain, faire déchoir de leur suprématie les aristocraties et les rois; leur arracher audacieusement le manteau d'inviolabilité dont ils se couvraient; traiter les grands en hommes, moins qu'en hommes; leur faire de leur puissance un crime, de leurs honneurs une souillure; venger des siècles d'humiliations passées et futures, et cela sans jactance, avec la confiance de la force et le sentiment du bon droit! De voir, dis-je, chaque citoyen, même le plus humble, s'oser mesurer aux dépositaires de la puissance; se prétendre, se croire autant qu'eux; nier leurs droits, conspuer, et, bien plus, dédaigner leurs titres; se défendre de tous rapports avec eux, même de nom, comme d'une honte, et en repousser le reproche comme un outrage! Quel sujet d'étonnement pour ceux qu'un long usage du pouvoir avait habitués à regarder presque comme un des priviléges de leur rang le tribut de l'adulation universelle! Certes, ce langage d'indépendance absolue, de dignité humaine, parlé alors par tous les membres d'un grand peuple, dut étrangement sonner à l'oreille des souverains! ils pouvaient en tirer une leçon utile au bonheur de ceux qu'ils gouvernaient; mais ils n'en virent que l'injure, et en négligèrent la moralité.

La qualité seule de Français devint une injure

sur la terre classique du despotisme. Le servilisme s'anima d'une haine fanatique contre tous ceux qui le portaient : fonctionnaires, militaires, instituteurs, artistes, artisans, devinrent en un moment des objets de méfiance et de proscription; et, tandis que la France secouait sur l'Europe le flambeau de la liberté, le despotisme russe, dit un écrivain, écrasait de son pied fangeux chaque étincelle qui volait jusqu'à lui. Surpris, effrayé, il voulait subitement rétrograder d'un siècle : le parti des raskolniki, ou ennemis des réformes de toute espèce depuis Pierre Ier, se grossit d'une foule de transfuges de la civilisation. Ainsi, en France, les philosophes de cour, du moment qu'ils virent que la révolution française ne respecterait pas leurs priviléges, parlèrent comme ils eussent fait du temps de la Ligue.

Catherine, qui elle-même avait accoutumé sa cour à des idées libérales et philosophiques, fut la première à apostasier. La nouvelle successive de l'arrestation, du jugement et de la fin funeste du roi de France, lui donnèrent des convulsions de rage, exaltèrent sa fureur : ces coups funestes, regrettables à jamais, lui eussent sans doute été indifférens, s'ils avaient été le fruit d'une révolution de palais, d'une intrigue particulière; et Louis XV périssant sous le poignard de Damiens ne l'eût peut-être que faiblement émue; mais, frappés par la main d'un peuple, ces mêmes coups lui

paraissaient flétrir toutes les couronnes; ils lui semblaient l'humiliation commune des souverains. Sans doute la mort d'un roi est à déplorer, non pas à cause de sa puissance, mais parce qu'après tout, quoi qu'il fasse, il est homme. Sans doute encore on dut compatir surtout à l'infortune de Louis XVI, l'âme la plus douce, la plus généreuse, et j'ose dire la plus belle qu'on eût depuis bien long-temps vue présider aux destins d'un peuple. Les premiers excès et ceux qui suivirent furent tous répréhensibles, plus que répréhensibles; mais était-ce à Catherine à s'en indigner? à Catherine, épouse homicide, mère dénaturée? à Catherine, qui jamais ne recula devant le sacrifice d'une vie, quelque sacrée qu'elle lui dût être, lorsqu'elle crut ce sacrifice profitable à son ambition? à Catherine, que la nouvelle du massacre de vingt-cinq mille Polonais désarmés, vieillards, femmes, enfans, bourgeois du faubourg de Praga, transportait d'une joie féroce? Non, pour être en droit d'accuser le crime, il faut avoir à offrir des mains plus pures, une conscience moins réprochable.

Sans doute il fut coupable, et surtout extravagant, le gouvernement qui crut pouvoir refaire les mœurs d'un peuple avec des décrets et des proscriptions; mais méritait-elle moins de blâme celle dont le sanguinaire génie présidait au sac des villes; celle qui faisait supplicier, non pas ostensiblement et à la suite de jugemens réguliers et

publics du moins, mais dans le secret des cachots et sans procédures, les malheureux dont l'existence portait ombrage à ses desseins, troublait sa sécurité? Je ne parle pas des victimes sacrifiées à la haine, à lavengeance, à la vanité blessée; de celles qu'on abandonne aux ressentimens d'un ministre en crédit, ou d'un favori. La chancellerie secrète, ou, comme on l'appelait sous Catherine, le collége secret, ne laissa jamais rien transpirer de ses actes mystérieux. Les rigueurs du despotisme font moins d'éclat que celles de la démocratie, mais elles n'en sont que plus terribles. Les excès du peuple ne sont que des écarts momentanés, par ce qu'ils ont pour cause le sentiment exagéré de l'intérêt public, sentiment dont l'exaltation n'a jamais une longue durée. Les excès du despotime au contraire sont de sa propre nature; ils découlent d'une disposition permanente et systématique; ils ont la continuité et la persistance de l'intérêt privé, qui en est la source : voilà pourquoi la démocratie est plus emportée, le despotisme et l'aristocratie sont plus inflexibles. L'une sévit par colère; les autres, par calcul ou par orgueil ; l'aristocratie et le despotisme, pour maintenir leurs usurpations, qu'ils appellent leurs droits; la démocratie, pour venger des outrages vrais ou imaginaires. Et quel motif la tyrannie de tout un peuple aurait-elle pour se perpétuer? deux cent mille individus, et un seul surtout, trouveront un grand avantage à en opprimer cin-

quante millions; mais cinquante millions n'auront pas le même intérêt à en opprimer deux cent mille; la part du bénéfice pour chacun serait trop peu considérable, et n'engagerait pas à beaucoup de vigilance : concluons donc que la tyrannie ne peut être durable qu'autant qu'elle est profitable à ceux qui l'exercent, et qu'elle ne peut être profitable que lorsqu'elle est le privilége d'un petit nombre.

Chaque excès des terroristes de Paris avait son contre-coup à Saint-Pétersbourg; nul partisan du système de liberté n'y était alors en sûreté; le ministère russe répondait par des exils en Sibérie ou des emprisonnemens dans les souterrains du Kholivan, aux ordres d'incarcération du comité de salut public. En Russie, comme en France, les parens étaient persécutés en haine de leurs parens; et, tandis que dans le dernier de ces deux pays on quittait ses noms patronimiques pour prendre ceux de Brutus, de Cassius, de Scévole, un frère du trop fameux Marat, gouverneur des enfans du chambellan Soltikof, changeait, pour pouvoir rester à la cour de Catherine, son nom de famille en celui de Boudri.

Un frère de Marat à la cour de Russie.

Parmi les mesures préventives et inquisitoriales imaginées au sujet des Français, la plus délirante des passions, la plus absurde, fut une sorte de serment de haine à leur patrie qu'on exigea d'eux, comme pour faire pendant à ce fameux serment de haine à la royauté dont l'idée avait été le fruit de passions et de doctrines tout-à-fait contraires.

Serment contre-révolutionnaire exigé des Français établis en Russie.

La formule de ce serment, imposé par la police de Saint-Pétersbourg, est trop curieuse pour que je ne la reproduise pas ici, du moins en extrait : « Je jure, y faisait-on dire au sermentaire, je jure » par le Dieu tout-puissant et par son saint Évan» gile que je n'ai jamais donné mon approbation, » ni sciemment, ni de fait, aux principes impies et » séditieux qui ont été introduits en France; que » je regarde le gouvernement qui vient d'y être » établi comme illégitime; que je suis convaincu » de l'excellence de ma religion, telle que mes an» cêtres me l'ont transmise.... Je promets et m'en» gage en conséquence, tant que je jouirai de la » protection que S. M. l'impératrice de toutes les » Russies a gracieusement daigné m'accorder, de » vivre dans l'observation des préceptes de la reli» gion dans laquelle je suis né...; de rompre toute » correspondance dans ma patrie avec les Français » qui y reconnaissent la forme de gouvernement » qui y existe aujourd'hui, et, dans le cas où je » viendrais à me rendre coupable de la violation » de ce serment, je me soumets, dans cette vie, à » toute la sévérité des lois, et, pour la vie à venir, » à l'épouvantable jugement de Dieu, et, pour scel» ler ce serment, je baise le saint Évangile et la » croix de mon sauveur. » Qu'on accuse, d'après cela, Catherine d'avoir été incrédule et philosophe!

L'exigence de ce serment, au moment où l'exaspération contre la France était à son comble dans

toutes les cours de l'Europe, semble à un écrivain avoir eu pour objet l'intérêt même des Français qui habitaient en Russie. Catherine, selon lui, les mit ainsi sous la sauvegarde du gouvernement, et les préserva de la fureur fanatique du peuple. Je ne partage pas cette opinion : le peuple, en Russie surtout, ne s'émeut guère pour des intérêts politiques éloignés; le gouvernement, pour l'y rendre indifférent et le déterminer à rester paisible, n'avait qu'à ne point paraître lui-même s'en occuper : c'est tout le contraire que faisait la police de Saint-Pétersbourg.

Cette mesure si bizarre et si ridicule par sa nature le devint davantage encore dans l'application. Ainsi l'on obligea à s'y conformer des Belges, des Piémontais, des Italiens, des Suisses, des Wurtembergeois, des étrangers enfin de différens pays et de différens cultes : amalgame bien digne de la barbarie russe!

Tandis que les hommes d'un caractère trop honorable pour jouer le dévouement au despotisme souffraient la persécution, les émigrés, à l'instigation desquels elle s'exerçait, les intrigans sans principes, les aventuriers, les valets, tous ceux qui déclamaient contre les réformes opérées dans leur patrie, étaient comblés d'emplois, d'honneurs, de richesses surtout. La révolution était pour eux comme non avenue; ils retrouvaient en Russie biens, distinctions, crédit, et surtout des esclaves. Les terres confisquées sur les nobles polonais rem-

plaçaient leurs terres confisquées; et les serfs qu'ils obtenaient par centaines, leur valaient beaucoup mieux que les vassaux qu'ils avaient perdus. Quelques-uns même furent assez heureux pour beaucoup gagner, sans avoir rien perdu, soit parce qu'ils n'avaient rien à l'époque de leur exil, soit parce que leurs femmes, restées en France, y conservèrent leurs propriétés.

En même temps que le gouvernement en Russie s'abandonnait sans mesure à toute l'exaltation contre-révolutionnaire, on voyait, par un contraste singulier, les jeunes grands-ducs, les petits-fils de Catherine, arborer sous les yeux de cette princesse la cocarde aux trois couleurs. Elle-même se plaisait à faire chanter au petit d'Esterhazy les hymnes républicains. Il y avait pour cette femme despote dans ces œuvres d'une énergie qu'elle détestait un charme qui l'étonnait, et l'attachait, quoiqu'elle en eût. Ainsi font dans les montagnes abruptes ces masses d'une beauté gigantesque et sauvage qui effraient à regarder, et vers lesquelles néanmoins on se sent entraîné à tourner les yeux. Catherine avait d'ailleurs encore des velléités d'esprit philosophique. Plus d'une fois elle modéra les rigueurs de son gouvernement, rigueurs conformes à ses sentimens, mais dépassant à ses yeux le but qu'elle se proposait. Un marchand français trop légèrement incarcéré fut dédommagé par un privilége dans le genre de commerce qu'il exer-

çait. Un autre Français, nommé Cuinet-d'Orbeilles, recherché dans Saint-Pétersbourg pour ses qualités aimables, fut moins heureux. Jeté à fond de cale d'un vaisseau comme partisan des idées nouvelles, il perdit la tête, voulut s'échapper, s'élança dans la mer, et s'y noya. Catherine avait, non pas de la magnanimité, qualité trop incompatible avec un égoïsme étroit, comme l'est celui des despotes, mais une véritable grandeur d'intelligence, une certaine générosité d'esprit. Elle se conduisit on ne peut plus noblement envers l'instituteur du grand-duc Alexandre, Laharpe (1); elle connaissait ses sentimens républicains; elle en provoqua, et il lui en fit l'aveu: cependant elle lui laissa le soin d'achever l'éducation de l'héritier présomptif du trône qu'elle occupait, et elle lui dit : *Soyez jacobin, républicain, tout ce que vous voudrez; je vous crois honnête homme : cela me suffit. Restez auprès de mes petits-fils; conservez ma confiance, et donnez-leur vos soins accoutumés.* Elle disait à Ségur, comme honteuse et embarrassée devant un philosophe du rôle qu'elle remplissait : *Je suis aristocrate: il faut bien faire son métier.* M. de Ségur aussi était aristocrate par la naissance; mais il croyait qu'il valait mieux encore faire son devoir que son métier.

Aux mesures de police intérieure contre les

---

(1) Depuis membre du directoire républicain du pays de Vaud, sa patrie.

Français l'impératrice en joignait de politique extérieure contre la France. Long-temps elle s'était bornée à priver le commerce de ce pays des avantages que lui avait obtenus l'habileté de M. de Ségur, à déchirer de ses propres mains ce pacte de neutralité armée qu'en le rédigeant elle considérait comme un des principaux fleurons de sa couronne de gloire, et enfin à envoyer dans la Manche une escadre lourde et délabrée que les Anglais la prièrent de rappeler. Mais, sans vouloir prendre à la coalition une part active, elle en était la principale instigatrice : elle s'y arrogeait la suprême influence. Doyenne des têtes couronnées depuis que Frédéric avait cessé d'être, elle se piquait de diriger la politique de l'Europe. C'est elle qui d'abord avait organisé cette croisade liberticide qui, sous les ordres de Gustave, devait aller châtier en France les apostats du servilisme; c'est elle qui par promesses, par menaces, par intrigues de toute espèce, poussa les autres souverains à s'épuiser contre cette puissance, et qui, quand ils réclamaient d'elle, en tremblant et avec le sentiment de la faiblesse à laquelle leur imprudence les avait réduits, l'appui qu'elle s'était engagée à fournir, leur répondait : « Je contiens les musulmans ; je protége de leur côté vos frontières ; je réprime les jacobins de Pologne ; mes armées forment l'arrière-garde ; continuez à combattre : il n'est pas temps encore que la réserve agisse. » Et en effet elle était, selon

l'expression d'un écrivain, derrière leurs phalanges, comme ces bas officiers qu'on voit derrière les bataillons russes pour contenir la lâcheté, et repousser les fuyards. Attentive à leurs entreprises, ayant toujours une armée prête à les seconder, elle formait la tête d'un grand corps dont l'Autriche et la Prusse n'étaient réellement que les bras. Elle semblait vouloir, de concert avec l'Angleterre, embrasser l'Europe pour la pousser contre la France, aussi ardente à détruire la liberté dans ce pays qu'à prétendre, malgré les Polonais, la maintenir en Pologne.

A la part déjà si large qu'elle s'était faite dans le produit du démembrement de cette dernière contrée, elle méditait d'ajouter encore le territoire de la Courlande. Ce duché, par l'anéantissement du royaume sous la suzeraineté duquel il se gouvernait, se trouvait rentré dans ses droits d'État indépendant. Mais la noblesse courlandaise était indisposée contre le duc, fils aîné de Biren. L'avarice de ce prince, son origine, et le ressentiment des violences qui avaient accompagné l'installation de son père, faisaient qu'il était impatiemment souffert. Catherine cultiva soigneusement ces germes de mécontentement. Tandis qu'elle attirait à sa cour les seigneurs courlandais les plus influens, et les y comblait de grâces corruptrices, elle menaçait les autres de les obliger, conformément au droit que lui en donnait une ancienne charte de

Accession de la Courlande, 1795.

venir embarquer à Riga leurs produits, quoiqu'ils eussent au sein même de leur pays plusieurs ports bien plus proches. Moitié séduction, moitié contrainte, les États assemblés offrirent de soumettre à son autorité la Courlande, la Sémigalle et le cercle de Pilten. Quelques membres voulurent protester : un général russe, Palhen, entrant dans la salle des séances, y comprima toute opposition. On avait eu soin d'attirer le duc à Saint-Pétersbourg, de peur que sa présence ne nuisît au succès de cette intrigue. Ce fut là qu'il apprit sa déchéance de la bouche d'une députation de ses propres sujets, chargée de porter à l'impératrice l'acte de cession. Les opposans à cet acte furent persécutés, exilés et dépouillés de leurs biens, qui devinrent la proie du favori et de ses créatures.

Serment servile exigé des Polonais nouvellement annexés, 1795.

Au sortir de ce machiavélique exploit, Catherine exigea des Polonais habitant les provinces récemment annexées un nouveau serment de fidélité, conçu dans les termes du dévouement le plus servile. Ce fut l'occasion de nouvelles dépouilles, levées sur les malheureux dont le cœur répugna à ce surcroît d'humiliation, et, par suite, de nouvelles largesses prodiguées à la tourbe insatiable des courtisans.

Guerre avec la Perse, 1795.

Mais il s'élaborait alors dans le cabinet de Saint-Pétersbourg une entreprise qui, intéressant vivement l'ambition personnelle de l'impératrice et même de son favori, avait depuis quelque temps

comme suspendu sa haine contre la république française; je veux parler de la guerre de Perse, que l'auteur des *Mémoires secrets* honore au point d'en faire un pendant de l'expédition d'Égypte. Jamais projet ne fut conçu avec plus d'enthousiasme et d'assurance; jamais on ne se berça d'aussi brillantes chimères qu'à l'époque où fut prise la résolution de cette guerre. « L'impératrice, » dit le major Masson, « se flattait, Zoubow, Markow et la tourbe des adulateurs l'assuraient qu'il suffirait de deux campagnes pour subjuguer les vastes contrées qu'embrassent la mer Caspienne, le Tigre et le golfe Persique. La Perse une fois conquise, les Russes pouvaient profiter des premières circonstances favorables pour réunir enfin l'empire du sultan. Mais ce n'était pas seulement à ces vastes conquêtes que la cour bornait ses vues. Déjà le commerce de l'Inde allait reprendre son ancien cours; l'Angleterre, la Hollande, la France, étaient ruinées; des milliers de vaisseaux s'élançaient dans la Caspienne et dans le golfe Persique à la voix de la Sémiramis du Nord (1). D'innombrables caravanes franchissaient en deux jours l'espace qui sépare les deux mers. Astrakhan devenait le maga- Projets gigantesques.

(1) C'était le titre que Voltaire, dans sa *Correspondance*, prodiguait le plus à Catherine. Il est probable que la première fois qu'il le lui donna il ignorait la part qu'elle avait prise au meurtre de son époux, ou bien qu'il n'y songea pas; sans quoi l'idée de Ninus l'eût arrêté..

sin de l'Europe. On poussa l'assurance jusqu'à autoriser l'établissement à Derbent et à Férabat d'une compagnie des Indes, dont Zoubow et Markow seraient les chefs et les protecteurs. Les flatteurs, les intrigans sollicitaient déjà des places de facteurs, de receveurs, de consuls, dans les villes à conquérir. Enfin, ce qui paraîtra incroyable à plusieurs, et ce qui n'en est pas moins vrai, on s'entretenait déjà de douanes, de tarif, de droits d'entrée et de transit, dans un temps où l'on n'avait pas encore pris un pouce de terre, et où l'ombre d'une possession dans les Indes n'existait pas. »

Ce projet de ramener le commerce des Indes par le golfe Persique dans la mer Noire et la Caspienne, ce projet auquel Pierre I[er] avait déjà inutilement sacrifié cinquante mille hommes, tout gigantesque, disons mieux, tout inexécutable qu'il était, alarma l'ambition mercantile du cabinet de Saint-James. Il envoya dans les contrées menacées, pour y explorer les facilités et les obstacles, des agens (1) dont le rapport le tranquillisa. En effet pour qu'un tel dessein ne fût pas un rêve de la présomption, il faudrait supposer la Russie maîtresse de tous les ports méridionaux de la mer Noire et de la Caspienne ; il faudrait admettre le consentement invariable ou la soumission absolue d'une

(1) Tooke, le plus bas des apologistes du gouvernement de Catherine, fut un de ces agens.

partie de la Turquie d'Asie et de toute la Perse. Ce n'est pas tout : il faudrait créer du pied du Caucase à Bender-Abassi ou à Bassora un nombre infini d'étapes, les garantir contre toute attaque des Arabes et des hordes pillardes et vagabondes de ces immenses contrées; enfin il faudrait, et ce serait là le plus difficile, un véritable miracle à opérer, trouver le secret de rendre le transport par caravanes plus prompt, plus sûr, plus facile et moins dispendieux que le transport maritime; tant que toutes ces choses ne seront point accomplies, on n'aura rien fait pour se procurer le commerce de l'Inde (1).

Le commerce par caravanes, avec l'Inde ne saurait se renouveler.

Non-seulement le dessein du cabinet de Saint-Pétersbourg était insensé, mais encore on avait à faire, pour se mettre en état seulement d'en tenter l'exécution, des efforts extraordinaires; je dois faire remarquer que cette adroite politique, dont tous les écrivains s'accordent à reconnaître le caractère dans la temporisation de Catherine à l'égard de la France, se trouve ici complétement en défaut. Les armées russes pesaient bien encore sur le cadavre mutilé et sanglant de la Pologne, mais ces armées meurtrières et dévastatrices subissaient les conséquences de leurs ravages, et la famine, en les attei-

(1) Si, malgré la communication directe entre la Chine et la Russie, on ne voit guère à Saint-Pétersbourg, dit l'auteur des *Mémoires secrets*, que le thé qui vient de Hollande, comment espérerait-on y faire passer les productions du Malabar et du Coromandel.

gnant, les réduisait presque au sort de leurs victimes. Les troupes qui garnissaient les frontières, d'où devaient fondre les nouvelles hostilités, étaient en petit nombre, désorganisées, et dévorées d'ailleurs par la contagion. N'importe : une foule de régimens se mirent en marche des lieux les plus reculés du théâtre de cette expédition lointaine, et s'y dirigèrent. Le rendez-vous général fut indiqué à Kislar, sur la Caspienne. Quelques corps avaient à parcourir un espace de huit cents lieues ; tous à traverser au cœur de l'hiver les steppes immenses d'Astrakhan et du Kouban, où l'on erre quelquefois cinquante lieues sans rencontrer une habitation, sans trouver d'autre boisson qu'une eau saumâtre et stagnante. Aussi un quart de ces troupes périt avant d'arriver à Kislar. Là, contre l'attente de tous, elles furent mises sous les ordres, non point d'un Kamenskoï, d'un Souwarow, ou de tel autre guerrier éprouvé, mais d'un frère du favori, de Valérien Zoubow, dont le principal titre à cette haute faveur était la qualité d'amant en second de l'impératrice.

L'armée d'expédition se réunit à Kislar.

Cette guerre de Perse avait eu besoin d'un prétexte : en trouver un n'embarrasse jamais les cours ; pour bien expliquer celui qu'on fit valoir alors, je dois reprendre de plus haut. Les diverses provinces de l'empire persan étaient depuis près de quarante ans en proie à une foule de petits tyrans. Un descendant des Sophis, l'eunuque Méhémet-Khan, mutilé, dans son enfance, par ordre de

l'ombrageux Thamas-Kouli-Khan, les réunit sous son sceptre, et les y retint d'une main ferme. Deux de ses frères, qui n'avaient pas voulu d'abord reconnaître sa suprématie, vaincus, forcés de fuir, poursuivis par ses vaisseaux sur la Caspienne, vinrent, accompagnés de leurs femmes et de leurs enfans, pour implorer sur le territoire russe, l'un à Astrakhan, l'autre à Kislar un asile contre une vengeance imminente. Celui qui se dirigea sur Astrakhan, parvint à se soustraire à la poursuite de son sanguinaire ennemi. L'autre fut moins heureux. Ici commence le récit d'un grand crime. C'était en 1786. Paul Potemkin, frère du *Taurique*, commandait dans le Caucase et à Kislar. Sous le prétexte d'éviter d'engager sa cour dans une guerre avec Méhémet-Khan, il refusa d'abord d'admettre dans le port le vaisseau qui portait un rival proscrit par ce prince. Ce vaisseau, poursuivi de fort près, approchait néanmoins. Ceux qui le montaient ne pouvaient croire qu'on voulût réellement les forcer à rester sous le coup d'une mort immédiate. Ils se fiaient à l'évidence de leur danger, et aux droits de l'hospitalité si sacrés en Orient. Le commandant moscovite détache enfin à leur rencontre quelques chaloupes; ces infortunés poussent des cris de joie; ils saluent, ils accueillent les soldats qui les remplissent comme des libérateurs envoyés pour les défendre; mais, ô surprise! ces mêmes soldats sont à peine reçus à leur bord qu'ils les massacrent tous, matelots,

Crime horrible d'un frère de Potemkin.

passagers, femmes, enfans, vieillards; ceux qu'épargne le glaive sont précipités dans la mer. Le prince proscrit est du nombre de ces derniers. Il essaie de se sauver à la nage, et s'attache d'une main à une chaloupe. Un coup de sabre fait sauter cette main dans les flots. L'infortuné enfonce aussitôt, mais surgit de nouveau, et de la main qui lui reste ressaisit la chaloupe : un second coup l'atteint; cette autre main tombe comme la première, mais rebondit palpitante au milieu des bourreaux. Le corps mutilé de l'infortuné prince se soutenait encore au-dessus de l'eau : un coup de pique lui est porté, et le fait plonger pour toujours!

Alors le vaisseau est introduit dans le port par les assassins triomphans. Il renfermait l'or du prince massacré, celui de son frère, qui s'était sauvé à Astrakhan, les bijoux et les pierreries de leurs femmes. C'était cette riche proie qui avait tenté la cupidité des Russes, et causé l'égorgement des Persans. Paul Potemkin, le commandant du port et les principaux complices se la partagèrent. Long-temps après la mort du premier, on vit sa veuve étaler à la cour de Saint-Pétersbourg les diamans fruits de ce forfait. Sah-li-Khan, celui des deux princes qui s'était réfugié à Astrakhan, n'eut pas plus tôt appris la fin tragique de son frère, et le pillage du vaisseau où était leur commune fortune, qu'il adressa ses plaintes à Saint-Pétersbourg, demandant à la fois la punition des meurtriers et la restitution des

trésors qu'ils lui avaient pris. Mais les Potemkin étaient alors tout-puissans : ils présentèrent les circonstances du crime sous un jour propre à en atténuer l'odieux : Catherine se garda bien d'accueillir une accusation dont l'examen approfondi l'eût conduite ou à un déni de justice trop évident, ou à la nécessité d'agir en opposition à ses affections et aux intérêts de sa politique.

Elle se contenta d'assigner à Sah-li-Khan une modique pension ; et elle soumit ses démarches à la surveillance de Paul Potemkin, le même contre lequel il implorait sa justice. C'était presque revendiquer la solidarité du forfait imputé à ce général

Cependant le temps vint où le besoin qu'on crut avoir de Sah-li-Khan fit songer à réparer, à paraître réparer du moins, les outrages dont on l'avait abreuvé. Voici le fait : L'eunuque Méhémet ne pouvait, d'après les anciens usages, prendre le titre de schah de Perse qu'après avoir reçu, en cette qualité, les hommages du prince de Géorgie, premier vassal de son empire ; et ce prince, le vieil Héraclius, qui s'était récemment mis sous la protection de la Russie, refusait cet hommage. Méhémet le battit (vers la fin de 1795), prit Téflis, sa capitale ; saccagea tout le pays, et enleva, outre un immense butin en effets, plus de cinquante mille habitans, qu'il fit vendre comme esclaves. La cour de Pétersbourg frémit d'indignation en apprenant ces malheurs d'une province dont elle se prétendait suzeraine.

La guerre contre la Perse fut résolue. On tira tout à coup de l'obscurité où il était contenu l'infortuné Sah-li-Khan ; on eut l'air de commencer une enquête au sujet du forfait qui l'avait privé de son frère et de ses richesses ; on lui rendit les honneurs réservés à son rang ; on l'envoya à l'armée. On répandit en son nom des manifestes dans lesquels on le faisait s'exprimer en libérateur de la Perse, et en souverain dépouillé qui vient pour reconquérir des droits dont un usurpateur lui a ravi la jouissance.

Cependant Héraclius était rentré à Téflis, et la Géorgie se trouvait évacuée avant le commencement des opérations. Ainsi l'on n'avait plus pour faire la guerre d'autre motif que de l'avoir entreprise ; mais, si loin du centre de la civilisation, et du tribunal de l'opinion par conséquent, Catherine pouvait se passer même de prétexte. Ses armées traversèrent les Portes-Caspiennes et les autres défilés du Caucase sans autre obstacle que ceux qu'offrait la nature des lieux. On n'en trouva guère davantage au sortir de ces gorges. Méhémet-Khan, appréciant la supériorité que donnait aux Européens leur tactique savante et leur exacte discipline, résolut d'éviter un engagement général, surtout dans la contrée montueuse où son excellente cavalerie, sa principale et presque unique force, lui serait devenue inutile. Il retira donc son armée derrière l'Araxe, aux environs de Tauris, laissa les Russes

s'emparer sans combat de Derbent, Bakou, Schamachy, se contenta de dévaster le pays par lequel ils devaient déboucher, et attendit tranquillement pour les assaillir avec avantage que la famine, la contagion et les escarmouches multipliées des féroces Kirghis et des autres montagnards de ces contrées les eussent affaiblis; ce qui arriva. Leur armée fondit à vue d'œil, et fut bientôt réduite à dix-huit mille hommes. Le cabinet de Saint-Pétersbourg n'en demeura pas moins acharné à poursuivre sa chimère; des régimens marchaient de tous les points de l'empire comme pour alimenter les fléaux dont venaient d'être victimes ceux qu'ils étaientdestinés à remplacer. Mais ce n'était pas la seule tâche qu'eût embrassée la Russie. Forcée enfin par la paix particulière de l'Espagne et de la Prusse de coopérer activement à la coalition contre la république française, elle avait à faire marcher vers le Rhin une autre armée. Rien cependant n'était disposé pour cela; le trésor était épuisé, le crédit anéanti. Heureusement pour Catherine, l'Angleterre vint à son secours. Cette puissance lui paya, sous le nom de subsides, le prix de soixante mille Russes que le boucher Souwarow demanda et obtint de conduire sur nos frontières, comme vers une autre Pologne. Rien n'égalait la rage de ce forcené : *Mère*, disait-il sans cesse à l'impératrice, *fais-moi marcher contre les Français, envoie-moi combattre cette exécrable*

Préparatifs de guerre contre la république française, 1796.

nation! Zoubow, Markow, affamés de l'or de Pitt, poussaient également leur souveraine à une guerre que son exaspération personnelle lui eût seule fait entreprendre. Ainsi, appuyée, excitée, encouragée, elle ne voulait rien moins que « refouler à coups » de canon les armées prussiennes sur le Rhin, ou » leur passer sur le ventre pour aller à Paris. » Tous les courtisans étaient dans l'engouement, et parlaient sur le même ton. « On ne se contentait pas au cabinet de Saint-Pétersbourg, dit l'auteur des *Mémoires secrets*, de conquérir la France pour l'obliger d'accepter un monarque ou la démembrer comme la Pologne : on voulait saccager, détruire ce peuple rebelle, et en disperser les restes sur la surface de la terre, comme le sont encore les Israélites. »

Intrigues de Catherine pour dominer en Suède, 1796.

En même temps l'impératrice, désirant de mettre à profit la jeunesse du nouveau roi de Suède, tâchait de l'enlacer dans un tissu d'intrigues. La grande-duchesse Alexandrine avait été élevée dans l'espoir d'épouser ce prince; et l'on prétend même que ce mariage était une des clauses secrètes de la paix de Varéla. Catherine, en portant sa petite-fille sur le trône de Suède, pensait assurer son influence dans les affaires de ce pays, et peut-être se préparer des occasions d'y acquérir même plus que de l'influence. La mort de Gustave dérangea un moment ses projets. Le frère de ce roi, le duc de Sudermanie, ayant pris en main la ré-

gence de la Suède, ne se montra nullement disposé à favoriser les vues du cabinet de Saint-Pétersbourg. L'Europe ne vit qu'avec indignation les ressorts que l'impératrice fit jouer contre ce prince, et l'assistance qu'elle prêta à Armfeld, ce conseiller qui, sur une clause du testament du feu roi, voulant forcer le duc à partager avec lui la régence, avait bientôt, pour la lui ravir, armé, à prix d'or, des assassins contre sa vie. Catherine, même après qu'eut échoué ce coupable complot, dans lequel l'opinion lui attribuait à tort ou à raison une part odieuse, affectait le protectorat du jeune monarque, s'opposait presque de vive force à ses fiançailles avec une princesse de Mecklembourg, et citait le régent au ban de l'Europe monarchique et aristocratique, parce qu'il ne rompait pas toutes relations avec le gouvernement français! Elle osait, appelant la calomnie au secours de la politique et de la haine, insinuer qu'il n'était pas étranger à la conjuration qui avait coûté la vie à son frère. Le duc de Sudermanie faiblit. Il consentit à différer le mariage de son pupille jusqu'à l'époque de sa majorité, et à cette époque vint avec lui à Saint-Pétersbourg. Le roi avait un extérieur et un esprit également faits pour séduire. La grande-duchesse Alexandrine, jeune princesse d'une grande candeur, en devint sérieusement amoureuse; et peu s'en fallut qu'elle ne fût imitée par sa grand'mère. Le mariage ne se conclut cependant pas. La tsa-

ritse, par politique ou par amour-propre, tint à ce que sa petite-fille restât dans le culte grec ; et Gustave, malgré l'offre qu'on lui fit de l'aider à dompter l'indocilité des États, se refusa de son côté à enfreindre la loi fondamentale d'après laquelle la reine de Suède devait indispensablement professer la religion dominante, le protestantisme. Catherine fut si affectée de cette fermeté du jeune roi que, lorsqu'elle eut perdu tout espoir de la vaincre, elle se trouva mal, et éprouva une légère attaque d'apoplexie, présage de celle qui bientôt devait la mettre au tombeau. Il était temps peut-être que la mort arrivât pour la tirer du pas embarrassant où elle se voyait engagée. En mésintelligence avec la Suède, en guerre avec la Perse et avec la France ; craindre d'un moment à l'autre, dans l'épuisement d'argent et d'hommes où elle allait nécessairement se trouver bientôt, et l'explosion de la Porte, et la résurrection de la Pologne : que de plaies à son amour-propre, de brêches à sa puissance, d'atteintes à sa gloire elle pouvait avoir à subir ! Heureusement, au moment où les masses moscovites se mettaient en marche pour aller écraser du poids de leurs chaînes l'élan d'un peuple dont un si long espace les séparait, un coup d'apoplexie, atteignant celle dont la volonté les faisait mouvoir, suspendit un choc terrible, et différa de grands malheurs.

Mort. Du jour où le refus du roi de Suède avait pro-

duit sur l'impératrice un effet si violent, son teint, très-foncé déjà, devint plus rouge et presque violet; elle eut des indispositions plus fréquentes. Cependant, deux mois environ après cet évènement, le 16 novembre 1796, date de sa mort, rien encore n'annonçait que sa fin fût immédiate ni même prochaine. Elle se leva à son heure accoutumée, donna quelques instans à son favori, travailla avec ses secrétaires, et s'interrompit pour s'enfermer dans sa garde-robe, annonçant qu'elle allait revenir incontinent. Comme elle tardait, son valet-de-chambre, inquiet, se détermina à ouvrir la porte; il la trouva renversée, la face contre terre, le cœur palpitant encore, mais du reste sans mouvement. Elle resta dans cet état d'agonie l'espace de trente-sept heures. Rien de plus extraordinaire que l'aspect de la ville et surtout de la cour pendant cet intervalle. Il avait été fait aux confidens indispensables de l'accident la défense la plus expresse d'en ébruiter la nouvelle : cela n'avait pu l'empêcher de transpirer; mais on ne se la racontait qu'avec une extrême circonspection. On voyait deux courtisans se rencontrer, s'observer d'abord, ne rien dire, attendre, s'approcher pied à pied, hésiter encore, balbutier, se provoquer des regards, puis, simultanément et comme de concert, se communiquer mystérieusement ce que chacun d'eux savait déjà. Les uns s'apprêtaient à se retirer de la cour, les autres à y entrer. Parmi la

de Catherine.

Physionomie de la cour au moment du changement de règne.

tourbe d'intrigans et d'adulateurs que l'impératrice faisait vivre ou gorgeait des dépouilles de l'empire se distinguaient ceux qui avaient participé à son élévation ou à ses crimes, et qui, comme sortant d'un long rêve, ouvraient pour la première fois leurs cœurs à la crainte du châtiment. Une multitude de voitures obstruait les alentours du palais, chacun voulant se mettre à portée de savoir ce qui arriverait. Tous, suspendus entre la peur et l'espoir, entre le chagrin et la joie, se gardaient bien cependant de laisser paraître sur leur visage l'un ou l'autre de ces sentimens. Du reste, aucun mot de mort : « Car, dit un écrivain que j'aime à citer, *mort et impératrice* sont deux mots qu'en Russie on ne peut prononcer ensemble sans blasphème et sans danger. »

Quant à Paul, qui alors était à Gatschina, la nouvelle de l'état où venait de tomber sa mère lui fit éprouver un grand trouble, que les assistans interprétèrent diversement, selon qu'ils étaient bien ou mal disposés pour lui. On connaissait le peu d'affection que la tsaritse lui portait, et l'on ne doutait point que, si elle avait eu le temps de faire un testament, elle n'y eût désigné pour son héritier immédiat le grand-duc Alexandre, aussi chéri d'elle que son père en était haï. Mais, heureusement pour celui-ci, elle avait pour jamais perdu la parole. Arrivé à Pétersbourg avant que l'agonie de Catherine ne fût terminée, Paul s'occupa avec sang-froid des dis-

positions qui devaient préparer son règne. Un cri perçant et lamentable qu'on entendit des appartemens voisins mit un terme aux souffrances de sa mère, alors âgée de 67 ans, et le fit irrévocablement empereur. Son épouse fut la première à le saluer de ce titre que la cour et toute la Russie lui reconnurent. Le grand-duc Alexandre se vit en même temps proclamer tsarévitch, ou héritier présomptif du trône.

Catherine conserva jusque dans sa vieillesse des traits d'une véritable beauté. Tant qu'elle restait assise ou qu'elle se taisait, on avait peine à découvrir en elle la vieille femme; mais, sitôt qu'elle se levait, et surtout qu'elle commençait à parler, sa taille précédemment agréable, quoique toujours un peu épaisse, devenue enfin d'une grosseur énorme; sa bouche édentée, sa voix cassée et mal articulée, détruisaient l'enchantement : l'on voyait surtout se décomposer l'étonnante harmonie de tout son visage. Jamais physionomie n'a été aussi scrupuleusement détaillée que celle de Catherine. L'on peut reprocher en général aux historiens de ne s'être pas assez attachés à faire connaître physiquement leurs héros (1); mais les auteurs qui ont écrit sur la vie de Catherine II sont tombés dans le défaut contraire. Malgré cela, on ne

Physionomie de Catherine.

---

(1) L'un des auteurs de cette histoire prépare, sous le titre

sait pas précisément encore si les yeux de cette princesse étaient bleus, comme le rapporte Castéra, ou bruns, comme le dit Ruhlières, ou d'un gris clair, comme le prétend l'auteur des *Mémoires secrets*. Elle avait le front large et ouvert, le nez presque aquilin; la bouche fraîche, et, dans sa jeunesse, embellie par ses dents; le menton allongé et se doublant un peu sans qu'elle fût grasse, ce qui donnait au bas de sa figure quelque chose de rude et de grossier; le teint du plus grand éclat, les cheveux châtains, très-beaux, et jusqu'à ses derniers jours arrangés avec une simplicité antique et un goût particulier. Jamais couronne ne coiffa mieux une tête que la sienne. Son air était d'une souveraine. La fierté formait le vrai caractère de sa physionomie; l'agrément et la bonté qui s'y peignaient aussi n'étaient que l'effet d'un extrême désir de plaire. Quand elle oubliait ou dédaignait de se contraindre, ses yeux offraient quelque chose de dur et de faux; et un certain pli à la racine du nez,

---

de *Physiographie des Contemporains*, une description détaillée de la taille, des traits, des habitudes, des goûts, etc., des hommes célèbres de l'époque actuelle. L'ouvrage paraîtra en quatre parties, contenant séparément : la première, les militaires et les marins; la seconde, les rois, les ministres, les hommes d'État, les administrateurs; la troisième, les savans et les hommes de lettres; la dernière enfin, les hommes célèbres à tout autre titre.

qu'elle avait soin de faire dissimuler dans tous ses portraits, lui donnait l'air un peu sinistre. Quoiqu'elle ne fût que de moyenne taille, l'élévation de son cou, qu'elle avait d'une beauté remarquable, la faisait presque paraître grande, surtout quand on ne la voyait qu'assise (1).

Caractère de Catherine.

Si l'on jugeait du caractère de Catherine, non pas seulement par ces actes d'apparat calculés pour l'impression, mais par les habitudes même de sa vie privée, jamais femme n'aurait été plus affable, plus douce, plus affectueuse, meilleure; plus humaine, plus digne enfin d'être aimée sous tous les rapports. « Tous ceux qui l'ont connue de près en étaient enchantés; tous ceux qui l'environnaient étaient heureux; ses propos engageans, sa familiarité, mettaient tout le monde à l'aise. La gaîté, la confiance, qu'elle inspirait semblaient éterniser autour d'elle le badinage et les jeux: aussi était-elle dans son intérieur généralement chérie: ses petits-fils et ses petites-filles l'idolâ-

(1) *Castéra*, *Ruhlières*, le major *Masson*, etc.

Quelqu'un disait à la célèbre madame Lebrun, qui avait entrepris de faire de mémoire le portrait de cette princesse après sa mort : « Voulez-vous le rendre parfait? prenez pour » toile la carte de l'empire de toutes les Russies; les ténèbres » de l'ignorance pour le fond; les dépouilles de la Pologne » pour draperie; le sang humain pour coloris; pour croquis, » les monumens de son règne; et pour ombre, six mois du » règne de son fils. »

traient; elle donnait des soins personnels à leur éducation, et se plaisait à s'en voir entourée.... Catherine avait un goût particulier pour les petits enfans, les garçons surtout. Elle en avait toujours plusieurs à sa cour, qu'elle y faisait élever, et qui l'amusaient de leur babil....» « Ses bienfaits domestiques, dit le major Masson, que je copie textuellement ici, sont si multipliés qu'on ne saurait les citer tous. » Est-ce bien là la femme qui rarement hésitait à verser le sang de ceux dont la vie portait ombrage à son pouvoir, des rivaux de son pouvoir? Oui, répondrai-je, il n'y a de caractères invariablement soutenus que dans les ouvrages d'esprit. Le poète, le romancier, peuvent nous en offrir, mais la nature n'en crée pas. Il est des heures, des jours, des mois, où l'intrépide sera lâche, le lâche intrépide; où le prodigue deviendra tout à coup avare, et réciproquement l'avare prodigue, le tout sans raison explicable. L'expérience démontre chaque jour que l'être le plus dur peut compatir sans hypocrisie. S'il est un caractère invariable, c'est un caractère factice, un caractère de principes, modelé sur certains dogmes, comme par exemple celui de Caton, formé à l'école des stoïques. Catherine n'eût peut-être jamais été cruelle si elle n'avait pas eu intérêt à l'être; et qui l'est gratuitement, sinon des monstres de barbarie comme les Souwarow, ou d'ignorance, comme les Pugatscheff? Elle sut, comme dit Ruhlières, s'arrêter dans

le crime au point précis de la nécessité : ceci est une preuve d'habileté, de sagesse, si l'on veut, mais non de vertu. Exceptez un Néron, un Caligula, un Ivan IV et quelques autres monstres de cette espèce, quel tyran eut jamais le cœur et l'esprit continuellement tendus vers le mal ? Les plus cruels ne l'ont été qu'autant que les passions les y ont poussés ; et quand Catherine a-t-elle fait à ses devoirs le sacrifice de ses passions ? quel sang a-t-elle refusé à la sécurité de son ambition ? de ce qu'elle n'a pas, comme le tigre, couru, la bouche écumante de rage, de victime en victime ; de ce qu'elle n'a pas tué uniquement pour tuer, est-ce une raison de la dire humaine, de vanter sa modération ? louez donc en ce cas Tibère de n'avoir pas encore égalé la méchanceté de Claude, et Claude lui-même d'être resté au-dessous des crimes de Néron. Il semble que l'homme ait une si mauvaise idée de lui-même, un tel sentiment de sa perversité native, qu'il s'imagine qu'il n'y a qu'à l'affranchir du frein des lois pour faire de lui le plus féroce et le plus extravagant des êtres : c'est du moins sur cette opinion qu'il paraît juger ceux qu'il voit au-dessus de tout. Du moment qu'il s'agit des souverains, la règle commune de la morale est renversée : non-seulement le bien qu'ils font, mais le crime dont ils s'abstiennent, mais le mal qu'il n'ont pas songé à faire, leur deviennent un titre à l'éloge : le blâme pâlit ou s'évanouit devant l'éclat

qui les environne : à une telle élévation, on peut comme Catherine être souillé de vices, et recueillir le respect ; être assassin et ne point inspirer l'horreur : que la position des maîtres de ce monde est favorable ! Quand nous ne pouvons nous dispenser d'improuver leurs actes, nous nous hâtons de faire exception pour leurs intentions et pour leurs personnes : ils trouvent des apologistes dans le plus grand nombre de ceux-mêmes qu'ils oppriment ; cette misérable espèce humaine se met presque toujours contre elle-même de complicité avec ses tyrans. Ce ne sont pas les rois despotes qui doivent le plus exciter l'indignation ; c'est, on ne saurait trop le répéter, la tourbe des esclaves volontaires ; ce sont ceux surtout que corrompt l'espoir de monter quelques degrés de l'échelle des oppresseurs ; ceux qu'on voit toujours prêts à donner toute leur liberté pour un peu de part dans la tyrannie.

Non, l'humanité de celle qui fit empoisonner et étrangler son époux ; qui ordonna d'égorger Ivan ; qui applaudissait au récit des massacres d'Oczakof, d'Ismaïl et de Praga, ne sera jamais qu'une insultante dérision. Elle fut humaine comme elle fut philosophe, comme elle fut libérale ; elle affecta toutes les vertus nobles, mais elle n'en eut réellement aucune, quoique la grandeur de ses idées ait déguisé à des yeux peu pénétrans la petitesse de son âme et la sécheresse de son

cœur. Qu'on n'entreprenne donc point de compenser l'atrocité de ses actes par l'aménité de ses mœurs ; il n'est presque point de scélérat qui ne pût, à ce prix, passer pour honnête homme, et ne voulût racheter ainsi tous ses crimes; il n'en est point qui ne soit désireux de se concilier l'affection et jusqu'à un certain point l'estime de ceux qui l'entourent; il n'en est point à qui il soit indifférent d'être haï et malvoulu dans son intérieur : et les rois ont tant de moyens de se faire aimer! la bienfaisance leur est si facile! Tant de bienveillance les provoque et les accueille! tant de bouches ne demandent qu'à s'ouvrir pour célébrer leurs actes les plus ordinaires!

Mais les bienfaits domestiques de Catherine ne peuvent être comptés, s'écrie-t-on avec enthousiasme! et ici je m'arrête, parce qu'il importe encore de combattre un sentiment d'indulgence admiratrice trop commun et trop contraire aux intérêts de ceux qui l'accueillent. D'abord, les bienfaits domestiques d'un souverain doivent être très-modérés : un roi n'est pas le roi de sa maison, mais de son peuple. Serait-ce bien louer le père d'une nombreuse famille que de lui faire un mérite d'entretenir auprès de lui dans l'oisiveté et dans l'abondance un ou deux de ses enfans du fruit du travail, et au prix des privations de tous les autres, forcés par leur malheur à vivre éloignés de lui! Telle est la position d'un souverain prodigue

envers sa domesticité : n'oublions pas que c'est toujours, en définitive, le pauvre laborieux qui reste chargé de sa bienfaisance, qui souffre de ses largesses. Un roi n'est pas producteur : il ne peut être généreux que des sueurs de ceux qui le sont; son devoir est de ne pas trop donner pour n'être pas forcé à trop prendre; il peut, il doit même subvenir au malheur sans doute, mais au malheur seul. Il doit apporter dans la distribution des biens dont il dispose la circonspection la plus scrupuleuse. Un bienfait légèrement placé est presque un crime; la vraie bienfaisance n'est pas aussi facile qu'on se l'imagine : donner n'est pas toujours bien faire. Deux choses sont principalement à considérer dans l'appréciation morale de ce qu'on appelle communément un bienfait : le mérite ou le besoin de celui qui reçoit, et la position de celui qui donne. La considération à accorder au bienfait se mesure, ou du moins doit se mesurer, non pas à son étendue matérielle, ni même à so effet moral, mais à l'intention et aux moyens du bienfaiteur. En général, le don n'a droit à l'éloge que lorsqu'il en résulte pour celui qui le fait une privation immédiate. Le beau sacrifice, comme le dit Catherine elle-même, que de donner aux autres un peu de ce dont on a un grand superflu! Tel grand seigneur ou tel banquier qui dans quelque occasion d'éclat répand solennellement une largesse de cinq cents francs donne moins assurément, et

fait moins bien que le pauvre qui glisse furtivement cinq centimes dans la main d'un plus pauvre encore, ou qui consacre au soulagement d'un plus faible quelques heures de son temps. Il faut donc considérer dans le bienfaiteur, non pas ce qu'il a fait, mais ce qu'il a pu et par conséquent dû faire. Est-il, ou non, resté au-dessous de ce qu'il pouvait? C'est de la réponse à cette question que dépend le degré d'estime qu'on lui doit : voilà la seule règle équitable, et j'y soumets immédiatement Catherine. Vingt-cinq millions d'hommes étaient dans son empire en proie à toutes les souffrances, à toutes les privations, à tous les outrages qu'entraîne l'état d'esclave : c'était un assez vaste champ ouvert à sa bienfaisance ; qu'a-t-elle fait pour leur soulagement? rien. Fut-ce faute de moyens? non : sans même parler de ceux qu'elle tirait de son autorité comme souveraine, on vit couler de ses mains cent fois plus d'or qu'il n'en eût fallu pour racheter tous ces malheureux du joug de leurs oppresseurs. A quoi donc employa-t-elle tout cet or? elle en acheta les faveurs d'êtres assez vils pour se faire payer leur consentement à ses impudiques désirs ; elle en gorgea leurs créatures, les siennes propres : des courtisans, des bouffons, des intrigans, des flatteurs, jusqu'à des rois, Stanislas-Auguste et Gustave III, qu'elle voulut dédommager des frais qu'ils avaient faits pour la venir voir, l'un à Kanieff, l'autre à Frédéricks-hams ; elle le prodigua en dépenses de

luxe et d'ostentation de toute espèce, en fêtes, dont une seule, le voyage de Tauride, qui ne fut qu'un long et ruineux spectacle, coûta sept millions de roubles ; elle le dissipa en tentatives de corruption, dans le Divan en Moldavie, en Égypte, en Crimée, en Suède, en Courlande et surtout en Pologne. Elle en consomma une grande partie enfin, dans des expéditions aventureuses, dans des guerres injustes, entreprises pour son ambition personnelle, ou pour celle de ses favoris. On peut évaluer à plusieurs milliards de roubles le total de ses dépenses inutiles. Pour moi, je n'ai pas le courage de vanter la bienfaisance d'une femme qui sut si mal employer de si grands moyens de bien faire. Je ne puis surtout me résoudre à louer une générosité qui prend des êtres humains pour monnaie, qui paie les services d'un homme de la liberté d'un autre homme, ou de plusieurs ; car les paysans de la couronne, bien qu'esclaves, le deviennent dix fois plus en passant sous la domination des seigneurs.

« Catherine, sur la fin de sa vie, devint avare, surtout envers sa famille, qui manquait quelquefois du nécessaire, tandis que le favori et ses créatures nageaient dans la profusion. Elle ne donnait volontiers qu'à ceux qui avaient déjà trop : elle aimait mieux gratifier que récompenser. Tout homme qui réfléchit doit être saisi d'indignation quand il entend prôner ces extravagantes larges-

ses cumulées sur un individu déjà opulent qui dévore seul, dans le luxe et la débauche, un revenu suffisant à l'entretien de cent familles, à la récompense méritée de mille citoyens. Il faut d'ailleurs connaître les sources intarissables où puise un autocrate pour n'être pas émerveillé des dons immenses qu'il fait à ses courtisans, et en même temps du peu qu'il consacre au public, à la justice et à la véritable bienfaisance. » Ces observations de l'écrivain même que je combats peuvent servir à fixer le caractère de cette générosité domestique dont il fait à Catherine un si grand sujet d'éloge.

« Son activité, dit ce même écrivain, la régularité de son genre de vie, son courage, sa constance, sa sobriété même, sont des qualités morales qu'il serait trop injuste d'attribuer à l'hypocrisie. » Son activité eut rarement un but réellement utile; son genre de vie ne fut pas tellement exemplaire qu'on doive en louer la régularité. Sa modération?... Dans laquelle de ses deux principales et, à proprement parler, uniques passions se montra-t-elle modérée? dans son ambition ou dans ses amours? Elle administra avec assez de modération ; voilà ce qu'on eût dû se borner à dire. La sobriété ne fut point en elle une qualité morale : son insatiabilité impudique atteste assez son intempérance, quand elle était excitée par quelque

passion. Quant à la constance, elle n'en eut que dans l'ambition et dans le mal, aucunement dans ses projets d'institutions et d'amélioration.

Reste donc son courage : elle en eut sans doute; mais à quel but estimable l'a-t-elle fait servir? Ses vraies qualités, les seules qu'on puisse louer, ce sont l'égalité de son humeur et l'étendue de son esprit. Jamais femme ne maîtrisa mieux ses émotions, ne sut mieux tempérer sur son visage l'expression des sentimens de joie ou de tristesse, n'eut moins de ce qu'on appelle humeur et caprices. Elle ne se trouvait point blessée qu'on enfreignît l'étiquette à son égard : on pouvait lui envoyer des suppliques raturées, sans craindre qu'elle les en accueillît moins bien. Il faut dire qu'elle avait une aptitude admirable à distinguer ce qui était louable et grand par sa propre nature de ce qui n'était tel que par l'opinion; et, malgré cela, un grand faible, ou une grande habileté à se prévaloir de l'éclat de sa position. Elle eut, sans contredit, l'esprit vaste, pénétrant, appliqué, profond même; elle eut surtout beaucoup d'imagination; aussi porta-t-elle dans le plus grand nombre de ses actes et de ses projets plus de génie que de jugement. Il se peut qu'elle ait eu le génie de l'administration, mais elle n'eut pas la capacité administrative, c'est-à-dire cette sévérité d'attention à assurer l'exécution, et à établir ou

maintenir l'ordre, sans laquelle les lois et toutes les mesures les mieux entendues ne sauraient porter aucun fruit.

Quant à son habileté en politique, elle se réduisit à savoir dissimuler et à oser : et c'est à peu près aussi tout le secret de cette science. Elle osa quelquefois avec imprudence, et quelquefois aussi elle porta dans les négociations les plus sérieuses une irritabilité de femme, et une inflexibilité de despote.

Mœurs galantes.

Ce que j'ai précédemment raconté du grand nombre des amans de Catherine, de leur installation, pour ainsi dire, officielle, et de son impudeur à faire de leurs fonctions une sorte d'emploi de cour, suffirait seul pour attester la dissolution de ses mœurs. De toutes les charges celle de favori paraissait sans doute à l'impératrice avoir le plus d'importance, car jamais, si l'on excepte le temps qui suivit la mort de Lanskoï, elle ne la laissa vacante vingt-quatre heures de suite; et encore, si l'on ajoute foi à plusieurs écrivains, elle ne s'en tenait pas uniquement à l'amant en titre : tout homme dont l'extérieur annonçait de la vigueur pouvait prétendre à être distingué d'elle, et admis à partager ses plaisirs secrets. La beauté, la bonne mine, des apparences herculéennes, étaient devenues de puissans moyens de fortune, que non-seulement ceux qui les possédaient, mais encore leurs familles ou leurs pro-

tecteurs ne rougissaient pas d'exploiter. C'était un grand succès déjà que d'obtenir même un simple intérim. Catherine, dans les premiers temps de son règne, avait eu simultanément pour amans plusieurs des Orlof; la même insatiabilité de débauche signala ses derniers jours. Non-seulement les Zoubow, mais encore un de leurs amis de la famille de Soltikof, eurent part alors à ses lupercales : ces trois jeunes gens, les comtesses Branecka et Protasow, et quelques femmes ou valets de chambre de confiance, composaient ce qu'on appelait sa *petite société*, c'est-à-dire une réunion où tout ce que l'imagination la moins chaste peut se figurer de plus obscène était égalé ou surpassé. Qu'il suffise de dire que Catherine, dont le goût pour les hommes était si désordonné, se livrait avec ses dignes amies à des plaisirs moins permis encore. Malgré cela, elle exigeait de ceux qui l'entouraient une grande réserve de mœurs, extérieurement du moins. Elle chassa honteusement de sa cour une de ses demoiselles d'honneur devenue enceinte, et alla jusqu'à interdire au complice de sa faute, l'ambassadeur anglais, le palais pendant un mois. Plus d'une fois on la vit, dans les bals et dans les autres réunions, s'approcher de dames qui s'entretenaient un peu trop haut de leurs amans, et d'un ton sévère leur recommander plus de retenue. Elle avait voulu qu'on retînt ses petits-fils jusqu'à l'époque de leur ma-

riage dans l'ignorance la plus absolue des mystères de l'amour. Ce fut elle encore qui la première ordonna la séparation des hommes et des femmes dans les bains publics. Catherine se composa toujours en public un extérieur des plus décens; mais, ce qu'elle n'affichait pas dans ses propos, dans sa contenance et sur sa figure, elle se mettait peu en peine qu'on le devinât. Elle portait à cet égard l'impudeur jusqu'à rentrer le soir seule avec le favori en titre dans sa chambre à coucher, sans égard à la présence de son fils, de sa bru et de leurs enfans. Tant de faiblesse la mit trop souvent, quoi qu'on en ait dit, sous le joug de ses amans. Elle ne leur sut jamais rien refuser, pas même, malgré son ambition effrénée, le partage et l'abus de son pouvoir. On vit un Potemkin et même un Momonow puiser à l'aide de blancs-seings dans le trésor impérial, l'endetter de plusieurs millions de roubles, et Catherine, venant à découvrir cette fraude, souffrir que ses auteurs la tournassent en plaisanterie. On vit surtout dans les derniers temps la faveur de l'impératrice encourager ceux qui en jouissaient à commettre les excès les plus condamnables. Pierre Soltikof et Nicolas Zoubow, ce dernier modeste et timide avant d'avoir été corrompu par l'intimité de sa souveraine, s'amusaient à faire enlever des filles dans les rues, les violaient, s'ils les trouvaient à leur gré, sinon les livraient à leurs valets pour en abuser en leur présence. Zou-

bow l'aîné, qui ne justifiait par aucune qualité remarquable l'autorité que Catherine lui avait laissé prendre, exerçait cette autorité de manière à révolter même les courtisans du favoritisme, s'il avait pu rester aux plus serviles des hommes l'énergie de sentir la honte.

Catherine, qui se fatigua de tant d'amans, a été beaucoup louée de ce qu'elle ne sévit point contre ceux qui les premiers se dégoûtèrent de ses charmes décrépits. C'est que ses sens eurent à presque toutes ses liaisons beaucoup plus de part que son cœur. Poniatowski et Lanskoï semblent les seuls qu'elle ait véritablement aimés. La mort de ce dernier l'irrita contre le médecin qui l'avait soigné. Cet homme fut obligé de se jeter à ses pieds, et de lui demander grâce pour l'impuissance de son art. Elle voulut qu'un magnifique mausolée attestât ses regrets; plus tard elle fit également élever de somptueux tombeaux à Orlof et Potemkin. Par un rapprochement bizarre, à côté des monumens qui renfermaient leurs cendres il en était d'autres consacrés au souvenir de chiens que la tsaritse avait le plus chéris.

Tooke et Castéra évaluent à près de 93,000,000 de roubles la somme totale des largesses publiques, et, pour ainsi dire, officielles, que Catherine fit à ses amans : le major Masson pense, d'après une liste qu'il a, dit-il, tout lieu de croire exacte, que cette somme doit être élevée d'un tiers au moins; ce

qui la porterait à 139,000,000 de roubles; et il ajoute que, quelque énorme qu'elle soit, elle n'égale pas encore la valeur des dons intimes. Ainsi ce serait plus de 278,000,000 de roubles que les débauches de Catherine auraient coûté à l'empire, c'est à dire plus qu'il n'en eût fallu pour racheter des chaînes de la noblesse la moitié des dix-sept à dix-huit millions de serfs dont celle-ci se prétend propriétaire.

Ce n'était pas assez pour Catherine de gorger ses amans de richesses; elle entassait sur eux emplois, titres, honneurs, insignes de toute espèce. Elle leur obtenait de la cour de Vienne des patentes de comte et de prince du saint empire : elle les bariolait des Ordres de Prusse, de Pologne et surtout de Russie : Potemkin et Zoubow, entre autres, eussent été presque embarrassés de porter ensemble tous ceux qu'elle leur avait ou procurés ou donnés. Zoritz, et ce ne fut pas l'un des plus aimés, reçut, par une exception unique, la souveraineté d'une ville polonaise, celle de Szklow. Entrés dans sa chambre à coucher simples officiers des gardes, ou, comme Zoritz, simples sergens, les favoris en sortaient grands dignitaires, princes, sénateurs, généraux même.

J'ai un instant balancé si je n'exclurais pas de mon récit le détail des galanteries de Catherine : de telles turpitudes, me disais-je, sont hors du cercle et au-dessous de la dignité de l'histoire; mais il

m'a paru qu'il était politiquement utile aux peuples de connaître à quel excès de mépris de l'opinion et de la morale peut engager la jouissance d'une autorité sans limites. Qu'importerait en effet à l'histoire le nombre et la nomenclature des amans de Catherine? Qu'importerait au lecteur qui cherche l'instruction de savoir que cette princesse outra la dissolution même, si l'on n'en pouvait tirer cette conséquence péremptoire en faveur de la constitutionnalité, que l'homme, pour tout oser, n'a besoin que de tout pouvoir, et qu'il se croit au-dessus des mœurs dès qu'il se voit au-dessus des lois?

Goûts et capacités littéraires.

Catherine eut moins le goût des lettres que l'ambition de la célébrité qu'elles procurent. C'est une chose étonnante que les rapports de caractère et de goûts qu'elle eut avec Frédéric, à qui cependant, je m'empresse de le dire, elle fut inférieure sous tous les rapports. Même ambition, même dissimulation, même politique, même affectation de parler en philosophes, lorsqu'ils agissaient en tyrans. Tous deux, admirateurs intéressés et presque courtisans de Voltaire, haïrent et affectèrent de ridiculiser Rousseau; parce que Rousseau ne flattait personne, pas même les rois, et ne faisait pas de réputations. Émule donc en tout de Frédéric, Catherine lui envia jusqu'à la gloire de ses productions littéraires; elle aussi voulut devenir auteur, et peut-être fut-ce à ce désir autant

qu'à celui de se montrer au monde en législatrice, qu'on dut ses *Instructions sur le Code*.

Le mauvais succès de *l'Antidote* (1), son début dans la carrière des lettres, ne l'avait point empêchée d'y persévérer. Elle composa et fit jouer sur le théâtre de Saint-Pétersbourg un grand nombre de drames, dont on ne saurait guère assigner le genre ; le principal avait pour sujet Oleg prenant sur l'empereur grec Léon la ville de Constantinople. On y voyait Oleg suspendre, après la capitulation, son bouclier à une colonne comme pour attester son triomphe, et exhorter ses descendans à le renouveler. Catherine composa encore pour les jeunes grands-ducs de petits contes, dont deux, *le Tsarévitch Chlore* et *le Jeune Samoyède*, sont ingénieux et pleins de fraîcheur. Elle avait arrangé en allemand, également pour leur usage, un abrégé de l'histoire de Russie ; mais de tout ce qui sortit de sa plume rien n'égale en correction et en élégance ses lettres à Voltaire, dont il paraît bien prouvé qu'elle fut l'unique auteur, les secrétaires qu'elle avait à l'époque où elles furent écrites lui étant de beaucoup inférieurs en esprit et en bon goût. Enfin Catherine se dispo-

---

(1) Ouvrage destiné à réfuter sur plusieurs points la *Relation du Voyage de l'abbé Chappe en Sibérie et en Russie*.

sait à écrire l'histoire de son propre règne, et Grim, son correspondant littéraire à Paris, lui avait envoyé pour l'aider dans ce travail un nommé Sénac de Meilhan, auteur de quelques ouvrages dans le genre qu'avait adopté Duclos. Mais, ce littérateur n'ayant pas convenu à la tsaritse, elle suspendit ou abandonna son projet, et mourut sans avoir commencé de l'exécuter, non plus que celui d'un vocabulaire de trois cents langues différentes, qu'elle voulait aussi publier.

Liaisons avec les philosophes et les gens de lettres.

Catherine flatta pour en être flattée les littérateurs les plus illustres; ceux que leur réputation européenne lui faisait considérer comme les dispensateurs de la gloire : c'était à ceux qui déjà s'étaient mis en possession de la renommée qu'elle adressait ses pensions, ses médailles et ses éloges : eh! n'est-ce pas là le caractère commun de tous ces prétendus protecteurs des lettres? En vain l'homme de talent obscur et pauvre, obligé de s'arracher à ses plans chéris pour suivre d'insipides occupations, leur demanderait de lui procurer la jouissance de lui-même; il faut qu'il s'éteigne dans les privations et dans le dégoût, qu'il meure d'humiliation et de misère, à moins qu'une santé robuste ne lui donne la force de survivre au plus dur des noviciats! Alors, s'il perce, ils accourent, ils se pressent, ils l'environnent, ils viennent s'éclairer de son flambeau, briller de sa lumière, et, à l'aide d'offres tardives, dont ils savent bien qu'il n'a plus que

faire, prendre effrontément leur part des lauriers qu'il a conquis sans leur assistance.

Catherine, à l'exception de la fondation d'une ou deux académies plus d'ostentation que d'utilité, ne fit rien pour seconder chez les Russes le développement de la civilisation, ni le progrès des arts. Tandis qu'elle allait au loin mendier, pour ainsi dire, des talens à récompenser, on voyait des écrivains ou des artistes nationaux du plus grand espoir végéter, inconnus ou dédaignés, au pied du trône, et mourir dans la misère. Bien plus, l'impératrice semblait vouloir s'arroger le monopole de la gloire littéraire dans tout son empire. Du moins la vit-on rappeler de Turin, où il était son ministre, et disgracier le Russe Beloselskoï, dont tout le crime était de cultiver avec succès la poésie.

De tous les hommes de lettres qu'elle distingua principalement ou dont elle voulut principalement être distinguée Diderot seul fit, sur ses instances, le voyage de Saint-Pétersbourg. Il passa dans cette capitale l'été de 1774. Pendant tout le temps qu'il y resta, Catherine l'entretint assidûment chaque jour. Diderot lui développait avec sa chaleur habituelle les principes de sa tranchante philosophie ; dans les accès de son enthousiasme, il lui frappait du derrière de la main sur les genoux, et elle ne s'en montrait point offensée, dit, d'un grand sérieux et comme pour l'en louer, je ne sais quel écrivain; elle eût bien dû s'en fâcher.

et punir d'un exil en Sibérie une familiarité aussi sacrilége! Catherine ne tarissait point en témoignagnes d'étonnement et d'admiration sur la profondeur de génie et l'énergie de l'encyclopédiste; elle s'en montrait publiquement enchantée; je dis publiquement, car avec ses intimes courtisans la fierté de l'impératrice la portait à venger l'infériorité de la femme-auteur, et elle disait: « M. Diderot a cent ans à bien des égards, mais à beaucoup d'autres il n'en a que dix. » Sans doute elle n'avait pas reconnu au philosophe de Langres la bosse du despotisme.

Celle qui avait tant prôné la tolérance des opinions; celle dont un des principes d'administration était: *vivre et laisser écrire*; celle qui avait lancé tant de fois le trait du ridicule contre les tyrans de la pensée, celle-là même en proscrivit la manifestation, lorsque, voyant son flambeau près de percer les plus épaisses ténèbres, elle réfléchit à quel point elle avait mérité d'en craindre l'éclat. Ainsi elle fit incarcérer, déporter en Sibérie, les Niemcewicz et les Radischeff, l'un Polonais, l'autre Russe, pour avoir osé imprimer sur son gouvernement, ou sur sa conduite, des détails qui blessaient son orgueil. La princesse Daschkow, cette ancienne complice de son premier crime, qu'elle avait nommée *président* de l'académie, se vit réprimander et disgracier pour avoir livré à la presse une tragédie où se trouvaient deux vers

contre la toute-puissance et l'ordinaire moralité des souverains : il n'est pas jusqu'au censeur qui avait permis l'impression qu'on ne punît. Croirait-on que sous le règne de Catherine une nouvelle traduction de Puffendorff n'ait pu paraître qu'avec des retranchemens dont l'équité de Pierre I[er] s'était jadis indignée? Au reste, comme les choses les plus sérieuses ont presque toujours leur côté plaisant, les censeurs de l'impératrice, qui n'étaient pas ce qu'il y avait de plus éclairé, commirent quelquefois les bévues les plus singulières : l'un d'eux, nommé Legendre, proscrivit *l'Avis au Peuple* du médecin Tissot, sur le motif que *le peuple n'avait pas besoin d'avis.*

Le luxe et la prodigalité désordonnés de la cour de Catherine furent d'autant plus répréhensibles qu'il en fallait tirer l'élément d'un sol ingrat, refusant presque partout ou ne payant que péniblement à celui qui le cultive le prix des soins continuels auxquels il est forcé. Elle voulait égaler dans leur barbare magnificence les despotes de l'Orient, sans réfléchir qu'exiger des habitans de la Sibérie, de l'Yrkoustk et même du gouvernement de Saint-Pétersbourg, des tributs égaux à ceux des habitans de la Perse et de l'Inde, c'était imposer aux premiers dix fois plus de fatigue ou de privations. Le manque de surveillance et d'économie, la négligence ou le dédain de l'ordre, qui ajoutent à la consommation et aux frais du luxe, et sont Luxe.

eux-mêmes, aux yeux de la vanité, un luxe de plus, accroissaient les charges et la misère des malheureux serfs, dont les sueurs forment en Russie l'unique source où puise la prodigalité des grands. Le gaspillage, à la cour de Catherine, était porté à un point inexprimable. Il y avait près de deux cents tables servies deux fois le jour, et le nombre des plats qui s'y succédaient était évalué à deux mille trois cents. On distribuait chaque jour à la garde douze fois plus de chandelles qu'elle n'en consommait. Le dîner de l'officier qui la commandait coûtait soixante-dix roubles. La consommation en verres, en bouteilles, et en autres choses semblables, dont les officiers de service au palais avaient la disposition, ne saurait s'évaluer. Les fourbisseurs de l'argenterie la réduisaient en peu de temps à la moitié de son poids, qu'ils diminuaient chaque fois, au moyen d'une substance propre à cet effet. Il en coûtait dix mille roubles uniquement pour fournir d'eau de la Néva la table de l'impératrice pendant le séjour de quatre mois qu'elle faisait annuellement à Tzarkoë-Sélo, à cinq lieues environ de Saint-Pétersbourg. On se rappelle ce fameux voyage en Tauride, pendant lequel on ne servit que du linge neuf, et jamais deux fois le même sur la table. Le luxe public de la tsaritse égalait presque sa prodigalité privée. Les maisons ou les appartemens qu'elle faisait meubler pour les personnes auxquelles elle accordait le logement

contenaient fréquemment en effets plus du triple de leur valeur. Les hôtels destinés dans chaque chef-lieu de province au gouverneur et à ses bureaux offraient partout la plus grande magnificence. Tous les gouvernemens étaient munis d'un service en argent qui coûtait de cinquante à cent mille roubles, selon la grandeur de la résidence, ou selon son importance administrative. La table des gouverneurs était servie aux frais de l'État; beaucoup avaient par mois pour ce seul objet jusqu'à mille roubles : ils en touchaient deux mille deux cent cinquante d'appointemens fixes, sans compter une foule de bénéfices licites ou illicites, dont on ne saurait, même approximativement, évaluer la somme. On sent bien qu'une telle prodigalité du souverain ne peut être sans influence sur les gens de cour, toujours prêts à singer la conduite de leurs maîtres dans ce qu'elle offre de mal, et d'excès surtout. Tous les favoris, les ministres, les courtisans, influens et leurs créatures écrasaient les serfs pour subvenir aux frais de ce que l'on nomme une grande représentation. On voyait un Potemkin, riche de rapines et d'exactions, avoir dans sa bibliothèque des billets de banque reliés en guise de livres, et envoyer des courriers à quelques cents lieues, jusqu'en Crimée, chercher un melon et du raisin pour ses tables, ou un bouquet pour sa maîtresse; on le voyait se procurer, au sein de l'hiver, des cerises à un rouble la pièce, et en composer

des plats, dont un seul, si le prix en eût été plus dignement employé, eût pu racheter de la servitude une famille entière. La dépense des fêtes qu'il donnait à sa souveraine devait être prodigieuse. Le détail des somptueuses merveilles réunies dans la dernière qu'il lui ait offerte fait gémir le philosophe, qui, au fond de tout ce vain luxe, voit d'un œil attristé les sueurs qui l'alimentent.

Qui comptera les sommes dissipées par le luxe des favoris et de leurs créatures? Un Gribowkoï, un simple secrétaire de Zoubow (je ne parle pas du maître, dont les prodigalités ne sont pas supputables) entretenait plusieurs maîtresses, un orchestre, des bouffons, une meute, et donnait des soupers dont le dessert seul était estimé 500 roubles. Chaque fonctionnaire offrait le même scandale, dans la proportion des facilités qu'il avait de puiser au trésor commun. Tous jouaient, chassaient, représentaient, bâtissaient; Catherine se réjouissait de voir s'embellir sa capitale, briller sa cour, et n'apercevait rien de plus. Elle s'applaudissait même de son luxe personnel; elle disait : « Ma prétendue prodigalité est une économie : tout cela reste dans le pays, et me revient un jour. » Erreur trop répandue, même parmi ceux à qui elle préjudicie le plus : ce n'est pas l'argent dépensé pour le luxe qui revient sans cesse alimenter le trésor du souverain et la bourse de ses courtisans : ce

sont les sueurs du pauvre qui coulent sans équivalent, à moins qu'on ne considère comme tel le quart de son nécessaire qu'il prélève sur ce qu'il produit. C'est du travail de l'homme des champs que proviennent toutes les vraies richesses; elles passent des mains de l'opulent dans les mains de ses valets, puis dans celles des ouvriers de luxe, les plus inutiles des hommes après les valets, et surtout après les maîtres. Que font en effet les lapidaires, les joailliers, les carrossiers, et une foule d'artisans et d'artistes, pour le paysan qui les chauffe, les habille et les nourrit? Ils consomment ses denrées, va niaisement s'écrier l'innombrable peuple des badauds. Eh! voilà précisément ce dont je me plains. Le beau service qu'ils lui rendent de le débarrasser, sans échange, d'une portion de son nécessaire, de ne lui laisser que la dixième partie, et encore la plus mauvaise de ce qu'il arrache à la terre à force de travail!

On trouve en plus grand nombre en Russie qu'ailleurs de ces hommes, ou plutôt de ces classes entières, qu'une vie tout-à-fait oisive ou une occupation stérile rendent également inutiles et même à charge à l'État. La multitude de domestiques qu'entretiennent, tant à la ville qu'à la campagne, les propriétaires territoriaux surpasse tout ce qu'on pourrait imaginer. Un noble russe en a communément cinq à six fois plus qu'un gentilhomme étranger de rang égal. Quelques grands seigneurs

de Pétersbourg comptent jusqu'à deux cents serviteurs des deux sexes, parfois même davantage. Partout où réside quelque grand, dans toutes ses possessions, pullulent des multitudes de *dvortzovyié loudi*, fardeau de la terre, race d'inutiles fainéans, dont les rejetons croissent et multiplient pour être un jour inutiles et fainéans comme leurs auteurs. Cependant des millions de milles carrés du sol le plus fertile restent tout-à-fait incultes. Ces réflexions s'appliquent pleinement aux artisans de luxe, aussi inutiles aux masses que les domestiques, et qui, ainsi qu'eux, naissent et vivent de la dégénérescence produite par l'amoncellement immesuré des richesses : comparables à ces insectes à têtes brillantes, mais infects, qu'engendre et nourrit un autre genre de corruption. Non-seulement on ne peut comprendre ces hommes dans la partie active d'une nation, ni par conséquent dans l'évaluation de sa force, mais on n'y peut compter non plus tous ceux dont le travail est employé, c'est-à-dire perdu à leur entretien. C'est, non pas la multitude des habitans, mais le bon emploi des bras, qui fait la prospérité et la puissance d'un État. Cette observation importante, qui conduit à réduire de beaucoup la population et la force effective de la Russie, devrait, ce me semble, rassurer contre les craintes que le reste de l'Europe conçoit de leur accroissement, plus apparent, comme on le voit, que réel.

Les désordres administratifs qui signalèrent le règne de Catherine s'étaient sur la fin accrus à un point presque incroyable. « Tous les ressorts du gouvernement étaient détraqués, dit le major Masson, que je vais copier à quelque chose près. Chaque général, chaque gouverneur, chaque chef de département, était devenu un despote particulier. Les rangs, la justice, l'impunité, se vendaient à l'enchère. L'homme qui avait la protection du favori exerçait où il se trouvait une tyrannie publique ; il bravait ses supérieurs, écrasait ses subordonnés, et violait impudemment l'équité, la discipline, les oukases. Jamais, même en France, le pillage ne fut si général ni si facile. A commencer par l'amant en titre, et à finir par le dernier employé, tous regardaient le bien de l'État comme leur proie. Les hauts fonctionnaires surtout tiraient de leur position le parti le plus scandaleux. Tous les services qu'on leur rendait, même les plus vils, étaient payés par l'État; leurs serviteurs particuliers, leurs musiciens, leurs domestiques, leurs bouffons, étaient souvent salariés par quelque caisse de la couronne dont ils avaient le maniement. Du reste, ils étaient traités par ceux qui les entouraient comme eux-mêmes traitaient le public. Ils ne donnaient même volontiers que ce qu'on leur volait. Aussi leurs complaisans, leurs créatures, leurs valets, leurs parens même, s'enrichissaient non de leur générosité, mais du trafic de leur crédit et des Administration.

vexations qu'ils commettaient en leur nom (1). »

Dans l'administration, dans les vivres, dans l'armée, dans la marine, dans toutes les branches enfin, les dilapidations n'avaient point de bornes. Les fournisseurs, étant obligés à toujours payer, d'abord pour faire approuver le contrat, ensuite pour faire agréer leurs fournitures, et enfin pour obtenir un ordre de solde, exigeaient des prix exorbitans, dont le plus grand bénéfice n'était pas pour eux. On a vu une chancellerie revendre fort cher au gouvernement des provisions qu'elle avait fait mettre au rebut comme gâtées. La surabondance d'em-

---

(1) On remarquera peut-être que j'emprunte fréquemment à mes devanciers, et surtout à l'auteur des *Mémoires secrets*. En cela, je ne fais que suivre l'exemple de beaucoup d'écrivains fort estimables, et entre autres de M. Rabbe, qui, malgré la distinction de son talent, n'a pas cru devoir toujours refaire d'excellens tableaux, sans autre but que de les refaire, et sans autre fruit que d'avoir employé des termes et des tours différens, nécessairement moins convenables que ceux qu'on veut éviter. Une trop grande délicatesse des auteurs à cet égard ne peut, le plus souvent, être satisfaite qu'aux dépens de la bonté de l'ouvrage, et conséquemment qu'au préjudice du lecteur.

Du reste, je pense avoir assez mis du mien dans cette histoire pour prouver que, si j'y donne place à quelques passages, qui, à mes yeux, ne pouvaient que perdre à être *retournés*, c'est, de ma part, non pas impossibilité de faire autrement, mais sentiment de mon incapacité de faire mieux.

ployés coûtait aussi des sommes considérables. En aucun autre pays peut-être, dit Tooke, il n'y avait un si grand nombre de commis ni autant d'écritures dans les bureaux. Les archives n'en étaient pourtant pas mieux tenues. Souvent il arrivait de chercher vainement des papiers, des plans et mille autres objets dont on avait le plus grand besoin : l'une des dernières années du règne de Catherine, un régiment d'infanterie se trouva égaré. Après bien des recherches, bien des expéditions de courriers dans toutes les provinces, on apprit enfin qu'il était, depuis la paix de Kaïnardgy, sur les frontières du Kouban, faute de savoir quelle garnison on lui destinait. Il en fut de même de beaucoup d'autres régimens attachés à l'armée que Valérien Zoubow commandait en Perse. Comme il avait négligé d'envoyer au collége de la guerre les rapports d'usage, et que d'autres généraux, sur divers points, l'avaient imité, il s'ensuivit qu'à la mort de Catherine, au moment où Paul voulut faire une nouvelle répartition des corps, on ne put découvrir où ils étaient, ni connaître l'état où ils se trouvaient. Des militaires qui devaient rejoindre leur drapeau ne savaient de quel côté du monde prendre la poste pour le rencontrer, et assiégeaient en vain les bureaux pour s'en enquérir. D'autres fois c'était un officier à qui l'on donnait pour retraite le commandement de quelque fort éloigné, et qui, arrivé sur les lieux, apprenait que la résidence

qu'on lui avait assignée n'existait plus depuis nombre d'années. On n'en finirait pas si l'on voulait citer tous les désordres de ce genre (1). La superfétation du personnel était remarquable surtout dans l'armée. On voyait les capitaines surnuméraires d'un régiment y être plus nombreux que les titulaires. Les colonels, par un abus antérieur, il est vrai, au règne de Catherine II, gagnaient sur l'entretien de leurs corps, et cela au su et comme de l'aveu du souverain, jusqu'à vingt-cinq fois le montant de leurs appointemens fixes. Les bénéfices étaient tels dans ce poste qu'on regardait presque comme une punition d'être élevé au grade de général. D'autres désordres avaient lieu dans les marches, sur les champs de bataille et dans les camps. En 1789, on eut l'inconcevable imprévoyance de choisir, pour faire hiverner l'armée, une contrée qu'elle sortait de ravager. Le froid, la faim, toutes les privations, l'obligation de chercher bientôt de nouveaux quartiers, réduisirent dix fois plus cette armée que n'avait fait le fer des Turks durant la campagne. Encore de nos jours, les Russes paraissent n'avoir pas fait de grands progrès dans l'art des approvisionnemens. « Les états-majors russes, dit à ce sujet le célèbre général anglais Wilson, sont les

---

(1) Voyez *Tooke*, *Mémoires secrets*, *Mémoires manuscrits*; *Wilson*, *Progrès de la Puissance russe*, etc.

plus mal organisés de toute la chrétienté, et l'organisation du département militaire est vicieuse en proportion. » En temps de paix, l'effectif atteint à peine la moitié du complet. Il en est presque de même dans la guerre, où les ouvriers, les domestiques, les hommes destinés à la garde du dépôt, etc., diminuent d'une manière étonnante le nombre des combattans. Les abus n'étaient pas moins crians dans la marine. Plus d'un câble, plus d'une ancre, était perdue au sein du plus grand calme, et remplacé dans le premier port de relâche en sortant de Cronstadt; plus d'une voile était emportée par le plus beau temps du monde. Dans les ateliers de construction, la dépense et les dilapidations étaient hors de toute mesure. Aussi l'amiral sir Charles Knowles disait plaisamment à Catherine « que si son empire était de bois les gens de ses chantiers l'auraient bientôt consommé. »

Après cela, comment admirer avec tant d'écrivains la facilité qu'eut cette femme de passer immédiatement et sans peine du plaisir aux affaires? Quel bien ont produit les soins qu'elle donna à l'administration de l'empire? quels désordres plus grands eussent eu lieu, si elle ne s'en fût pas du tout mêlée? Que d'autres vantent s'ils veulent son activité laborieuse; j'en ai dit les fruits.

La justice seule avait été mieux organisée; mais le manque d'une exacte surveillance rendait presque nulle l'amélioration de cette partie; mais rien, en-

core une fois rien, n'avait été fait pour adoucir le sort des paysans des seigneurs, que Catherine, au début de son règne et même dans ses *Instructions*, avait paru vouloir protéger. Loin de là : elle a consacré par l'oukase dit *de grâce* leur horrible servitude ; elle a attaché à la chaîne de l'esclavage des tribus qui n'en avaient point encore été flétries. Le procureur-général de l'empire, Viasemskoï, que Momonow, par calembourg, appelait Voltaire (Vole-terre), a, pour en augmenter la capitation, réduit les Finnois, les Tatars et une partie des Cosaques à l'état de vassalité. On a cherché tous les moyens d'enlever à ces derniers leurs franchises, leur antique liberté et l'égalité démocratique : quand ils en ont murmuré, on les a démembrés, décimés, déportés ; on a aussi, selon Tooke, transporté d'un climat dans un autre une foule d'*odnodvortzi*, ou possesseurs d'une maison ; ce qu'on n'a pu faire qu'en les privant de leur propriété, avec ou sans équivalent dans la nouvelle contrée qu'on les envoyait habiter. Bien plus, ces *odnodvortzi* formant une sorte de milice, on en incorpora arbitrairement les bataillons dans les troupes régulières, sans doute d'après ce principe posé par Tooke, que le gouvernement peut en Russie disposer des habitans non nobles comme il lui plaît, toutes les fois qu'aucun privilége particulier ne s'y oppose pas.

Finances. Catherine ne parut pas beaucoup priser la science

des finances, presque inutile en effet aux gouvernemens despotiques. Loin de se conformer à cette règle d'une sage économie qui prescrit de proportionner la dépense aux recettes, elle ne songea qu'à mettre les recettes au niveau de la dépense, et, comme elle accrut avec excès celle-ci, elle fut obligée, pour y proportionner les premières, d'aggraver démesurément le poids des impôts. Elle doubla donc certaines contributions, et tripla même les plus productives, la capitation, l'impôt sur le sel et les droits sur l'eau-de-vie. Ainsi, quand de plats courtisans la félicitaient d'avoir accru de plus de moitié les revenus de l'empire, ils ne faisaient que la louer d'avoir augmenté d'autant la misère de ses sujets; car les gouvernemens riches font les peuples pauvres. On aurait tort de prétendre qu'elle ajouta au revenu propre de la Russie le produit des tributs levés sur les provinces conquises; à peine en Pologne ce produit suffit-il, pendant son règne, aux frais d'administration, et surtout aux largesses extraordinaires qu'occasiona l'incorporation. Il fut plus que nul en Crimée, où la dépopulation suivit la conquête.

Ce n'était pas assez pour Catherine d'augmenter les impôts; elle chercha dans la création d'un papier-monnaie une ressource plus facile et plus prompte : elle en abusa tellement que, malgré la terreur qui, sous les gouvernemens tels que le sien, tient lieu de confiance, ce papier, sur les derniers

temps, perdait plus des deux tiers. Des *billets de cabinet*, créés dans le but d'acquitter les dettes personnelles de l'impératrice, ne furent point soldés à leur échéance, et perdirent bientôt autant que le papier du trésor.

Tels étaient les moyens employés par Catherine pour satisfaire à ces prodigieuses prodigalités qu'admirait l'Europe ébahie. Ce qu'elle n'eût pas osé exiger ouvertement de ses sujets, déjà beaucoup trop chargés d'impôts, elle le leur volait en multipliant sans mesure un vain signe : de nouveaux Midas transformaient une matière commune en trésors ruineux pour l'État. En 1790, au moment où se continuait l'expédition de Perse, et se préparait la guerre contre la France, une banqueroute devint imminente. Pour la prévenir, ou au moins la retarder, le génie des courtisans leur fit imaginer de doubler par un oukase la valeur de toutes les monnaies métalliques ; ce que Catherine adopta : les pièces de 5 copeks durent être marquées à dix, et ainsi des autres. Le premier jour de l'an 1797 fut le terme fixé pour l'émission de cette nouvelle monnaie, ou plutôt pour l'établissement de ce nouveau cours monétaire : heureusement pour les intéressés, Catherine II mourut en novembre 1796, et son successeur fut assez bien conseillé pour paraître chercher autre part que dans un expédient aussi désastreux le remède à la plaie financière de l'État.

Commerce et marine.

Quant au commerce, il fut à peu près nul sous Catherine, et il restera tel en Russie tant qu'il y sera fait en majorité par les serfs, c'est-à-dire tant que les serfs formeront la masse du peuple russe. Les souverains moscovites, préoccupés du vain désir d'avoir à offrir à l'admiration de l'Europe une forte marine militaire, n'ont presque donné aucune attention à la marine marchande, sans laquelle la première n'est qu'un objet d'ostentation. C'est ce qui fait, avec le caractère anti-marin de la nation et son manque de liberté, que la Russie, malgré une immense étendue de côtes et une communication immédiate dans les mers les plus opposées, n'est pas encore devenue une puissance maritime.

Selon Hermann et Chalmer, les exportations de la Russie surpassent ses importations : cela se peut sans qu'elle y trouve d'avantages, parce qu'elle exporte l'utile, même le nécessaire, et n'importe guère que le superflu; la cargaison d'un seul navire anglais, composée de menue quincaillerie, d'objets de mode et de fantaisie, équivaudra le plus souvent à celle de vingt-cinq bâtimens russes, chargés de fer brut, de cuivre, de chanvre et d'autres matières premières. Catherine attira bien à grands frais à Saint-Pétersbourg des artisans habiles, mais elle s'occupa peu de leur assurer des successeurs dans l'empire. Impatiente de jouir, elle aimait mieux acheter le mérite que de le former : aussi son règne n'accéléra-t-il pas les progrès de l'industrie natio-

nale. Ceci ne serait pas un mal si le goût du luxe était également resté en arrière; mais l'exemple de Catherine avait au contraire donné à ce goût déplorable un essor prodigieux; dès lors la Russie fut obligée d'acheter avec les produits de son sol la foule de futilités que crée de rien le génie industriel, en un mot de payer du nécessaire des classes pauvres le superflu réclamé par la mollesse ou par la vanité des riches; ce qui forme la situation la plus désavantageuse qui se puisse imaginer dans les rapports commerciaux d'un peuple avec les autres.

Institutions. Les institutions sanitaires de Catherine sont, comme je l'ai dit, celles qui lui méritent le plus d'éloges. C'est elle qui eut ou du moins qui exécuta l'excellente idée d'attacher à chaque cercle administratif un nombre suffisant de médecins, de chirurgiens et d'apothicaires appointés par l'État. On regrette de voir le régime sanitaire se ressentir si peu en France du progrès des lumières, et la Turquie, la Russie même, surpasser dans cette partie, sinon en succès, au moins en efforts, le foyer de la civilisation moderne. Je l'oserai dire, et je ne cesse de m'en affliger, cette civilisation a pris une direction déplorable : c'est le luxe qui semble être son but; c'est pour le bien-être, la satisfaction, les amusemens du riche, qu'elle s'agite, et fermente; et les classes inférieures en voient plutôt qu'elles n'en ressentent les ingénieux effets.

On pourrait la comparer à ces liqueurs plus effervescentes que spiritueuses qu'on voit se dissiper en écume : de même son activité turbulente se résout presque entière en productions futiles, qui, corrompant les mœurs, détruisent l'esprit de simplicité et d'égalité, y substituent celui d'une ambition effrénée, et conduisent à sacrifier le bonheur aux chimères de la vanité. Ah! daignons quelquefois abaisser nos regards sur ces masses innombrables pour qui les hôtels, les équipages, les livrées, les cachemires, les bijoux, même nos commodités les plus ordinaires, n'existent, hélas! qu'en récit. Songeons, pour modérer notre goût du luxe, que chaque objet employé à le satisfaire, coûte à quelqu'un une privation ou une fatigue, quelquefois même un danger immédiat. Imaginons que chaque glace que nous portons à nos lèvres prive un infortuné du médicament qui peut-être eût sauvé ses jours! Combien n'existe-il pas de choses auxquelles notre devoir nous obligerait de consacrer ce superflu dont il semble que nous ne sachions que faire, à l'usage insensé que nous lui donnons? N'est-ce pas une honte pour le riche qu'il existe des remèdes auxquels le pauvre ne puisse prétendre? Cent fois cependant j'ai entendu des médecins recommander la campagne ou les eaux à des infortunés attachés à la ville par la chaîne de leurs besoins. Eh bien! hommes opulens, il ne tient qu'à vous de faire cesser cette atroce dérision : cotisez-vous; élevez à quelques

lieues de Paris, en attendant que vous puissiez faire de même aux approches de toutes les grandes cités, un asile aux indigens à qui l'état de leur santé rendra momentanément nécessaire un air plus pur que celui de cette ville infecte; achetez, pour ceux à qui des bains d'une eau minérale peuvent être salutaires, cette source d'Enghien, trop proche de la capitale pour que vous y puissiez établir à votre gré la scène de vos plaisirs, et que, pour cette raison, les propriétaires vous cèderont volontiers. Il en coûterait, direz-vous, des sommes énormes? Vous en avez consacré de plus considérables à des objets beaucoup moins utiles, ne fût-ce qu'à ces souscriptions au profit d'hommes qu'un incendie laissait bien souvent riches encore : refaire les fortunes détruites ou endommagées par un cas fortuit n'est pas une obligation rigoureuse, mais subvenir à celui qui manque, et surtout à celui qui souffre, est un devoir dont rien ne peut dispenser : et il vous est si facile d'y satisfaire à ce devoir! se priver d'un schal, d'un chapeau, d'une robe, d'un habit de luxe ou de fantaisie; faire le sacrifice d'un bijou; s'interdire pendant une semaine, un mois, s'il le faut, les spectacles, le café, le dessert, le vin même. Quelle source inépuisable de bienfaisance, sans que vous soyez obligés à rien retrancher de ce qui vous est nécessaire, ou seulement utile. Quel plaisir pur vous éprouverez à penser que ces privations si légères contribueront

à racheter du tombeau quelque infortuné de vos semblables, ou à lui en rendre du moins plus douce la pente inévitable. O mes amis! il importe peu le lendemain d'avoir bien ou mal dîné la veille; mais le souvenir d'un acte de bienfaisance peut procurer un délicieux réveil : une bonne action ne se digère pas.

Je demande grâce pour cette digression. Cette histoire est peut-être le dernier ouvrage que je publierai. Qu'il me soit permis d'y déposer le peu de mes idées que je crois intéressantes pour la classe de nos sociétés la plus productive, la plus méritante, et pourtant la moins favorablement partagée. Peut-être un autre, plus heureux que moi, plus riche de temps, de santé, d'avenir, dans une position sociale plus propice, entreprendra et viendra à bout de féconder ces germes : alors ma vie ne se sera pas écoulée en vain, et j'aurai payé mon tribut d'utilité à mes semblables.

Si l'élan pour la création de ces deux établissemens était donné, sans doute le gouvernement n'abandonnerait pas les particuliers à leurs seules ressources : j'en crois surtout la réputation de bonté du prince récemment appelé au trône, et de cette reine qui fait, dit-on, du soin de présider aux institutions de bienfaisance son occupation la plus chère.

Il serait à désirer qu'on laissât aux infortunés forcés à recourir à la ressource de l'un ou de l'autre la plus grande liberté possible; ils devraient jouir

de la faculté d'y recevoir sans aucune gêne, et aussi souvent qu'il leur serait agréable, les personnes de leur affection : on se garderait bien d'y introduire le régime des geôles, trop répandu dans les institutions analogues, et qui transforme en véritables maisons de correction les asiles consacrés à l'humanité souffrante. Il ne faudrait pas que l'indigent qui y vient chercher secours et consolation sentît, avec surprise et découragement, dès qu'il y aurait mis le pied, que le malheur aussi est une servitude.

De combien d'autres améliorations encore notre régime sanitaire ne serait-il pas susceptible ! Quelle foule d'accidens et, souvent même, de maladies mortelles pourrait prévenir un traité d'hygiène clair et succinct qu'on ferait placarder dans toutes les localités, dans les hameaux et jusque dans les chaumières ! Comment n'a-t-on jamais songé à envoyer nos meilleurs médecins faire, dans les départemens les plus voisins de leur résidence, une tournée annuelle ou même trimestrielle ! Ils s'arrêteraient dans tous les chefs-lieux de canton, ou tout au moins d'arrondissement. Leur arrivée, annoncée à l'avance, y attirerait des pays circonvoisins tous ceux qui seraient atteints de maladies chroniques ou dont le caractère déconcerterait la science des médecins du lieu. Ces tournées coûteraient à l'État? sans doute : il en ordonne bien dans l'intérêt de la conservation des

bois : celle des hommes est-elle moins importante? leur vie moins précieuse ?

Me voilà loin du règne de Catherine II ; j'y reviens ; je la louerai d'avoir donné une grande attention à la propagation et au perfectionnement des établissemens de bienfaisance. L'un des plus remarquables qu'elle ait créés, et qui a toujours subsisté depuis, est l'hospice des Enfans trouvés, ouvert indistinctement à tous les enfans nés de personnes libres.

On n'y reçoit point les enfans des serfs. Sans cette restriction, trente millions de ces infortunés y feraient élever leur famille : heureux de lui acquérir à ce prix la liberté qu'ils n'ont point eux-mêmes ! Affreuse dégradation de l'homme, qui peut transformer en généreux sacrifice et même en devoir rigoureux un abandon de sa progéniture qui, sous tout autre gouvernement, serait avec raison considéré comme l'acte d'une âme dénaturée !

Une institution, tout à la fois de bienfaisance et de police éclairée, qu'on doit à Catherine, c'est celle d'une maison de travail pour les ouvriers qui manquent momentanément d'ouvrage. Malheureusement, l'idée de cet établissement se trouva gâtée dans l'exécution. On enferma, avec ceux qui se présentaient volontairement, des vagabonds et même les voleurs qui n'avaient pas dérobé audessus de vingt-cinq roubles ; en sorte que ce qui avait eu pour but de prévenir la démoralisation ne

servait qu'à l'accélérer. Catherine établit aussi une agence spéciale, chargée du placement des personnes sans emploi. Il serait à désirer que cette dernière institution fût imitée ailleurs, comme la première l'a été en France sous l'administration de M. de Belleyme. On préserverait ainsi une classe nombreuse et peu fortunée des extorsions d'une foule d'agens particuliers, qui exploitent ses besoins, et abusent de sa confiance.

Parmi cinq écoles militaires, toutes réorganisées par Catherine, la plus remarquable était le gymnase des Cadets de terre; l'éducation qu'on y recevait semblait, au physique surtout, répétée de celle des anciens Perses, telle que Xénophon la décrit. Les élèves devaient parcourir cinq classes, chacune triennale; leur genre de vie était extrêmement dur, et rigoureusement uniforme; le fils du prince le plus opulent ne pouvait, tant qu'il restait à l'école, dépenser plus d'argent, avoir de plus beau linge etc., que celui du boyard le moins aisé. Catherine avait aussi, et c'est ce qu'elle fit de mieux en ce genre, institué dans les principales villes de l'empire des écoles normales.

Tribunaux. J'ajouterai ici quelques nouveaux détails à ce que j'ai dit précédemment de l'organisation judiciaire et de la législation sous son règne. On peut dire qu'il y avait profusion plutôt qu'économie de tribunaux. Cependant les droits de chacun n'en étaient pas mieux protégés. La Cour de conscience, par exem-

ple, chargée de veiller à ce que personne ne fût détenu, sans motifs suffisans, au delà de trois jours, n'offrait qu'une bien faible garantie contre les détentions arbitraires ; les lois privaient expressément du bénéfice de son intervention tous ceux qui étaient inculpés de trahison ou d'outrage envers la personne du souverain, et l'on juge de suite à combien d'abus une telle exception devait donner lieu. Un vice encore de l'organisation judiciaire, établie par Catherine, c'est que les sentences devant être exécutées par un autre tribunal que celui qui les avait rendues, il s'ensuivait fort souvent des retards, ou même des dénis d'exécution. L'impératrice avait d'ailleurs le tort impardonnable de donner elle-même l'exemple du mépris de la chose jugée, en cassant, à la sollicitation de ses courtisans, des arrêts du sénat, même après qu'ils avaient reçu leur entier effet. Ceci tenait à l'empire qu'elle laissait prendre à ses passions et à ses affections personnelles ; mais ce qu'on eût dû moins attendre de son esprit éclairé, ce fut une ordonnance qui punit l'outrage public fait à un bourgeois d'une amende proportionnée au montant des impositions, non pas de l'outrageant, ce qui n'eût été que juste, mais de l'outragé ; « en sorte, dit Castéra, que le riche qui payait une forte taxe recevait une indemnité plus considérable que le pauvre, et se trouvait moins défendu par la loi. »

Mais le même vice n'entache-t-il pas, sous une

autre forme, notre législation tant vantée? L'amende égale que paient le pauvre et le riche pour un même délit n'établit-elle pas entre l'un et l'autre une véritable inégalité de peine? L'homme à qui une condamnation fait perdre le produit de ses travaux de toute une semaine n'est-il pas plus puni que celui qui, pour la même cause et par le même jugement, se voit enlever le quart à peine de son revenu journalier. L'un, pour réparer le dommage qu'il éprouve, devra se priver pendant un mois ou plus d'une partie de son nécessaire, l'autre en sera quitte pour retrancher pendant un jour seulement quelque chose de son superflu; celui-là aura du pain de moins à donner à ses enfans; celui-ci pourra ne pas accorder tout-à-fait autant au luxe, à l'ostentation, à la débauche. Comment n'est-il pas venu à l'idée du législateur de proportionner les peines pécuniaires au degré de richesse, et, pour avoir une base, au montant de l'impôt des délinquans. S'ils l'eussent fait, on ne verrait pas aujourd'hui figurer dans le code d'un peuple éclairé une disposition inique et qui reproduit, en partie, l'absurde des anciennes compositions judiciaires.

Catherine, pour encourager la bienfaisance, gratifiait d'honneurs, de distinctions et de priviléges particuliers ceux qui contribuaient à la dotation de ses établissemens philanthropiques. Cette méthode louable par l'intention recevait fort sou-

vent les applications les plus singulières. Ainsi l'on vit publier par un oukase : « Qu'un bourgeois qui donnerait aux enfans trouvés, depuis 25 jusqu'à 2,000 roubles au plus, recevrait de quiconque l'insulterait l'équivalent de la somme qu'il aurait donnée, et le double si l'on portait la main sur lui. » Il est des gens qui, sur ce pied-là, auraient volontiers passé leur vie à se faire battre.

Le magnifique quai de la rive gauche de la Néva est le plus remarquable des monumens exécutés sous Catherine. Les parapets, en pierre de granit, garnissent un espace de seize cent cinquante brasses. C'était la plus vaste et la plus belle construction de ce genre qu'il y eût alors en Europe. Catherine fit en outre creuser et transformer en canaux quelques rivières ou ruisseaux qui traversent Saint-Pétersbourg. Trois projets qu'elle conçut, ou que l'on conçut pour elle, auraient, si elle eût pu ou voulu les exécuter, véritablement illustré son règne. Je veux parler de trois canaux qui eussent uni, le premier la mer Caspienne à la mer Blanche; le second, la mer Caspienne à la Baltique; le troisième, la Baltique à la mer Noire; ces trois canaux n'existèrent jamais qu'en projet. C'est ainsi qu'en agissait Catherine; elle faisait frapper des médailles en commémoration de fondations qui ne devaient pas même être commencées. Son cabinet était aussi riche de plans que ses États étaient pauvres de monumens utiles. On portait en Russie Monumens.

à près de deux cent cinquante le nombre des villes fondées sous son règne. On aurait vainement cherché l'emplacement de quelques-unes sans le poteau isolé dont l'inscription attestait l'intention de les bâtir; les autres n'étaient pour la plupart que de misérables hameaux, dont un *imennoï oukase* avait simplement changé le titre. Toutes cependant figuraient sur les cartes comme des métropoles. Sans doute il ne leur eût rien manqué, si *le Dieu de la terre* (c'est ainsi que les Russes, dans leur servile abjection, appelaient souvent leur souverain) avait eu, comme celui du ciel, le don de créer par la seule parole. Le peu de villes que Catherine ait réellement fait construire, celles de Sophie, près de son palais de Tsarkoé-Sélo, quelques autres en Crimée, et ailleurs, n'offraient déjà presque plus à la fin de son règne que des décombres. En vain la violence y avait voulu fixer des habitans; ils y étaient morts de misère, ou en avaient fui.

Les monumens qui intéressaient les passions personnelles de Catherine, je veux dire son ambition et ses amours, sont les seuls dont elle fut exacte à faire exécuter le plan. Son palais de Tsarkoé-Sélo était rempli d'obélisques, de colonnes destinées à célébrer ses victoires les plus importantes, celle de Kagoul, celle de Thchesmé, l'entrée de ses soldats à Sparte, etc. Elle avait projeté de construire un temple de la gloire, idée qu'eut aussi Bona-

parte, sans doute sans la lui avoir empruntée. Mais où on la vit principalement prodigue, ce fut dans les monumens de ses honteuses amours. Elle fit élever des mausolées à Lanskoï, à Orlof, à Potemkin. Il n'est aucun de ses amans qui n'ait bâti du produit de ses largesses de somptueuses habitations, et elle-même fit construire pour l'un d'eux un palais de marbre qui coûta trois millions de roubles (douze millions de francs).

Ministres, hommes d'État et généraux sous Catherine.

Sous les gouvernemens despotiques, il ne peut y avoir de véritables hommes d'État : il n'y a que des hommes de cour, des administrateurs du domaine du souverain, plus ou moins habiles, plus ou moins fermes avec ses sujets, plus ou moins rusés avec ses voisins. Sous Catherine, la diplomatie prit la teinte de son caractère ; tous ses ambassadeurs se montrèrent à la fois fourbes et audacieux. Mais à l'intérieur rien de si scandaleusement nul que le conseil qui concourait aux affaires. « En général, dit l'auteur des *Mémoires secrets*, rien n'a été si petit que les grands durant les dernières années de Catherine : sans connaissances, sans vues, sans élévation, sans probité, ils n'avaient pas même cet honneur vaniteux qui est à la loyauté ce que l'hypocrisie est à la vertu ; durs comme des pachas, exacteurs comme des péagers, pillards comme des laquais, et vénaux comme des soubrettes de comédie ; on peut dire qu'ils étaient la canaille de l'empire. »

Dans les derniers temps de sa vie, Catherine ai-

mait à dire souvent : « Je suis venue pauvre en Russie, mais je m'acquitte envers l'empire : la Tauride et la Pologne sont la dot que je lui laisse. » A quel prix, grand dieux!

Acquisitions de la Russie sous Catherine II.

Les calculs les plus exacts portent à cinq cent vingt-six mille douze verstes carrées de territoire, et à six millions neuf cent quatre-vingt-deux mille deux cent soixante-onze nouveaux sujets, la totalité des acquisitions faites sous son règne par les intrigues, par la corruption ou par les armes. Les trois partages de la Pologne fournissent dans cette évaluation trois cent soixante-treize mille cinq cent quatre-vingt-six verstes et six millions trois cent quatre-vingt mille trente-un habitans (1); l'accession de la Courlande s'y trouve comprise pour seize mille deux cent soixante-treize verstes, et trois cent quatre-vingt-sept mille neuf cent vingt-deux habitans; la Tauride ou Crimée et les dépendances de la Turquie cédées par cette puissance en 1774, 1783 et 1791, y entrent pour cent trente-six mille cent cinquante-trois verstes de territoire et pour deux cent quatorze mille trois cent dix-huit âmes seulement. Il est à remarquer que les provinces les moins peuplées sont celles qui ont le plus coûté à conquérir. Ainsi Catherine,

(1) La population polonaise aujourd'hui soumise à la Russie donne un chiffre de près de douze millions d'âmes.

en même temps qu'elle appelait, à grands frais, de toutes les parties de l'Europe, des colons étrangers à venir habiter les immenses solitudes de son empire, sacrifiait par centaines de mille ses propres sujets à l'acquisition de nouveaux déserts.

Résultat du règne Catherine I

Catherine n'avait de persistance que dans l'ambition : elle ne savait ni achever ni entretenir. Aussi survécut-elle à presque tous les monumens et à presque toutes les institutions de sa création. Les finances délabrées, le crédit anéanti, les provinces épuisées par la famine et la guerre; une administration viciée dans toutes ses parties; des dilapidations, des abus, des désordres de toute espèce; une magistrature corrompue; tels sont les principaux traits du tableau que Paul lui-même, dans divers manifestes, trace de la fin du règne de sa mère. On peut y ajouter l'exemple du meurtre, du vol public, du cynisme dans la débauche, donné du haut du trône; la Pologne noyée dans le sang et dévorée par l'incendie; la Crimée dévastée et de florissante rendue déserte; enfin, et surtout, dans la Russie propre, le joug de la servitude étendu et appesanti.

PAUL PÉTROVITCH,

Surnommé TEMNOÏ, *ou* LE TÉNÉBREUX.

1796 — 1801.

Paul grand-duc : conduite de sa mère envers lui.

PEU de souverains arrivèrent au trône plus ignorans des affaires et moins préparés que Paul Ier. Non-seulement rien n'avait été fait pour développer en lui les qualités utiles au chef d'un État, mais toutes les mesures semblaient avoir été prises au contraire, par une mère ambitieuse et défiante, pour parvenir à les étouffer. « Elle a, dit un écrivain, moralement tué son fils, après avoir longtemps hésité si elle devait s'en défaire. Elle ne pouvait le souffrir, l'environnait d'espions, le gênait, l'humiliait en tout. » A peine lui donnait-elle de quoi avoir une représentation égale à celle du dernier favori de ses favoris; on a vu qu'elle le tenait soigneusement écarté de l'administration et de l'armée : il n'était pas plus question de lui pour ce qui regardait ses enfans que pour ce qui concer-

nait l'État. Dès qu'ils étaient nés, l'impératrice s'en emparait : leurs parens n'étaient point libres de diriger leur éducation ; à peine même obtenaient-ils la rare permission de les voir. Ainsi Paul supportait, grand-duc, tout le poids de ce despotisme que, comme empereur, il allait bientôt exercer.

Cette conduite tyrannique de Catherine ne pouvait manquer d'influer sur le caractère de son fils. Elle devait en faire le plus humain ou le plus dur, le plus farouche des hommes. La première alternative eut lieu : le grand-duc ne puisa dans l'expérience du despotisme de sa mère que le désir d'être despote à son tour.

Premiers actes du règne de Paul.

Les premiers actes du gouvernement de Paul *Temnoï* ou *le Ténébreux* (c'est le surnom qu'il mérita dans la suite) furent cependant dignes d'éloge. Il commença bien : ainsi font presque tous les souverains, les mauvais comme les bons ; aussi n'est-il guère possible de juger par leur début de la marche future et du caractère de leur règne. Le bien est alors de leur part le fruit d'un désir ou d'un besoin de popularité. Paul, pour se concilier la noblesse, qui en Russie forme à elle seule la nation, interrompit l'exécution d'une levée extraordinaire, qui enlevait le centième esclave ; il rompit le traité de subsides conclu avec l'Angleterre ; il suspendit les préparatifs de guerre faits contre la France ; enfin il rappela des frontières de

Perse les régimens qui s'y consumaient par l'insalubrité du climat et par les privations de toute espèce. Ces mesures, qui semblaient promettre à la Russie la continuation d'une paix dont elle avait le plus grand besoin, furent généralement applaudies.

Catherine, pour subvenir aux frais de la lutte où elle était sur le point de s'engager contre les Français, avait résolu de doubler, par un *imennoï oukase* (un ordre de sa suprême volonté), la valeur de chaque pièce de monnaie : Paul eut la sagesse de s'interdire cet expédient désastreux. La masse du papier s'était démesurément accrue, et par suite il était tombé au taux le plus bas : Paul en fit brûler, à la vue et aux acclamations du peuple, pour 6,000,000 de roubles, qui n'avaient pas encore été mis en circulation. Enfin, pour subvenir à la gêne du trésor, il ordonna des réductions considérables dans les dépenses de la cour; mesure d'économie dont Catherine elle-même avait, dans les derniers temps, senti la nécessité.

Honneurs qu'il rend à la cendre de Pierre III.

Ce qui lui acquit surtout une grande popularité, ce fut sa manière grande et noble de venger la mort et d'honorer la mémoire de Pierre III, dont il s'obstinait à se croire le fils, en dépit de l'opinion publique et de celle même qu'avait eue ce malheureux prince. Il est vrai que Paul avait avec le défunt tsar des rapports frappans de caractère et de goûts, et la haine que lui avait toujours portée

sa mère était, aux yeux de beaucoup de personnes, une preuve de plus de sa légitimité. Quoi qu'il en soit, avant de donner des ordres pour l'inhumation de celle-ci, il se rendit au couvent où elle avait jadis fait déposer sans pompe les restes de son époux ; il se fit montrer l'obscur cercueil qui les renfermait, l'arrosa de larmes, le fit élever sur une estrade au milieu de l'église, et transporter au palais, puis ensuite, conjointement avec celui de l'impératrice, à la citadelle de Saint-Pétersbourg, lieu de sépulture des souverains moscovites. Les deux cercueils furent placés à côté l'un de l'autre, et sur le monument qui les recouvrit on grava cette inscription simple, mais touchante : *Divisés pendant leur vie, réunis après leur mort.* Toutes les cérémonies de l'inhumation furent communes aux deux époux. Mais ce qu'il y eut d'imposant, je dirais presque de sublime, dans cette solennité, ce fut de voir Bariatinski et Alexis Orlof forcés de suivre à pied le convoi de leur victime. « On n'y vit qu'eux, dit un écrivain : » et sans doute aussi Passek, Téplof, les autres complices, quoiqu'ils n'y fussent pas.

Paul sembla prendre à tâche d'agir en tout autrement que n'avait fait sa mère. Il affecta de paraître entouré de ses fils ; il leur confia à chacun le commandement d'un régiment des gardes, augmenta considérablement leurs revenus, et nomma l'aîné gouverneur de Saint-Pétersbourg. Il démentit

tout à coup sa réputation de tyran domestique, et il prit, avec son épouse même, que jusque-là il avait traitée avec une sévérité pour ainsi dire disciplinaire, des manières douces et affectueuses. Il promulgua un acte qu'il avait dès long-temps préparé de concert avec celle-ci, et par lequel la succession au trône devait avoir lieu pour l'avenir selon l'usage généralement suivi dans les autres pays, c'est-à-dire de père en fils et d'aîné en aîné, de manière que les femmes n'y eussent droit qu'à défaut d'héritiers mâles.

Ses sujets n'avaient pas moins que sa famille à se louer de sa modération. Il conserva dans leurs emplois tous les ministres, tous les fonctionnaires, et les combla pour la plupart de nouveaux dons, de nouveaux honneurs : il laissa jusqu'aux favoris de sa mère jouir de leurs dignités, de leurs pensions, de tout le fruit de leur bassesse ; et même, par une affectation de générosité qu'on ne saurait trop improuver, quoiqu'elle lui ait valu des éloges, il y ajouta. Enfin, et c'est peut-être le moins concevable de ses actes, le plus opposé au caractère qu'il a déployé depuis, non-seulement il rendit à la liberté Kosciuzko et les compagnons de sa glorieuse infortune, mais encore il descendit des hauteurs du despotisme jusqu'à aller personnellement annoncer au Philopémen polonais la nouvelle de sa délivrance.

Il donne la liberté à Kosciuzko.

Il n'est pas jusqu'à Poniatowski qu'il ne parût

vouloir, jusqu'à un certain point, dédommager des dernières rigueurs de sa mère. Il exigea qu'on continuât à le traiter en roi, mais en roi sans puissance et sans trône, en majesté nominale. Paul, qui, par boutade, savait être juste, mais d'une justice qui, presque toujours, portait un caractère de sévérité ou de malice, donna à ce prince pour chambellan ce même Stakelberg qui, étant ambassadeur à Varsovie, l'avait traité en subordonné plutôt qu'en monarque.

Enfin chaque mesure de Paul était un acte de réparation, de justice ou de sagesse. L'impression que produisit cette conduite inattendue fut telle qu'on supposa au gouvernement l'intention d'effectuer enfin l'amélioration du sort des paysans, autrefois projetée, puis négligée, et enfin sacrifiée par Catherine à l'intérêt de se concilier la noblesse. On répandit qu'un oukase restrictif du pouvoir illimité des maîtres sur leurs serfs était sur le point d'être promulgué ; mais le châtiment d'un jeune officier propagateur imprudent de ce bruit populaire prouva le danger d'augurer trop favorablement des premiers pas politiques des souverains. Ce jeune homme, jugé digne de mort par le sénat de Saint-Pétersbourg, fut condamné à la dégradation, au knout, et ensuite aux travaux des mines, s'il arrivait qu'il survécût à ce dernier supplice. Paul confirma cette atroce sentence. C'est le premier jugement auquel on ait donné la pu-

Jugement atroce.

blicité d'un oukase, sans doute afin que chacun fût bien convaincu qu'on supposait à tort à l'empereur des sentimens de justice et d'humanité.

A cette occasion, on modifia la législation pénale. La noblesse avait jusque-là été légalement exempte de punitions corporelles; ce qui n'avait pas empêché de faire arbitrairement, en différentes circonstances, périr un grand nombre de ses membres. Paul déclara qu'à l'avenir l'exemption n'aurait point lieu dans les condamnations entraînant dégradation de noblesse (exception qui embrassait tous les délits politiques), par la raison qu'on ne pouvait se prévaloir des priviléges d'un corps dont on était déclaré indigne de faire partie. C'était frapper à la fois deux peines qui par leur nature ne pouvaient être que successives. Ainsi avaient raisonné les conventionnels, en condamnant l'infortuné Louis XVI pour des faits antérieurs à l'acte de déchéance, qui le dépouillait de son inviolabilité.

Alors se développa le vrai caractère de Paul. J'ai dit que loin de disgracier ceux qui avaient joui de quelque crédit sous sa mère, il les avait, pour la plupart, gratifiés; mais cette affectation de modération, et de générosité même, ne se soutint pas long-temps. Paul, extrême en tout, fit en un instant succéder à des faveurs imméritées des destitutions et des punitions sans motif, au moins présent et nouveau; car, s'il avait eu égard aux

concussions et aux exactions passées, il aurait presque pu frapper au hasard, sans craindre de ne pas frapper juste. Zoubow, Marcow, toutes leurs créatures, les premiers admis en grâce furent aussi les premiers à éprouver les effets de ce retour subit. Cependant Paul mêla quelquefois à l'application de ses rigueurs une indulgence et une prodigalité bizarres. Résolu de destituer un rapporteur du sénat qui faisait publiquement de la justice un trafic honteux, il lui accorda une décoration et des terres que Catherine, disait ce prévaricateur, lui avait promises. Il en agit de même avec une foule d'autres, auxquels il donna des paysans et des terres, quelques jours avant de les disgracier ou de les punir.

Paul attaqua bientôt l'édifice administratif qu'avait fondé, ou plutôt entrepris, sa mère; les anciennes délimitations furent en grande partie rétablies, et les gouvernemens réduits de cinquante à quarante-un. La plupart changèrent de nom. Celui de Tauride, et celui de d'Ékatérinoslaw, ainsi appelé en l'honneur de Catherine, furent réunis sous la dénomination de Nouvelle Russie. C'était un outrage à la mémoire de cette princesse. Aussi l'empereur paraissait-il ne se livrer à tant de changemens qu'en haine de sa mère, ou tout au moins de ses actes. Il fit cependant quelques améliorations. Un fonctionnaire civil partagea dans les gouvernemens l'autorité auparavant illimitée du chef

Nouvelles circonscriptions administratives.

militaire. Il opéra aussi des économies, mais les remplacemens et les réformes mirent sans emploi plus de vingt mille gentilshommes.

Arrakoff. Paul, si prodigue de destitutions, refusa obstinément au vœu de ses peuples celle d'Arrakoff, qu'on pouvait appeler le Souwarow de la police, dont il était le directeur; cet homme, qui par ses exactions, ses cruautés, sa brutale insolence, son cynisme dans l'exercice de la tyrannie, s'était acquis, dans le gouvernement d'une province, la réputation la plus exécrable, avait paru à Catherine, alarmée enfin des progrès de la révolution française, et plus encore obsédée par les émigrés, l'homme le plus propre à garantir de la fièvre démocratique son muet et apathique empire.

A l'avènement de Paul, les cris d'une multitude innombrable de victimes s'étaient élevés pour demander justice de ses excès, et l'on disait publiquement que l'empereur en allant se faire couronner à Moscou, trouverait la route pavée de suppliques contre ce monstre; mais Paul ferma l'oreille à toutes les plaintes : dans la voie tyrannique où il se disposait à marcher, un homme comme Arrakoff était trop précieux pour lui; il le conserva dans son emploi, et crût, en l'obligeant à payer quelques dettes, assez accorder à la haine publique. Une mesure qui mérita à Paul plus d'impopularité encore fut la réorganisation patente de la chancellerie secrète.

Autant les ménagemens que l'empereur s'était dès le début politiquement imposés, avaient paru contraires à sa réputation de bizarrerie et de dureté, autant sa conduite postérieure devait la confirmer. Le constraste fut d'autant plus frappant entre ses premiers actes et les écarts qui suivirent, qu'aucun intervalle, aucun art, n'adoucit la transition. Le ressort du caractère de Paul réagit avec d'autant plus de force qu'il avait été obligé à plus d'efforts pour le comprimer.

Paul tyran, même envers sa famille.

On ne tarda pas à remarquer qu'il n'avait paru vouloir s'entourer de ses fils que pour être plus à portée de les surveiller, surtout Alexandre. On pensa qu'il ne lui avait confié le commandement d'un régiment des gardes que dans le but de lui retirer la direction du sien propre, qu'il jugeait lui être trop affectionné. Il choisit lui-même les officiers qui durent être attachés au jeune prince. Il lui donna, il est vrai, le gouvernement de Saint-Pétersbourg, mais en lui adjoignant comme lieutenant ou plutôt comme espion un officier nommé Arakscheïeff, homme féroce qui devait à sa qualité de manœuvrier infatigable sa récente fortune. Enfin il le chargea d'une foule de petits détails qui devaient le retenir presque tout le jour à côté de lui. Plus tard, lorsqu'il crut n'avoir plus à le craindre, il l'obligea à travailler comme simple copiste dans une chancellerie, soit pour l'instruire, soit plutôt dans la vue de l'humilier et de le punir.

Bientôt il reprit avec son épouse elle-même son ancienne manière d'agir, et plus d'une fois cette princesse aimable et d'une douceur à toute épreuve se vit mettre par ordre impérial aux arrêts forcés.

Ignorance en finances.

Cependant la destruction qu'on avait faite de six millions d'assignats ne relevait pas le cours de cette monnaie. Paul crut qu'il lui suffirait d'un décret pour la porter au taux de sa valeur nominale : mais il n'y a rien de si indépendant du pouvoir que la confiance et le crédit. L'autocrate en ayant fait l'expérience, imagina, pour ramener l'abondance dans le trésor, plusieurs expédiens, tous aussi désastreux les uns que les autres. Le plus bizarre fut celui de prescrire le paiement de l'impôt des douanes en monnaies étrangères, et de taxer en même temps ces monnaies au-dessous du cours. Le résultat le plus clair de cette mesure fut une nouvelle baisse des bons du trésor et plus d'extension donnée à la contrebande.

Prodigalités.

Paul, qui dès son avènement avait hautement blâmé les prodigalités de sa mère, ne tarda pas à les surpasser. Les vastes demeures que celle-ci avait fait bâtir, ou agrandir, ou orner, ne lui suffirent plus ; il semblait que ni le palais d'hiver, ni le palais d'été, ni celui d'Anitschkoff, ni le palais de marbre, ni l'immense ermitage, ni une foule d'autres habitations vraiment impériales par leur magnificence et leur étendue, ne fussent pas dignes de

le loger; il fit en toute hâte et à grands frais construire un nouveau palais, qu'il dédia à saint Michel, pour obéir à une prétendue inspiration céleste.

S'il négligea de faire exécuter les embellissemens nombreux projetés sous sa mère, ce ne fut certainement point par économie : voici un fait qui le prouve; je l'emprunte à la relation de l'abbé Georgel. Il prit tout à coup fantaisie à Paul d'avoir une double allée d'arbres, dans une étendue d'une demi-lieue environ, au sein de l'un des plus beaux quartiers de la capitale, celui des amirautés; la terre était couverte de glace et gelée à une profondeur de plusieurs pieds; n'importe : une fantaisie du maître est en Russie un décret du destin; la nature même ne doit pas opposer d'obstacle au vœu d'un autocrate. Paul dit, et, comme déjà à sa voix les têtes rases se sont affublées de queues postiches, la terre nue et comme paralysée par les atteintes de l'atmosphère, va se revêtir d'une végétation adulte. Des arbres de quinze à vingt-cinq pieds de hauteur seront arrachés, au moyen de précautions et de peines infinies, pour être replantés plus laborieusement encore avec la terre du sol d'où on les aura tirés. Pour creuser les fosses destinées à les recevoir, on emploiera la hache, puis, pour ouvrir à celle-ci une voie plus facile, on allumera de grands feux qui dégèleront ou amolliront la terre. « Il fallait, dit l'abbé Georgel, toute l'autorité impériale pour faire exécuter

de pareils travaux : dix mille ouvriers y étaient journellement employés. L'héritier du trône, le grand-duc Alexandre, était chargé d'en hâter l'exécution. Les arbres ont été déracinés et replantés; les promenades ont été sablées et environnées de gazons pris sous la neige; les barricades et les bancs ont été posés et peints dans l'espace de trente jours, terme assigné par l'empereur : il a été ponctuellement obéi. J'ai été témoin de ce miracle de l'autorité; et j'ai vu Sa Majesté Impériale se promener à cheval, en grand cortége, au milieu de la rue que bordent les deux promenades, pour jouir de l'exécution de ses ordres. J'ai su que chaque pied d'arbre déraciné et replanté coûtait 15 roubles (60 francs de notre monnaie). » Digne emploi des trésors du souverain et du temps des hommes dans un empire où tant de choses nécessaires restent à créer !

Sur le point d'aller se faire sacrer à Moscou, Paul trouva trop mesquine la couronne de Catherine II; il en fit fabriquer une beaucoup plus riche. Quel dommage que les couronnes des autocrates ne leur tombent pas toutes faites du ciel, comme ils disent qu'en vient leur autorité! Elles ne contracteraient pas la souillure que leur imprime une main roturière, et celle que fabriqua alors le joaillier Duval, si elle avait eu cette origine, eût sans doute justifié davantage aux yeux du peuple les hommages presque divins dont Paul la fit honorer.

Dons criminels.

La solennité du couronnement, outre les sommes immenses qu'elle coûta en frais de représentation, fut l'occasion de largesses et de profusions inouïes. Paul gratifiait comme il punissait, sans mesure, le plus souvent sans le moindre motif. Ces prodigalités, partout répréhensibles, puisqu'elles ne font un opulent qu'en privant du nécessaire ou de l'utile une foule de misérables, le sont principalement en Russie, où le peuple en est non-seulement la source, mais directement le moyen. Paul distribua en dix mois plus de paysans de la couronne que sa mère, qui pourtant en était peu ménagère, n'en avait distribué en dix ans. On calcule qu'il donna, à l'occasion seule de son couronnement, quatre-vingt-deux mille âmes, ou quatre-vingt-deux mille serfs mâles, parce que les femmes serves ne comptent pas au nombre des âmes. Il donnait en même temps, selon l'usage, tout le terrain que ces quatre-vingt-deux mille serfs occupaient, c'est-à-dire, eu égard à l'impopulation du pays, une étendue de plusieurs milliers de lieues carrées. Ces malheureux, accordés en présent à un particulier, passaient de l'état de vassalité à celui de pur esclavage, et leur sort devait paraître d'autant plus à plaindre que ceux dont ils devenaient la proie étaient pour l'ordinaire des intrigans cupides qui ne leur épargnaient ni les privations, ni l'excès du travail, ni les rigueurs propres à l'obtenir. On croyait, et l'on avait sujet de croire qu'un prince

à qui une pension de 60,000 roubles avait suffi, serait plus économe du bien de ses sujets et du sien propre, puisqu'il faut bien se résigner, dans cette histoire, à reconnaître, non pas de droit, mais de fait, à un souverain et à quelques privilégiés, tyrans sous lui, la propriété littérale de tout un peuple. Il est vrai que l'empereur ne s'appauvrissait pas de tout ce qu'il donnait. Les dépouilles de la Pologne et de la Courlande alimentaient sa générosité, et s'entassaient sur des hommes dont la fortune était déjà scandaleuse par son excès.

Pour subvenir à toutes ces prodigalités, Paul dut bientôt songer à s'ouvrir de nouvelles sources de revenus. Il n'avait pour cela d'autre moyen que d'augmenter les impôts, et il en vint enfin à doubler la capitation des malheureux serfs, déjà triplée par Catherine. Ce surcroît de charge, accablant pour les paysans de la couronne, était peut-être plus funeste encore à ceux de la noblesse, parce que celle-ci, tenant à conserver toujours le même revenu, augmente leur travail en raison de l'augmentation des impôts qu'elle paie, en sorte que tout accroissement de capitation tourne au préjudice de ces malheureux, de même que toute imposition nouvelle sur les marchandises, quoique exigée d'abord du marchand, tourne à celui du consommateur.

De temps immémorial tout homme assez hardi pour présenter directement une supplique à un

souverain russe était incontinent incarcéré; cet usage rigoureux s'était maintenu même sous Catherine. Paul, dès les premiers jours de son règne, avait daigné prendre des mains de ses sujets quelques pétitions; ensuite, pour n'être pas interrompu pendant les évolutions fréquentes qu'il faisait exécuter à ses troupes, il prescrivit de jeter dorénavant dans une boîte placée sur l'escalier du palais, les lettres qu'on lui voudrait adresser, s'engageant à les lire lui-même, et à y répondre; mais il ne tint cette promesse qu'à l'égard de quelques-unes; et encore, par une violation coupable du secret de leur contenu, destinée sans doute à rebuter les pétitionnaires, il fit insérer ses réponses dans la gazette de Saint-Pétersbourg, livrant ainsi à l'humiliation de la publicité, le malheur des familles qui mettaient en lui leur confiance.

Contraste avec le nouveau roi de Prusse.

Tandis que le nouveau roi de Prusse, soumis alors à des principes que son gouvernement a depuis paru démentir, déplorait les manières *rampantes et l'humilité exagérée* dont les habitans des provinces nouvellement acquises lui avaient offert le dégradant spectacle, qu'il déclarait, en voyant un paysan se prosterner pour lui remettre une supplique, *qu'aucun homme ne doit se mettre à genoux devant un homme*, et que *le dernier de ses sujets devait avoir devant lui et devant la loi la dignité de l'humanité;* Paul, en despote oriental, rétablissait, dans toute leur rigueur, les obligations de

Étiquette : exigences tyranniques.

l'ancienne étiquette, si fort négligée par Pierre Ier, et dont Catherine II avait eu le bon et louable esprit de permettre qu'on s'écartât en beaucoup de points. En conséquence, tout individu russe ou étranger qui avait l'honneur de se trouver sur son passage, dut s'arrêter à l'instant même, mettre pied à terre s'il était en voiture ou à cheval, et se prosterner devant l'autocrate, quelque temps qu'il fît, c'est-à-dire presque toujours, eu égard au climat, dans la neige ou dans la boue. Cet humiliant et incommode cérémonial était exigé, quelque distant que fût le tsar, si l'on pouvait en être aperçu.

Une dame noble qui venait à Saint-Pétersbourg chercher du secours pour son mari, subitement atteint d'un mal alarmant, n'ayant pas dans son trouble aperçu ou reconnu la livrée impériale, se vit arracher de sa voiture et incarcérer : quatre domestiques qui l'accompagnaient furent faits soldats, bien qu'ils assurassent ignorer les nouveaux règlemens dont l'infraction leur était imputée à crime. Cette malheureuse, abandonnée à l'inquiétude la plus cruelle, fut saisie d'une fièvre chaude, et perdit la raison pour ne la plus recouvrer. Pendant ce temps, l'époux expira, privé des secours qu'on était allé lui chercher. Tel fut un des premiers effets de la stupide vanité de Paul.

La femme d'un aubergiste, s'étant rendue coupable de la même omission, fut aussi incarcérée,

et en outre fouettée trois jours durant, attendu qu'elle n'était point noble, et comme telle exempte de punitions corporelles.

L'empereur était dans ses promenades très-attentif à remarquer les contrevenans à ses oukases sur l'étiquette; il les désignait lui-même à ses gardes, et les faisait arrêter en sa présence. Voici un fait qui le peint : on célébrait selon le rite romain un service en l'honneur du duc de Wurtemberg, son beau-père. Paul, croyant ne pouvoir, en sa qualité de patriarche de la religion grecque orthodoxe, entrer, sans pécher, dans une église catholique, se tenait pendant l'office devant la porte principale, à la tête de ses grenadiers. Tout-à-coup son cheval, excité par un froid extrême, prend le mors aux dents, court à toutes jambes, passe et repasse à travers la foule, qui, à chaque tour et retour, se découvre et s'incline le plus humblement qu'il lui est possible. Un groupe de cinquante à soixante personnes distant de quatre cents pas du lieu où se faisait ce manége, s'imagine pouvoir, eu égard à l'éloignement, se permettre de rester debout et couvert; l'autocrate remarque ce groupe, d'autant plus remarquable en effet que seul il se tient immobile et droit, à l'écart de ces flots mouvans d'esclaves qui, comme ceux de l'Océan, ou comme la nappe d'épis que courbe par accès un vent violent, ne font que se baisser et se relever, tout prêts à se rebaisser encore : il fait conduire à la

maison d'arrêt les personnes qui le composent. Là, d'après les oukases, on fouette pendant trois jours les roturiers, on dégrade les nobles, et l'on fait soldats les officiers. Sans doute, à ce récit, l'âme la plus servile, la plus portée à l'indulgence envers les dépositaires suprêmes de la puissance, se sent profondément révoltée. Et moi aussi je m'indigne, mais moins contre l'extravagant qui, dans sa stupidité de despote, se croit permis de faire subir à ses peuples de tels outrages, que contre les peuples assez imbécilement lâches pour les endurer.

Cruautés de Paul.

Ces traits sont rapportés par l'auteur des *Mémoires secrets*, écrivain sévère parfois, mais toujours consciencieux. En voici d'autres que j'emprunte au récit de l'abbé Georgel, apologiste et même admirateur de Paul, auquel il accorde de grandes et brillantes qualités (1). Le fils d'un riche marchand passant en traîneau, à portée de la voiture de l'empereur, ne s'en aperçut pas assez tôt pour s'arrêter à temps, et s'acquitter de la génuflexion obligée. Les soldats de police l'assaillirent; son traineau et ses chevaux furent confisqués; lui-même, malgré les hauts protecteurs employés par son père, subit un mois de la captivité la plus dure,

(1) Ce prince, selon l'abbé Georgel, fera malgré ses défauts époque dans les annales de son siècle.

et ne fut rendu à la liberté qu'après avoir reçu cinquante coups de knout, supplice dont il pouvait mourir. La nièce du vice-président de l'Académie se trouva dans un cas à peu près semblable; grâce au crédit de son oncle, une partie de la peine lui fut remise; cependant cette jeune personne, et sa tante, chez qui elle demeurait, et qui lui tenait lieu de mère, furent détenues pendant huit jours au pain et à l'eau dans une prison publique : la nièce, pour avoir manqué à l'empereur; la tante, pour avoir mal élevé sa nièce. Ceci était encore un crime d'une nouvelle espèce.

Telle est la sécurité dont on jouit sous les gouvernemens despotiques! on y vit au jour le jour. Un homme y fait trembler cinquante millions de ses semblables, la plupart plus forts et plus courageux que lui. Comment s'opère ce phénomène, qui semblerait incroyable, si par toute la terre l'évidence n'en frappait les yeux. L'examen de cette question nécessiterait une digression trop longue, et pour le grand nombre des lecteurs trop fastidieuse. Les souverains n'ont pas besoin d'être forts pour opprimer; ils écrasent l'homme de sa propre faiblesse. On dirait, à la résignation stupide des peuples, que chacun d'eux n'a qu'une seule tête, comme le voulait l'Ivan de Rome, et qu'ils tremblent de peur que leurs maîtres ne la leur enlèvent d'un seul coup.

Une des bizarreries de Paul était de ne pas

vouloir qu'on parût devant lui en pelisse, même sur son passage. Tous ceux qui se trouvaient à portée d'être aperçus de sa suite, devaient, en même temps qu'ils se prosternaient, se dépouiller de ce vêtement très-commun, et indispensable sous le climat glacé de Saint-Pétersbourg. Un officier, allant à la parade, s'était couvert de la sienne, et avait en même temps donné son épée à porter à son domestique, avec l'intention de quitter la pelisse et de reprendre l'épée lorsqu'il approcherait du palais. Il eut le malheur d'être auparavant rencontré par l'autocrate. Celui-ci le fit soldat, et il fit son domestique officier en sa place. Voilà la justice des despotes.

Cheval jugé pour crime de lèse-majesté.

Paul croyait sans doute pouvoir se conduire d'après le principe *qu'il faut traiter les hommes comme des chiens,* principe qu'il déduisait des écarts de la révolution française, et qu'il tâchait d'inculquer à ses fils; mais encore n'a-t-on jamais vu fustiger des chiens pour ne s'être pas agenouillés devant leurs semblables, ni même, si l'on veut, devant leurs maîtres. Paul seul peut-être eût été capable d'une pareille folie. On le vit faire juger par une sorte de conseil, composé des écuyers du palais, un de ses chevaux qui, dans une rue de Saint-Pétersbourg, avait eu l'impertinence de broncher sous lui. L'animal irrespectueux fut condamné à recevoir cinquante coups de gaule. Paul les lui fit donner en présence de tout le peuple, et les compta

lui-même, en disant : *c'est pour avoir manqué à l'empereur* (1). C'était, à trois mille ans de distance, Xerxès faisant fouetter l'Hellespont pour avoir eu l'audace de briser ses ponts de bateaux.

Ce fut aussi pour avoir manqué à l'empereur, ou pour me servir des propres termes de l'oukase de Paul, *au respect* et *à la fidélité jurée à Sa Majesté moscovite*, que douze malheureux Polonais se virent condamnés à perdre le nez et les oreilles, puis à subir ensuite un exil perpétuel au fond de la Sibérie.

Ceci est un acte de tyrannie froidement cruel. En voici un où l'emportement et l'extravagance se mêlent à la férocité. Paul faisait, pour une légère faute de service, fustiger un soldat. Le malheureux, dans l'égarement où le jette l'excès des souffrances qu'il endure, s'écrie : « O ! maudite tête chauve ! » L'empereur, qui était remarquablement chauve, irrité d'une exclamation qui dans la circonstance ne pouvait avoir que lui pour objet, ordonna de faire expirer le soldat par le supplice du knout, puis défendit sous la même peine de joindre désormais l'épithète de *chauve* au mot tête, et celle de *camard* au mot nez. Le supplice du knout est une peine cruelle, d'où la mort peut suivre. La peine de mort pour un délit de l'imagination de Paul ! et pour

---

(1) Voyez *Mémoires secrets*, tom. I, p. 354.

quel délit! Tibère et Néron, si ingénieux à inventer de nouveaux crimes, eussent-ils porté si loin le cynisme de l'arbitraire? Et après cela il s'est trouvé des écrivains qui n'ont pas rougi de louer la grandeur d'âme et le caractère généreux de Paul! Sans doute, si tous les hommes ressemblaient à ces écrivains, les tyrans ne seraient que justes.

Pour concevoir la proscription du mot *camard*, il faut savoir que Paul se distinguait par un nez d'une largeur énorme et extraordinairement épaté; du reste la réunion de ses traits formait un ensemble si laid que, contre l'usage établi, il ne voulut pas laisser empreindre de son effigie les monnaies frappées sous son règne.

Moins on se sent de droits personnels au respect d'autrui, plus on met d'importance à faire valoir ceux qu'on tient de sa position. Paul prouva pour sa part l'exactitude de cette observation générale. Il se brouilla presque avec le roi de Suède, parce qu'il se trouva que sur l'adresse d'une lettre que ce prince lui écrivait on avait omis quelques-uns de ses titres impériaux : il n'en avait pas fallu davantage à un de ses prédécesseurs pour déclarer la guerre à la Pologne. Voilà un roi qui ne sait pas écrire, s'écria dédaigneusement Paul, à la réception du message de Gustave, et sur-le-champ il rédigea un oukase pour indiquer tout au long la manière dont il voulait être nommé. Au reste, il avait dès long-temps pris les Suédois en horreur,

à cause de leur costume, dont différentes pièces lui déplaisaient.

Les Russes que l'élévation de leur rang soumettait au malheur, j'ai presque dit à la honte, d'approcher l'autocrate, n'étaient pas seulement obligés à se prosterner devant sa face, ils devaient encore, quand il daignait s'arrêter à les regarder, lui baiser la main. Cette corvée, qui n'en paraissait pas une sous Catherine lorsqu'elle était encore jeune et belle, n'avait pas le même agrément sous Paul. Ce prince, vain avec impudeur, ne se faisait aucun scrupule de laisser à genoux pendant un quart d'heure, attendant qu'il lui plût de leur abandonner sa main, des femmes, des vieillards, et jusqu'à des hommes qui partout ailleurs qu'en Russie, où tout ne se fait que pour le despote, où il n'y a point réellement d'État qu'on puisse servir, eussent pu être dits recommandables par leurs services, par les places qu'ils occupaient ou les actes qu'ils avaient accomplis.

Malheur à qui n'apportait pas dans l'exécution du baise-main une attention assez respectueuse, un recueillement assez religieux, aux yeux de Paul. Il fallait remplir cette obligation de manière à ce que le bruit produit par la pression des lèvres parvînt clairement à son oreille, et en même temps faire résonner avec le genou la terre ou le plancher aussi fort que l'aurait pu faire avec son fusil un soldat des gardes. Un prince Galitzin fut mis aux arrêts par l'empereur

lui-même *pour lui avoir fait la révérence et baisé la main trop négligemment* (1).

Paul défait sa popularité.

Tant de mépris pour l'humanité indignait même des esclaves. Aussi Paul fut-il, à défaire sa popularité, moins de temps encore qu'à l'acquérir. A peine quelques mois venaient de suivre son avènement, et déjà il était généralement haï. Il n'avait pas tant attendu pour se montrer ridicule.

Réformes militaires.

Pendant les longs loisirs de sa retraite à Gatschina et à Pavlovsk, il avait tourmenté tout ce qu'il possédait d'esprit, non pas à méditer sur des opérations stratégiques, à préparer des plans de campagne, mais à chercher de nouvelles formes d'organisation des troupes. Aussi n'arriva-t-il au trône qu'avec une provision énorme de réglemens; et l'on eût dit, à la rapidité étonnante avec laquelle il les promulga, que la chose la plus importante à ses yeux dans la nouvelle situation où il se trouvait, était d'en vider promptement son portefeuille.

Améliorations à faire.

Assurément, une multitude d'améliorations pouvaient être faites dans le régime militaire : adoucir le sort du soldat; rendre plus supportable et moins précaire la position des officiers, réduire leur nombre, alors, et aujourd'hui encore, hors de toute proportion raisonnable avec celui des soldats; régulariser l'avancement; rétablir la discipline et l'ordre,

---

(1) Voyez *Memoires secrets*.

altérés, disparus même sous le règne brillant mais facile d'une série de femmes ; c'était une assez belle mine à exploiter ; c'était une assez belle carrière ouverte au génie de Paul.

Mais ce n'était pas de telles améliorations que projetait ce tsar : il ne songeait qu'à changer des noms, des costumes, et à remplacer les anciens règlemens de service par d'autres de son invention.

Réformes dans le costume.

Ce fut sur l'uniforme principalement que s'exerça son activité réformatrice. Celui qu'avait introduit Potemkin se trouvait on ne peut mieux adapté tout ensemble, aux nécessités de la profession des armes et à la rigueur du climat. Il était extrêmement simple, d'un facile entretien, et sourtout, ce qui est d'un avantage militaire important, on le pouvait endosser en un clin d'œil. Paul y substitua l'ancien uniforme allemand, en horreur au soldat russe : l'habit à basques larges et pendantes, le pantalon, les guêtres, le chapeau au lieu du casque, et surtout la queue pommadée et poudrée, avec des boucles latérales. Comme les soldats avaient les cheveux courts, et que le despotisme quand il ordonne ne veut pas attendre même la nature, force fut de leur adapter des queues postiches. Ceci occasiona la disgrâce de Souvarow. Ce vieux général, facétieux quand il n'avait pas de sang à répandre, se permit, à la réception des petits morceaux de bois qu'on lui envoyait comme mesure des queues et des boucles, une plaisante-

rie qui courut l'armée. Ce fut comme le signal de l'opposition. Une foule d'officiers, déjà mécontens des faveurs imméritées que l'empereur avait, dès les premiers jours, prodiguées aux bataillons de sa garde particulière de Gatschina, aimèrent mieux donner leur démission que de revêtir le nouvel uniforme. Les soldats, ne pouvant les imiter, désertèrent en Prusse. Les queues surtout, avec leur attirail de suif et de farine, sous le nom de pommade et de poudre, étaient parmi eux aussi impopulaires que l'avaient été naguère, en France, les catogans de M. de Saint-Germain. Paul s'en irrita. Il disgracia ceux qui ne mettaient pas un empressement servile à quitter l'ancien costume, et il croyait les bien injurier en les appelant soldats de Potemkin.

Paul assurait que l'habillement qu'il faisait prendre était l'uniforme prussien. Le ministre de Prusse, en se présentant à la cour dans un costume plus moderne et plus élégant, sembla protester contre cette prétention. C'en fut assez pour que son rappel fût immédiatement exigé.

De même que le peu d'empressement à revêtir le nouvel uniforme était un motif suffisant de disgrâce, la promptitude à s'en affubler devint le mérite le plus remarqué. L'avancement et la fortune d'une foule d'officiers n'eurent pas d'autre cause.

Cet uniforme n'était cependant pas, même aux yeux de Paul, le plus parfait qui pût être; il s'oc-

cupait sans relâche de le modifier dans quelque partie. Il était entouré d'armes, d'équipemens et d'habillemens militaires de toutes les formes, passées et présentes : c'était sa bibliothèque. Il savait à point nommé combien il entrait de drap dans tel pan d'habit, dans tel collet, dans tel revers. L'empereur pouvait se vanter d'être, théoriquement parlant, le premier tailleur militaire de son empire.

Après l'habillement venait la manœuvre. Faire manœuvrer, toujours manœuvrer, tels étaient, au grand chagrin du soldat, tout le travail et aussi toute la récréation du tsar ; il passait quatre heures chaque matin à faire exercer les soldats de sa garde de toutes les manières qu'il imaginait. C'était pendant cet exercice, appelé la wacht-parade, qu'il se faisait remettre les rapports, donnait ses ordres, annonçait les promotions, distribuait les récompenses, et recevait les généraux et les grands. La cour de son palais, environnée comme d'un rempart de neige et de glace, devint sa salle d'audience la plus habituelle. C'était là qu'il mettait sa gloire à braver, sans pelisse, quinze à vingt degrés de froid. Le métier de courtisan, qui partout est de singer le maître, devint, auprès d'un tel homme, extrêmement pénible.

Parallèle de Paul Ier et de Pierre III

Ceci paraissait bien mieux que toute autre chose établir la légitimité du tsar, si long-temps douteuse aux yeux du public. Jamais père et fils n'eurent des manies et des bizarreries si semblables que

Paul I[er] et Pierre III; même genre de vie comme grands-ducs, même début au gouvernement, « au point, dit un écrivain, qu'en changeant les noms et les dates on pourrait prendre l'histoire de l'un pour l'histoire de l'autre. » Tous deux eurent une grande apathie d'esprit et une grande activité de corps; tous deux une égale aversion pour l'étude, et le même zèle pour les minuties de la discipline; la même application aux exercices militaires, application que n'eut point le grand Frédéric ni la plupart des bons généraux, et qui exclue le génie de l'art de la guerre bien plutôt qu'elle ne le suppose; enfin tous deux eurent un égal engouement pour les manières militaires allemandes, et tous deux, par cette manie, se firent, même avant leur avènement, haïr des régimens des gardes.

Paul, n'étant encore que grand-duc, avait transformé en véritables casernes ses deux résidences de Gatschina et de Pavlowsk, comme Pierre ses deux châteaux de Péterghoff et d'Oraniembaum. Paul, quand il ne faisait pas manœuvrer ses bataillons, avait continuellement sa lunette braquée sur l'une ou l'autre des nombreuses guérites qui l'environnaient. Souvent il envoyait ou allait lui-même, à un quart de lieue, commander à une sentinelle de mettre un bouton de plus ou de moins, de porter l'arme de telle ou telle manière, de se promener sur tel sens et non sur tel autre. Pierre eût été capable également de ces bizarreries. La femme de Paul

entrait comme moyen dans ses exercices militaires : il la plaçait sur une éminence pour y figurer un bastion, qu'il mettait toute sa science à bien défendre, et cette princesse, plantée là comme un piquet, exposée quelquefois à un froid rigoureux et à la pluie, y restait, à regret bien assurément, mais sans se plaindre, jusqu'à ce que le simulacre d'une attaque eût été exécuté : voilà ce que le caractère de Catherine n'eût pas permis à Pierre III.

Maintenant, cette si parfaite ressemblance entre les deux tsars fut-elle l'effet de la nature, ou le produit de l'imitation ? Je ne sais. Il se peut que Paul, se voyant repoussé par sa mère, se soit attaché, même sans calcul, à aimer, et par suite à copier celui dont il tirait tout ce qu'il avait à alléguer de droits à la souveraineté.

Persécution contre les chapeaux ronds

Jamais Pierre III, tout maniaque qu'il était, n'eût imaginé les mesures extravagantes que fit exécuter son fils. L'un des premiers actes de Paul fut de proscrire par un oukase le chapeau rond, qui était la coiffure la plus usitée alors en Russie, et d'ordonner de le saisir et de le déchirer sur la tête de tous ceux qui continueraient de le porter. Et qu'on ne s'imagine pas que ce genre de coiffure fût considéré comme quelque signe politique de ralliement : non, cette persécution des chapeaux était de la part de l'empereur l'effet d'une haine particulière dont personne, pas même lui peut-être, ne connaissait le motif. On peut supposer cependant

que la forme ne lui en paraissait pas assez rapprochée de celle du chapeau allemand. Il y avait déjà quatre ans qu'il leur avait déclaré la guerre à Pavlowsk; et, si la susceptibilité impérieuse de Catherine le lui avait permis, il eût sans doute dès lors décoiffé tout l'empire. Force lui avait bien été de différer les hostilités. Mais, devenu souverain à son tour, il se dédommageait enfin de la contrainte de cette trève. Tout soldat fut chargé de l'exécution de l'édit concernant les chapeaux ronds, édit rendu comme tous les autres de la pleine science et suprême autorité du maître de toutes les Russies. Il en résulta, dans les rues et autour du palais surtout, des scènes quelquefois scandaleuses et presque toujours comiques. Les ambassadeurs étrangers se plaignirent des avanies qu'on faisait, à cette occasion, éprouver aux sujets de leurs souverains : Paul alors ordonna, non pas d'enlever les chapeaux, mais d'arrêter et de conduire à la police ceux qui les portaient; de les relâcher s'ils étaient étrangers et de les faire soldats s'ils étaient Russes. Le chargé d'affaires de Sardaigne se permit de trouver plaisantes de telles bizarreries : Paul, qui en fut instruit, lui fit signifier par Arrakow l'ordre de quitter la capitale dans vingt-quatre heures. Heureusement l'éloignement et la position du roi de Sardaigne ne lui permirent pas de demander raison de cette insulte : « sans quoi, dit spirituellement le major Masson, les chapeaux ronds auraient pu devenir le motif d'une guerre

entre deux monarques : les droits du trône et de l'autel, la dignité de la couronne et l'intérêt du peuple auraient sûrement figuré dans les manifestes. »

Une autre mesure, non moins inexplicable que l'oukase sur les chapeaux ronds, fut l'ordre d'enharnacher et d'atteler les chevaux à l'allemande. On n'eut que quinze jours pour remplacer les harnois russes ; la police dut, après ce délai, couper les traits de tous les équipages attelés à l'ancienne manière. Ce fut un coup de fortune pour les selliers. Enfin une source intarissable de résistances fort souvent grotesques fut l'ordre donné aux Ysvoschtschikis de se costumer aussi à l'allemande : la plupart refusaient de s'affubler de la queue postiche ; ils défendaient à outrance leur barbe, leur kafftan, leurs chapeaux ronds que proscrivait la sagesse de Paul.

Si ce tsar avait reproduit et la soldatomanie et le caractère bizarre de son père, il semblait avoir hérité de sa mère la haine pour la nation française. Il outrepassa bien le ridicule des mesures préventives que Catherine avait commencé de prendre contre la contagion des idées démocratiques. Il défendit par un oukase non-seulement l'introduction, mais encore la lecture de tout journal et de tout écrit politique français. Il prescrivit à ceux qui en recevraient par quelque voie extraordinaire de les porter sur-le-champ, et *sans les lire*, à un comité de censure qu'il institua tout exprès. Ce n'était pas assez de mettre à l'index les papiers venant de

Haine de Paul contre la révolution française.

France : on consigna aux frontières les Français eux-mêmes ; des jeunes gens de différentes professions, des femmes même, des institutrices, arrivant sur la foi de traités passés avec des chefs d'établissemens ou avec des seigneurs, étaient obligés de s'en retourner sans avoir débarqué, et se trouvaient ainsi avoir perdu leur temps, leur argent, et tout le fruit d'un long et périlleux voyage. Des marchands absens momentanément de Russie pour les affaires de leur commerce, ne pouvaient y rentrer. Un cuisinier de la nation proscrite, adressé de Suède à Catherine avant qu'on y eût appris la mort de cette princesse, arrive sur ces entrefaites ; la douane avait cru devoir, à raison de sa destination, déroger pour lui à la sévérité de l'oukase prohibitif ; Paul prétend qu'il vient pour l'empoisonner, le fait mettre et le laisse six mois en prison, puis le renvoie sans dédommagement. Sa défiance envers les Français s'étendit aux sujets de toutes les puissances, même de celles qui étaient toujours restées ou restaient enfin neutres dans la lutte de la démocratie contre les despotes. Bientôt les étrangers, quels qu'ils fussent, ne purent plus occuper aucun emploi ni ecclésiastique ni civil. Paul sembla vouloir, digne imitateur du gouvernement japonais, fermer ses États à l'Europe. Les universités de la féodale Allemagne furent déclarées en état de suspicion ; les princes qui les toléraient se virent, à leur grand étonnement, transformés, par

Mesures tyranniques contre les étrangers, contre les écoles, contre la presse.

édit autocratique, en fauteurs des doctrines révolutionnaires. Défense fut faite aux sujets russes et spécialement aux Courlandais et aux Livoniens, sous peine de confiscation de tous biens, d'envoyer désormais leurs enfans à ces écoles corruptrices; injonction d'en retirer sur-le-champ ceux qu'ils pouvaient y avoir placés. Conséquemment à l'esprit qui avait dicté ces mesures, les établissemens d'instruction fondés par Catherine furent presque tous supprimés : l'école des cadets ellemême ne fut plus qu'une salle de manœuvres; les exercices militaires y dominèrent, et absorbèrent tous les autres. Mais ce n'était pas assez d'emprisonner l'éducation dans le cercle étroit d'une ancienne et superstitieuse routine, il fallait empêcher que l'adolescent et l'homme fait ne se missent par les livres en contact avec la civilisation. Toutes les imprimeries, à l'exception de celles qui s'étaient établies sous les auspices et exerçaient sous la surveillance du gouvernement, furent interdites. Une triple censure, administratrive, ecclésiastique et scolastique, fut établie à Pétersbourg, à Moscou, à Riga, à Odessa et surtout au bureau central de la douane. La production de la pensée fut interdite en Russie; l'importation en fut sévèrement prohibée. Pour compléter son système de rétrogression à la barbarie, Paul créa une noblesse héraldique comme en Allemagne. Avant lui, l'égalité régnait du moins dans le privilége. Tout noble en valait

Création d'une noblesse héraldique.

un autre. Le dvoriannine, ou simple gentilhomme, apportait en naissant les mêmes droits à la considération que le *kniaz* ou prince; on ne les distinguait que par le rang militaire qu'ils occupaient, effectivement ou par assimilation. Paul échelonna cette noblesse; il peupla ses antichambres de ducs, de barons, de chevaliers; il fit dresser un livre d'armoiries pour les principales maisons : la science du blason, la seule que Pierre-le-Grand n'eût pas cru sans doute devoir envier aux peuples de l'Europe méridionale, s'installa à la cour du fils de Catherine II. On eût dit que, par un esprit d'opposition puérile et barbare, il prenait à tâche de refaire en Russie ce qu'alors le progrès de la civilisation défaisait en France. Pour maintenir à une plus grande hauteur la noblesse d'extraction, il abolit, autant qu'il le put, l'anoblissement par les charges. Il mit ainsi entre le mérite et le privilége une barrière insurmontable. Il refoulait le premier dans le peuple; et, en le forçant à s'y fixer, il jetait le fondement d'un futur tiers-état, classe alors nulle ou presque nulle en Russie, tant elle était peu nombreuse et peu considérée. En cela il fit, sans y mettre d'intention, beaucoup pour les espérances des amis d'une sage liberté. Il donnait une tête, dans ses États, à ces trente-cinq millions de bras de la servitude, qui n'attendent qu'une direction pour saisir et étouffer le monstre du privilége.

Des persécutions contre les individus s'ajoutèrent

en même temps aux proscriptions générales. Deux Helvétiens, les frères Masson, dont l'un, auteur des *Mémoires secrets sur la Russie*, m'a fourni un grand nombre de citations, tous deux officiers supérieurs, tous deux au service de l'empire depuis douze ans, tous deux mariés à des Russes, alliés à des familles accréditées, et j'ajouterai tous deux hommes d'un mérite distingué, furent enlevés à leurs femmes et à leurs enfans, transportés du territoire russe dans des traîneaux couverts, sans qu'on daignât leur apprendre de quoi on les accusait. Ceci s'appelait mettre les jacobins aux frontières. On y mit de cette manière jusqu'au nouvel agent du roi de Sardaigne et le ministre de l'électeur de Bavière Maximilien de Deux-Ponts : le premier, parce qu'il conseillait à son maître de rester en paix avec la France ; l'autre, parce que sa cour ne voulait pas reconnaître à Paul le titre de grand-maître de Malte, dont il lui plaisait de se ridiculiser.

Paul menaçait d'étendre plus loin son ressentiment contre l'électeur, et il parlait déjà de le faire châtier, en passant, par les troupes qu'il se disposait à envoyer en Suisse. Maximilien eut peur. Il rétablit dans ses États les commanderies de la langue anglo-bavaroise qu'il venait d'y supprimer, et accéda à tout ce qu'on exigea de lui. Le tsar, satisfait, accorda en mariage une de ses filles au fils aîné de ce prince, et conféra au second le titre de grand-prieur de l'Ordre, en Bavière.

Mais le côté plaisant de toutes ses manifestations de haine contre la France et ses principes, fut son horreur, et, par suite, la proscription de tous les mots qui étaient en honneur dans ce pays, de toutes les innovations qui y étaient admises, même les plus étrangères à la politique. Il ordonna que dorénavant les livres publiés dans ses États avec l'approbation de la triple censure portassent ces mots : *Avec permission impériale*, au lieu de ceux-ci *avec liberté impériale*, auparavant usités. Il défendit aux marchands de donner désormais à leurs établissemens le nom de *magasin*, attendu que ce nom, s'employant à désigner les dépôts de munitions, de vivres et d'autres approvisionnemens de la couronne, était trop élevé pour des particuliers. On voit qu'il considérait cet empiétement de la vanité des marchands comme une usurpation de l'esprit d'égalité, comme une sorte de licence démocratique.

Bizarreries. Il entend dire que les jacobins portent la corne du chapeau en avant du front; aussitôt défense aux Russes et aux étrangers de la porter de cette manière ; injonction impériale de tourner cette corne par derrière.

Paul proscrivit encore la veste, le pantalon, les gilets croisés, les bottines, les cordons aux souliers au lieu de boucles, etc : quant à la *titus*, ce n'était déjà plus à faire. Il fut enjoint aux maîtres d'hôtels garnis et aux aubergistes de surveiller la mise des personnes qu'ils logeraient, et d'en faire à la police

un rapport journalier. L'empereur, étant un jour entré dans une église catholique pour y visiter les apprêts d'une solennité, celle de l'inhumation de l'ex-roi de Pologne, aperçoit un tapissier travaillant dans cette église en pantalon et en veste; aussitôt l'autocrate s'émeut, il s'informe, il interroge; il apprend que le contrevenant est français, et, sans autre information, lui fait donner la bastonnade au milieu de l'église.

Paul se crut apparemment autorisé, peut-être même obligé, comme chef du culte dans ses États, à veiller à ce que chacun y pratiquât rigoureusement la religion qu'il avouait, surtout ceux de la religion romaine : le pape n'eût jamais trouvé d'agent plus zélé que cet empereur schismatique. Si l'on considère sa qualité de théocrate, on trouvera qu'il en agit avec le Saint-Père en rival généreux. Un oukase, traduit dans toutes les langues européennes, prescrivit aux catholiques habitant l'empire, de se confesser pour se préparer à faire leurs Pâques, et aux prêtres de ne donner l'absolution qu'à ceux qui en seraient véritablement dignes. Cet édit surprit et en général contraria d'autant plus, que chacun avait jusqu'alors été maître en Russie de régler son culte sur sa croyance, et de le modifier à sa manière. La liberté religieuse, seule, y consolait en quelque sorte de l'absence de toute autre. La mesure s'exécuta néanmoins : chaque confessionnal fut garni d'une boîte destinée à recevoir des cartes portant le nom,

Les catholiques forcés de se confesser.

la profession, la demeure des pénitens, qui en outre devaient avoir à présenter des billets d'absolution signés de leur confesseur. Ces cartes étaient tous les soirs portées à l'empereur, qui en faisait le dépouillement : digne objet des soins d'un souverain de quarante millions d'hommes! Les catholiques un peu riches trouvèrent bientôt moyen d'avoir des billets d'absolution, même sans aller à confesse; et ces billets tombèrent enfin à si bas prix que les plus pauvres purent s'en procurer.

Les émigrés forcés d'aller à la messe.

Il n'était pas aussi aisé de s'exempter d'aller à la messe; on y conduisait, par forme d'exécution militaire, les récalcitrans ou même les négligens. Les émigrés eux-mêmes, apostats de la philosophie pour la plupart, et qu'on avait peints à Paul comme des libertins, furent obligés d'y aller en parade, deux à deux, entre une double haie de soldats.

Il y avait dans cette bizarre exigence de Paul plus de passion politique que de sentiment religieux. Ce n'est pas qu'il ne fût superstitieux; mais il l'était, comme le sont presque tous les Russes, sans intolérance. Il avait néanmoins une grande vénération pour les saints, surtout pour saint Michel. Ce n'était pas assez d'être dévot aux saints, Paul en voulut faire. On lui découvrit un certain Féodose, moine et fondateur de couvent, dont la dépouille opérait, disait-on, des effets surnaturels; et Paul de déclarer ce miracle à tout son empire.

L'oukase par lequel il consomma la béatification de ce religieux n'est pas un des actes les moins étonnans de son règne, si fécond en ridicules. Mais ce qui surtout dut surprendre de la part d'un homme qui donnait fréquemment des preuves d'un grand attachement à l'orthodoxie du culte russo-grec, dont il était chef, ce fut l'inconcevable désir qu'il manifesta brusquement d'être, bon gré malgré, grand-maître de l'Ordre de Malte, de tous les Ordres le plus essentiellement et le plus activement catholique; et cela encore au moment de s'allier avec les Turks. A peine se fut-il mis dans la tête cette bizarre idée qu'il agit comme si l'exécution n'en eût point dû éprouver d'obstacle. Il établit dans ses États deux grands prieurés et plus de cent commanderies; il nomma sur-le-champ à toutes les dignités de l'Ordre, et, singularité digne de lui! non-seulement il fit commandeur son valet de chambre, en même temps son favori, Koutaisow, mais il créa commandeur ou grand'croix une demoiselle Lapoukin, sa maîtresse, et plusieurs autres femmes de sa cour ou de sa domesticité. Il était, du reste, on ne peut plus prodigue de ces titres; il les donnait à presque tous les hauts fonctionnaires de l'empire; il en fatigua, pour ainsi dire, la cour de Mittau, qui, en retour, ne lui épargnait pas pour ses favoris les croix de l'Ordre de Saint-Lazare.

Paul s'improvise grand-maître de Malte.

Pour combler le ridicule, Paul voulut qu'on

ajoutât désormais à son titre de majesté impériale celui d'*éminentissime*. Il désigna en même temps et les troupes qu'il destinait à la garnison de Malte, et le gouverneur *in partibus* de cette île ; s'imaginant sans doute qu'il lui devait suffire d'un *imnenoï-oukase*, comme jadis au pape d'une bulle, pour disposer de telle partie de la terre qu'il trouverait à sa convenance.

Si l'on dut trouver étrange que Paul s'arrogeât de sa seule autorité la première dignité d'un Ordre appartenant à une religion dont il n'était pas, ce qui sans doute n'étonna pas moins, ce fut de voir les prieurés dont les voix conféraient cette dignité envoyer des points les plus reculés de l'Europe des députés chargés de porter à Saint-Pétersbourg leur assentiment à la burlesque fantaisie de l'autocrate, et tout à la fois de lui offrir un hommage que dans sa brusque inégalité d'humeur il recevait tantôt bien tantôt mal, selon qu'il était bien ou mal disposé.

Détails sur la cour de Mittau.

On a écrit que Paul n'exceptait pas les émigrés de l'aversion qu'il portait à la nation française ; cependant il était généreux, trop généreux même pour quelques-uns, et secourable envers tous. Il donnait aux premiers avec profusion des emplois, des terres, des paysans ; aux autres, le nécessaire. l'utile même, sinon le superflu. On ne regrettera pas sans doute de trouver ici un tableau abrégé de la cour de Mittau, et un aperçu des avantages que

lui faisait celle de Saint-Pétersbourg. Le prétendant avait en jouissance le château de Mittau : il disposait pour sa garde extérieure du régiment russe de la garnison, et entretenait pour sa sûreté intérieure cent gardes du corps, tirés, sur les instances de Paul, des restes de l'armée de Condé. Outre sa femme, son neveu et sa nièce, le duc et la duchesse d'Angoulême, il avait près de lui plusieurs gentilshommes, un Montmorency (le cardinal), les ducs d'Aumont, de Fleury, de Guiche, les comtes d'Avaray, de Cossé, de Saint-Priest, etc. Il entretenait, tant pour son propre service que pour celui de ces messieurs, un grand nombre de valets de chambre et de pied. Il recevait de l'empereur de Russie, outre le logement et le bois, 200,000 roubles en papier (à peu près 600,000 livres de France). Il touchait encore de la cour d'Espagne, conjointement avec son épouse, 201,000 livres, dont celle-ci ne se réservait pour sa dépense particulière que 100 louis par mois. Les seigneurs et les dames de sa cour, nourris, éclairés et chauffés, avaient encore 100 louis d'appointemens annuels. Si l'on réfléchit au bas prix de tous les objets de consommation dans le pays où ils résidaient, on trouvera qu'ils n'étaient pas aussi pauvres qu'on le prétendait alors en Europe, et surtout en France (1).

(1) Voyez *Voyage de l'abbé Georgel*.

Paul, si l'on excepte les membres de la cour de Mittau et quelques-uns de la sienne propre, plus favorisés encore, traitait lès émigrés français moins en hôtes qu'en sujets ; ce qui, quand c'est d'un autocrate qu'il s'agit, veut presque dire en esclaves. Ils durent apprendre en Russie à détester le despotisme, dont tout homme s'indigne quand il en souffre, et n'est partisan que quand il l'exerce. Certes leur dévouement monarchique n'eût pas long-temps tenu contre les brusques iniquités d'un Paul Ier. On a vu comment il les contraignait militairement d'aller à la messe : il les soumettait à bien d'autres obligations encore, et l'on peut dire qu'il leur faisait acheter chèrement l'hospitalité. Paul ne savait pas, comme sa mère, mettre dans le bienfait cette délicatesse de procédé qui en fait plus d'à moitié le prix ; le secours qu'il leur donnait était de sa part l'effet d'un sentiment de devoir plutôt qu'un acte d'affection. Aussi ce fut plus par haine de leurs ennemis que par intérêt pour eux qu'il se détermina enfin à déclarer la guerre à la France.

Guerre contre la France.

Paul, en montant sur le trône, n'était lié à la coalition par aucun engagement formel ; la neutralité convenait à son intérêt propre autant qu'aux intérêts généraux de l'humanité. Ayant tout bouleversé dans le système administratif et dans l'organisation militaire, il avait tout à reconstituer ; il avait à rétablir les finances délabrées ; à réparer les désordres, à réprimer les

abus introduits sous le gouvernement de cinq femmes, qui avaient, à titres divers, presque consécutivement dirigé ou laissé diriger l'État. Ce n'était pas trop pour un tel œuvre du règne le plus long et le plus paisible. Plusieurs causes l'entraînèrent hors de la voie que lui traçait la raison : le ressentiment ou la crainte de ce prosélytisme de liberté qu'affectait le Directoire; les empiétemens des Français en Italie, en Suisse, en Allemagne, vers la Grèce; leurs entreprises en Égypte; la prise de Malte surtout, où il se disposait publiquement, et avec une sorte d'ostentation, à envoyer une garnison russe; la vanité de paraître le protecteur et le restaurateur des petites principautés de l'Allemagne; et enfin les instigations incessantes du cabinet de Saint-James. La cour de Vienne, terrassée, mais dévorant péniblement l'humiliation de la paix qu'elle avait subie, attendait pour renouveler sa résistance qu'un bras puissant, mu par le levier d'or de l'Angleterre, tremblante alors pour elle-même, vînt l'aider à se relever. Paul fut ce bras : il entra donc, ou plutôt il se jeta et il jeta avec lui l'Autriche et la Saxe dans une nouvelle coalition, qui lui donna pour subsidiaire la Grande-Bretagne, et pour alliée la Porte, déterminée par l'invasion du sol égyptien à se déclarer contre la France. Pour la première fois peut-être, les escadres russes voguèrent de concert avec les flottes ottomanes.

Repnin, envoyé extraordinairement à Berlin, ne

put déterminer le jeune roi de Prusse à s'écarter de la ligne de neutralité sur laquelle il s'était sagement placé. Si le plébéianisme des ministres de France, Caillard et Sieyes, nuisit quelquefois au respect dû à leur caractère, la hauteur de l'ambassadeur russe, ses manières de satrape, indignèrent jusqu'à une cour imbue des préjugés aristocratiques. On fut étonné de voir, lorsqu'il se promenait gravement sur les places publiques, étalant tous ses Ordres, de voir, dis-je, ses aides-de-camp, son secrétaire, son neveu même, le prince Volkonski, marcher derrière lui à une distance respectueuse, s'arrêter à la minute, et simultanément mettre chapeau bas, lorsqu'il se retournait pour dire un mot.

Plan de campagne de la France.

Repnin eut plus de succès à Vienne et en Saxe. Les conférences de Rastadt furent rompues, et l'on se rappelle en frémissant le crime qui accompagna cette rupture. L'indignation rendit pour un moment à la France l'énergie des premiers jours de sa liberté, et, confiante dans son courage, elle se prépara sans effroi à soutenir avec des forces inégales, et surtout dans une ligne d'opération trop étendue, un nouveau choc de l'Europe. Sa position topographique était telle qu'une fois la guerre devenue inévitable elle ne pouvait se dispenser de prendre l'offensive; l'occupation de la Suisse ne lui était avantageuse que dans ce système : tenant dans les sommités de la partie méridionale de cette contrée la clef du Tyrol et la seule voie de communication entre les

vallées qu'isolent l'extrême subdivision et la chute rapide des eaux, ils pouvaient opérer un versement continuel de renforts et de secours de l'une à l'autre de leurs armées du Danube et d'Italie, et privaient leurs ennemis du même avantage. S'ils restaient sur la défensive au contraire, ils n'avaient fait en envahissant l'Helvétie que prolonger inutilement leur ligne de défense, et multiplier leurs points vulnérables. Malheureusement, l'offensive ayant échoué sur les deux points où elle fut tentée, on fut obligé de rentrer dans la défensive, et alors se développèrent les conséquences de la faute qu'avait commise le Directoire en donnant à ses entreprises, et par suite à ses lignes d'opération et de défense, une excentricité au moins prématurée; faute qui ne pouvait être surpassée, si ce n'est par l'imprudence d'avoir aventuré en Egypte la plus belle armée, au sortir d'une crise effrayante, que l'acharnement des cours pouvait renouveler d'un moment à l'autre.

L'armée de quarante à cinquante mille hommes rassemblée en Gallicie sous Catherine n'avait pas été dispersée. Ce fut elle que Paul chargea la première d'aller, sous les ordres d'un général obscur, Rosemberg, replacer la nation française sous un joug cent fois plus pesant que celui qu'elle avait secoué. Elle se mit en route, suivie de ses popes, de leurs femmes, de leurs enfans, des femmes, des maîtresses, des enfans de ses principaux officiers,

Marche des troupes russes.

et d'un bagage qui, sans être riche, formait un volume immense. Son indiscipline étonna d'abord et indisposa l'Allemagne. Des officiers, croyant être en Russie ou en Pologne, demandaient gravement combien valait un postillon qu'ils avaient tué, offrant de le payer à son maître. Paul, averti, prescrivit de rigoureuses punitions, envoya l'ordre d'observer une exacte discipline; et ces esclaves, tremblans, à cinq cents lieues, au seul nom de leur autocrate, obéirent instantanément. Déjà ils étaient à Brünn, au milieu des fêtes que leur avait préparées la cour d'Autriche; et les ministres de cette cour au congrès assuraient que la nouvelle de leur marche n'était qu'un bruit sans fondement.

Cependant une difficulté toute d'amour-propre s'était élevée entre les coalisés. Les Autrichiens répugnaient à se voir sous les ordres d'un général russe inconnu; et Paul, qui avait déterminé cette guerre, qui mettait son orgueil à en paraître le chef, ne voulait pas laisser prendre à un officier étranger le commandement des forces coalisées. Le choix d'un guerrier russe d'une réputation européenne pouvait seul, sans trop blesser d'amours-propres, procurer à la Russie la suprématie de commandement à laquelle elle prétendait, et ce choix du commun accord des intéressés ne pouvait porter que sur Souwarow. Paul, malgré le ressentiment qu'il lui conservait, se décida à l'admettre en grâce. et le vieux général se vit tirer d'une petite maison

de bois, où il vivait gardé à vue, pour être placé à la tête des armées des deux plus puissans empires qui fussent alors dans le monde.

Souwarow : son portrait

C'est ici le lieu de faire un portrait de ce guerrier célèbre, l'homme, sans contredit, après Paul, le plus bizarre de tout l'empire russe. Il avait commencé par être simple soldat aux gardes de l'impératrice Élisabeth. Dans la première guerre de Catherine II contre les Turks, étant encore peu connu, il tua un jour un grand nombre de janissaires, et déposa aux pieds de son général un sac plein de leurs têtes : ce fut l'origine de sa réputation, et le cours de sa carrière militaire ne dérogea point à la férocité de ce premier acte. On le vit aux sacs d'Ismaïl et de Praga nager et se jouer dans le sang avec l'insensibilité du tigre. Il n'eut qu'une qualité morale, le désintéressement, et qu'une seule passion, la guerre, ou plutôt le carnage.

ses bizarreries,

Il serait trop long de rappeler toutes ses bizarreries. Il outrait la sévérité de la vie militaire, déjà si dure chez les Russes. Même au fort de l'hiver, il se précipitait en se levant dans l'eau froide, ou s'en faisait jeter plusieurs seaux sur le corps nu. Souvent on le voyait monter à poil, en chemise, un cheval de cosaque, et parcourir ainsi, le matin, son camp. Quelquefois il sortait nu de sa tente, et contrefaisait le chant du coq : c'était pour l'armée le signal du réveil, de la marche ou du combat; d'autres fois encore, il visitait l'hôpital, se préten-

dant médecin. Il faisait donner de la rhubarbe et du sel à ceux qu'il jugeait atteints d'un mal réel, et les battogues à tous les autres; ou bien il mettait à la porte tout le monde, disant qu'il n'était pas permis aux soldats de Souwarow d'être malades. Il était aussi dur envers lui-même qu'envers ses soldats, ou plutôt il n'était dur envers ses soldats que parce qu'il l'était beaucoup pour lui-même. Sa frugalité égalait celle du moindre d'entre eux. On tremblait d'être invité à ses repas, et néanmoins, lorsque son appétit les lui faisait prolonger, un de ses aides-de-camp venait l'interrompre, et lui défendre de manger davantage. « De quel ordre ? demandait Souwarow. — De l'ordre du maréchal Souwarow lui-même », répondait l'aide-de-camp. Souwarow se levait sur-le-champ, en disant : « Il faut qu'on lui obéisse. » Il se faisait ainsi commander en son nom d'aller à la promenade, ou bien de faire toute autre chose. Cosaque d'origine, et resté nomade de mœurs, malgré sa haute fortune, Souwarow, quand il venait à la cour, ne voulait pas d'autre habitation que la grossière charrette qui l'avait amené : c'était son unique voiture dans ses marches et dans ses expéditions les plus lointaines. Quand il daignait accepter un autre logement, ceux de ses aides-de-camp qui le précédaient avaient soin d'en faire disparaître les glaces, que sans cette précaution il n'eût pas manqué de briser. Souvent même il jetait dehors les portes, disant qu'il

sa frugalité,

son mépris les commodités de la vie,

n'avait pas peur, ou les croisées, disant qu'il n'avait pas froid. Malgré ce dédain, on peut dire même cette haine du luxe, il était très-vain des bijoux et des diamans qu'il avait reçus de Catherine. Souvent il demandait aux officiers qui l'entouraient : « Combien en ai-je ? combien valent-ils ? Pourquoi notre mère me les a-t-elle donnés ? » Il fallait lui répondre sur-le-champ, et sans hésiter. Quelquefois il voulait qu'on lui dît combien il y avait de poissons dans un lac, d'arbres dans une forêt. Si peu de honte de tant d'extravagance prouvait en lui un grand mépris de l'humanité.

Il courait après tous les prêtres qu'il rencontrait, de quelque religion qu'il fussent, et, en s'agenouillant devant eux, demandait leur bénédiction. Peut-être croyait-il racheter ses sanguinaires excès par ses momeries superstitieuses; peut-être eût-il été moins cruel s'il avait été moins dévot. C'est un grand vice dans la religion chrétienne que des observances de cérémonial y absolvent les crimes sociaux : comme si ce qu'il y a d'humain dans toute institution religieuse ne devait pas avoir pour objet unique de prévenir et de réprimer ces crimes, loin d'y encourager en présentant d'avance à la conscience l'appât d'un facile pardon. Une contradiction frappante du caractère de Souwarow, c'est qu'avec des mœurs républicaines il ait, encore plus que Paul et Catherine, détesté la liberté. Peut-être n'était-ce que la gloire de ses défenseurs qu'il haïssait. Sa superstition,

sa haine contre les Français,

Les Français étaient le peuple qu'il abhorrait le plus, sans cependant le connaître. Il n'en parlait qu'avec rage. Il manifestait la haine qu'il leur portait jusque dans les exercices qu'il faisait faire à ses troupes : dans les charges simulées qu'il ordonnait contre les Polonais, il se contentait de faire plonger une fois la baïonnette; mais, quand il commandait *marche aux exécrables Français*, le soldat devait la lancer deux fois en avant, puis une troisième fois dans la terre, et l'y retourner : c'était annoncer qu'il réservait à ceux-ci deux fois plus de cruautés qu'à la malheureuse population de Praga. Tel était l'homme que Paul chargeait d'accomplir sa résolution de *détruire le gouvernement impie*, selon lui, *qui dominait en France*.

son arrivée en Italie. Bataille de Magnan.

Souwarow marchait à ce but avec une confiance aveugle. On fut surpris qu'il tournât la France, pour ainsi dire, et qu'au lieu de l'assaillir de front par la frontière du nord il allât attaquer ses légions en Lombardie, sur le champ de leurs conquêtes. Mais les Russes, habitués à voir les Turks, les seuls ennemis qu'ils eussent eus à combattre sérieusement, ne faire que dans les places fortes une résistance vigoureuse, crurent sans doute qu'un pays ouvert, comme était généralement l'Italie, leur procurerait un triomphe plus facile et plus prompt. Au moment où ils y arrivèrent, Krai venait de remporter sur Schérer à Magnan la victoire la plus complète. Souwarow n'eut qu'à en recueillir les fruits,

et le général autrichien, malgré l'importance et l'éclat de son succès, n'en passa pas moins sous ses ordres.

On s'observait des deux parts avec une curiosité inquiète : les Français, d'après les bruits généralement répandus, s'attendaient à trouver dans leurs nouveaux ennemis des hommes d'une taille colossale, d'une force prodigieuse et d'un courage fanatique et féroce : ils furent détrompés sous les deux premiers rapports. Le soldat russe de son côté était prévenu contre le soldat français par des récits non moins faux : il le croyait animé d'une rage impie ; il n'en attendait pas de quartier, et se promettait bien de ne lui en pas faire. Souwarow mettait même à ce prix la bénédiction céleste. Son grand talent était de faire de ses soldats des séides. Il s'efforçait, dit-on, de réveiller en eux un antique préjugé de leurs aïeux, savoir : que les guerriers morts sous le drapeau, en combattant les ennemis du culte, ressuscitaient trois jours après, et se retrouvaient dans leur village, heureux, libres, et exempts de servir à l'avenir. Quelque stupides qu'on veuille supposer ces peuples, quelqu'absolue qu'ait été leur confiance en leur général, il n'est guère vraisemblable qu'on ait pu seulement tenter de leur inculquer une erreur contre laquelle leur expérience personnelle dans leur lutte récente avec les Turks avait dû trop les prémunir. Du reste, ils n'avaient pas besoin de cette superstition pour être féroces.

Leurs dispositions étaient telles que les Autrichiens se virent d'abord forcés d'escorter à travers les lignes les prisonniers qu'ils faisaient.

Krai venait d'être détaché vers Mantoue. Les débris de la bataille de Magnan, réunis sous Moreau, formaient le noyau d'une armée qui pouvait s'élever encore à vingt-cinq mille hommes, avec lesquels ce général opposait à la fougue de Souwarow toutes les ressources de cette science de la défensive qu'il possédait à un si éminent degré. Le vieux général russe s'étonna de cette manière de combattre, à laquelle ni les Polonais, ni les Turks, ne l'avaient accoutumé. On peut dire que ce fut alors seulement qu'il apprit la guerre, qu'auparavant il avouait ne pas connaître. Cependant, disposant de soixante-dix mille Austro-Russes, il chassa, par une suite de combats dont le plus considérable fut celui de Cassano, les Français de tous les postes qu'ils occupaient sur l'Adda. Moreau, dans l'attente de la jonction des troupes que Macdonald amenait de Naples, continua aussi lentement que possible sa retraite sur Gènes; il s'arrêta enfin, dans une position forte, entre Alexandrie et Valence.

Les Français et les Russes avaient encore également gravé dans le cœur le sentiment de leur importance militaire; ceux-ci, pour n'avoir pas été vaincus depuis bien long-temps; ceux-là, pour avoir, malgré leurs recens revers, obtenu naguère de nombreux et éclatans triomphes. Plus d'une fois

déjà, il est vrai, les premiers avaient été, malgré une résistance obstinée forcés à la retraite, mais il s'écoula quelque tems avant qu'on vît se livrer entre eux et leurs adversaires un combat sérieux à force égale qui pût servir à faire apprécier la supériorité des uns ou des autres. Le premier de cette espèce qui eut lieu fut celui de Bassagnora. Les Russes, sous les ordres du général Schubarf, qui y périt, firent une résistance longue et désespérée, mais enfin furent mis dans la déroute la plus complète.

Combat de Bassagnora, le premier livré à forces égales entre les Français et les Russes.

Moreau fit, pour contenir les masses énormes qui le débordaient, tout ce qu'il lui était possible humainement de faire. Malheureusement les forces dont il disposait étaient trop démesurément inférieures pour qu'il pût attendre dans une position avancée l'arrivée de Macdonald, et malheureusement encore chaque marche rétrograde qu'il était obligé de faire éloignait une jonction dont les Français eussent tiré les moyens d'une résistance invincible, peut-être d'une offensive avantageuse. Cette irrésistible nécessité sous laquelle fléchissait Moreau causa la perte de l'Italie et menaça des dernières calamités la France elle-même.

Souwarow, au lieu de continuer, comme il l'aurait dû, à presser avec toutes ses forces l'armée de Moreau, qui se retirait sous Coni, et de revenir ensuite couper toute retraite à celle de Macdonald, dispersa une partie de ses troupes autour de quelques places de la Lombardie pour en hâter la red-

dition. Lui-même alla en personne envahir le Piémont. Il remplit de ses bataillons les vallées de Lucerne, de Suze, de Maurienne et d'Aost, n'attendant pour les lâcher au sein de la France que d'avoir, par l'occupation des villes fortes qui tenaient encore, assuré ses derrières.

Cependant Macdonald, ramassant toutes les troupes qui se trouvaient échelonnées sur sa route, se voyait à la tête de trente-cinq mille hommes dont les derniers combats avaient été des succès glorieux, et arrivait enfin sur le flanc des coalisés. Fier du sentiment de sa force, ou jaloux peut-être d'avoir seul la gloire d'un triomphe dont il ne croyait pas pouvoir douter, il dédaigna ou ne s'empressa pas assez d'opérer sa jonction avec Moreau, jonction qui lui était désormais possible. Ses premières entreprises furent encourageantes : la Lombardie presque entière se soumit à lui. Les coalisés songèrent alors à réunir leurs forces. Souwarow ramassa précipitamment les siennes, et vint du pied des remparts de Turin, dont il pressait vivement le siége. Mélas accourut aussi. Macdonald, malgré l'effrayante infériorité numérique de son armée, résolut de risquer une bataille : à cette faute énorme il ajouta celle d'attendre l'attaque, au lieu de la commencer. Les champs de la Trébia, si funestes aux Romains deux mille ans auparavant, le devinrent également à un peuple qui, n'ayant pas leurs mœurs austères, s'efforçait vainement de marcher sur leurs traces. Ce n'est pourtant

pas que Souwarow ait remporté une victoire aussi complète qu'Annibal. Les Français furent plutôt affaiblis que vaincus; ils tuèrent à l'ennemi plus de monde que celui-ci ne leur en tua; et, pendant trois jours qu'ils luttèrent avec un courage et une habileté dignes de leur précédente renommée, le champ de bataille ne resta ni à eux, ni aux Austro-Russes, mais aux boulets : ce fut la retraite seule qui devint désastreuse, moins par les pertes que fit éprouver la poursuite que par la démoralisation qu'elle répandit dans les troupes. A cette bataille fut presque entièrement détruite la brave légion polonaise conduite par le général Dombrowski; Macdonald et Moreau se réunirent alors, mais trop tard!

D'habiles stratégiens ont été d'opinion qu'il n'avait pas tenu au premier, dont ils trouvent d'ailleurs admirable la retraite jusqu'aux frontières de Toscane, d'éviter une bataille; mais ils s'accordent à dire qu'il ne manqua sa jonction que d'un jour, et qu'il pouvait précipiter un peu plus sa marche. Ils blâment aussi Souwarow d'avoir trop disséminé ses forces; imprudence qu'il répara bien, il est vrai, par la prodigieuse célérité de leur réunion et de son retour : Moreau fut, à leur avis, le seul irréprochable.

Bataille de Novi.

Tandis que Souwarow, avant de marcher de nouveau vers les frontières de France, s'arrêtait à presser le siége du peu de places qui tenaient encore dans la Lombardie, Joubert s'avançait à la

tête d'environ trente-cinq mille hommes, restes, la plupart, des armées de Macdonald et de Moreau. Il prit position dans les plaines de Novi, en présence des Austro-Russes, rassemblés en un clin d'œil à la nouvelle de son approche. Ce ne fut pas, comme on l'a imprimé cent fois, en chargeant à la tête des grenadiers, pour déterminer la victoire, que fut tué ce jeune guerrier de la plus belle espérance (1); ce fut en allant reconnaître l'ennemi, et avant même que la bataille fût engagée. Il périt par la balle d'un tirailleur. Je tiens ces faits de l'officier d'état-major qui le guida sur l'éminence où l'atteignit le plomb fatal. Moreau, rappelé par le Directoire à la tête de l'armée du Rhin, avait différé son départ pour assister à ce dernier et grand effort de l'habileté contre le nombre. Ce général, par un sentiment de délicatesse peu raisonné, vu la gravité des intérêts, refusait de conserver le commandement en chef, que le généreux Joubert offrait de lui laisser pour cette crise; mais, après la mort de celui-ci, il le reprit de droit et nécessairement. Ce ne fut donc point Joubert, ainsi qu'on l'a légèrement écrit, ce fut Moreau qui perdit cette ba-

(1) Souwarow, en apprenant qu'il venait prendre le commandement de l'armée d'Italie, s'écria : « C'est un jeune » étourneau; allons lui donner leçon. » Par malheur la fortune justifia cette fanfaronnade.

taille, qu'avec les seuls élémens de résistance qu'il possédait il eût été, du reste, impossible à quelque général que ce fût de gagner. Il ne s'en était pas livré d'aussi sanglante depuis celle de Malplaquet, gagnée par le prince Eugène, et celle de Francfort, perdue par le grand Frédéric. Ce furent, du côté de l'ennemi, les Russes qui en supportèrent toute la perte. Là tombèrent dociles victimes, foudroyées par l'artillerie légère, ces fameux guerriers formés par Potemkin, et habitués à braver le feu mal dirigé des Turks. Ils y fondirent au point que Souwarow, lorsqu'il voulut, quelque temps après, se mettre en marche pour repasser les monts, n'en put réunir que douze mille.

A la nouvelle des victoires de ses soldats, Paul, ivre de joie, crut ne pouvoir dignement récompenser leur chef qu'en lui décernant le surnom d'*Italique*, qu'en ordonnant de lui rendre les mêmes honneurs militaires qu'à lui-même, et qu'en prescrivant par un oukase de le *regarder désormais comme le plus grand capitaine de tous les temps, de tous les peuples et de tous les pays du monde.* La reconnaissance l'emportait enfin sur le ressentiment du despote. La soumission de la nation rebelle et la destruction de sa république lui parurent dès lors assurées. Les escadres russes, combinées avec celles du grand-seigneur et dirigées par les débris de la flotte qui avait vaincu sous Nelson dans la rade d'Aboukir, attaquaient les Français

dans les îles ioniennes, leur récente conquête, et en chassaient sans peine, mais non sans combat, d'insuffisantes garnisons. Paul et le grand-seigneur, dans leur ivresse de ce commun succès, se hâtèrent de décider du sort de ces îles, mais avec une bizarrerie digne de deux despotes dont rien, même de moral, ne limite ni ne règle les caprices. Ligués pour renverser des républiques, ils imaginèrent tout à coup d'en créer. Ainsi se forma la ré-
Issue bizarre. publique des Sept-Iles, presque à l'époque où le gouvernement français, qu'on avait principalement eu en vue de détruire, allait de son côté, par une contradiction non moins bizarre, se mettre à ériger des principautés et des monarchies. La guerre avait commencé dans un but diamétralement opposé à cette double issue : pourquoi donc alors l'avoir entreprise et soutenue avec tant d'acharnement cette guerre? Pourquoi, vous tous, qui, à cette époque, dirigeâtes les peuples abusés, n'avez-vous point hésité à appeler le carnage, le pillage et l'incendie, la dépopulation et la ruine, au secours de principes qui n'étaient pas les vôtres, ou auxquels du moins vous teniez si peu? Mais vous surtout, chefs sans bonne foi, soutiens perfides de tant de républiques éphémères, qu'auriez-vous à répondre aux héros morts pour les défendre, si chacun d'eux pouvait percer le champ de sa sépulture, reparaître au jour, et vous dire : « Où sont ces institutions pour le maintien desquelles

vous m'avez demandé ma vie? qu'en avez-vous fait? comment sont-elles échappées de vos mains prétendues conservatrices?.... Montreriez-vous pour justification vos croix, vos cordons, vos titres, que ces institutions proscrivaient? Hommes ambitieusement cruels! fallait-il conduire des nations par une route si longue et si pénible pour les ramener épuisées, et, ce qui est pis, les fixer, autant que possible, au point d'où vous les aviez fait partir?

Guerre singulière avec l'Espagne.

Heureuse l'humanité, si toutes les guerres ne laissaient pas de traces plus sanglantes que celle dont Paul fit vers ce temps la déclaration à l'Espagne, irrité du refus fait par cette puissance de lui reconnaître le titre de grand-maître de Malte, bien plus encore que de la continuation de ses rapports d'amitié et de bon accord avec le gouvernement français! Les Espagnols et les Russes, n'ayant point eu, tant que dura leur mésintelligence, c'est-à-dire pendant quatre ans à peu près, l'occasion de se rencontrer, aucune hostilité ne put avoir lieu. Il n'en résulta pour les belligérans que la suspension des frais de traitement d'un chargé d'affaires, qu'ils entretenaient réciproquement à la cour l'un de l'autre. Ce fut la première fois sans doute que la guerre produisit l'économie.

Plusieurs armées russes marchent contre la France.

Tandis que les escadres et les bataillons russes conquéraient dans l'Archipel, en société avec les Turks, de faciles avantages, d'autres bataillons et d'autres escadres voguaient vers les côtes de Hol-

lande, dans le but de combattre sur ce point encore les Français, toujours attaqués et toujours intrépidement résistant. Enfin, dès long-temps déjà, une quatrième armée, aussi forte que celle qu'on avait envoyé couvrir les plaines italiques, s'avançait à marches forcées pour chasser des montagnes de l'Helvétie ces opiniâtres républicains.

Certes, s'il fut un moment où les amis de la république durent craindre pour elle, où ses ennemis purent sans trop de présomption présager sa ruine, ce fut celui où ces quatre armées la menacèrent à la fois au midi, au nord, à l'orient, tandis que de puissans auxiliaires, qui seuls eussent déjà paru redoutables, s'apprêtaient ou à fortifier directement leurs attaques, ou à les favoriser par des diversions. Qui peut, dans le cas où la France eût été vaincue, assigner le terme où se serait arrêté le débordement des hordes du Nord? Qui sait jusqu'où le barbare Paul eût porté ses exigences? si ce n'en était point fait de la civilisation, et si les imprudens qui n'avaient pas hésité à appeler de tels auxiliaires pour réprimer ce qu'ils en appelaient les écarts n'auraient pas eu à déplorer d'en voir extirper jusqu'à la racine? Peut-être les défaites des Russes devinrent, sans qu'on s'en doutât, aussi avantageuses à leurs alliés qu'à leurs ennemis.

Armée d'Helvétie : sa destination.

L'armée destinée pour l'Helvétie arriva vers le milieu d'août sur le champ où devait s'engager sa

lutte. Elle était principalement composée de bataillons qui, après avoir livré les sanglans assauts d'Oczakof et d'Ismaïl, étaient allés tenter sur les confins de la Perse l'expédition aventureuse commandée par Zoubow. Elle avait durant sa route changé trois fois de chef; mais enfin la capricieuse instabilité de Paul s'était arrêtée à Korsakov Rimski, manœuvrier exact plutôt que général capable, assez peu connu jusqu'alors, mais qui allait devoir à ses défaites une célébrité honteuse. Korsakov avait pour but, comme je l'ai dit, de chasser les Français de la Suisse, et de remettre sous le joug aristocratique les cantons démocratisés. Ceci n'était point une combinaison stratégique, qui entrât dans un plan général de campagne, mais une vue particulière de Paul, indigné de voir l'instituteur de son fils, Laharpe, marcher, en sa qualité de membre du Directoire de sa patrie, presque de pair avec les souverains. C'était d'après des motifs tout aussi raisonnés que cet empereur prenait la plupart de ses résolutions, même les plus graves.

Armée de Korsakov.

L'armée française, commandée par Masséna, était retirée en deçà de l'Aar et de la Limmath; les Autrichiens, maîtres de Zurich, se trouvaient ainsi au centre de l'Helvétie, divisée d'affection entr'eux et les Français, quand y arriva Korsakov.

Le prince Charles quitte l'Helvétie.

Korsakov, général de caserne, qui tout au plus avait assisté à quelques succès faciles contre les Polonais ou contre les Turks, ne voulut pas même

mettre en doute la défaite de ses ennemis. Il affecta de dédaigner les avis contradictoires du prince Charles, qu'une nécessité évidente et des ordres pressans appelaient alors au secours de Philisbourg. En effet une forte colonne républicaine, se dirigeant sur Ulm par Manheim et Heilbrom, menaçait les magasins formés en Souabe. D'un autre côté, les coalisés avaient résolu de faire mettre immédiatement à exécution un nouveau plan d'opérations, d'après lequel tous les Russes, réunis en un seul corps aux ordres de Souwarow, opéreraient en Helvétie, tandis que les Autrichiens achèveraient sous Mélas d'expulser les Français de l'Italie, et les attaqueraient, sous le prince Charles, sur leurs propres frontières du Rhin : en sorte qu'on pût bientôt pénétrer au cœur de leur redoutable république par la Franche-Comté, par le Dauphiné et par l'électorat de Trèves. Ce ne fut donc point seulement, comme on l'a écrit, le ton de suffisance de Korsakov qui détermina la retraite de l'archiduc.

Nouveau plan de campagne.

Il n'était resté avec les Russes qu'un assez faible corps autrichien qui, réuni aux Suisses mécontens ou achetés, forma, sous le commandement du général Hodze, la droite de leur armée.

Bataille de Zurich : 1re journée,

Ce fut le 3 vendémiaire, 24 septembre 1799, que les Français descendirent des hauteurs voisines pour livrer bataille aux Russes, disposés de leur côté à la recevoir ; ces derniers, éclaircis d'abord par un feu terrible, renversés d'un premier

choc, dispersés, mais bientôt ralliés entre leur camp et le fleuve, y soutinrent une seconde attaque, jusqu'à ce que, forcés de nouveau, ils se rallièrent encore derrière leurs tentes. Là, ils épuisèrent leurs gibernes; et, pour reproduire une expression pittoresque, ils moururent *alignés*, sans qu'un seul pensât à se rendre : soit excès d'un dévoûment fanatique, soit plutôt persuasion qu'on ne les voulait soustraire au glaive du soldat que pour les réserver au fer de la guillotine, comme leurs officiers le leur avaient dit.

Ceci était la bataille de l'aile gauche. La droite, formée en grande partie de stipendiaires suisses, fit une défense moins vive. Tournée, et privée du rempart que lui formait un camp de cosaques, enlevé sans coup férir, elle fut mise en désordre sans beaucoup de peine, et les troupes qui l'avaient vaincue rabattirent sur le centre, où les Russes déployaient une valeur qu'on aurait été forcé de louer, si un sentiment généreux, et non une dégradante servilité, l'avait inspirée. Les canonniers tinrent tous le serment qu'ils avaient fait, en entrant dans l'artillerie, de mourir sur leurs pièces plutôt que de les abandonner : mais ces pièces arrosées de leur sang furent prises enfin, et alors Korsakov n'eut plus d'autre ressource que de former de quatorze à quinze mille hommes restant sous sa main un bataillon carré. Cette masse résistante et impénétrable comme une forteresse, ne combattant plus

pour la victoire, n'en était que plus difficile et plus longue à désunir. Cependant l'artillerie légère faisait avec son étonnante vélocité d'immenses et incessantes brèches à ce bastion mouvant, sans en éprouver elle-même aucun dommage, parce que les soldats de Paul, tirant à temps réguliers, comme dans un exercice, ne produisaient qu'un feu machinal et facile à éviter. Amoindri, mutilé, n'offrant plus qu'une masse de chair autant que d'hommes, le bataillon russe fut enfin enfoncé par une attaque générale faite au pas de charge, et la cavalerie acheva de le disperser. Zurich, dont Korsakov avait fait son quartier-général, les magasins, les femmes, les équipages de son armée, une partie du train de l'artillerie, tombèrent immédiatement au pouvoir des vainqueurs. Le lendemain, les vaincus, réunissant leurs débris, et fortifiés de quelques troupes fraîches, osèrent renouveler la résistance; ils retrouvèrent assez de force pour la soutenir jusqu'au milieu du jour qu'ils furent encore enfoncés. Une foule de petits combats se livrèrent alors : les Russes se défendaient par bataillons, par compagnies, par pelotons; on leur avait si bien persuadé que se rendre c'était se réserver au supplice de la guillotine que tous, les soldats du moins, ne songeaient qu'à vendre chèrement leur vie en mourant les armes à la main. Du reste, leur dernière pensée était de dévotion, leur dernier soupir s'exhalait sur l'image de leur patron, qu'ils portaient suspendue à leur cou;

2e journée.

on trouvait cette image dans les mains, sur la poitrine ou sur les lèvres de tous les cadavres épars sur le champ du carnage.

Telle fut la bataille de Zurich, qu'on a dit avoir duré quinze jours, en ayant égard aux combats de postes que Masséna, pour la préparer, commença à livrer dès le 11.

Cependant Souwarow, franchissant avec une prodigieuse rapidité l'intervalle entre le champ de bataille de Novi et les Alpes, assaillait les cimes à peine défendues du Saint-Gothard, en débusquait la division Lecourbe, affaiblie des suites de sa glorieuse campagne de l'Engadine, et se frayait par une série de combats tous heureux une descente au centre des trois petits cantons. Ce fut là qu'on lui dit l'issue de la bataille de Zurich. A cette nouvelle, il tomba dans des convulsions de rage; sa bouche devint écumante, et il fut long-temps sans pouvoir proférer un mot. A la fin, sa voix grêle et usée se fit jour; elle éclata en cris et en ricanemens, expression de son étonnement et de sa fureur. A peine sorti de cette crise violente, il écrit à Korsakov qu'il arrive victorieux, lui ordonne sous peine de la vie de suspendre sa retraite, et même, ne sachant pas sans doute à quel point de faiblesse il était réduit, de reprendre l'offensive. Excités par ces menaces et encouragés par l'approche de Souwarow, les restes de l'armée vaincue firent un troisième et dernier effort. Renforcés du

Combat de Diesenholen.

corps de Condé, ils osèrent livrer auprès de Diesenholen un combat sanglant, sans autre résultat que de faire hacher une masse de trois mille cavaliers, qui, par ses charges furieuses, démentit l'idée peu favorable qu'on s'était jusque-là formée de la cavalerie russe.

Souwarow forcé à la retraite.

Cependant Masséna était allé, avec des forces imposantes, attendre Souwarow au débouché des défilés qu'occupait ce général et hors desquels il s'efforça vainement de l'attirer, dans l'espoir de faire prisonniers lui, son armée, et le grand-duc Constantin, qui l'accompagnait : ce vieillard, qui, dans les exercices qu'il dirigeait, n'avait jamais voulu commander les feux de retraite, disant qu'une armée russe sous ses ordres n'en pouvait éprouver le besoin, se vit pourtant contraint d'y avoir recours. Il rétrograda donc, mais en lion, se retournant de temps en temps, et opposant à l'ennemi un front redoutable: il abandonna, à la vérité, ses blessés, quelques bagages et une faible artillerie, mais il eut le bonheur de conserver presque intact le corps de sa petite armée; je dis le bonheur et non pas la gloire, parce que l'intention qui dans cette expédition avait guidé Souwarow était bien loin d'être digne d'éloge, et que sans un but louable on ne peut mériter la gloire.

Son abattement.

Souwarow parut accablé de la défaite des Russes à Zurich autant que si elle lui eût été personnelle. Lui-même, quoiqu'ayant presque toujours vaincu, échouait dans une entreprise embrassée avec une

confiance qui en rendait plus humiliante la fatale issue. Le chagrin qu'il en conçut fit de lui un autre homme. Il se montra désormais soucieux et taciturne ; sa dévotion, de bouffonne qu'elle était, devint triste et sombre. Solitaire, concentré, il brusquait ou maltraitait tous ceux qu'il ne pouvait se dispenser de voir ; il s'emportait contre Korsakov, contre les généraux autrichiens, même contre le prince Charles, et déclarait ne plus vouloir combattre avec eux. Il ne sortait plus de sa Kibitka. Enveloppé ou plutôt caché dans son manteau, il détournait de ses propres soldats ses yeux contristés, et se refusait aux instances des armées avides de le contempler.

Il atteignit dans leur fuite à Lindau, puis à Augsbourg, les débris de l'armée de Korsakov, restes, avec ceux qu'il conduisait, de près de quatre-vingt mille soldats. Un peu plus à l'ouest, le duc d'Yorck recueillait sur ses flottes d'autres débris, ceux de la troisième armée, qui venait également d'échouer, sur le sol de la Hollande, érigée, sous le nom de république batave, en gouvernement directorial.

Les Russe en Holland battus, et co traints à ca tuler.

Ce fut Brune qui, après un mélange de succès et d'échecs indécisifs, triompha enfin des Anglo-Russes, dans une bataille beaucoup moins disputée que celle de Zurich ; elle se donna à Kastricum. Le résultat fut, à quelques jours de l'action, la capitulation des troupes expéditionnaires, que leur com-

mandant, le duc d'Yorck, signa à Alkmaar. Beaucoup de Russes faits prisonniers vinrent en France apprendre à envier en vain les bienfaits de cette forme de gouvernement qu'on les avait envoyés détruire. A la nouvelle de tant de désastres, Paul entra dans une fureur égale au moins à celle de Souwarow. Il cassa et flétrit en masse tous les officiers qui manquaient à l'armée, quoiqu'on les eût, pour ainsi dire, fait survivre, malgré eux, à leur défaite. Quant aux soldats, il ne daigna pas même songer à leur échange, ni à leur rachat : digne prix du sang qu'ils avaient versé pour la cause du despotisme ! A ne considérer que l'intention qu'ils servaient, l'histoire sévère, mais juste, doit dire qu'en effet ils ne méritaient pas mieux.

Fureur de Paul à la nouvelle de tous ces revers.

Souwarow lui-même, arrivé mourant à Saint-Pétersbourg, éprouva l'ingratitude du despote. Paul, après lui avoir publiquement destiné une entrée triomphale et une statue, se ravisa subitement, et, par un oukase, le déclara digne de blâme pour n'avoir pas exécuté certaines parties des règlemens militaires. Il l'accusa bientôt d'avoir, par la prolongation de son séjour en Italie, contribué aux désastres essuyés en Suisse; enfin il répartit les armées de manière à ne lui laisser aucun commandement. Ce dernier coup acheva de tuer Souwarow : il expira de chagrin et de vieillesse, regretté des soldats russes, qui le regardaient, non sans quelque raison, comme le plus

grand homme de guerre qui les eût jamais conduits au combat. Sans connaissances étendues dans son art; moins tacticien, et peut-être même moins stratégien que Romanzof, quoique ses marches rapides en Italie et à travers les Alpes aient excité la surprise même des Français, il eut davantage le vrai génie militaire, si, comme il me semble, on doit appeler ainsi le talent d'inspirer à des troupes un grand courage, et d'exercer sur leur volonté un pouvoir sans bornes : j'aurais dit d'en transformer chaque homme en héros, si des esclaves luttant dans le but de mettre des hommes libres sous un joug égal au leur n'étaient ce que le monde entier peut offrir de moins digne d'un aussi beau titre. *Arriver et combattre* était le mot de Souwarow; le plus souvent il tombait sur son ennemi sans s'être donné la peine de le faire reconnaître : *Veni, vidi, vici,* écrivait César : « Souwarow, dit un écrivain, pouvait être plus bref d'un tiers, car il attaquait presque toujours sans y voir. » J'oserai remarquer que ceci était une conséquence toute naturelle de sa manière de faire la guerre, et que ce qu'on lui reproche comme l'effet d'une barbare inscience pourrait bien n'avoir été de sa part qu'une négligence systématique. Il ne pouvait s'astreindre aux précautions d'une circonspection ordinaire sans détruire lui-même dans l'esprit de ses soldats cette confiance en sa fortune qu'il s'efforçait de leur inspirer. J'ajouterai qu'em-

ployant comme principal moyen dans toutes ses expéditions la célérité des marches, et faisant le plus souvent une guerre de surprise, il lui importait moins de reconnaître l'ennemi que de ne pas laisser à l'ennemi le temps de le reconnaître. Du reste, comme on l'a dit, la méthode et le caractère de Souwarow convenaient, on ne peut plus, au degré d'intelligence et surtout de lumières des troupes qu'il commandait.

Le tsar attribuait principalement la défaite de ses soldats au défaut d'assistance et à l'envie des armées alliées, dont pourtant il avait en dernier lieu ordonné qu'ils combattissent séparés. Dans son ressentiment, il ne parlait des autres princes de la coalition qu'avec indignation et mépris. Il accablait les ambassadeurs d'Angleterre et d'Autriche, MM. Withwort et Cobentzel, de reproches et même d'outrages. Celui de Danemark, qui, dans ses dépêches, se permit de plaisanter des écarts parfois burlesques où l'entraînait la colère, fut le premier à recevoir l'ordre de se retirer. Long-temps balancé par deux sentimens également puissans sur son cœur, sa haine pour les Français et son ressentiment contre ses alliés, Paul s'abandonna aux mouvemens les plus contradictoires, au point de donner à penser qu'il était réellement et définitivement devenu fou. Enfin il envoya au peu qui lui restait de troupes l'ordre de revenir en Russie, et cessa ainsi d'être en lutte effective contre la France, sans

néanmoins qu'aucune convention, même irrégulière, sanctionnât la cessation des hostilités. Le tsar n'avait pas encore de parti bien arrêté pour sa conduite ultérieure ; peut-être aurait-il continué la guerre s'il l'eût pu faire séparément des coalisés. Il reprochait à ceux-ci de lui avoir fait sacrifier ses troupes pour leur intérêt particulier ; la défense des doctrines monarchiques et religieuses n'était plus à ses yeux qu'un prétexte hypocrite, un véritable leurre dont ils avaient abusé sa bonne foi. Il accusait les Anglais d'avoir, en Hollande, ménagé leurs soldats aux dépens des siens, et d'entraver par envie les opérations de ses flottes combinées avec les leurs. Les Autrichiens s'étaient par le même motif, selon lui, trop empressés d'abandonner, en Suisse, Korsakov à ses forces seules et à son inexpérience du pays. Le chevalier Withworth et M. de Cobentzel, ambassadeurs, l'un du cabinet de Saint-James, l'autre de celui de Vienne, se virent bientôt dans la défaveur la plus prononcée, et par suite dans la solitude la plus complète. Ils ne pouvaient obtenir d'audience ni de Paul, ni de son principal ministre, le comte Rostopchin, soupçonné alors de provoquer une réconciliation avec le gouvernement français. Le moindre rapport avec eux, mais surtout avec M. de Cobentzel, suffisait pour motiver d'éclatantes disgrâces. M. de Choiseul-Gouffier et M. le marquis de Lambert, tous deux émigrés français au service de la Russie, furent destitués de

Hésitations de Paul. Son ressentiment contre ses alliés.

leurs emplois, celui-là pour lui avoir rendu, celui-ci pour en avoir reçu une visite. Dans le même temps néanmoins, Paul admettait l'ex-ministre français Dumouriez à lui soumettre un nouveau plan d'opérations contre la nation rebelle : il lui écrivait même de sa main, dans l'enthousiasme des espérances qu'il en recevait : *Il faut que vous soyez le Monck de la France.* Un rapprochement avec les cours coalisées, et particulièrement avec l'Autriche, fut tenté alors ; on soupçonnait cette dernière puissance de vouloir s'agrandir aux dépens du Pape et du roi de Sardaigne. Paul, qu'on a appelé le Don Quichotte de la coalition, à cause du désintéressement et de la sincérité qu'il y porta, s'indignait à l'idée de voir donner une telle issue à une guerre de principes. Le vice-chancelier Panin fit, vraisemblablement de l'agrément de son souverain, proposer à l'ambassadeur autrichien d'assurer par écrit : « 1° Que la ville d'Ancône et les » trois légations de Boulogne, Ferrare, Ravennes, » seraient restituées au Pape ; 2° que le roi de Sar- » daigne serait remis en possession de toute la par- » tie de ses États reconquise sur les Français. » Voici quelle fut la réponse du comte de Cobentzel : « Je n'ai aucun pouvoir pour donner ni verba- » lement, ni par écrit, la déclaration qu'on paraît » désirer ; d'ailleurs, 1° pour quel motif exiger que » nous rendions les trois légations ? elles ont été » annexées à la république Cisalpine par le traité

Intrigues diplomatiques.

» de *Tolentino :* nous avons reconquis la Cisalpine ; » c'est un dédommagement permis pour les frais » de la guerre ; 2° je ne doute pas que ma cour ne » rende au roi de Sardaigne Turin et le Piémont ; » mais, les villes d'Alexandrie et de Tortone ayant » été détachées autrefois du Milanais par la force » des armes, et l'empereur, mon maître, en étant » aujourd'hui en possession par la même voie, a le » droit de les faire rentrer sous sa domination (1). » On peut conclure de cette réponse que l'Autriche, enorgueillie de la continuation de ses succès en Italie, se jugeait désormais assez forte pour se passer de l'assistance des troupes russes.

Demi-rupture avec les cours de Vienne et de Londres.

Le ressentiment de Paul ne tarda pas à éclater de la manière la plus violente. Il rompit brusquement un conseil de guerre mixte assemblé pour décider d'une contestation survenue entre l'amiral russe et le général autrichien qui avaient concouru ensemble à la prise d'Ancône. Le fils aîné du duc de Furstemberg, que l'Autriche, alarmée sans doute du rapprochement sensible des deux cours de Russie et de Prusse, avait envoyé à Saint-Pétersbourg, resta plus de deux mois sans pouvoir obtenir ni une audience du tsar ou de ses ministres, ni l'autorisation d'expédier à Vienne

(1) *Relation de l'abbé Georgel,* qui servit d'agent à cette tentative de raccommodement.

un courrier extraordinaire, ni même, à défaut, des passeports pour son retour. Le comte de Cobentzel en demanda enfin pour le sien; on les lui fit attendre huit jours, pendant lesquels l'ambassadeur moscovite près la cour de Vienne eut le temps de demander et de recevoir les siens. Ceci était un raffinement de l'orgueil de Paul, qui ne voulait pas paraître avoir été prévenu dans cette rupture.

Aux sujets déjà connus du mécontentement du tsar contre l'Angleterre s'ajoutèrent vers la même époque d'autres griefs. Le gouvernement britannique, qui d'abord avait consenti à la fantaisie de Paul d'être grand-maître de Malte, et conséquemment à son projet de faire administrer cette île en son nom par un lieutenant, revenait sur cette adhésion, et proposait de remettre aux mains et sous la protection du roi de Naples, aussitôt que les flottes combinées des coalisés en auraient fait la conquête, cette possession méditerranée. Paul, irrité, donna à l'escadre russe qui concourait au blocus l'ordre de se retirer; il ne garda bientôt plus de mesure; il rappela le ministre qu'il entretenait à Londres, le comte Voronzoff. Cet ambassadeur allégua pour motif de son éloignement le besoin de se rendre aux eaux; nouveau procédé de rupture dont le comte de Cobentzel avait donné le premier l'exemple, qu'avait ensuite imité le comte Galicheff, et qu'allait encore bientôt em-

ployer le chevalier de Withworth, après avoir reçu l'injonction de se retirer, sans pouvoir, non plus que le ministre autrichien, obtenir de laisser à Saint-Pétersbourg ni secrétaire d'ambassade, ni aucun autre agent officiel. Ce fut seulement à la suite de toutes ces mesures violentes, dont le contre-coup frappa de mort la négociation de Dumouriez, que ce qui restait des troupes expéditionnaires reçut définitivement l'ordre de rentrer sur le territoire russe. L'abbé Georgel attribue tout ce résultat au comte Rostopchin, et par extension à *l'illuminisme*, dont, selon lui, ce ministre était infecté.

Malte ne pouvait tarder long-temps à se soumettre : l'Angleterre, comme si elle eût pris à tâche de justifier davantage le ressentiment de Paul, annonça hautement l'intention de s'approprier cette île, qu'elle s'était engagée à ne conquérir que pour la Russie. Paul, à son tour, contre la teneur du traité de commerce qu'il avait, peu de temps après son avènement, renouvelé avec cette puissance, et qui étendait, en cas d'hostilités, à un an au moins, la trève réservée aux intérêts commerciaux, mit le séquestre sur tous les biens et l'embargo sur tous les vaisseaux des sujets anglais. Il alla jusqu'à faire prisonniers de guerre les matelots qui composaient les équipages.

Embargo mis sur les vaisseaux anglais.

Paul, en même temps qu'il rompait avec les cabinets de Saint-James et de Vienne, conservait les liaisons qu'il avait formées avec le Portugal et avec

Naples. Il s'unissait plus étroitement à la Suède et au Danemark; il se rapprochait de plus en plus de la Prusse, et l'on pouvait prévoir une prochaine réconciliation avec la France même.

Le gouvernement français tend à se concentrer.

Tout avait bien changé dans ce pays : le gouvernement n'y était plus républicain que de nom, et la liberté, après y avoir jeté de vives et trop dévorantes étincelles, expirait dans les perfides étreintes d'un homme qu'on avait cru devoir en être le plus ferme appui. Cet homme, s'appliquant à corrompre, dans l'intérêt de sa fortune personnelle, la raison publique, saisissait tous les moyens d'outrer et de prolonger l'horreur que de déplorables excès avaient d'abord justement inspirée, et il profitait de cette horreur pour jeter la semence de tous les obstacles qui entravent aujourd'hui encore la marche d'une sage liberté. Il ne tint pas à lui de borner à une existence de quelques années cette généreuse entreprise de la régénération morale et politique de l'Europe et du monde peut-être; d'éteindre, sous les cendres de l'embrasement qu'une égoïste compression l'avait conduit à produire, cette lumière si simple d'origine, si belle de principe, pâlie, il est vrai, des suites d'une lutte laborieuse, mais qui n'avait désormais besoin que d'un peu d'aide pour percer les nuages dont elle était encore enveloppée, et s'épandre épurée et vivifiante sur toutes les nations.

L'œil perçant des cabinets voisins ne fut pas long-temps à remarquer cette tendance nouvelle

du gouvernement français ; ils y virent un gage de sécurité pour la durée de leur despotisme, et le premier consul, de son côté, mit toute son application à paraître justifier cette confiance. Il renvoya sans rançon à Paul ses soldats prisonniers ; et il est à croire qu'il fit suivre cette générosité d'un message où, passant condamnation sur les principes professés en France depuis la révolution, il insinuait au moins son projet de s'en écarter : sûr au pis-aller d'avoir à donner aux républicains comme un calcul de la politique tout ce qu'il aurait pu dire dans le but de gagner la bienveillance de leurs ennemis. Si ma supposition est fondée, il dut représenter à Paul que le meilleur moyen à employer pour arrêter un incendie était de le circonscrire, non de le provoquer à s'étendre et à chercher au dehors de nouveaux alimens ; que si les coalisés entendaient assez leurs véritables intérêts pour ne plus continuer à l'attiser, lui, premier consul et souverain par le fait, s'engageait à l'étouffer lentement en relevant de toutes parts la tige tronquée mais vivace encore des anciens abus. Ces raisonnemens et d'autres semblables, fortifiés par l'évidence de plusieurs faits, comme, par exemple, l'établissement d'une espèce de cour et la résurrection de quelques parties du ridicule code de l'étiquette, durent d'abord affaiblir les préventions du tsar ; mais ce qui peut-être contribua le plus à achever de les dissiper, ce fut l'idée

qu'eut Bonaparte, bien assurément sans aucune vue politique, d'établir une grande parade journalière. Paul vit dans cette création du premier consul un pendant et presque une imitation de sa wacht-parade : « C'est pourtant un homme ! » s'écria-t-il enfin; et, de ce moment, il n'hésita plus à reconnaître en lui un guerrier extraordinaire, d'autant plus sans doute qu'il n'avait point encore battu les Russes, et qu'au contraire il avait toujours vaincu les Autrichiens. Tels étaient les graves motifs qui déterminaient l'estime et l'admiration de Paul, et qu'on voyait dans beaucoup d'occasions influer jusque sur les résolutions de sa politique.

Relations amicales de Paul et du premier consul.

Tout à coup il envoie au héros dont il est désormais enthousiaste une ambassade solennelle, et, soit à son instigation, soit spontanément, il retire au prétendant la pension de 200,000 roubles qu'il lui faisait, le chasse de Mittau, et l'expose à chercher de contrée en contrée un asile que toutes les puissances continentales, après s'être armées pour sa cause, lui refusaient. L'impartiale histoire ne saurait assez blâmer la conduite du tsar dans cette occasion. En supposant aussi fondés que possible ses griefs contre les coalisés, il y avait de sa part une flagrante et inexcusable iniquité à faire retomber sur Louis XVIII le poids d'une perfidie dont les intérêts de ce prince souffraient plus encore que les siens.

Paul avança rapidement dans la voie nouvelle où il était entré. Il y porta cette ardeur qu'il avait mise précédemment à suivre une direction toute contraire. Il détermina le roi de Danemark à refuser dorénavant aux Anglais le passage du détroit du Sund, et, au cas qu'ils entreprissent de le forcer, il donna l'ordre qu'une flotte de vingt-un vaisseaux voguât pour appuyer la résistance de son allié. Enfin il paraissait faire toutes les dispositions pour accabler bientôt, de concert avec le premier consul, cette insulaire nation dont l'ambition venait de le destituer de sa dignité de grand-maître de Malte, et qui d'ailleurs irritait son orgueil autocratique par l'attitude de suprématie et le ton tranchant qu'elle puisait plus que jamais dans la conscience de son invincibilité maritime.

La bataille de Hohenlinden, et, par suite, la paix de Lunéville, venaient d'assurer la neutralité de l'Autriche. L'Angleterre allait donc à son tour avoir à supporter seule tout le poids d'une coalition: digne prix de toutes celles qu'elle avait organisées contre un gouvernement dont son machiavélisme avait provoqué en grande partie les écarts! Sous la menace d'un tel danger, la cour de Londres ne s'endormit point; et, ne pouvant espérer d'amener le tsar à dévier de la nouvelle ligne politique sur laquelle il s'était placé, elle se porta de suite à la résolution la plus violente, celle de chercher à le détrôner.

Mécontentement public en Russie.

Il faut dire que tout en Russie était merveilleusement disposé pour la réussite d'un tel dessein. La noblesse, dont un grand nombre de membres souffraient personnellement de l'issue funeste des entreprises de l'empereur, et avaient de plus à essuyer l'injustice de ses reproches, donnait à son mécontentement le degré de manifestation que permet la prudence dans les gouvernemens où la plainte ouverte équivaut presque à une rébellion : une sourde rumeur, présage ordinaire des catastrophes politiques dans ces sortes de gouvernemens, circulait au sein des principales villes. Mille témoignages obscurs, mais non-équivoques, du mécontentement des boyards, parvenaient par l'organe d'une police méticuleuse, aux oreilles de Paul, qui, aigri déjà par ses revers, ne se trouvait que trop disposé à la défiance, compagne naturelle des mauvais succès. Il devint plus soupçonneux, plus sombre, plus intraitable encore qu'auparavant. Pour mortifier l'orgueil de cette noblesse, à ses yeux trop indocile, il affecta de dire souvent « qu'il ne reconnaissait de » grands dans son empire que ceux qu'il honorait » de sa faveur, et pendant le temps seulement qu'il » la leur laissait. » On peut dire qu'en ce sens nul alors n'était long-temps grand en Russie. Jamais on ne vit autant d'instabilité dans les grandes charges : chaque jour voyait les révolutions d'état et de fortune les plus étonnantes : des officiers supérieurs faits soldats, des soldats faits généraux ;

de hauts fonctionnaires destitués, et des *istopknik*, ou chauffeurs de poèles du palais, élevés à leur place. L'homme le plus influent, ou, pour mieux dire, le seul influent, était le grand-écuyer Koutaisow, turc de naissance, échappé enfant au sac de Bender, instruit dans la religion grecque, élevé avec Paul, dont il avait l'âge; valet-de-chambre de ce prince tant qu'il ne fut que grand-duc, et à son avènement fait comte, premier écuyer, général-major, commandeur, puis grand'croix de l'Ordre de Malte. Les seigneurs russes, dans le but d'obtenir la protection de ce favori, se ruinaient en largesses à sa maîtresse, actrice de la comédie française de Saint-Pétersbourg. Tandis que cette femme était la source de toutes les grâces, la propre épouse du tsar, non-seulement ne jouissait d'aucun crédit, mais encore se voyait en butte à toutes les défiances, et sous le joug de toutes les contraintes. Elle ne pouvait rassembler chez elle ni ses deux fils aînés, ni ses belles-filles, sans y être autorisée; elle n'était libre de faire sa partie qu'à jour déterminé, en présence seulement de l'empereur, et avec des personnes désignées par lui. Paul, tantôt l'accusait de se disposer à jouer le rôle de Catherine II, tantôt, se rappelant la prédilection de celle-ci pour le grand-duc Alexandre, il redoutait ce fils trop généralement aimé; il lui supposait des projets sinistres. Le jeune prince ne pouvait se rendre chez sa mère sans l'en avoir prévenu. Il n'osait re-

Le favori Koutaisow.

Inquiétudes et rigueurs de Paul.

cevoir aucune présentation, ni parler à aucune personne marquante, surtout à aucun ministre étranger, qu'en présence de son père. Paul, geôlier de sa famille, raidissait en même temps la chaîne prohibitive qu'il avait tendue aux frontières de son empire. Il était défendu sous les peines les plus fortes d'y introduire ou d'en emporter aucune lettre fermée, si ce n'est celles qui étaient revêtues du cachet impérial, à la vue duquel les employés se courbaient respectueusement. Nul étranger ne pouvait pénétrer dans ce nouveau Japon que muni d'un passeport de l'ambassadeur russe aux lieux d'où il était parti, et ce passeport ne devait être délivré que sur l'autorisation spéciale du tsar lui-même. D'un autre côté, les ministres des grandes puissances près la cour de Saint-Pétersbourg se virent imposer des obligations d'étiquette, incommodes et humiliantes : ils ne purent désormais traiter directement avec l'empereur, ni même avec ses ministres. Toutes leurs demandes, toutes leurs réclamations durent lui parvenir par un double intermédiaire. Paul affectait ainsi de se placer à distance des autres souverains. En même temps la multiplicité de mesures bizarres, tyranniques, inquisitoriales, était effrayante ; le poids en devenait chaque jour plus insupportable. L'exécution de ces mesures nécessitant la fréquente intervention des troupes, il en résultait pour celles-ci un surcroît de service, qui, joint à l'exigence d'une exactitude

minutieuse dans les exercices journaliers auxquels elles étaient soumises, leur rendait la vie extrêmement pénible. Paul, pour comble, défendit le bal aux officiers, prétendant que cet amusement, ordinairement prolongé dans la nuit, empêchait ceux qui s'y livraient d'être le lendemain matin assez dispos pour la parade. Non content d'exiger qu'on se prosternât à son approche, il voulut encore qu'on ne pût passer à la vue du palais de sa résidence, même au fort des plus grands froids, que découvert. Il donna à ce palais l'aspect d'une prison : tant il fallut, pour y pénétrer, franchir de postes, et subir d'interrogatoires. Saint-Pétersbourg, rempli de corps-de-gardes, de guérites, de barrières, eut l'air d'une place en état de siége : on s'y trouvait à tout moment en danger d'être arrêté. Nul n'était sûr de passer tranquillement la nuit : tant les visites domiciliaires, à heure indue, étaient fréquentes, et même, s'il en faut croire des récits accrédités, une foule de personnes disparaissaient sans qu'on pût savoir ce qu'elles devenaient. Les espions seuls circulaient avec sécurité : le nombre en était infini, et, en outre, les maîtres d'hôtels garnis, de cafés, de toute espèce d'établissement enfin qui pouvait donner lieu à des réunions, les marchands de certaines classes; tous ceux qui obtenaient du gouvernement, pour quelque objet que ce fût, un privilége, une autorisation ou une tolérance, devaient en retour faire à

la police un rapport de tout ce qu'ils remarquaient de contraire aux règlemens. Qu'on ajoute à cela la gêne dans la manière de se vêtir, et surtout la légèreté avec laquelle on infligeait arbitrairement, pour des délits imaginaires, les châtimens les plus humilians, et l'on n'aura pas encore réuni tous les traits du tableau qu'offrait alors Saint-Pétersbourg. Tout ce qui pouvait s'en éloigner le fit, et cette ville comptait, au moment que je décris, quarante mille habitans de moins qu'elle n'en avait sous Catherine.

Ainsi Paul avait trouvé moyen de mécontenter tout à la fois, outre les étrangers, sa famille, les courtisans, la noblesse, les militaires, les bourgeois, en un mot toutes les classes de ses sujets. Sa conduite, attribuée par les uns à un dérangement d'organes, par les autres à une grande âcreté d'humeurs, et que j'attribue, moi, aux préjugés de son éducation, et à l'influence corruptrice d'un pouvoir sans bornes, avait, suivant l'abbé Georgel, alternativement pour cause, tantôt la crainte de complots tramés dans sa cour pour le détrôner, tantôt celle de l'introduction secrète de l'illuminisme (1) et du jacobinisme dans ses États. De là, au

---

(1) L'*illuminisme* est l'erreur d'une secte mystique qui prétend expliquer par une lumière intuitive les obscurités de la révélation.

sentiment de cet écrivain, l'attention du tsar à ce que dans son palais, et même dans le sein de sa famille, il ne se fît de rassemblement qu'en sa présence; de là ces ordres rigoureux, sans cesse renouvelés, pour empêcher l'entrée ou la sortie d'aucun étranger sans un ordre signé de la main de l'empereur; de là une prohibition sévère des livres, de la musique, de tout ce qui était envoyé de France, ou soupçonné sortir des manufactures et des ateliers de cette nation pervertie; de là encore l'interdiction de toute gazette étrangère, l'application de la censure la plus rigoureuse à celle que les ambassadeurs recevaient de leurs cours, la suppression totale de ces gazettes ou le retranchement d'une partie de leur contenu. « Malgré ces sages et salutaires précautions (on devine suffisamment sans doute que c'est l'abbé Georgel qui s'exprime ainsi), le jacobinisme avait trouvé moyen de se glisser dans les maisons des grands. L'illuminisme avait pénétré jusque sur les marches du trône (1). » Ce ne fut cependant ni dans le jacobinisme, ni dans l'illuminisme, que prit racine le complot qui, bientôt après, mit un terme au règne et à la vie de Paul. Les causes en furent la haine ou plutôt la peur de ses excès, et le crédit de

(1) Je prends acte de ce passage; il viendra plus tard en preuve ou du moins à l'appui d'un fait que j'aurai occasion d'insérer dans l'histoire d'Alexandre.

la faction dirigée par le cabinet de Saint-James.

Paul, lorsqu'il eut consenti à partager avec le premier consul l'autorité sur l'Europe, se fit apporter une carte, et y tira une ligne des sources à l'embouchure de l'Oder, en disant « que tout ce qui se trouve à l'occident de cette ligne reste sous l'influence française; que tout ce qui existe de peuples à l'orient soit soumis à l'influence russe : » je tiens ce fait d'un officier général, qui a vu à Saint-Pétersbourg la carte sur laquelle était tracée à l'encre rouge la ligne dont je parle. D'un autre côté, un corps auxiliaire de troupes d'élite, aux ordres du général Oudinot, allait se rendre en Russie dans le but, non point, comme on l'a dit, de guider les Russes vers les plaines de l'Inde, mais de les aider à faire la conquête de l'Asie Mineure, et de donner ensuite la main aux restes de l'armée d'Égypte : c'était plus qu'il n'en fallait pour engager la cour de Londres à trancher le plus tôt possible, et par tous les moyens possibles, une alliance qui mettait en péril sa suprématie commerciale, source principale de sa prospérité et de sa force.

Il a circulé sur le drame de la mort de Paul plusieurs versions, toutes d'accord, à peu près, sur le fond, mais toutes aussi différant par des détails importans. Je formerai principalement mon récit de ce que chacune offre d'identique, et je me servirai pour le reste des communications que j'ai obtenues d'un grand moscovite long-temps

attaché à la cour d'Alexandre, où il a vécu dans l'intimité de ceux qui, selon sa propre expression, *ont mis la main à ce cruel œuvre.*

L'instigateur et l'agent principal de la conjuration fut le général Pahlen, gouverneur de Saint-Pétersbourg. Pahlen, gentilhomme courlandais, devait à la protection de Platon Zoubow le commencement de sa fortune. Soit que la reconnaissance de ce qu'avait fait pour lui cet ex-favori l'emportât sur celle des faveurs dont Paul l'avait depuis comblé, soit plutôt que l'instabilité de ce tsar dans ses affections lui fît craindre à tout moment une disgrâce, le gouverneur de Saint-Pétersbourg disposait tout pour une révolution qui amenât sur le trône un prince dont le caractère offrît aux ambitions satisfaites plus de sécurité. Ce prince ne pouvait être qu'Alexandre. Pahlen, pour se procurer des occasions de témoigner au jeune tsarévitch un intérêt perfide, et de pénétrer de plus en plus dans sa confiance, attisait les soupçons que Paul n'était déjà que trop prompt à concevoir contre son fils ; et, d'un autre côté, il exagérait à celui-ci les mauvaises dispositions de l'empereur à l'égard de sa famille. Quand il crut le grand-duc assez animé contre son père, il osa s'ouvrir à lui du dessein de le détrôner. Alexandre rejeta d'abord cette proposition avec horreur ; mais Pahlen, insistant, lui représenta vivement tous les maux que souffrait l'empire, la vie de chacun exposée à toute heure, torturée à chaque

instant, le commerce anéanti, l'honneur national compromis; enfin ses frères, ses sœurs, sa mère, menacés de captivité, et lui-même, en outre, sur le point de se voir exclu du trône. Quelques actes de la brutalité de Paul vinrent à l'appui de cette argumentation. Alexandre consentit au détrônement de son père, mais sous la condition expresse qu'on respecterait ses jours.

Les premiers complices de Pahlen furent les Zoubow, dont il avait eu l'habileté de faire rappeler, tout exprès, l'aîné à Saint-Pétersbourg. Ce fut dans la maison de cet ex-favori que se tint le premier conseil des conjurés. Ils s'adjoignirent bientôt la majorité de ce que la capitale renfermait de fonctionnaires influens : le sénat presque entier, plusieurs membres du corps diplomatique, ceux surtout dont les maîtres avaient formé la coalition à laquelle Paul venait de renoncer; enfin, ce qui importait au succès, les principaux officiers des régimens des gardes, les colonels en tête. Paul cependant a reçu sur ce qui se prépare différens avis: il mande en toute hâte Lindener et Arakscheïeff, les deux hommes dans lesquels il se confie le plus, mais que le mécontentement public, excité par leurs excès, l'a forcé d'éloigner. Pahlen intercepte la lettre que l'empereur, contre l'usage, leur adresse directement et sans l'avoir fait empreindre du sceau de la police; il la laisse parvenir à sa destination; mais, dans l'irrégularité seule de son envoi, il a

vu, sans avoir pris connaissance de ce qu'elle contient, une menace, ou plutôt un signal de proscription. Le moment de l'exécution est aussitôt fixé de concert avec Alexandre : ce sera la nuit du 23, nuit pendant laquelle un régiment dévoué aux conspirateurs doit être de service au palais qu'habite Paul, le palais Mikhaïloff.

Les conjurés se réunissent dans la maison du prince Talitzin. Parmi eux figurent, outre ceux que j'ai déjà fait connaître, Sariatin, Gardanoff, Sartarinoff, tous trois officiers destitués; le prince Yaschwill, Beningsen, Hanovrien au service de la Russie, et le propre aide-de-camp de Paul, Argamakoff, de service ce jour-là. Ils préludent par un festin et d'abondantes libations à l'acte affreux qu'ils vont accomplir.

Sur les onze heures et demie du soir, les plus déterminés partent, précédés par Argamakoff. On dit que le cri de quelques corbeaux, sorti des arbres du jardin impérial au moment qu'ils le traversaient, effraya ces hommes superstitieux, et les détermina presque à rétrograder. Quoi qu'il en soit, ils entrèrent au palais sur les pas de leur coupable guide; arrivés près de la pièce qui précède la chambre à coucher de Paul, ils restent un peu en arrière, et laissent Argamakoff, à la faveur de la confiance qu'inspire son emploi, leur en procurer l'entrée. Un seul hussard y veillait : au bruit que font les conjurés en se précipitant tous ensemble, il s'écrie

de toute sa force : « Trahison ! » tire un coup de pistolet, et meurt, percé de plusieurs coups. Paul, éveillé en sursaut, se lève, cherche précipitamment une issue secrète pratiquée tout près de son lit, et, dans le trouble dont il est saisi, ne la peut trouver. Cependant les conjurés approchent ; déjà ils sont dans sa chambre ; en vain il se tient caché derrière un paravent, armé d'une inutile épée ; on le découvre, et Zoubow l'aîné commence à lire un acte d'abdication dont on exige de lui la signature. Paul, indigné, donne un soufflet au lecteur, et tous ces esclaves, accoutumés à obéir et à craindre, tombent simultanément à genoux ; ils entendent, dans cette posture, les reproches d'ingratitude que leur fait le tsar, reproches mérités par beaucoup d'entre eux : mais l'Anglais Beningsen, seul resté debout, relève le courage de ces lâches ; il leur représente que sous le despotisme le pardon du jour est pour le lendemain un arrêt de mort. Nicolas Zoubow se hasarde le premier à frapper l'infortuné Paul ; il l'atteint à la joue du pommeau de son épée, puis bientôt lui casse un bras. Le paravent derrière lequel la victime avait cherché un si vain refuge se renverse ; une veilleuse dont la lueur éclairait seule ce prélude de la plus horrible scène s'éteint ; les ténèbres favorisent l'audace de la lâcheté. Paul, terrassé, hors d'état de se défendre, satisfait à la haine de ses bourreaux, qui le traînent, se l'arrachent, lui crachent au visage, puis l'étranglent

avec une écharpe. A ce moment suprême, Paul recueille le peu qui lui reste de forces, et prononce à deux fois, d'une voix ferme, le nom de Constantin. Beningsen, qui, dit-on, s'est éloigné un instant pour chercher de la lumière, trouve en rentrant trois des meurtriers acharnés encore sur son cadavre. Wylie, médecin anglais, qui depuis assista aux derniers momens d'Alexandre, est aussitôt appelé, et reçoit l'ordre de disposer autant que possible ce cadavre de manière à ce que les marques d'une mort violente n'y apparaissent pas.

Alexandre, selon une version très-répandue, publiée en français, sans nom d'auteur, dans la *Revue Encyclopédique* du mois de mars 1820, attendait avec son épouse, dans un appartement immédiatement supérieur à celui de Paul, l'issue du complot. A peine apprit-il à quel point elle avait été funeste que, versant un torrent de larmes, il s'écria : « On dira que je suis l'assassin de mon » père : on m'avait promis de ne pas attenter à ses » jours; je suis l'homme le plus malheureux du » monde. » Bien plus, si l'on ajoute foi à un autre écrivain, qui a tracé un tableau brillant de cet évènement, il refusa quelque temps de s'asseoir sur un trône acquis à un si funeste prix, et il ne fallut rien moins que l'évidence de l'intérêt public pour le déterminer à vaincre sa répugnance.

Selon quelques-uns, Constantin ignorait la conjuration. Il conçut contre les conjurés et contre

Alexandre lui-même le ressentiment le plus vif; suivant le plus grand nombre, il était instruit du complot; il en approuva sinon le résultat, au moins le but avoué.

Pahlen, pendant l'exécution, était demeuré au pied du grand escalier, prêt à réclamer sa part des bénéfices de l'entreprise si elle réussissait, et à en décliner la responsabilité si elle échouait. En effet, vainqueurs, les conjurés voyaient en lui le gardien d'un poste important pour eux; vaincus, il les livrait à la vengeance de Paul, et accourait s'offrir à ce prince, en libérateur. Tout le prix cependant qu'il recueillit de sa perfidie fut un ordre de s'éloigner. On dit qu'il s'écria en le recevant: « *Je m'y attendais.* »

Ce mot m'a semblé un trait de lumière. J'ai pensé que Pahlen pouvait bien n'avoir pas été dirigé par les motifs odieux qu'on lui prête; que, peut-être, il n'eut en vue que de soustraire son pays à la tyrannie; qu'en restant au bas du grand escalier il avait non pas l'intention de se ménager une voie de salut en les sacrifiant, mais celle de protéger leur retraite; qu'enfin si l'opinion contraire a prévalu, c'est qu'elle a d'abord pris naissance en Russie, où l'on ne conçoit pas le désintéressement politique, et qu'elle nous est venue de ce pays toute formée.

Un fait ajoute encore à mes doutes, et fortifie la présomption que j'émets. Une constitution devait

être la condition préalable de l'acceptation du nouveau souverain. Alexandre en avait sans doute été prévenu. Il demanda aux conjurés à quel titre ils voulaient le reconnaître; « Comme autocrate! » répondit un officier ivre : toutes les voix répétèrent « Comme autocrate! » Celui des conjurés qui s'était chargé de produire le projet de constitution, et qui déjà le tenait en main, n'osa pas en dire un mot, et la Russie se trouva replacée, pour un règne au moins, sous le sceptre du despotisme.

Je viens d'exprimer au sujet de la mort de Paul les détails qu'on trouve le plus généralement accrédités. Maintenant j'exposerai succinctement une relation fort différente que m'a communiquée un officier général du plus grand mérite, qui, au moment de l'évènement, se trouvait à Saint-Pétersbourg. Le caractère indépendant de cet officier, ses hautes lumières, ses habitudes littéraires et critiques, sont à mes yeux d'un grand poids en faveur de son opinion. Selon ce général, le complot formé contre le pouvoir et la vie de Paul fut l'effet moins de la crainte qu'il inspirait aux conjurés que de la haine que ceux-ci lui avaient toujours portée. Presque tous étaient d'anciens courtisans de sa mère; presque tous l'avaient autrefois outragé, humilié de mille manières, pour plaire à Catherine et aux favoris.

Alexandre était instruit du complot, mais non Constantin, qui alors habitait au Palais de Marbre.

L'impératrice passa la nuit de l'attentat habillée et debout; ce qui malheureusement fait soupçonner sa complicité.

Sa chambre à coucher était immédiatement supérieure à la chambre à coucher de son mari; un escalier dérobé communiquait de l'une à l'autre : ce fut par cet escalier que le tsar essaya de s'échapper.

Paul passa la journée du 23 à sa campagne de Tsarskoé-Sélo, qu'il faisait embellir pour son épouse; il revint le soir même au palais Mikhaïloff.

Koutaisow, ce favori de Paul, élevé de l'emploi de valet de chambre aux dignités les plus éminentes, était de la conspiration; il intercepta et communiqua à Pahlen, au lieu de la remettre à son maître, une dépêche par laquelle Napoléon dénonçait à celui-ci le complot et ses auteurs, au nombre desquels il mettait le tsarévitch.

Ce fut ce qui détermina à agir immédiatement. Paul, rentré très-fatigué, et à la nuit, au palais Mikhaïloff, se livra à un profond sommeil, dont il ne fut tiré que par le cri du cosaque de garde, poignardé par les conjurés. Vainement il voulut s'échapper par l'escalier dérobé : la porte en avait été verrouillée en dehors, c'est-à-dire du côté de la chambre de l'impératrice : autre indice de la complicité de cette princesse. Caché derrière un paravent, il y fut bientôt découvert et assailli par les conjurés, qui venaient d'enfoncer la porte; une épée dont il s'était armé lui

servit peu pour sa défense. Il résista pourtant vigoureusement, se débattit long-temps, et mordit Platon Zoubow à la joue; mais enfin celui-ci lui passa autour du cou une écharpe, et l'étrangla. Ses dernières paroles furent effectivement : « Constantin, Constantin! où es-tu? venge-moi? » Du reste, il ne fut nullement question de lui faire signer un acte d'abdication.

Le corps inanimé de l'empereur fut jeté sur une petite table qui servait à ses déjeûners. On manda sur-le-champ le médecin Wylie, afin de disposer le visage du défunt de manière à faire croire qu'il était mort d'apoplexie. Les conjurés, en l'attendant, se mirent à boire du punch autour du cadavre de leur victime.

« On dira que je suis l'assassin de mon père! » s'était écrié Alexandre, en apprenant l'issue funeste du complot auquel il avait consenti : ainsi sa première exclamation fut une expression d'égoïsme; elle eût dû être de regret et même de repentir; il eût dû se répandre en imprécations contre les assassins; il eût dû se reprocher d'avoir trempé dans la conjuration; il eût dû se dire : « C'est mon adhésion au dessein de détrôner mon père qui a mis ses jours à la discrétion de ses plus mortels ennemis; il est mort sinon par mon crime, au moins par ma faute; c'est ma coupable imprudence qui l'a tué. »

On conçoit qu'un évènement de cette nature,

enveloppé autant qu'il fut possible des ombres du secret, dut donner lieu à une grande diversité de jugemens sur le plus ou le moins de part qu'y avait prise celui auquel il profitait le plus. L'opinion la plus accréditée fut qu'Alexandre n'avait adhéré à la conspiration qu'à la condition expresse qu'on respecterait les jours de son père, et qu'on se bornerait à lui retirer un pouvoir dont il abusait d'une manière trop scandaleusement tyrannique; qu'en un mot, loin de s'être laissé entraîner par l'ambition, il avait fait à l'intérêt de l'État le sacrifice de la répugnance qu'il éprouvait à succéder à Paul de son vivant; mais, en rapportant cette opinion, je ne dois pas dissimuler que quelques personnes, Napoléon entre autres, en ont émis une plus sévère; qu'elles ont prétendu qu'Alexandre avait permis d'accomplir, à quelque prix que ce fût, le détrônement de son père : elles arguent de l'impunité des meurtriers, de la continuation et, à l'égard de plusieurs, de l'accroissement de leur crédit. Elles peignent Pahlen devenu fou, et épanchant, comme autrefois Orlof, en révélations alarmantes pour l'empereur, le poids de ses remords; elles peignent, dis-je, ce conjuré, tiré, sur la dénonciation du baron de Winter, commandant de Reval, de la retraite où il vivait, incarcéré, mis au secret le plus rigoureux, et expirant quelques jours après, dans son cachot, non sans de violens soupçons que le poison avait hâté le terme de sa vie.

Pour moi, sans porter sur cette question délicate un jugement aussi rigoureux, je dirai les raisons qui m'empêchent de regarder Alexandre comme aussi complètement innocent qu'on est aujourd'hui généralement convenu de le supposer.

Une chose bien évidemment incontestable, c'est qu'une conspiration tramée dans le but d'enlever à Paul une autorité dont il se montrait si jaloux, devait avoir pour résultat d'exposer ses jours; cela était si bien dans la conviction d'Alexandre lui-même que, suivant le récit de ses plus zélés apologistes, il fit jurer à Pahlen de respecter la vie de son père; mais devait-il se fier à une aussi faible garantie? voici le point sur lequel porte toute la question. Non, répondrai-je, eût-il exigé de tous les conjurés (ce à quoi il paraît n'avoir pas même songé) la promesse qu'il reçut de Pahlen. Je le suppose persuadé de la bonne foi de ce chef : pouvait-il également compter sur la modération de ses complices? Ne les savait-il pas tous ennemis acharnés de Paul? ne les soupçonnait-il pas animés du désir de s'en venger? ne prévoyait-il pas que la nature seule de l'entreprise, la résistance probable de la victime, le tumulte qui suivrait, l'apparence de la nécessité, allaient servir l'audace des plus lâches, fournir l'occasion à la haine, favoriser le dernier attentat? Mille exemples dans l'histoire devaient fixer sa pensée sur la catastrophe dont son père était menacé.

Que devait-il faire alors?... Marcher avec les conjurés, puisqu'il croyait leur entreprise légitime, sinon à leur tête, du moins à leur suite, non pour les diriger, mais afin de les contenir. Objectera-t-on la timidité de son caractère; un reste de respect filial? Je répondrai que, lorsqu'il s'agit de sauver la vie d'un père, le respect qui retient est insensé, la timidité coupable. Sa présence, ne fût-ce que dans une chambre voisine, eût imposé aux assassins. Mais, dira-t-on, il ne voulait pas prendre au complot une part apparente; il voulait se ménager, en cas de non réussite, la ressource d'y paraître étranger. Soit; je lui passe cette lâcheté : comment se fait-il alors que parmi les conjurés, dont plusieurs étaient de sa domesticité, aucun n'ait été spécialement chargé de défendre la vie de Paul? comment aucune voix n'intervint-elle en faveur de la victime? comment aucun bras ne s'interposa-t-il, au nom de son fils, entre elle et les meurtriers? comment personne ne vint-il avertir celui-ci quand se fut engagée la lutte fatale? Enfin, et ceci est fort grave, je ne le hasarde qu'en tremblant et avec le désir qu'on m'en donne une explication satisfaisante, l'appartement d'Alexandre était, selon une relation accréditée, immédiatement supérieur à celui où se passait la lugubre scène; il veillait, ainsi que son épouse; il attendait une issue avec l'anxiété la plus vive, il devait prêter une oreille fort attentive : comment n'entendit-il rien du tu-

multe effroyable que son père excita en se débattant? L'épaisseur du parquet, d'autres circonstances de localités peuvent, j'en conviens, faire résoudre à sa décharge cette question; mais, dans ce cas même, l'inculpation de négligence reste tout entière; et comment qualifier la négligence dans une telle conjoncture? car Pahlen lui-même, Pahlen, dont la promesse fragile faisait seule toute la sécurité d'Alexandre, n'accompagna pas, si l'on en croit les rapports les plus favorables au tsarévitch, la troupe qui pénétra dans la chambre de l'empereur!

Voilà pour les conséquences à tirer contre Alexandre de son absence de la scène du crime et de son immobilité pendant qu'il fut commis. Maintenant, poursuivant le cours de mes questions, j'ajouterai : comment, puisqu'il prévoyait que l'opinion le chargerait du meurtre de son père, n'ordonna-t-il pas, sur ce meurtre, une enquête qui mît au jour son innocence? comment ne punit-il pas les assassins? On a dit qu'au moins il les a disgraciés : ce fait est faux pour plusieurs. Essen, qui se suicida en 1815, était encore, en 1812, gouverneur de l'importante place de Riga; et le prince Yaschwill, le plus coupable des meurtriers de Paul, avait encore, à la mort d'Alexandre, et conserva postérieurement, le commandement général de l'artillerie.

Pour conclusion, je ne crois pas, en balançant

les présomptions par les témoignages, qu'Alexandre ait été coupable du meurtre de son père, ni de fait, ni d'intention; mais je pense qu'il n'a pas fait tout ce qu'il aurait pu, et par conséquent dû faire, pour le prévenir. On doit lui reprocher la négligence et l'imprécaution, au moins, avant le crime, et, après, l'impunité de ceux qui l'avaient commis.

La mort de Paul excita en Europe un sentiment général de commisération; cependant, si l'on considère qu'il faisait expirer sous le bâton, ou souffrait que l'on fît expirer en sa présence d'infortunées recrues dont tout le crime était de ne pas se former assez vite, à son gré, aux exercices militaires: si l'on songe aux disparutions de personnes qui, chaque jour, avaient lieu d'après ses ordres; à ses cruautés, à ses excès tyranniques, on est forcé de s'avouer, sans en rien inférer cependant à l'acquit de ses meurtriers, qu'à ne consulter que les principes de la justice commune, il avait plus que mérité son sort.

ALEXANDRE PREMIER.

1801 — 1825.

Alexandre était âgé de vint-trois ans lorsqu'il monta sur le trône, en vue duquel on l'avait élevé. A peine était-il sorti de l'enfance que Catherine lui avait donné pour gouverneur un des princes Soltikof. Mais l'homme qui contribua le plus à former son esprit et ses mœurs, celui qui fit réellement son éducation, fut un Suisse nommé Laharpe, qui n'avait d'abord été agréé, à la recommandation du beau Lanskoï, qu'en qualité de simple professeur de belles-lettres. Laharpe, parent du célèbre général français de même nom, était depuis long-temps, comme lui, républicain par principes ; en Russie, il le devint par passion. Il ne tint pas à lui que son élève ne fût un Washington ; mais l'impression que le jeune prince recevait de ses leçons était affaiblie par les maximes despotiques de Catherine, et par le luxe de servilité des personnes de sa cour, plus corrupteur encore. Cette facilité de l'esprit à ad-

mettre indistinctement, puis à laisser ensuite en regard sans les résoudre, et, si je peux ainsi dire, sans les digérer, les principes les plus opposés, en prouve incontestablement la faiblesse; elle indique encore le manque absolu de caractère propre, et, de plus, l'incapacité de s'en faire une d'acquit en s'attachant invariablement à un seul corps de principes; enfin elle présage une âme ouverte à toutes les influences du dehors, et, quand c'est d'un souverain qu'il s'agit, à l'empire des courtisans, intéressés à provoquer l'application des défauts bons pour eux, plutôt que celle des qualités utiles au peuple.

Pourtant, il faut le dire, quant à Alexandre, le bon domine dans la première moitié de son règne, et il semble qu'il ait réservé pour la dernière tout ce qu'il devait exécuter d'injuste et de tyrannique; ainsi font presque tous les souverains; soit que l'âme jeune encore s'ouvre mieux à la générosité, et qu'à mesure qu'elle vieillit l'intérêt propre la rétrécisse; soit qu'elle n'ait qu'au printemps de la vie l'énergie de marcher seule, et que l'âge la soumette nécessairement à la direction de ceux qui, par leur position, ont sur elle quelque prise.

L'un des professeurs (1) de ce prince fait, du caractère qu'annonçait déjà son adolescence, un

---

(1) Le major Masson.

portrait remarquable; j'en vais citer, en les transposant, les principaux traits, parce qu'on doit les voir se reproduire souvent dans le cours de cette histoire. « Il a de Catherine, dit ce professeur, une égalité d'humeur inaltérable, un esprit juste et pénétrant, et une discrétion rare, mais une retenue, une circonspection qui n'est pas de son âge, et qui serait de la dissimulation, si on ne devait point l'attribuer à la position gênée où il s'est trouvé entre son père et sa grand'mère, plutôt qu'à son cœur naturellement franc et ingénu. Au reste, il est d'un caractère heureux, mais passif... On pourrait lui reprocher les mêmes défauts que Fénelon laisse à son élève; mais ce sont moins des défauts que l'absence de quelques qualités qui ne sont point encore développées en lui, ou qui ont été repoussées dans son cœur par les alentours méprisables qu'on lui a donnés... Se laissant trop aller aux impulsions étrangères, il ne s'abandonne pas assez à celles de sa raison et de son cœur. » Voilà Alexandre tel à peu près qu'il fut toujours, mais principalement dans la dernière période de sa carrière.

Si l'on devait fonder les espérances d'un nouveau règne sur les manifestes publiés par les débutans au suprême pouvoir, dans ce moment de trouble et de joie où ils n'ont pas encore appris ou songé à en serrer les rênes, jamais peuple n'eut autant lieu de se féliciter que le peuple russe à

l'avènement d'Alexandre I[er]. Toutes ses proclamations respiraient la bienveillance, la générosité, le désir d'améliorer le sort des peuples que la Providence avait confiés à sa direction; mais, si le but était louable, si l'intention semblait sincère, les principes qu'on proclamait, les moyens qu'on annonçait vouloir employer, n'étaient pas aussi dignes de l'approbation philosophique. Le projet annoncé par le jeune souverain *de gouverner selon les lois et dans l'esprit de son aïeul de glorieuse* (l'histoire doit dire d'*horrible*) *mémoire*, présageait un règne plus brillant, que fécond en améliorations réelles. Ce vice d'ailleurs tient au caractère de la nation moscovite et de ses souverains, caractère essentiellement imitateur, mais plus prompt à revêtir les formes qu'à s'approprier le fond de ce qu'il imite. Les Russes n'ont pris jusqu'à présent de la civilisation que l'éclat, ou pour mieux dire, que l'écume. Ils n'y ont pas vu un retour, par la généralisation des lumières, à cette égalité de droits et à cette liberté dont les nations s'éloignent dès que quelques têtes s'élèvent parmi elles au-dessus de la commune ignorance, mais dont elles se rapprochent rapidement ensuite lorsque les hommes éclairés deviennent en tel nombre que le gouvernant n'en peut employer la plus grande partie.

Alexandre commença par abroger les ordonnances ridicules qu'avait multipliées son père; c'est-à-dire qu'il fut permis à chacun de se coiffer

à sa guise, de porter des gilets croisés, des pantalons, même des chapeaux ronds, de mener un chien en laisse, d'avoir des cordons à ses souliers au lieu de boucles, etc., etc. Il allégea aussi, mais sans en dispenser entièrement, les obligations de l'étiquette extérieure que l'orgueilleuse exigence de Paul avait rendues si intolérables ; il abolit la chancellerie secrète, et rappela le plus grand nombre de ses victimes des déserts de la Sibérie. S'il ne rendit pas le sénat indépendant et nécessaire, il en fit du moins un corps utile, chargé de réviser, quand les intéressés le requéraient, les décisions prises par le cabinet dans les affaires particulières ; il créa en même temps une sorte de conseil législatif ; je dis conseil, en prenant le mot dans sa signification la plus restreinte, car on conçoit que cette assemblée consultative, destinée à éclairer les résolutions législatives du souverain, n'avait ni le pouvoir de les contraindre, ni celui de les empêcher. Ces institutions, tout imparfaites qu'elles étaient, tout insuffisantes qu'elles eussent semblé ailleurs, paraissaient en Russie un pas immense vers le régime légal.

Toujours en suivant la même voie, le nouvel empereur adoucit la rigueur de la censure, et surtout relâcha les entraves mises par les deux précédens gouvernemens à l'importation des produits de l'imprimerie ; enfin il détendit en toutes choses, mais sans encore le briser, le ressort du despotisme.

Les réformes qu'il fit dans sa propre maison donnèrent lieu d'en espérer d'autres qui enfin permettraient d'alléger les charges du peuple. Du reste, Alexandre borna trop près de lui ce genre d'amélioration. Aussi peu entendu que Catherine en économie politique, il ne fit, à son exemple, que prolonger, par d'éphémères expédiens, ou par des mesures dilatoires tout au plus, l'embarras des finances, et ne sut pas mieux qu'elle trouver le remède radical à la plaie du trésor.

En même temps qu'il posait, par l'extension et une combinaison nouvelle des attributions sénatoriales, sinon des bornes, du moins un fanal, devant son propre arbitraire, il restreignait celui de ses principaux officiers, et cherchait à en prévenir l'abus; il diminuait le pouvoir exhorbitant que Catherine avait donné aux gouverneurs militaires et qui ne se trouvait pas assez contenu par l'adjonction des gouverneurs civils établis par Paul : il défendait aux uns et aux autres, sous des peines sévères, d'influencer la décision des procès; il relevait ainsi la puissance et la considération des tribunaux; il donnait la vie effective à l'organisation judiciaire de Catherine, jusque-là presque entièrement inexécutée ; il rétablissait le comité de législation institué par cette princesse au temps de sa ferveur réformatrice, mais tombé pendant la dernière période de son règne dans la nullité et dans l'abjection.

L'administration publique tout entière fut re-

constituée par la base. Les ministres furent déclarés comptables envers le sénat, et responsables au souverain de tous leurs actes. Deux nouveaux départemens surgirent, ceux de l'intérieur et de l'instruction publique. Les attributions des gouverneurs furent de nouveau limitées et restreintes ; un ordre meilleur fut introduit dans le mécanisme administratif; dans l'expédition des affaires, dans la division des bureaux. Enfin les élémens d'une surveillance et d'un contrôle réguliers, deux choses jusqu'alors inconnues en Russie, furent créés.

Le nouvel empereur donna, à l'exemple de son aïeule, ses soins à l'entretien des établissemens de bienfaisance ; il en dota plus richement un grand nombre, et en créa quelques-uns ; comme elle l'avait fait aussi, d'abord, il s'attacha à propager l'instruction dans toutes les classes ; il établit des écoles de tous les degrés et pour toutes les sciences ; il forma de riches collections de tableaux, d'antiquités, de médailles : voulant, dans son impatience, posséder le luxe de la civilisation avant d'en avoir acquis le nécessaire.

Une chose digne de remarque, c'est qu'il n'existait pas alors en Russie, pas même à Saint-Pétersbourg, une seule bibliothèque vraiment publique. Les souverains russes voudraient ne prendre de la civilisation que ce qu'ils croient pouvoir se concilier avec leur autocratie. De là ces restrictions dans les mesures qu'ils ont prises pour la propager parmi leurs peu-

ples; de là leur marche tantôt méticuleusement progressive, tantôt rapidement rétrograde, dans la voie où la vanité, l'ambition, peut-être la nécessité de participer au mouvement intellectuel de l'Europe, les poussent ou les retiennent; de là, à côté des témoignages les plus éclatans de leur ferveur civilisatrice, cet air de contrainte et de peur qui lui donne l'apparence du faux zèle : on dirait en effet qu'ils s'efforcent à retenir d'une main les lumières que les force à répandre de l'autre le désir d'une popularité européenne.

Il est assez naturel que ceux qui tendent à éterniser dans leurs mains le monopole de l'autorité désirent d'y concentrer également le privilége de l'instruction. « Des peuples accoutumés à baisser leur front sous le joug de l'autocratie pourraient, en s'éclairant, apprendre à le secouer, » dit l'abbé Georgel, apologiste de cette circonspection du gouvernement russe; et il ajoute, en parlant d'une bibliothèque dont pendant son séjour on classait les élémens dispersés : « Sans doute, d'après cette vérité, la publication de cette nouvelle bibliothèque ne sera qu'en faveur des personnes déjà éclairées, et intéressées à maintenir le régime actuel : » une fois en sa vie, l'abbé Georgel a été prophète.

Cependant l'impulsion donnée par Alexandre à l'instruction publique réagit de presque tout l'empire. La noblesse de plusieurs provinces se cotisa, et l'on vit s'élever des écoles par souscription : mal-

heureusement ce n'étaient que des écoles de privilége; les fils de nobles y pouvaient seuls être admis. Il s'écoulera bien du temps encore avant que les mesures qu'on appelle d'intérêt public deviennent, surtout en Russie, des mesures d'intérêt général.

Les écoles militaires, objet de tant de prédilection de la part de Catherine, et si soigneusement entretenues sous son fils, furent multipliées par Alexandre. Je n'aime pas cette tendance du jeune prince, au début de son règne; les établissemens militaires sont le luxe des despotes.

Je l'applaudirai encore moins d'avoir fait revivre les deux Ordres de Saint-Georges et de Saint-Wladimir, institués par Catherine, mais négligés par son successeur. Il imita plus dignement cette impératrice dans les efforts qu'il fit, notamment par des modifications essentielles au tarif des douanes, pour activer ou plutôt créer le commerce dans ses États; il s'attacha à donner à celui de la mer Noire une partie de l'importance qu'il pourrait avoir sous un gouvernement plus libre. Il porta son attention jusque sur les colonies russes du nord-ouest de l'Amérique.

Enfin il ordonna un voyage autour du monde, le premier qu'eussent entrepris des vaisseaux de sa nation. Malheureusement ce fut avec l'ignorance la plus absolue des moyens propres au succès. Aussi ce voyage eut-il moins de résultat encore que les expéditions nautiques de Catherine.

Sans doute ces sortes d'entreprises ont leur utilité, mais sont-elles toujours dirigées de manière à en retirer le plus de fruit possible dans l'intérêt de l'humanité, le seul but digne de gloire? Conçues pour la plupart dans une vue d'ostentation, elles sont exécutées de même; car les gouvernemens ont leur vanité aussi-bien que les particuliers, et ils subordonnent au *paraître* le *bien faire*, comme ceux-ci le *bien-être*. Je me suis quelquefois plu à organiser, en idée, une expédition de ce genre, mais dont l'utilité eût certes bien payé la dépense. Le personnel en eût été principalement composé de naturalistes, d'agronomes et d'horticulteurs de tous les pays où il existe quelque lueur de civilisation, même de l'Espagne. Les rois se seraient unis d'un commun concert pour la protéger, et ils se seraient engagés à laisser agir en paix et librement tous ses membres, quelques mésintelligences que la politique pût amener entre les États. Ces hommes, qu'on aurait choisis aussi zélés qu'éclairés, eussent exploré la végétation de toutes les contrées où il leur eût été possible de pénétrer, et ils en eussent exporté non pas les produits, mais les productions. Bienfaiteurs de ces contrées aussi-bien que de leur propre pays, ils eussent établi partout où cela aurait été praticable des fermes expérimentales : que de plantes, de racines, de graminées et d'animaux, que de légumes aussi utiles que la pomme de terre, qui dans tant de pays est devenue la ressource

du pauvre, eussent pu être ainsi transportés sous des méridiens différens et même d'une latitude à une autre! Qui assurera qu'on ne parviendrait pas à élever dans nos régions méridionales l'arbre à pain et le bananier; que le lama des Cordillières ne se naturaliserait pas dans nos Alpes; car, ainsi que le dit l'auteur des *Études de la Nature*, si des animaux de l'autre hémisphère n'ont pu s'acclimater dans le nôtre à une température à peu près égale, la cause en est peut-être qu'on n'y a pas transplanté en même temps les graminées ou les arbustes dont ils avaient l'habitude de se nourrir. Sans doute une expédition scientifique entreprise dans le but que j'indique ici produirait les plus grands avantages, accroîtrait les jouissances du riche, et surtout ajouterait à l'abondance et à la variété des mets du pauvre.

Tout comme Paul eût voulu, passant, pour ainsi dire l'éponge sur le règne de sa mère, renouer le fil de son administration à celui du gouvernement de Pierre III, de même Alexandre, s'efforçant d'effacer la trace du pouvoir exercé par son père, affectait de reprendre toutes choses au point où les avait laissées son aïeule : aussi, les crimes et les débauches de cette princesse exceptés, il la continua littéralement, si je puis ainsi m'exprimer; il n'aperçut pas dans ses projets la vanité et l'injustice qui en faisaient principalement le fond; il ne vit que le vernis de grandeur qui les couvrait; il suivit de con-

fiance, et sans prendre assez la peine de les rectifier, ses erremens en économie administrative et en politique.

Héritier de la prédilection de Catherine envers l'Angleterre, il n'avait pas tardé à en donner des preuves publiques : la France le croyait devenu souverain par cette puissance et pour elle; elle craignait qu'il ne fût qu'un instrument, un levier mécanique dans les mains de la cour de Londres. Cette crainte ne fut pas entièrement justifiée.

Il écrivit, il est vrai, au roi Georges III une lettre toute pacifique; il prit des mesures convenables pour faire cesser le plus promptement possible les hostilités maritimes entre les sujets de ce prince et les siens; il réadmit les vaisseaux anglais dans les ports de son empire, et rendit à la liberté les équipages de ceux qui avaient été confisqués par son père; après ces préliminaires, gages de son désir de la paix, il exhorta le commandant des flottes anglaises dans la Baltique, qui, tout récemment encore, avait tenté un coup de main contre Copenhague, à suspendre des entreprises dont l'issue ne pouvait, au point où en étaient venues les choses, être que déplorable; enfin il déclara abandonner les prétentions de son père sur la grande-maîtrise de Malte.

Mais, d'un autre côté, il se montra également disposé à rester en paix avec le gouvernement

français; il témoignait même dans toutes ses dépêches, le désir de voir s'établir sur des bases solides une réconciliation générale de l'Europe; il semblait vouloir alors anticiper la sainte alliance, dans un but différent néanmoins de celui qu'elle a eu depuis.

Il continua pourtant envers l'Angleterre son système de prévenances conciliatrices, et ensuite de concessions. J'ai dit qu'il avait rendu à la liberté les équipages des vaisseaux détenus, depuis la rupture, dans les ports de son empire; il ne tarda pas à lever (18 mai) l'embargo de ces vaisseaux mêmes. De plus, par une convention signée à Saint-Pétersbourg un mois après, il accéda à toutes les exigences du cabinet de Londres, sans stipuler, en faveur des alliés de la Russie, au moins, qui seuls avaient supporté toutes les pertes de cette guerre, aucune indemnité, aucune réserve. On jeta les hauts cris à Stockholm et surtout à Copenhague: une condescendance empreinte de tant d'iniquité y peignit Alexandre sous le jour le plus désavantageux. On put s'y croire sacrifié moins aux intentions louables de pacification qu'il annonçait, qu'à son but de s'acquitter, à tout prix, envers ceux dont les intrigues avaient si puissamment concouru à l'élever prématurément sur le trône. En effet, ce prince consentait encore à payer aux Anglais une somme de huit cent mille roubles, en indemnité des pertes résultées pour eux de l'em-

bargo mis sur leurs vaisseaux. A toutes ces conditions, c'était acheter plutôt que faire et surtout que donner la paix.

Dès lors la partialité du jeune souverain en faveur de l'Angleterre devint plus évidente de jour en jour; pourtant il désirait, le premier consul souhaitait également, de consacrer, par les formalités usitées, le rétablissement des relations amicales entre la Russie et la France. Il y avait plus d'un an que les hostilités avaient cessé, et l'on n'y avait pas songé encore. Ce fut seulement, comme le remarque un écrivain, lorsque des sentimens hostiles commencèrent à se réimprimer dans les cœurs, et à cause de cela peut-être, qu'on crut devoir donner à cette paix de fait une sanction formelle.

Le traité fut signé à Paris le 8 octobre, huit jours après que l'Angleterre eut consenti aux préliminaires de réconciliation que suivit, à quelques mois d'intervalle, la mensongère paix d'Amiens. Un autre traité entre la France et la Turquie sembla alors mettre le sceau à la pacification générale, et l'Europe satisfaite crut enfin voir l'aurore d'un repos dont elle avait le plus grand besoin. Malheureusement elle devait être trompée dans son espoir : l'Angleterre ne voulait pas encore de la paix. Cependant, en France, le gouvernement marchait de plus en plus vers l'unité monarchique ; la munificence dans la rétribution des emplois remplaçait l'économie républicaine ; l'exemple des

grands dignitaires remettait le luxe en honneur; tous les efforts tendaient déjà à combattre dans l'esprit des masses le dédain des distinctions natives; le catholicisme se voyait encouragé à reprendre sa suprématie.

Les philosophes ne veulent pas de moi, disait le premier consul; et, sur cette persuasion, il tâchait d'extirper l'esprit philosophique. En un mot, l'héritier de la Révolution s'en était rendu le maître; mais, en la comprimant, il l'avait circonscrite; en la détournant à son profit, il avait brisé le levier moral dont elle agissait sur l'Europe : ce n'était donc plus *la guerre des opinions armées*, comme Pitt appelait celle qui venait de finir, qu'on pouvait renouveler ; ce n'était pas davantage une guerre en faveur de la dynastie française détrônée, puisque le cabinet de Saint-James, après avoir tenté sans succès de faire du premier consul un Monck, avait offert de l'aider à se placer plus haut qu'un Cromwell; ainsi c'était tout simplement la guerre de l'ambition britannique.

En effet, ces conquêtes maritimes que l'Angleterre avait faites, pendant les dernières hostilités, sur la France et sur ses alliés ; ces conquêtes que, par la paix d'Amiens, elle s'était engagée à restituer; ces conquêtes dont elle avait voulu faire le prix d'une assistance aux vues déjà évidentes du chef du gouvernement français , son intention n'était plus, n'avait peut-être jamais été de s'en des-

saisir. Aussi la clause des restitutions resta-t-elle de sa part complétement inexécutée. Ses vaisseaux continuèrent, en outre, à violer scandaleusement le pacte garant des droits et de la sécurité des neutres.

La France, dont la défiance se trouvait ainsi provoquée, mit plus de lenteur à retirer ses troupes des pays qu'elle devait évacuer. L'empereur Alexandre intervint, moins comme un médiateur équitable que comme un allié particulier de la Grande-Bretagne. Sur ses instances, néanmoins, les Français évacuèrent le territoire de Naples, les États du pape et presque tous les ports du littoral de l'Italie; mais les Anglais n'en satisfirent pas davantage aux obligations qu'ils avaient contractées.

On peut dire que, dans ces conjonctures où aucune des parties réconciliées n'osait mettre de confiance en l'autre, la conduite du gouvernement français fut, envers la Russie, toute de modération et même de condescendance. Fidèle à l'engagement secret qu'il en avait pris, il admit cette puissance à concourir, par ses négociateurs, à la fixation des portions du territoire allemand destinées, d'après le traité de Lunéville, à indemniser les petits princes qui, par une combinaison nouvelle des divers États d'Italie, se trouvaient dépossédés de leurs souverainetés. Cette affaire des indemnités, dans lesquelles tout le Nord agissait en défiance de la France, et qu'évoquait vainement à elle la diète de Ratisbonne, se traita à Paris. Alexandre avait

dès long-temps approuvé le plan de répartition, sauf quelques exceptions, dont une seule importante : l'exigence d'une compensation intégrale des pertes du roi de Sardaigne.

L'esprit de partialité dont la politique d'Alexandre était manifestement empreinte se produisait dans la conduite de ses principaux ministres. L'ambassadeur russe à Paris, ce Marcow qui, sous Catherine, s'était montré si hostile envers la république française, abusait de l'inviolabilité attachée à son caractère, au point de participer à ces machiavéliques intrigues tramées sous la protection et peut-être à l'instigation du gouvernement anglais, dans l'intérêt apparent d'un pouvoir que nulle force humaine n'eût pu alors relever. Le temps et le lieu étaient mal choisis pour singer un Stackelberg; le premier consul, qui n'était point un Stanislas-Auguste, signifia à Marcow l'ordre de quitter immédiatement la France.

Marcow chassé de Paris pour ses intrigues.

Il n'en résulta aucune mésintelligence sensible entre les deux États. Cependant Alexandre plaça honorablement le ministre congédié, et lui fit une pension de 12,000 roubles; moyen indirect d'encourager aux actes qu'on n'ose pas ouvertement approuver.

Cependant la guerre entre la Grande-Bretagne et la prétendue république française était devenue inévitable. Les Anglais s'obstinaient à garder, contre la teneur du traité d'Amiens, Malte, le Cap,

Alexandrie et beaucoup d'autres stations maritimes; ils alléguaient que la France, qui avait plus exactement acquitté sa part d'obligations, ne donnait à la sécurité de l'Europe qu'une garantie illusoire; « en effet, disaient-ils, la Belgique et le Bas-Rhin lui étaient incorporés; la Hollande, quoique libre de nom, lui était de fait soumise; la Confédération germanique, scindée par suite de la clause des indemnités, présentait une foule d'accès à son influence. C'était pis au midi : le Piémont se trouvait en partie absorbé, et, du reste, réduit à l'impossibilité de se maintenir; la Cisalpine jouissait d'une indépendance égale à celle de la Hollande, et le souverain du grand-duché de Toscane n'était que le vassal d'une république. Ainsi la France, démesurément accrue, ayant un pied en Allemagne et l'autre en Italie, menaçait d'achever, quand elle aurait consolidé ses nouvelles acquisitions, l'usurpation du reste de l'Europe. »

Le premier consul ne se trouvait point obligé à répondre à toutes ces plaintes, en partie fondées : plus heureux, il n'avait qu'à réclamer l'exécution franche et entière du traité d'Amiens, et c'est aussi tout ce qu'il faisait. Malgré les complots que le ministère anglais organisait contre son pouvoir et contre ses jours, malgré les injures qu'il lui laissait ou lui faisait prodiguer par ses journaux, il persévéra jusqu'au bout dans un système de longanimité. Bien plus encore, sans peut-être désirer

de voir se prolonger la paix, il fit, dans le but apparent de la conserver, une démarche grave et solennelle ; il réclama la médiation de la Russie et de la Prusse, qui, toutes deux secrètement disposées en faveur de son ennemi, la refusèrent ; il affecta enfin de provoquer la modération de cet ennemi même : il lui proposa des compensations aux accroissemens que la France avait pris depuis la paix ; tout fut vain. Alors les hostilités éclatèrent. On faisait depuis long-temps de part et d'autre des préparatifs également, mais diversement formidables. Rupture de la paix d'Amiens.

Tandis que l'Angleterre et la France commençaient une guerre en rivalité d'influence et en discussion de conquêtes, Alexandre s'occupait de consolider les acquisitions faites par son aïeule et par son père. Dès 1802, il avait confirmé la réunion de la Géorgie à l'empire, « non, disait-il, pour augmenter sa puissance, ni dans des vues intéressées, mais uniquement pour l'établissement de la justice. » Ce début sent l'hypocrisie des manifestes de Catherine ; mais la suite détruit cette impression première ; il dit aux Géorgiens : « Toutes les taxes que vous payez seront employées à votre propre usage, et pour la reconstruction des villes et des villages détruits. » Voilà de ces paroles qui sortent trop rarement de la bouche des souverains, surtout des souverains conquérans ou acquisitionnaires, comme on voudra les appeler. Reste à savoir si cette remise de tribut, si généreuse en apparence, Réunion de la Géorgie à l'empire russe.

n'était pas un sacrifice fait à une nécessité impérieuse autant qu'à la véritable bienfaisance.

A peine cette contrée de la Géorgie fut-elle réunie à la Russie, qu'on eut à la défendre contre les tentatives que fit pour la reprendre le prince qui règne encore aujourd'hui en Perse : on y envoya des renforts. Les Kirghis firent aussi bientôt des incursions; ils furent battus, repoussés au delà de l'Alazani, et chassés du fort de Bélakan. Ce ne fut cependant point en vue de recruter l'armée de cette frontière, mais bien pour se mettre en état d'intervenir activement dans la querelle qui allait diviser l'Europe, que le cabinet russe ordonna vers ce temps la levée de deux hommes sur cinq cents, et porta ainsi l'effectif de ses troupes à une masse de cinq cent mille soldats.

Une provocation de la Suède obligea, sur ces entrefaites, la Russie à des dispositions menaçantes; la mésintelligence des deux États n'eut, heureusement, aucune suite.

Cependant le premier consul, en butte aux machinations de l'émigration, ou plutôt du gouvernement anglais, qui excitait et même aidait celle-ci de tous ses moyens, exerça sur une innocente victime, le duc d'Enghien, d'injustifiables représailles. Alexandre fut, de tous les souverains, le premier à témoigner son indignation : il reprochait surtout au gouvernement français la violation d'un territoire neutre, celui de l'électeur de Bade, d'où l'on

avait enlevé le jeune prince; et, tandis que cet électeur et les autres souverains se taisaient encore, par prudence ou par crainte, il déclarait voir dans cette violation « une transgression criminelle de la loi et du droit des nations. » Dans une note subséquente du chargé d'affaires russe à Paris, on lisait « que l'empereur Alexandre, comme médiateur et garant de la paix continentale, venait de notifier aux États de l'empire qu'il considérait cette action comme mettant en danger leur sûreté et leur indépendance, et qu'il ne doutait pas que le premier consul ne prît de promptes mesures pour rassurer tous les gouvernemens, en donnant de satisfaisantes explications. » Le premier consul, qui alors se disposait à se faire proclamer empereur, répondit, ou fit répondre, par des récriminations. « Qu'eût dit Alexandre, si lui, premier consul, avait demandé impérieusement des explications sur le meurtre de Paul Ier, et prétendu s'en faire le vengeur? Comment, quand le souverain du territoire prétendu violé, quand tous les princes ses voisins ou ses alliés s'accordaient à ne pas former une plainte, l'empereur de Russie, moins intéressé qu'aucun d'eux dans cette affaire, élevait-il seul la voix? n'était-il pas clair que c'était par complaisance pour l'Angleterre, cette machinatrice de complots contre le pouvoir et contre les jours du premier consul? La Russie, d'ailleurs, elle-même ne faisait-elle pas intriguer dans un sens presque

semblable à Dresde, à Rome et jusqu'à Paris? Si elle voulait absolument la guerre, que ne la déclarait-elle franchement, au lieu de se borner à décéler son but par des attaques indirectes? » C'était ainsi qu'était réfutée par le gouvernement français la note du cabinet russe.

Napoléon venait de ceindre enfin la couronne impériale : Alexandre, donnant un exemple que suivit la cour de Stockholm, refusa de lui reconnaître son nouveau titre. De là, plus d'irritation encore dans les rapports diplomatiques. L'Angleterre fomentait autant qu'elle pouvait les discordes continentales. Tremblante à la vue du camp de Boulogne, menacée à son tour d'une invasion, elle avait le plus pressant intérêt à détourner vers le Nord le fléau prêt à fondre sur elle. Toutes ses machinations tendirent donc à ce but. Il fallait sortir encore du repos l'Autriche; il fallait faire peur à cette puissance des desseins de l'empereur français; lui inspirer la crainte de nouveaux périls, de nouvelles mutilations : on y parvint, en ayant l'air de faire à la France des avances de paix, mais en même temps en prenant toutes les précautions pour les faire échouer; de telle manière que celle-ci parût vouloir suivre un système de guerre et de conquêtes perpétuelles. M. de Novossiltzoff, le plénipotentiaire de la Russie, qui devait venir traiter à Paris, prit prétexte de la réunion de Gènes à l'empire français pour se dispenser d'ouvrir les né-

gociations; il ne vint que jusqu'à Berlin, et retourna à Saint-Pétersbourg, laissant au ministre prussien, baron de Hardemberg, une note où il disait « qu'il était impossible de croire que Bonaparte, en expédiant les passeports qui étaient accompagnés des assurances les plus pacifiques, eût sérieusement pensé à s'y conformer, puisque, dans le temps qui devait s'écouler entre l'expédition de ces passeports et l'arrivée du négociateur russe à Paris, il hâtait des mesures qui, loin de faciliter le rétablissement de la paix, étaient de nature à en détruire le principe. » La réplique du cabinet des Tuileries fut encore une série de récriminations : « Si la France influençait l'Italie, la Russie influençait la Perse et la Porte. Du reste, les forces des deux puissances se doivent balancer : pour l'accroissement gagné par la Russie au partage de la Pologne, il a fallu la Belgique et la rive gauche du Rhin; pour celui qu'elle a acquis par la réunion de la Crimée, du Kouban, de la Géorgie et d'autres régions du Caucase, il faut d'autres dédommagemens. Veut-on une restitution générale en Europe des acquisitions faites depuis cinquante ans? qu'on rétablisse la Pologne, qu'on rende Venise à son sénat, la Trinité à l'Espagne, Ceylan à la Hollande, la Crimée à la Porte; la Géorgie, le Caucase, à leurs anciens possesseurs; et pour l'Angleterre, l'Inde tributaire à ses nababs : la France, alors, pourra rentrer dans ses précédentes limites.

L'ambition de la France, dit-on?.... La France a eu en son pouvoir les États de Venise, de Naples, la Suisse, la Hollande, la moitié de l'Autriche, et, si elle avait été ambitieuse, elle les aurait conservés. La France a-t-elle passé le Rhin et l'Adige, ses limites naturelles et effectives? Qui l'a empêchée de s'étendre jusqu'à la Salsa et à la Drave, sinon une noble modération? Mais telle a toujours été la politique des puissances du Nord, d'exciter des querelles dont leur éloignement les empêchait d'avoir rien à craindre. »

Dès lors la guerre parut inévitable; les répliques devinrent de part et d'autre plus aigres, plus hautaines, plus menaçantes. Alexandre, posant comme principe politique incontestable, un droit d'intervention fondé sur *l'intérêt de la communauté des États*, exprimait à ce titre beaucoup d'exigences; il demandait en substance :

« Que, conformément à un article de la convention, les troupes françaises évacuassent définitivement le royaume Naples;

» Qu'elles évacuassent également le nord de l'Allemagne, et qu'on prît l'engagement de respecter la neutralité du corps germanique;

» Qu'on convînt avec la Russie des bases d'après lesquelles seraient réglées les affaires d'Italie;

» Que la Sardaigne reçût immédiatement les indemnités qui lui avaient été promises. »

— « La France est prête à exécuter fidèlement les

»articles du traité sur lesquels la Russie appuie ses »réclamations, aussitôt que cette puissance rem»plira l'engagement réciproque, stipulé dans le »même traité, de ne pas souffrir que les sujets res»pectifs entretiennent aucune correspondance di»recte ou indirecte avec les ennemis de l'un des »deux États, ou qu'ils propagent des principes »contraires aux constitutions et à la sûreté de leur »pays; s'obligeant, dans ce cas, à les exporter au »delà des frontières, sans qu'ils puissent se couvrir »de la protection du gouvernement.» Telle fut la réponse faite par l'organe du ministre Talleyrand, à l'ultimatum du cabinet russe.

La rupture définitive traîna pourtant encore en longueur. M. d'Oubril, le chargé d'affaires de Russie à Paris, rappelé par son gouvernement, quitta cette capitale le 3 août, mais séjourna ensuite à Mayence, puis à Francfort, et ne partit enfin véritablement pour retourner à Saint-Pétersbourg que le 19 octobre. Le ministre français dans cette ville, le général Hédouville, l'avait bien quittée dès le 8 juin, mais il y avait laissé, pour le remplacer, le secrétaire de l'ambassade, M. de Rayneval. Celui-ci risqua, de l'ordre de son cabinet, quelques mots dont le but était conciliatoire ; ce fut vainement : il abandonna bientôt la Russie, où il ne resta plus d'autre organe du gouvernement français qu'un simple agent commercial, M. de Lesseps.

La Russie avait faussement paru vouloir inter-

poser ses bons offices entre l'Angleterre et la France.

Coalition avec l'Angleterre et l'Autriche.

L'Autriche, plus hypocritement encore, proposa sa médiation entre la France et la Russie. L'Autriche, mutilée, humiliée, dominée et ouverte sur une foule de points, était, bien plus qu'aucun autre État, intéressée à voir éclater une guerre qui pouvait devenir pour elle une occasion de rétablissement. Aussi ne tarda-t-elle pas à s'unir à la coalition. La Prusse, plus circonspecte, non-seulement ne voulut point y prendre part, mais encore refusa aux troupes russes le passage sur son territoire. Il y avait des souverains que la crainte poussait à agir plus directement encore dans les vues du gouvernement français : tel, par exemple, était le pape, qui, sans égard à l'intercession du ministre d'Alexandre à Rome, venait de livrer à ce gouvernement un comte de Vernègues, Français naturalisé Russe, dont les intrigues avaient éveillé l'attention

Rupture avec Rome.

du premier consul. Alexandre rappela de Rome son ambassadeur, et força en même temps un nonce et un auditeur apostoliques, résidant à Saint-Pétersbourg, de quitter sur-le-champ le territoire de l'empire, où désormais toutes les affaires des catholiques durent être réglées par un métropolitain de leur culte, sans aucun appel à la cour papale.

Napoléon, en même temps qu'il tenait à sa dévotion le pape, espérait de voir le sultan opérer en sa faveur une active diversion; mais le cabinet russe, de son côté, faisait jouer tous les ressorts de

la politique pour se maintenir en paix avec ses voisins d'Orient, du moins pendant la durée de la lutte imposante que ses armées allaient engager. Il osait même proposer à la Porte une alliance offensive et défensive; et, moitié surprise, moitié crainte de se voir lancés dans les embarras d'une nouvelle guerre, Sélim et son conseil allaient accéder à ce qu'on demandait ou, pour mieux dire, à ce qu'on exigeait d'eux. Une clause glissée dans le traité par cette ambition traditionnelle et persévérante qui, depuis Pierre Ier, ne laisse échapper aucune occasion d'avancer vers le but lointain qu'elle s'est fixé, dessilla les yeux du Divan et de son chef, et leur longanimité fit place pour lors à l'indignation et à la fureur. La Russie s'arrogeait, par cette clause, la protection effective et individuelle de tous les Grecs sujets de l'empire turk. On dit que Sélim, quand il vint à connaître une telle prétention, en fut affecté au point de verser des larmes. Un moment il voulut la guerre; mais des considérations d'une prudence impérieuse le retinrent; il songea à la situation intérieure de l'empire, déchiré et affaibli par la révolte de deux provinces; il se peignit le fruit fatal des précédentes concessions : la Russie débordant sur plusieurs points le territoire ottoman, pouvant d'Odessa porter en quelques jours ses armées sous les murs de la capitale, et enfin, par son influence, régnant presque en Valachie, en Moldavie, en Morée, dans les îles Ioniennes, que déjà

elle occupait en partie. D'un autre côté, Alexandre, pressé d'entrer en lice contre la France, rabattait de ses exigences. Dans ces circonstances, les deux souverains, sans plus parler d'alliance, renouvelèrent purement et simplement, pour huit ans, la trève conclue sous Paul, en 1798.

Renouvellement de trève avec la Porte.

Napoléon, ne pouvant donc compter sur une diversion de la part des Turks, n'eut plus pour alliées que la Hollande, la Suisse et la Bavière ; faibles champions à opposer à la Russie, à la Suède et à l'Autriche, dont la puissance allait fortifier contre lui celle de l'Angleterre. Il ne pouvait songer maintenant à une descente dans cette île; les escadres russes, parties des ports de Cronstadt et de Revel, avaient opéré leur jonction avec la flotte britannique dans la rade de Cadix. Villeneuve, qui n'avait pu exécuter son projet de gagner les Antilles, pour de là revenir en force favoriser la traversée de la flotille de Boulogne, s'était vu forcer de rétrograder dans un port d'Espagne. Napoléon, en apprenant tous ces contre-temps, change soudainement son plan de campagne : ce n'est plus d'une expédition maritime, ce n'est plus d'une descente en Angleterre qu'il s'agit : c'est d'une invasion continentale, de la campagne d'Austerlitz en un mot, dont il trace en quelques heures le plan, et ce plan, improvisation du génie, doit s'exécuter presqu'à la lettre.

C'est le 8 septembre que les Autrichiens sont en-

trés en Bavière, pays dont le roi est allié à la France. Le 30, Napoléon, à la tête du principal corps de son armée parti des dunes de Boulogne, se trouvait sur le Rhin. Le 6 octobre, il était au sein de la Franconie, sur les derrières de l'armée ennemie. Le succès de cette manœuvre hardie a ouvert aux Français une route de victoires qui les a conduits à la conquête d'Ulm. Cette ville s'est livrée avec trente mille hommes et un immense matériel. Soixante mille prisonniers ont été faits en moins de quinze jours. D'un autre côté, Marmont, qu'aucune défection n'a flétri encore, bat, avec cinq mille Français seulement, vingt-quatre mille Russes, près du village de Diernstein; la ville de Vienne ouvre ses portes; enfin Masséna, parti des bords de l'Adige, opère, au terme d'une marche toujours triomphante, sa jonction avec les troupes de la grande armée, qui, puissante et fière du sentiment d'une force presqu'invincible, va marcher d'avantages en avantages jusqu'aux champs d'Austerlitz, où elle doit cueillir le plus beau fleuron de sa couronne de gloire.

Alexandre, pendant ce temps, s'acheminait vers le théâtre de tant d'exploits; il avait passé à Berlin, puis à Postdam, où le roi de Prusse et son épouse lui avaient juré bien secrètement, à minuit, sur le tombeau du grand Frédéric, une amitié dont les évènemens qui suivirent bientôt empêchèrent la manifestation officielle. Le jeune souverain, traversant ensuite Leipsick et Dresde, avait été joindre,

à Olmutz, l'empereur d'Autriche, qui déjà ne conservait de la plus brillante armée que des débris. Alors eut lieu la jonction des deux corps qui devaient former l'armée russe, le premier aux ordres de Koutaisow, déjà rendu depuis quelques jours; l'autre, à ceux du général Buxhovden, arrivant à travers la Moravie et la Gallicie. A ces deux corps, forts ensemble de soixante-dix mille hommes, se réunirent trente mille Autrichiens, seuls restes disponibles de l'armée vaincue.

Koutaisow eut le commandement en chef de toutes ces forces : on crut plus tard avoir à lui reprocher, d'abord et avant la bataille d'Austerlitz, une temporisation préjudiciable aux intérêts qu'il devait servir, puis une suite de dispositions plus mauvaises les unes que les autres, le jour même de la bataille : il sembla n'avoir attendu l'armée française que pour lui donner l'occasion d'élever au comble la gloire militaire de son chef.

Bataille d'Austerlitz, 2 décembre 1805.

Napoléon parvient, par une retraite simulée, à attirer ses ennemis sur un terrain dont son regard d'aigle a d'un instant apprécié l'avantage ; il s'est dit : C'est là que se donnera une grande bataille, que je remporterai une grande victoire ; et il doit forcer par son génie la fortune à justifier cette confiance, qui, de la part d'un homme moins supérieur, eût semblé de la présomption. Le premier décembre 1805, les deux armées sont en présence : celle

des alliés est forte de cent mille combattans, selon les uns, de quatre-vingt-deux mille seulement, suivant quelques autres; mais, dans tous les cas, supérieure numériquement à l'armée française. Les coalisés ont plus de cavalerie; l'artillerie est presque également nombreuse des deux côtés.

L'action s'engagea le 2 décembre, à la pointe du jour, dont elle devait remplir toute la durée. Les talens militaires de Napoléon, l'habileté de ses généraux, l'intelligence de ses moindres officiers, la bravoure de tous ses soldats, brillèrent au plus haut degré dans cette bataille. L'automatique opiniâtreté des Russes ne put résister à un pareil concours: déjà la victoire n'est plus douteuse, mais la fortune semble vouloir prendre sa part de cette œuvre de la valeur et du génie: des régimens entiers de Moscovites se noient dans des lacs dont la surface glacée a fléchi sous leurs pas. Les coalisés perdent, outre la presque totalité de leur matériel en artillerie et équipages, plus de quarante mille hommes, dont la moitié prisonniers; et encore perdraient-ils davantage si le vainqueur voulait pousser jusqu'à l'extrémité ses avantages.

Cependant le lendemain, 3 décembre, l'armée française fit un mouvement général pour empêcher les Austro-Russes de revenir de leur terreur; mais ceux-ci n'étaient plus en état de rien entreprendre, ni de résister à rien. La nuit même de la bataille, le prince Jean de Lichtenstein était venu, au nom de Armistice.

l'empereur d'Autriche, solliciter un armistice d'abord, puis, ensuite, une entrevue dans laquelle on pût convenir des bases d'une paix séparée. François II vint trouver à son bivouac son vainqueur, qui lui dit : « Je vous reçois dans le seul palais que j'habite depuis deux mois. — Vous savez si bien tirer parti de cette habitation, répondit François, qu'elle doit vous plaire. » Assurément les familles dont les membres avaient péri dans cette lutte de l'ambition de reconquérir contre celle de conquérir davantage, n'eussent jamais trouvé ce compliment fade.

Une des conditions de l'armistice fut la retraite de l'armée russe par journées d'étapes ; l'adhésion de l'empereur Alexandre à cette clause ne devait pas être difficile à obtenir. Dès le lendemain de sa défaite, il avait fait placer sur les routes qui aboutissaient au champ de bataille des placards où se lisaient ces mots de détresse : « Je recommande mes malheureux soldats à la générosité de l'empereur Napoléon. » Il implora, assure-t-on, cette générosité pour lui-même, et écrivit au crayon deux billets, où, dans les termes les plus pressans, il conjurait son ennemi de lui laisser une issue. Et, effectivement, Davout avait déposté de Godding le général Meerfeld ; l'armée russe se trouvait entièrement tournée. Cependant il fallait avoir de l'autocrate un consentement formel à l'article de la convention qui le concernait ; le général Savary,

aide-de-camp de Napoléon, fut dépêché au camp russe. Alexandre, du plus loin qu'il le vit, lui cria : « Dites à votre maître que je m'en vais; qu'il a fait » hier des miracles; que cette journée a accru mon » admiration pour lui; que c'est un prédestiné du » ciel; qu'il faut à mon armée cent ans pour éga- » ler la sienne. » Il s'enquit ensuite des conditions qui lui étaient imposées, donna sa parole qu'il s'y conformerait, puis, revenant encore sur la bataille de la veille, il ajouta : « Vous étiez numériquement » inférieurs à moi, et pourtant vous étiez en réalité » supérieurs sur tous les points d'attaque. — Sire, » répondit Savary, c'est l'art de la guerre et le fruit » de quinze ans de gloire : c'est la quarantième ba- » taille que donne l'empereur. — Cela est vrai, c'est » un grand homme de guerre. Pour moi, c'est la » première fois que je vois le feu ; je n'ai jamais eu » la prétention de me mesurer avec lui. » Il renouvela la promesse d'évacuer sur-le-champ l'Autriche et la Pologne autrichienne par les étapes qui lui seraient prescrites, et finit par dire : « Je m'en vais » donc dans ma capitale : j'étais venu au secours » de l'empereur d'Allemagne ; il m'a fait dire qu'il » était content, je le suis aussi. » Ce n'était pas se montrer difficile.

Une chose bien digne de remarque, c'est la tranquillité de conscience des deux souverains alliés après cette grande destruction d'hommes, que, dans l'hypothèse la plus propre à les excuser, on doit

attribuer au moins à leur imprudence ; triste fruit de ce préjugé qui fait que les rois regardent leurs sujets comme une propriété, presque comme un bétail dont ils peuvent sans scrupule exposer le bien-être, la vie même, pour leurs vues, leurs affections, leurs intérêts, leur honneur personnels : aussi, dans le plus grand nombre des guerres, me semble-t-il voir les gouvernans jouer à la puissance ou à la gloire avec des têtes d'hommes.

Une convention conclue à Vienne le 19 décembre, entre la France et l'Autriche seulement, fixa les bases d'un traité définitif signé bientôt à Presbourg le 26 du même mois. Par ce traité, Napoléon réunit au royaume d'Italie l'État de Venise, la Dalmatie, l'Albanie ; il entre en contact avec la Grèce, et en concurrence avec la Russie pour l'empire d'Orient ; le duc de Bade, celui de Wurtemberg, l'électeur de Bavière, reçoivent, aux dépens de l'Autriche, un accroissement de territoire, les deux derniers avec le titre de roi. La Prusse, en échange de Clèves, Anspach, Bareuth, Neufchâtel, annexés à la France, n'obtient que la permission de conquérir sur l'Angleterre l'électorat de Hanovre.

Il était temps néanmoins que les Français vainquissent : deux corps de troupes anglo-moscovites allaient les attaquer, l'un dans le fond de l'Italie, en s'étayant d'une levée de boucliers du royaume de Naples, l'autre plus près du lieu où ils avaient leurs principales forces, dans le nord de l'Allema-

gne. De plus la Bohème s'était insurgée sur leurs derrières, et la Prusse menaçait d'une rupture au moindre revers; la victoire d'Austerlitz fit perdre aux alliés tous leurs avantages : les deux armées anglo-russes n'osèrent ou ne purent rien tenter; la révolte de la Bohème s'apaisa d'elle-même; le roi de Prusse fut en vain sollicité par Alexandre de l'aider à renouveler la lutte contre le vainqueur; seulement il permit aux débris de l'armée défaite d'hiverner dans la Silésie prussienne.

Napoléon, en autorisant ou plutôt en obligeant la Prusse à conquérir le Hanovre, voulait mettre cette puissance en état de relever sur ses frontières, mais plus infranchissable et plus forte, la barrière qu'opposait jadis à la Russie la république de Pologne. Malheureusement le cabinet prussien n'entrait pas dans cette vue; il se trouvait au fond peu satisfait de l'acquisition du Hanovre, acquisition incertaine encore, précaire dans tous les cas, et qui était loin de compenser à ses yeux la cession de ses provinces rhénanes, démembrées bientôt après au profit de Murat; mais Frédéric-Guillaume avait peur : le temps d'une énergie malheureuse n'était pas encore venu pour ce prince et pour sa cour. Alexandre, d'un autre côté, s'obstinait à ne point accéder à la paix de Presbourg, par la raison ou sous le prétexte qu'elle était trop humiliante et trop désavantageuse pour son allié. Il ne fallait pas moins que l'allégation d'un tel motif pour pallier

son évidente ingratitude envers un ennemi qui, avec un peu moins de magnanimité ou de duperie, pouvait le mettre hors d'état de continuer et même de renouveler de long-temps la guerre.

Napoléon, piqué sans doute autant que surpris de voir l'empereur russe répondre si peu à ses avances, essaya, dit-on, de réveiller dans le cabinet autrichien les anciennes alarmes au sujet des vues ambitieuses de la Russie. Il faisait valoir non-seulement la réunion récente de la Géorgie, mais des empiétemens plus récens encore vers le Phase; la permission de naviguer sur tout le cours de ce fleuve, surprise par intrigue au sultan Sélim; la construction d'une multitude de forts destinés à protéger cette navigation, et, aussi, une route de communication des bords de la Caspienne à ceux de la mer Noire, et la facilité qui en résultait de pouvoir se porter alternativement et avec promptitude des frontières de Perse à celles de Turquie: enfin, insistant sur la nécessité de prévenir dans ses projets le cabinet russe, il allait jusqu'à proposer à François II la conquête en commun et, ensuite, le partage de la plus grande partie des États de la Porte en Europe. Le prince Charles, à qui furent faites ces ouvertures, n'osa prendre sur lui d'entamer une négociation sur un sujet aussi grave.

Napoléon recueillait à l'intérieur et à l'extérieur les fruits de la bataille d'Austerlitz; à l'intérieur, la gloire qu'il venait d'acquérir achevait d'étouffer ce

qui restait encore de l'opposition républicaine ; à l'extérieur, il modifiait, changeait, bouleversait à son gré, sans obstacle, sans contrôle, sans que personne osât élever de réclamation. Il transformait en royaumes les principautés, en principautés les républiques, comme naguère en républiques les principautés et les monarchies ; enfin le titre d'empereur ne lui était presque plus disputé que par l'Angleterre ; Alexandre le lui avait donné dans un moment d'effroi, et la Turquie, à la nouvelle du désastre essuyé par les Russes, s'était hâtée de le lui reconnaître.

La Russie, pendant ce temps, faisait, pour rentrer en lutte, des préparatifs formidables. Renonçant, par passion du moment, au système de civiliser ses troupes, elle s'efforçait de les ramener, au contraire, à la sauvagerie des soldatsde Souwarow. A l'exemple de ce féroce guerrier, les nouveaux Russes cherchaient, jusque dans les manœuvres, à exalter la haine contre le nom Français ; c'était toujours un *exécrable* soldat français, tantôt peint sur une planche, tantôt figuré par un mannequin vêtu de l'uniforme le plus redouté dans l'Europe, qu'on offrait pour but à l'adresse des recrues moscovites, journellement exercées à tirer au cible.

Pourtant des négociations s'étaient ouvertes à Paris entre le cabinet des Tuileries et celui de Saint-Pétersbourg. Au commencement de juillet, M. d'Oubril, le même plénipotentiaire russe qui avait été l'agent principal de la rupture, fut chargé

d'opérer la réconciliation. Il signa au nom de son souverain, dont il avait reçu tous pouvoirs, un traité que celui-ci, par un procédé inusité et injustifiable, ne devait point ratifier. Les conditions de ce traité étaient en substance la remise des bouches du Cattaro aux troupes françaises ; la retraite et l'amnistie des Monténégrins ; le rétablissement de la république de Raguse ; l'indépendance des sept îles, garantie en commun ; l'intégralité des États de la Porte, aussi garantie ; l'évacuation de l'Allemagne par l'armée française ; la promesse de s'employer conjointement à faire cesser la guerre élevée entre la Suède et la Prusse ; l'engagement pris par la Russie de tout tenter pour amener également la paix de la France avec l'Angleterre.

Un changement du ministère russe, arrivé sur ces entrefaites, avait fait prévoir à M. d'Oubril l'accueil réservé à sa négociation. « Je vais, dit-il à l'ambassadeur anglais, en partant pour Saint-Pétersbourg, mettre aux pieds de l'empereur mon ouvrage et ma tête. » Il en fut quitte néanmoins pour une destitution et un exil dans ses terres : la crainte qu'il exprimait d'un traitement plus rigoureux n'en est pas moins très-remarquable ; elle donne une idée de la terreur qu'inspire le despotisme, même sous un prince renommé pour son équité et pour sa douceur.

Des conférences ouvertes avec le gouvernement anglais, et qui, depuis la mort de Fox, dont l'in-

fluence les avait provoquées, n'étaient suivies qu'avec la plus grande froideur, furent rompues vers le même temps. On ne manqua pas d'inférer de la simultanéité de cette rupture et du refus de ratifier, fait par Alexandre, la connivence des deux cabinets de Pétersbourg et de Saint-James. Peut-être Alexandre n'avait-il, comme on le pensa généralement, consenti aux négociations de Paris que dans le but de gagner du temps; mais peut-être aussi ne fut-il déterminé à les rompre, que par l'offre de concours que lui fit soudainement la Prusse. Frédéric-Guillaume avait envoyé à Saint-Pétersbourg le duc de Brunswick, pour y traiter des conditions d'une alliance offensive contre la France: une reine, jeune, belle, d'un caractère chevaleresque, et, avec elle, une cour galante et enthousiaste, animée d'un engouement qu'elle prenait pour de l'héroïsme, avaient enfin triomphé de la longue prudence de ce roi. Il est bien vrai qu'il n'était qu'à regret et même qu'en apparence en état de guerre contre l'Angleterre; qu'il n'avait reçu qu'avec répugnance le don du Hanovre, et qu'il avait secrètement promis à la cour de Londres de restituer cet électorat aussitôt que les circonstances lui permettraient de le faire avec sûreté; mais, satisfait de témoigner confidentiellement aux coalisés ses dispositions intimes, il n'eût certes de long-temps encore pris de lui-même à leurs projets une part active, ni même un intérêt déclaré.

La guerre résolue dans l'esprit du roi de Prusse, les prétextes de rupture ne pouvaient manquer. Déjà l'Allemagne avait vu renverser sa constitution politique et territoriale. Comme pour fournir un nouveau grief, Napoléon imagine d'établir sous son protectorat, et sous le nom de confédération du Rhin, une nouvelle confédération germanique dans laquelle entrent immédiatement quatorze princes allemands, entre autres les deux rois nouveaux de Bavière et de Wurtemberg. Frédéric-Guillaume, alarmé de cette création, veut de son côté établir une contre-confédération, et, à cet effet ou sous ce prétexte, conclut une alliance intime avec les souverains de Russie et de Suède. En même temps il fait invasion dans la Saxe. L'empereur français, dont l'attention se trouve excitée, demande la dissolution de la contre-confédération, et exige l'évacuation prompte du territoire saxon : alors apparaissent et grossissent les nuages.

Frédéric-Guillaume, jusque-là si timide, ose refuser toute satisfaction, et, de plus, exiger que les troupes françaises repassent immédiatement le Rhin. Napoléon, à la réception de cet ultimatum, ne songe plus qu'à marcher à de nouveaux combats.

Pourtant, fidèle à la politique qui lui a déjà fait ménager la Prusse, il écrit à Frédéric-Guillaume une lettre toute pacifique ; mais en vain il le conjure, dans son propre intérêt, de ne pas s'exposer,

lui et son royaume, au risque d'une ruine presque certaine : Frédéric n'est plus le maître ; il suit l'impulsion de son épouse, de son frère le prince Louis, de sa cour et de toute la noblesse, dont l'ivresse belliqueuse doit se dissiper bientôt sous le canon d'Iéna.

Sur le point d'entrer en campagne, et déjà à la tête de ses armées, le vainqueur d'Austerlitz dit à Clarke, l'un de ses ministres, qui vient d'expédier sous sa dictée un grand nombre de dépêches : « Dans » trois ou quatre jours, nous donnerons une bataille » que je gagnerai. Elle me portera au moins à l'Elbe, » peut-être à la Vistule. Là, je donnerai une se» conde bataille que *je gagnerai de même. Clarke!* » *dans un mois, vous serez gouverneur de Berlin.* » La rapidité des évènemens dépassa même cette prévision : une seule bataille, celle d'Iéna, précédée de trois combats (dans l'un desquels périt le prince Louis de Prusse), fut donnée le 14 octobre au bout de cinq jours de campagne ; et, douze jours après, Berlin ouvrit ses portes.

La victoire d'Iéna coûta à la Prusse une perte immédiate de quarante mille hommes tués, blessés, ou prisonniers, et d'un immense matériel. Elle anéantit médiatement une armée de deux cent quarante mille soldats, les mieux disciplinés et les plus exacts manœuvriers de l'Europe.

Bataille d'Iéna, 14 octobre 1806

En moins d'un mois la conquête de la Prusse se trouve accomplie ; et, tandis que Frédéric fuit

avec quelques gardes, son vainqueur promulgue dans Berlin un décret qui fait roi l'électeur de Saxe, celui des alliés de la France qui a montré le plus de dévoûment pour sa cause.

Alexandre, auxiliaire toujours tardif, n'arrive sur le sol prussien, comme naguère sur celui de l'Autriche, que pour avoir le spectacle de la ruine complète de son allié. Il ne peut songer à la réparer, du moins sur-le-champ ; il y aurait à le tenter trop de présomption et d'extravagance ; la prudence, la nécessité même, le forcent à replier ses troupes derrière la Vistule. L'armée française ne respecte pas cette barrière ; elle la franchit, et se heurte en Pologne contre les masses moscovites, plus résistantes que les bataillons prussiens, mais néanmoins toujours battues, à Czarnovo, à Mohrungen, à Pultusk, à Golymin. La rigueur du froid produit un tacite armistice, qui doit durer jusqu'aux premiers jours de février 1807. Alors les Russes prendront l'offensive, mais sans succès : pourtant ils disputeront et nous feront acheter chèrement la victoire d'Eylau. Quelques notes échangées entre les cabinets belligérans feront un moment espérer la paix, mais finiront par ne produire aucun résultat. L'armée française, renforcée, reprendra le cours de ses victoires ; les combats d'Ostrolenka, de Braunsberg, de Spandau, de Deppen, de Guelstadt, d'Heilsberg, quoique sanglans et péniblement gagnés, lui feront, jusqu'à Friedland,

où doit s'engager, le 14 juin, dès la pointe du jour, une bataille décisive, un chemin jonché de lauriers : « C'est un anniversaire de bonheur, s'est écrié Na- » poléon, en saluant l'aurore de cette journée, » c'est l'anniversaire de Marengo. »

L'action ne devint guère générale qu'à cinq heures du soir; les Russes se battirent avec une opiniâtreté dont ils n'avaient peut-être pas encore fourni d'exemple : cependant ils cédèrent à l'ascendant d'une valeur plus éclairée. Les officiers français, les généraux surtout, firent des prodiges d'habileté.

Les Prussiens eux-mêmes portèrent dans leurs bulletins à plus de trente-quatre mille le nombre de leurs alliés mis hors de combat. Kœnisberg, Neisse, Glatz et Kosel capitulèrent. L'orgueil moscovite n'eut plus qu'à fléchir. Un armistice fut proposé, et des conférences au sujet de la paix s'ouvrirent au milieu du Niémen dans la ville de Tilsitt, occupée par les troupes françaises, mais dont la moitié fut mise en état de neutralité; c'est là que se réunirent les deux empereurs de France et de Russie, et successivement le roi de Prusse et sa trop téméraire épouse.

Celle-ci arrive ainsi la dernière; elle s'offre à son vainqueur éplorée, suppliante ; elle s'humilie, elle humilie sa patrie : « La Prusse, dit-elle, s'est aveu- » glée sur sa puissance, elle a osé combattre un » héros, s'opposer aux destinées de la France, né- » gliger son heureuse amitié; elle en est bien pu-

» nie !..... La gloire du grand Frédéric, les souve-
» nirs de sa puissance, avaient enflé le cœur des
» Prussiens, et causaient leur ruine. » Toutes ces phrases d'adulation, tout ce manége de courtisan, n'atteignirent cependant point leur but, et ne changèrent rien aux clauses, déjà arrêtées, du traité de Tilsitt.

Par ce traité, Napoléon fait reconnaître ses frères, Joseph, Louis, Jérôme, comme souverains des royaumes de Naples, de Hollande et de Westphalie; ce dernier encore à créer. La confédération rhénane acquiert une existence non contestée. Les ducs de Meklenbourg, de Saxe-Cobourg, d'Oldenbourg, recouvrent l'héritage de leurs aïeux; Dantzig est rendue à l'indépendance, mais sans rentrer dans la possession de tout son district; et la Pologne, dont une partie seulement, détachée du royaume de Prusse, devient, sous le nom de grand-duché de Varsovie, une annexe de la Saxe, bannit une fois encore le rêve de sa complète résurrection. Napoléon ne saura plus compâtir aux douleurs des peuples; et, tout ébloui de son changement d'état, il ne sera désormais généreux qu'avec les souverains; c'est en effet à une politique de souverain, à des vues d'ambition purement privée, qu'il sacrifie le dessein si long-temps agité du rétablissement de la république de Pologne; il veut se montrer complaisant, facile, et à son sens magnanime, envers ce qu'il appelle les légitimes. Il

croît ne pouvoir trop payer les retours de bienveillance d'un autocrate, et il lui abandonne, comme par galanterie, la liberté de toute une nation.

Et qu'on ne croie pas qu'ici j'exagère : Alexandre et Napoléon se montraient également engoués l'un de l'autre ; enorgueillis, le premier d'être l'objet des prévenances et des soins du premier guerrier du siècle ; le second, de se voir, à peine sorti de la condition privée, recherché et adulé par un monarque puissant et héréditaire, ou, pour employer sa propre expression, par un *légitime.* « La plus entière intimité s'établit entre eux deux ; c'étaient deux jeunes gens de bonne compagnie dont les plaisirs n'auraient rien eu de caché l'un pour l'autre. » Ainsi s'exprime l'empereur français lui-même. Passons sur ce que ces paroles ont de niais dans la bouche d'un grand homme. A la demande du souverain russe, qui, assure-t-on, était on ne peut mieux avec la belle reine de Prusse, il différa d'un jour l'audience de congé que lui demandait le débonnaire Frédéric : outrage flagrant et que celui-ci ne lui a jamais pardonné. La condescendance de Napoléon pour Alexandre ne lui fit pas seulement négliger les intérêts de la Pologne, qui avait à sa protection tant de titres ; elle ne l'engagea pas seulement à s'écarter, pour lui complaire, des convenances les plus rigoureuses ; il lui sacrifia même les intérêts de la France, en rendant beaucoup trop douce pour la

Russie une paix qui dépouillait la Prusse de la moitié, à peu près, de sa population et de son territoire. En effet, la première de ces puissances ne perdait rien que la seigneurie de Jever dans l'Ost-Frise, perte beaucoup plus que compensée par l'acquisition du cercle de Bialystok, dans la Pologne prussienne (1). Elle s'engageait, il est vrai, à l'évacuation de la Moldavie et de la Valachie; mais le sultan ne pouvait, jusqu'à un traité de paix définitif, occuper par ses troupes ces deux principautés; seulement, et ce devait être son seul sacrifice, elle accédait pleinement et sans restriction au système de blocus continental: promettant d'exécuter les principes de la neutralité armée, et d'employer toute son influence pour déterminer le Portugal, la Suède et le Danemark à entrer dans la même voie. Enfin elle s'engageait, au cas que sa médiation auprès du roi d'Angleterre restât sans succès, à agir, de concert avec la France, offensivement contre ce souverain.

Napoléon n'a jamais, que je sache, témoigné de regret des ménagemens qu'il eut alors pour la Russie, mais il s'est plus d'une fois reproché de n'avoir pas entièrement dépouillé le roi de Prusse;

---

(1) Le cercle de Bialystok donnait à la Russie un territoire de quatre cent quatre-vingt mille verstes carrées, et une population de quatre cent trente-neuf mille sept cent quatre-vingts âmes, les deux sexes compris.

ce n'est, en effet, qu'à la prière d'Alexandre qu'il lui laissa une partie de ses États : pourtant son engoûment pour le monarque russe n'était point tel qu'il ne remarquât en lui des ridicules. Il se moque surtout de ses prétentions militaires ; il le range sous ce rapport au niveau de Frédéric-Guillaume : « Ils se croyaient, dit-il, de grands généraux, parce qu'ils savaient à point nommé le nombre de boutons que devait avoir l'habit d'un dragon. »

On parla à Tilsitt du partage de la Turquie d'Europe entre la Russie et la France ; « mais, dit Napoléon, l'obstacle fut la capitale, qui vaut à elle seule un empire, et peut donner le gouvernement du monde. » On ne fut pas alors arrêté par la légitimité du sultan ; c'est que la loi de la légitimité n'a, comme beaucoup d'autres dogmes conventionnels, de force que pour obliger les peuples.

Aux clauses patentes et connues du traité, que j'ai citées, s'ajoutaient des articles dont le secret n'a jamais été officiellement révélé, mais dont l'exécution eût, assure-t-on, produit, en étendant les limites des deux puissances contractantes, un nouveau bouleversement dans les rapports politiques et territoriaux des autres États de l'Europe : rapports si instables déjà depuis quelque temps. Il paraît que l'un de ces articles stipulait la réunion de la Finlande à l'empire russe, réunion exécutée bientôt après, et définitivement consacrée en 1813 ; on

ne sait pas quelle devait être, en compensation, l'acquisition de la France.

Les deux empereurs se séparèrent au commencement de juillet, après avoir passé trois semaines au sein de la familiarité la plus intime, peut-être la plus affectée. Alexandre partit fier d'être devenu l'ami du plus grand génie militaire de l'Europe. Comme il arrive ordinairement, il l'admirait d'autant plus qu'il en avait lui-même reçu plus d'éloges.

Il mit d'abord un véritable zèle à exécuter ses engagemens envers son récent allié, du moins en ce qui intéressait le plus vivement celui-ci. Tous les ports de la domination russe furent fermés aux vaisseaux anglais ; ce qui restait de l'armée battue à Austerlitz fut réparti le long des côtes de la Baltique pour les prémunir contre le danger d'une descente. Ces mesures contrarièrent la classe marchande et la population de plusieurs provinces agricoles, intéressées à la continuation des rapports commerciaux avec l'Angleterre; mais la satisfaction qu'on ressentait généralement du rétablissement de la paix fit plus que compenser d'abord ces mécontentemens particuliers.

La coalition, si malheureuse dans le Nord contre les armes françaises, avait, en quelque sorte, accumulé les succès à l'Orient, contre la Turquie et la Perse. Pour faire le récit des hostilités qui eurent lieu dans cette partie, il me faut remonter avant

Tilsitt, entre Austerlitz et Friedland, en 1806. La Porte à cette époque non-seulement avait refusé d'accéder à la quatrième coalition, mais encore s'était disposée à aider activement la France; elle avait commencé par remplacer les deux hospodars de Moldavie et de Valachie, les princes Moruzzi et Ypsilanti, fauteurs secrets des vues ambitieuses de la Russie; celle-ci n'avait pas manqué de faire valoir par l'organe de son ambassadeur l'article du traité d'Yassi, qui plaçait sous sa garantie l'existence administrative de ces vice-souverains. Le ministre d'Angleterre avait parlé sur un ton plus menaçant encore; et le Divan, toujours faible, allait céder, lorsque l'irruption subite du général Michelson en Moldavie, à la tête de trente-cinq mille hommes, vint rendre toute réconciliation impossible.

L'amiral Duckworth brûle une escadre turque, 1807.

Une flotte anglaise, aux ordres de l'amiral Duckworth, se montra presque en même temps à l'entrée des Dardanelles. Sans déclaration de guerre préalable, au moins à délai suffisant, et sous le vain prétexte du penchant de la Porte à entrer dans les intérêts de la France, Duckworth brûla une escadre turque dans les eaux de Gallipoli. L'activité des musulmans, stimulée par l'influence de l'ambassadeur français, empêcha l'amiral de rien ajouter à cet avantage; mais cette activité ne put exempter la grande flotte turque d'être rencontrée à la vue de Ténédos par une flotte russe, aux ordres de Siniavin, et presque totalement détruite dans deux combats.

Les campagnes de terre n'étaient guère plus favorables à la Porte. Chocsim, Yassi, Bucharest, avaient ouvert leurs portes presque immédiatement après le commencement des hostilités. Il est vrai que, dans la campagne suivante, les Russes s'étaient vus forcés de lever le siége de Giurgewo; qu'ils avaient essuyé sous les remparts d'Ismaïl un échec considérable; que l'état d'affaiblissement et de détresse où allaient se trouver leurs armées de l'ouest ne leur permettait guère de recruter le corps de Michelson, menacé de destruction par la concentration des forces de plusieurs pachas sur le Danube. Le détrônement du trop faible Sélim fit perdre à la Turquie le fruit de ce concours heureux de circonstances : l'incertitude que cet évènement jeta dans la politique ottomane amena entre les belligérans un armistice qui suivit de près le traité de paix de Tilsitt. La Porte avait espéré de rentrer, à cette occasion, dans des possessions qu'elle n'avait exposées que par zèle pour la cause de celui qui prescrivait les conditions du traité: c'était le moindre prix qu'elle dût attendre de ses sacrifices; mais ses droits furent, comme ceux de la Pologne, sacrifiés par Napoléon à la vanité ou à l'intérêt de se concilier l'amitié d'Alexandre. Aussi le juste mécontentement que le Divan conçut de ce procédé le disposa dès lors à envisager avec moins de répugnance que par le passé l'alliance de l'Angleterre.

Du reste, la clause de l'indépendance provisoire des principautés, stipulée à Tilsitt, ne fut respectée ni des Turks ni des Russes. Ceux-ci continuèrent de les occuper militairement, et les uns et les autres prétendirent exclusivement à leur donner des hospodars de leur choix. Les Russes, plus audacieux dans leur ambition, allèrent jusqu'à acheter d'Ypsilanti son droit prétendu au gouvernement de la Valachie.

Le prince Tsitsianow dirigeait depuis plusieurs années, du côté de la Perse, une guerre moins importante et d'un plan moins vaste, mais plus invariablement heureuse : à la fin de 1805, il avait conquis et réuni à l'empire le Khannat de Chirvan. La perfidie de Hussein Kouli-Khan, gouverneur de Bakou, qui, sous prétexte de lui remettre les clefs de la ville, l'attira à une entrevue où il le fit assassiner, mit un terme à ses succès, mais non pas à ceux de ses troupes. Conquêtes en Perse.

Le général Glasenap s'empara sans coup férir de Derbent, dont l'entrée lui fut facilitée par les habitans, mécontens de leur gouverneur, Ali-Khan, l'un des complices du meurtre de Tsitsianow. Le général Néboltsin remporta sur Abbas Mirza et sur vingt mille hommes qu'il commandait une victoire complète. Il vainquit de même les autres généraux persans, et domina sans opposition dans tout le pays qui borde le pied du Caucase ; mais il n'osa ou ne put pénétrer dans les gorges de cette

montagne, dont les peuples n'ont point encore réellement subi, et sans doute ne subiront jamais le joug moscovite.

Cependant Gustave IV, poussé par l'Angleterre et comptant sur son secours, a l'imprudence de rompre un armistice conclu avec le maréchal Brune, à l'époque des conférences de Tilsitt; comme s'il avait pu espérer de soutenir seul le poids d'une puissance sous laquelle avaient successivement fléchi l'empire d'Autriche, la Prusse et la Russie. Le résultat de cette témérité fut pour la Suède la perte rapide de Stralsund, de l'île de Rugen et de toute la Poméranie suédoise.

L'Angleterre, qui n'avait fait dans cette crise aucun effort en faveur de son allié, arma une nombreuse flotte, pour forcer le roi de Danemark à recruter la coalition expirante. En vain ce prince protestait de sa résolution d'observer une exacte et immuable neutralité; on lui objectait, comme naguère à Sélim, sa partialité de cœur envers l'ennemi des coalisés; on prétendait que, par un des articles secrets de la paix de Tilsitt, la France et la Russie avaient déterminé de l'entraîner de gré ou de force dans leur alliance, et qu'on ne faisait ainsi que prévenir le dessein de ces deux puissances; enfin on sommait le monarque danois, non-seulement de se donner au système de l'Angleterre, mais encore de livrer, pour garantir la sincérité de son accession, sa flotte tout entière.

On avait bien prévu que, pour obtenir de telles demandes, une simple sommation ne suffirait pas; aussi, une escadre formidable parut bientôt en vue de Copenhague, prête à appuyer activement l'impérieuse exigence du cabinet de Saint-James. Le roi de Danemark ne se laissa point imposer, et peut-être crut qu'on ne porterait pas le mépris du droit des nations jusqu'à attaquer un État, par le seul motif que, dans une querelle qui lui était étrangère, il voulait garder la neutralité. Cependant les vaisseaux anglais approchèrent de la ville, la bombardèrent pendant trois jours, l'incendièrent, et ensuite s'emparèrent, sans coup férir, de la flotte danoise.

Ce bombardement de Copenhague retentit dans toute l'Europe, et y fut généralement regardé, même en Angleterre, comme l'attentat le plus inique à la morale des États. Il fournit au cabinet russe un des griefs les mieux fondés qu'il eût à faire valoir contre le gouvernement qui s'en était rendu coupable.

Alexandre fit connaître à l'ambassadeur anglais, lord Granville, toute son indignation de cet évènement, et déclara que les liens de parenté et d'amitié qui l'unissaient au roi de Danemark lui faisaient prendre l'intérêt le plus vif à son malheur. Il s'affermit dès lors dans la résolution de refuser au gouvernement anglais la communication des articles secrets du traité de Tilsitt, « non, disait-il,

qu'ils menaçassent la sécurité de ce gouvernement, mais parce qu'il s'était obligé à ne leur pas donner de publicité. » En même temps il se déclara protecteur et garant de la tranquillité de la Baltique. L'Angleterre déclina par l'organe de son ministre les prétentions du souverain russe à cet égard. Elle affecta de les regarder comme le signe certain d'un désir de rupture; elle produisit le bruit généralement répandu en Europe que l'un des articles secrets dont la communication était obstinément refusée stipulait une ligue des marines de Russie, de Danemark, de France et de Portugal contre la marine anglaise. Elle ajoutait que néanmoins, dans le vif désir qu'elle avait de conserver l'amitié de l'empereur, elle le laissait maître des conditions de sa paix avec le Danemark.

La réponse d'Alexandre à cette note fut un exposé de tous ses griefs. J'en citerai la substance : « Deux fois, y était-il dit, l'empereur avait pris les armes dans une cause où l'intérêt le plus direct était celui de l'Angleterre; il avait certes droit d'attendre que celle-ci agît de son côté; mais non : on l'avait vue, spectatrice tranquille d'une guerre allumée par elle et pour elle, employer ses troupes à l'attaque de Buénos-Aires, et ne paraître un instant menacer les côtes du royaume de Naples que pour aller, bientôt après, essayer de s'approprier l'Égypte.

» Mais ce qui touchait sensiblement le cœur de Sa Majesté Impériale, ajoutait-on, c'était de voir que,

contre la foi expresse des traités, les Anglais avaient troublé le commerce maritime de ses sujets; et à quelle époque, grand Dieu! à l'époque où le sang des Russes se versait dans des combats glorieux qui retenaient et fixaient toutes les forces militaires de Sa Majesté l'empereur des Français!

» Lorsque les deux empereurs firent la paix, Sa Majesté offrit sa médiation au roi de la Grande-Bretagne; mais le ministère britannique, apparemment fidèle au plan qui devait relâcher et rompre les liens de la Russie et de l'Angleterre, rejeta cette médiation.

» ..... Alors l'Angleterre quitta brusquement cette léthargie apparente dans laquelle elle était demeurée : ses flottes, ses troupes parurent sur les côtes du Danemark pour y exécuter un acte de violence dont l'histoire n'offre pas un seul exemple.

» L'empereur, blessé dans sa dignité, dans l'intérêt de ses peuples, dans ses engagemens avec les cours du Nord, par cet acte commis dans la mer Baltique, qui est une mer fermée, dont la tranquillité avait été depuis long-temps, et au su du cabinet de Saint-James, réciproquement garantie par les puissances riveraines, ne dissimula pas son ressentiment.

(Ici le manifeste énumère fort au long les tentatives du gouvernement britannique pour déterminer de gré ou de force la cour de Copenhague à marcher aveuglément à sa suite, et engager l'em-

pereur à se porter garant de l'humiliante soumission de son allié; tentatives qu'il considère comme un égal outrage à la dignité des deux souverains.)

».....L'empereur, ayant considéré ses propres griefs contre l'Angleterre, et ayant mûrement examiné ses engagemens avec les puissances du Nord, engagemens pris par l'impératrice Catherine II et par Sa Majesté l'empereur Paul, tous deux de glorieuse mémoire :

»Rompt toute communication avec l'Angleterre; rappelle toute légation qu'il y avait, et ne veut pas conserver près de lui celle de Sa Majesté britannique.

»L'empereur déclare qu'il annule tout acte conclu précédemment entre la Grande-Bretagne et la Russie.

»Il proclame de nouveau les principes de la neutralité armée, et s'engage à ne jamais déroger à ce système.

»L'empereur prévient que rien ne sera rétabli entre la Russie et l'Angleterre que celle-ci n'ait satisfait le Danemark.

»L'empereur s'attend à ce que Sa Majesté britannique, au lieu de permettre à ses ministres, comme elle vient de le faire, de répandre de nouveau les germes de la guerre, se prêtera à conclure la paix avec Sa Majesté l'empereur des Français; ce qui étendrait, pour ainsi dire, à toute la terre les bienfaits inappréciables de la paix.

» Lorsque l'empereur sera satisfait sur tous les points qui précèdent, et notamment sur celui de la paix entre la France et l'Angleterre, sans laquelle l'Europe ne peut se promettre une véritable tranquillité, Sa Majesté Impériale reprendra volontiers avec la Grande-Bretagne des relations d'amitié que, dans l'état de juste mécontentement où l'empereur devait être, il a peut-être conservées trop longtemps. »

Il ne perce rien que de généreux et de louable dans ce manifeste. Du reste, l'effet suivit de près l'espèce de menace qu'il contenait. Le gouvernement russe mit le séquestre sur tous les biens, et l'embargo sur tous les vaisseaux appartenant, en Russie, à des sujets anglais; et la Prusse en agit immédiatement de même.

Mais la Suède paraissait vouloir persister dans un autre système. Alexandre la somma de se conformer aux principes de la neutralité armée, et notamment aux obligations des traités de 1780 et de 1800, par lesquels les puissances riveraines de la Baltique s'étaient engagées à tenir cette mer fermée aux hostilités des autres États; en conséquence, il exigeait que les ports suédois fussent interdits aux vaisseaux du gouvernement qui venait de violer si audacieusement et d'une manière si perfide les dispositions consacrées par ces traités. Le roi de Suède répondit que l'indépendance et la neutralité de la Baltique étaient illusoires, tant que

les Français pèseraient de tout le poids de leur domination sur ses côtes méridionales ; que le plus pressant était d'obtenir qu'ils s'en éloignassent, et qu'il avait lieu d'espérer que la Russie emploierait à cet effet l'influence qu'elle exerçait sur le nouvel empereur.

Les deux souverains en étaient donc à échanger des récriminations : mauvais moyen pour arriver à s'entendre ; aussi n'en avaient-ils pas un désir bien vif, à en juger par les apparences, déterminés, l'un par une téméraire obstination, l'autre par des vues d'ambition et d'agrandissement. J'ai déjà dit, et beaucoup de personnes placées près de la source des évènemens ont pensé, que la réunion de la Finlande à l'empire russe était l'une des conventions secrètes de la paix de Tilsitt. La certitude que le roi de Suède s'occupait de conclure avec l'Angleterre un traité de subsides parut à Alexandre justifier suffisamment une invasion de ses troupes dans la province qu'il convoitait, et aussitôt l'armée moscovite, aux ordres du lieutenant-général Buxhovden, y pénétra sur trois points, Abersfors, Kieslig et Anïala. Cette irruption fut accompagnée et suivie d'une profusion de proclamations dans lesquelles Alexandre, oubliant probablement son rôle de souverain, et comme s'il eût voulu mettre en pratique les principes d'anti-légitimité qu'alors il professait, provoque ou laisse provoquer à la défection les sujets et jusqu'aux soldats

de son ennemi. Le manifeste que le général Buxhovden adressait au peuple contenait, entre autres choses : « Bons voisins et braves Finnois, nous ne ve-
» nons point comme ennemis ; nous venons comme
» des amis, comme des *protecteurs... Ne vous lais-*
» *sez point engager à prendre les armes*, ou à nuire
» de quelque manière que ce soit aux troupes que
» Sa Majesté Impériale m'a confiées. Toute personne
» qui manquera à ces ordres n'a qu'à s'attribuer à
» elle-même les suites de sa *désobéissance.* »

Ainsi voilà un général russe qui, entraîné par ses habitudes de servilité, donne des ordres au nom d'un prince étranger, et commande, sous peine, l'obéissance à des peuples encore soumis à leur légitime souverain. Ceci n'est assurément pas dans l'esprit des doctrines monarchiques.

Buxhovden ajoute : « Comme cependant il pour-
» rait y avoir des circonstances qui exigeraient des
» résolutions unanimes, vous êtes invités à nommer
» et à envoyer à Abo vos députés provinciaux, dans
» l'ordre établi par vos diètes, afin que ces députés
» y délibèrent sur ce qui pourra, dans la suite, se
» faire pour le bien du pays. »

Ainsi voilà l'appât de la liberté employé pour tromper les Finnois comme jadis pour égarer les Polonais et les Tatars. Le cabinet d'Alexandre marche dans la voie machiavélique de celui de Catherine : un écrivain habituellement des plus judicieux, et au-dessus de tout soupçon d'intention

adulatrice, séparant l'autorité d'Alexandre et l'influence de ses ministres, a cru pouvoir faire, relativement à cette immorale et honteuse usurpation, la part de culpabilité de chacun. Il l'a faite large pour ces derniers, faible pour l'empereur. Il met du côté des uns tout le crime, du côté du souverain de l'ignorance seulement et de la faiblesse. Gardons-nous d'accueillir cette distinction; elle établirait une doctrine trop favorable à la tyrannie: dans les gouvernemens despotiques, celui qui est à la tête de tout est responsable de tout, est censé tout faire. Ce partage de responsabilité morale entre le monarque et ses conseillers n'est admissible, et encore avec restriction, que dans les États franchement et invariablement constitués.

La proclamation que Buxhovden avait destinée à séduire l'armée était plus anti-monarchique encore que celle dont je viens de rapporter des fragmens. « Sa Majesté Impériale, y disait-il aux soldats » finnois, a ordonné à ses troupes de ne pas tirer » les premières, à moins qu'oubliant *votre liberté*, » et dédaignant la tranquillité, vous ne commen- » ciez les hostilités..... Bons Finnois que le sort a » placés dans les rangs de l'armée suédoise, que » *vous êtes à plaindre!* Vous quittez vos foyers et » vos parens, et allez à la mort pour une cause in- » juste (1). Soldats, mon *gracieux maître* m'a or-

---

(1) Tout comme, depuis des siècles, faisaient les soldats russes.

» donné de promettre à ceux d'entre vous qui poseront volontairement les armes la liberté de » retourner dans leurs foyers (probablement déjà » occupés par les Russes), et, de plus, 2 roubles » par fusil, 1 rouble par sabre ou par toute autre » arme, 6 roubles par cheval, qu'ils livreront. Qui » de vous dédaignerait assez le repos pour ne pas » s'empresser de se préparer une vie tranquille et » heureuse sous la protection de mon *très-gracieux* » *maître?* »

Croyant sans doute qu'un tel procédé était de nature à tout légitimer, Gustave fit arrêter l'ambassadeur russe, M. d'Alopeus. Ce ministre, excédant d'ailleurs, d'une manière honteuse, tous les priviléges que lui donnait son caractère diplomatique, avait été jusqu'à tenter de corrompre un général suédois. Cependant le cabinet russe fit de cette arrestation un nouveau grief. Il cria à la violation du droit des nations, et, en même temps, il déclara la Finlande entière, tant ce qui était conquis déjà que ce qui restait à conquérir, réunie pour toujours à l'empire. Cette déclaration fut notifiée à toutes les cours de l'Europe.

La Finlande fut bientôt soumise à Buxhovden. Quant à l'amiral Tchitschagoff, commandant des forces maritimes dans cette guerre, il n'eut pas d'occasion d'en venir avec la flotte suédoise à un engagement véritable, et il ne concourut à la conquête que par le blocus du port de Sweabourg.

Le roi de Suède, trop faible contre la Russie, s'attaqua au roi de Danemark, allié de celle-ci, et lui enleva la Norvège. Ce dernier, qui n'avait à portée personne sur qui il pût se dédommager, s'épandit en plaintes très-justes, mais vaines; et ici se place une question : Comment Alexandre, qui, au sujet du bombardement de Copenhague, a officiellement témoigné tant d'intérêt pour le roi de Danemark, le laisse-t-il maintenant tranquillement et sans s'émouvoir dépouiller d'une province qui forme le plus beau fleuron de sa couronne? Quelle raison donner de cette différence de sentimens et de conduite dans une circonstance dont l'effet est également la lésion d'un monarque allié? L'explication est facile. L'acquisition de la Norvège rendra la Suède plus facile sur la cession de la Finlande; et, quand l'ambition parle au cœur du commun des rois, les principes et les affections se taisent.

Pour comble de malheur, le souverain danois vit battre sa flotte par celle des Suédois, tardivement aidés des secours de l'Angleterre; mais son vainqueur allait être plus malheureux encore : ce n'était pas du dehors que lui devait arriver l'infortune, c'est au sein de ses États mêmes que se formait une ligue qui bientôt lui coûta le trône. Gustave, depuis qu'avait éclaté la révolution française, affichait une haine obstinée et violente contre tout système de liberté : cette haine l'avait entraîné dans

des entreprises insensées et ruineuses pour son peuple ; son peuple, l'aristocratie en tête, le déposa et le remplaça par le duc de Sudermanie, qui ensuite, comme on sait, vit les mêmes États qui l'avaient élu réserver, en survivance, la couronne à un général français. Cette révolution se fit légalement, et avec un calme digne d'admiration.

La Russie eut aussi dans cette guerre sa part de revers. Une flotte de dix vaisseaux de guerre, aux ordres du vice-amiral Siniavin, avait été envoyée sur les côtes du Portugal, pour forcer, conjointement avec la France, ce pays à entrer dans la ligue continentale contre l'Angleterre. Une suite de conjonctures malheureuses ayant nécessité la convention de Cintra, par laquelle les Français s'obligeaient à évacuer le Portugal, la flotte russe, destituée de tout appui, tomba après au pouvoir de l'amiral anglais Cotton, qui guettait sa sortie du port de Lisbonne : les équipages, aux termes de la capitulation, furent reconduits dans leur patrie.

Entrevue d'Erfurt, 1807.

C'est un peu avant ce dernier évènement qu'eut lieu, entre les empereurs de France et de Russie, l'entrevue si célèbre d'Erfurt. Le premier y venait chercher la confirmation des sentimens et des vues qu'on lui avait témoignés à Tilsitt. Malheureusement Alexandre n'était plus tout-à-fait dans les mêmes dispositions ; il s'était laissé toucher, disent des écrivains, aux cris de détresse que poussait son peuple, ruiné par les funestes effets du blo-

cus continental; et ici je ne puis m'empêcher de faire une remarque : assurément les serfs, surtout les serfs agricoles, qui forment la portion la plus nombreuse du peuple russe, n'avaient pas besoin des Anglais pour se procurer leur hutte de terre, la peau de mouton dont ils se couvrent, ni le bouleau dont l'écorce leur sert à faire leurs chaussures, et, dans beaucoup de localités, leur pain. Le nécessaire est toujours près de l'homme dans tous les pays qu'il peut habiter; il n'y a que l'aliment du luxe qu'il faille le plus souvent aller chercher au loin. Quel était donc ce prétendu peuple qui trouvait si insupportable et si onéreuse l'exclusion de la marine britannique de tous les ports de l'empire russe? c'étaient quelques milliers, au plus, de marchands de la capitale et des ports, habitués à s'enrichir du commerce avec l'Angleterre; c'étaient les seigneurs qui tenaient sous le poids de l'esclavage beaucoup de ces marchands, et recevaient d'eux un obrok d'autant plus fort que leurs bénéfices étaient plus élevés; c'était une grande partie de la noblesse enfin, pour qui les épices, les riches étoffes, les autres superfluités importées des deux Mondes, étaient devenues, comme on disait, des besoins; et voilà ce que partout, ou à peu près, on ose appeler le peuple, la nation!... une centième ou même, selon la constitution des États, une millième partie de la masse!

la fraction la plus parasite, la moins légitimement importante!

Mais cette fraction est aussi la plus intrigante, la plus remuante, et, à des yeux superficiels, la seule active : puis elle habite dans les grandes villes; dans les capitales, où vivent presque tous les publicistes, et ceux-ci, liés avec elle d'habitudes, de mœurs, d'intérêts, ignorant ou écartant de leur pensée le reste, voient en elle, et en elle seule, toute la nation : à peu près comme le commun des souverains la voient dans les courtisans, qui remplissent les antichambres et obstruent les avenues de leurs palais.

L'écrivain philosophe cependant abhorre toute fraction qu'il voit influente, parce qu'à ses yeux c'est un signe qu'elle participe ou tâche à participer aux bénéfices de l'oppression. Il a égard au droit plus qu'au fait; il cherche à fond, et tire, autant qu'il le peut, de l'abjection les classes utiles, les seules estimables; il entreprend de les porter dans l'opinion à la place qu'elles méritent. Or, ce que le philosophe ne peut qu'ébaucher avec les armes de la raison et de la morale, armes d'un effet peu sûr et lent, le devoir, la mission du prince est de l'accomplir, surtout si ce prince est, comme en Russie, un autocrate dont la volonté ne peut éprouver d'obstacle, du moins directement.

Quelles classes composent réellement le peuple.

Voici, je crois, la règle de conduite qu'eût suivie

à la place d'Alexandre un souverain à-la-fois homme d'État et homme probe, si ce n'est pas une contradiction que d'unir ces deux qualités : le système de blocus continental lui eût-il paru ne préjudicier en rien aux intérêts essentiels et véritables de la masse de ses sujets, et en même temps servir efficacement les intérêts de l'alliance contractée par lui, il se fût fait un devoir d'observer toutes les conditions de cette alliance; il eût laissé crier les passions mercantiles, et mieux encore les vanités et les appétits privilégiés. Mais, si ce système avait réellement et fortement compromis la prospérité et le bonheur de tout son peuple, même seulement d'une partie essentielle de son peuple; si ce système, fruit de l'erreur d'un homme grand d'ailleurs, eût manifestement pesé plus désastreusement sur les États qui le suivaient que sur le gouvernement contre lequel il était dirigé; ce souverain eût pu, sans sortir des limites de la bonne foi, refuser de continuer l'exécution d'une clause également désavantageuse à tous les contractans; car de ce que l'on s'est engagé à laisser construire chez soi une forge, il ne s'ensuit pas qu'on soit obligé à la souffrir dans le cas où elle devrait brûler la maison, et cela, encore, sans profit pour le forgeron.

Quel devait être l'effet du système de blocus continental? Voici donc à quoi se résout toute la question : incontestablement l'effet immédiat devait être de blesser beaucoup d'intérêts, de borner

d'arrêter dans leur cours bien des fortunes, de renverser bien des espérances, de contrarier bien des habitudes, de bouleverser bien des relations; mais l'effet éloigné, définitif, que certainement l'on n'avait pas eu en vue, eût été la diminution du luxe, la substitution du commerce indigène au commerce étranger et maritime; l'application d'infiniment moins de bras au dehors de l'État; par conséquent une production plus active à l'intérieur, et un accroissement nécessaire de l'aisance des classes pauvres et laborieuses.

Alexandre, et personne en Russie peut-être, n'envisagea le blocus sous ce rapport. Mais l'autocrate, en cédant plus tard au vœu de ceux qu'il appelait si improprement son peuple, ne pouvait-il pas stipuler des conditions à l'avantage du peuple véritable; de cette classe infortunée des serfs, depuis si long-temps traités en bétail? Ne devait-il pas profiter de cette occasion pour exiger des seigneurs qu'ils consacrassent, par un assentiment formel, et légal en quelque façon, les efforts partiels et mollement dirigés qu'il avait déjà tentés dans le but d'adoucir le sort de l'esclave? N'aurait-il pu établir sur la classe marchande et sur la noblesse une taxe destinée au rachat des serfs les plus intéressans par leurs vertus, leurs talens, leur position spéciale? On a vu se former en France des sociétés pour la délivrance des chrétiens tombés dans les chaînes des barbaresques : pourquoi ne

s'est-il pas formé de même, je ne dis pas en Russie, mais en Europe, des sociétés pour le rachat des serfs russes, aussi malheureux, plus également, plus continuement opprimés que les malheureux pris par les corsaires mahométans? Pourquoi ne s'en forme-t-il pas encore? La même question peut être faite à l'égard des nègres. Ceci prouve que dans nos institutions philanthropiques, comme dans le reste, nous agissons d'après des impressions irréfléchies, bien plus que par des principes arrêtés, qui, dans les circonstances analogues, auraient toujours un effet à peu près semblable.

Alexandre pourtant ne manifesta pas à Erfurt le dessein de cesser de suivre le système de blocus; peut-être ce dessein ne l'avait-il pas bien déterminément arrêté encore; peut-être sa timidité naturelle, l'hésitation à altérer une union à laquelle il semblait alors attacher du prix, l'empêchèrent de le produire; peut-être fut-il faible seulement et non point fourbe, comme son allié l'en a dans la suite accusé : malheureusement la faiblesse a si souvent les apparences et même les effets de la fausseté que préciser la proportion de leur influence est, dans les affaires graves surtout, chose fort difficile.

Quoi qu'il en soit, Napoléon, qui avait quitté Erfurt avec la persuasion d'avoir enlacé davantage le souverain russe dans les liens de sa politique,

se fit depuis, comme je l'ai dit, une autre opinion : il entra dans la conviction qu'Alexandre avait employé alors à le tromper la dissimulation et l'art le plus perfide ; aussi n'hésite-t-il pas à dire de lui, en souvenir principalement de cette entrevue, « qu'il » était le plus fin et le plus faux des Grecs. »

Il faut avouer que l'excès de prospérité qui accablait en quelque sorte cet homme extraordinaire rendait facile de le tromper, et peut-être le conduisit à se tromper lui-même ; à Erfurt, s'étaient rendus, pour lui faire leur cour, les ministres de presque tous les souverains de l'Europe ; les uns, rois de sa création, les autres ne continuant qu'en vertu de son bon plaisir à jouir de leur puissance. En vain la défaite de Baylen avait porté une secrète joie jusque chez les alliés de la France, suivant à regret, pour la plupart, le char de victoire où les avait enchaînés la fortune d'un homme ; on ne s'était pas fait encore à l'idée de voir s'écrouler cette fortune gigantesque ; l'éclat qu'elle jetait ne pouvait alors être terni par un seul échec, quelque considérable qu'il fût ; et si la courageuse défense des Espagnols soulevait quelques espérances, elles étaient plus que combattues par le souvenir des succès si multipliés des armées françaises, par l'opinion de leur invincibilité définitive, par le sentiment de la supériorité de génie de leur chef, et surtout par l'attitude ferme et menaçante que prenait ce chef, en dédaignant, en punis-

[illegible] même une excommunication lancée contre lui par le pontife qui l'avait sacré ; en dépossédant la reine d'Étrurie ; en osant enfin, sur le plus futile prétexte, envahir cette Espagne, à qui une téméraire [illegible] ne pouvait, pensait-on, que devenir funeste.

Les fêtes d'Erfurt rappelèrent par le nombre et par la pompe celles de Tilsitt : elles se terminaient fort souvent par la représentation d'une tragédie, que Alexandre, quoique d'un naturel mélancolique, n'aimait pas, et attribuait au caractère [illegible] de son allié. Il y trouvait cependant [illegible] sa cour au fier dispensateur de couronnes. Dans l'Œdipe, à ces mots de Philoctète :

L'amitié d'un grand homme est un bienfait des dieux.

il se leva, et embrassa le vainqueur d'Austerlitz, assis à côté de lui. Si ses dispositions n'étaient réellement déjà plus les mêmes qu'à Tilsitt, il affectait publiquement de paraître dominé de cet engouement naguère si vivement manifesté ; tous les spectateurs l'y crurent soumis encore, et Napoléon, malgré sa perspicacité, put également y être trompé.

Si l'on en doit croire certains récits, des débats d'un ridicule amour-propre commencèrent à jeter entre les deux souverains quelques nuages. Alexandre était très-bel homme, et, par une faiblesse, signe irrécusable d'un petit esprit, se laissait, d'habitude, favorablement prévenir envers

ceux qui, sous ce rapport, avaient avec lui quelque ressemblance. Aussi les cabinets, qui lui connaissaient ce travers, lui envoyaient pour ambassadeurs, non pas principalement d'habiles diplomates, mais des hommes dignes de servir de modèles aux maîtres dans l'art de peindre. Tels étaient lord Sainte-Hélène et Duroc, tous deux distingués par la beauté des formes, et désignés immédiatement après la mort de Paul Ier, l'un par l'Angleterre, l'autre par la France, pour être les ministres de ces États près du nouveau gouvernement russe.

On conçoit qu'à l'aspect du *gagneur de batailles*, Alexandre ait témoigné sa surprise que le premier génie militaire du siècle habitât un corps aussi exigu : ceci faisait, à son sens, une anomalie. A Tilsitt, et, plus tard, dans une foule d'occasions, il ne put s'empêcher de le témoigner. Napoléon le sut; et, un jour, au milieu de la conversation la plus grave, s'écria, en regardant fixement son allié : « Sire, Votre Majesté est le plus bel homme (1) de son empire. » On a prétendu que l'autocrate répondit : « Sire, Souvarow était le plus bel homme de mon armée, à Zurich. » C'était un

(1) « Votre Majesté est le plus bel homme : » je laisse aux grammairiens de cour à justifier cette locution. En vérité, l'adulation corrompt tout, même le langage.

compliment en réponse à un sarcasme. Ou l'historien, habituellement exact, qui a rapporté ces mots, manqua de mémoire en les écrivant, ou l'empereur, en les disant, manqua de présence d'esprit. En effet Souwarow n'assista pas à la bataille de Zurich; et, de plus, cette bataille ne fut pas avantageuse aux Russes; ce qui seul eût pu donner un sens raisonnable à la réponse. Il est à croire qu'au lieu de Zurich Alexandre aura dit la Trébia ou Novi (1).

Un démocrate réfugié en Russie, un acteur secondaire mais ardent dans les grandes scènes de la révolution française, un nommé Mandar, auteur d'un poème où, au milieu de l'absence la plus complète de tout art, perçaient quelques traits d'un génie brut, fit à Alexandre, sur sa manie, une leçon bien plus imposante : il vivait dans le voisinage de la cour; quelqu'un parla de lui à l'autocrate, de

---

(1) Alexandre étendait aux talens de pur agrément l'excès ridicule d'estime qu'il accordait aux avantages de la taille et de la figure : ceci était encore l'objet des railleries de son illustre allié. Un jour qu'il dansait avec une attention très-marquée, Napoléon, qui causait avec Goëthe, s'interrompit pour s'écrier: « Oh! comme l'empereur Alexandre danse bien! » Alexandre, sur-le-champ, répondit : « Oh! comme l'empereur Napoléon » bat mal la mesure! » Et effectivement celui-ci, selon sa coutume, battait du pied la mesure, et selon sa coutume encore, la battait faux. Cette réponse-ci valait mieux que la précédente.

manière à piquer sa curiosité, et celui-ci désira le voir. Plus petit que Marat, dont il était loin d'avoir la ronde corpulence, Mandat avait à peine quatre pieds huit pouces de hauteur. On sent assez que l'empereur, malgré son habituelle politesse, dédaigna de dissimuler l'impression qu'il éprouvait à sa vue, et probablement l'exprima d'une manière ironique : Mandar, à cet accueil qu'il n'avait pas prévu, prend une attitude grave, et dit avec dignité : « Sire, il n'y a rien de si petit que l'étincelle. » Il y avait dans cette apostrophe non pas du républicain comme on l'a dit, mais du révolutionnaire.

Soit principe, soit reste des habitudes d'une pauvreté originelle, les souverains du Nord mettent rarement leur grandeur en vaine pompe, et Alexandre, formé en partie à l'école des philosophes, devait plus que tout autre être simple. Aussi considérait-il avec surprise le cortège brillant et l'appareil d'étiquette dont Napoléon, du moment qu'il avait quitté les champs de bataille, aimait à s'entourer. On a écrit que celui-ci, pour expliquer sa conduite en ce point, prétendait que « le peuple français avait besoin qu'on lui imposât, même par l'extérieur de la puissance » : on a ajouté que le monarque russe, exprimant néanmoins l'opinion que ce peuple paraissait digne d'être libéralement gouverné, avait reçu pour réponse : « Vous ne connaissez pas les Français : il faut les conduire comme je le fais, avec une verge de fer. » L'authenticité de ces paro-

les n'est, heureusement, pas bien prouvée. Autrement, la nation qu'elles tendent à flétrir aurait trop à rougir de ses sentimens pour celui dont elle avait fait comme le dieu vivant de l'Europe.

Alexandre contraire au dogme de la légitimité.

La vérité est qu'il y eut entre les deux empereurs des discussions de politique spéculative. Alexandre s'y attacha à démontrer comme légitime et avantageux le principe de l'*électivité* des souverains. C'est Napoléon lui-même qui a publié ce fait, d'abord dans ses conversations, puis dans ses écrits. « Ce prince (Alexandre) a eu, disait-il, l'es» prit mal dirigé dans sa première jeunesse; il a » reçu des idées fausses de l'esprit philanthropique » de son gouverneur, un nommé Laharpe. Croirait» on que c'est moi qui, dans nos conversations à » Erfurt, me suis trouvé obligé de combattre l'opi» nion qu'il avait qu'un gouvernement électif est » plus favorable au bonheur des peuples que l'hé» rédité du pouvoir. »

Projet de partager la Turquie.

La politique immédiate et actuelle fut loin aussi d'être négligée dans ces conférences. A Erfurt s'évanouit le rêve d'une entreprise gigantesque, concertée, dit-on, à Tilsitt, et formant l'une des clauses secrètes du traité de 1807 : il s'agissait du partage de la Turquie d'Europe entre la Russie et l'empire français. Quand on en vint à vouloir réaliser ce projet, les difficultés qui surgirent, et qu'on n'avait pas envisagées d'abord, le firent juger inexécutable. L'obstacle, dit Napoléon, fut la capitale, qui vaut

à elle seule un empire, et peut donner le gouvernement du monde. Ainsi l'indivisibilité de Constantinople parut aux deux souverains entraîner celle de tout le territoire convoité. Peut-être l'empereur français était-il déjà préoccupé du dessein de faire seul cette conquête, dessein dont nous le verrons, deux ans après, préparer les moyens d'exécution, et auquel des évènemens impérieux et inattendus pourront seuls le faire renoncer.

On a encore attribué à une autre cause l'abandon du projet de démembrement de la Porte. Suivant quelques écrivains, l'Autriche devait entrer en partage avec la Russie et la France; la Turquie fût ainsi devenue une seconde Pologne. On n'aurait laissé au sultan que sa capitale, jusqu'à Varna au Nord, et à Salonique au Sud-Ouest. L'Autriche aurait eu la Servie et la Roumélie; la Russie, les deux principautés et une partie de la Bulgarie et de la Roumélie : la France eût réuni l'autre partie de la Roumélie et de la Bulgarie (ce qui l'eût mise en contact immédiat avec l'empire russe); la Macédoine, aussi partiellement; l'Albanie entière, la Morée, l'Attique, en un mot l'ancienne Grèce proprement dite. On prétend qu'un homme d'État de l'intime confiance de Napoléon lui démontra que l'occupation de tous ces pays coûterait une conquête difficile et meurtrière : que, de plus, ils ne seraient de long-temps paisiblement soumis. On ajoute que l'empereur français se laissa persuader

à ces raisons, et que, prévoyant le besoin possible d'un grand déploiement de forces pour, à la fois, comprimer l'Espagne et contenir, peut-être combattre de nouveau l'Autriche, il ne voulut plus entendre parler du partage.

Une autre opinion, mais peu accréditée, fait honneur du salut de la Porte à la modération du cabinet autrichien. Cette opinion se fonde principalement sur un passage du manifeste dont ce cabinet fit précéder la guerre de 1809. On y lisait effectivement : « qu'il avait été fait à *Sa Majesté Impériale* des insinuations tendant à dissoudre un grand empire voisin, et à en partager d'avance les dépouilles, insinuations dont Sa Majesté avait dû être d'autant plus surprise qu'elles lui venaient de la part d'un cabinet qui, jusque-là, n'avait négligé aucune occasion pour proclamer la conservation de ce même empire, comme une des bases de son système politique. L'entreprise proposée portait en elle, ajoutait le manifeste, un principe d'injustice si révoltant que ce seul motif eût suffi pour en détourner l'empereur ; mais une saine politique et le véritable intérêt de sa monarchie lui défendaient également d'y concourir. L'augmentation de territoire qui aurait pu en revenir à Sa Majesté ne lui aurait paru qu'un avantage illusoire, tandis qu'un résultat plus réel et plus certain eût été l'admission d'une armée française dans l'intérieur de ses États. » Sans doute on pensera généra-

lement que le refus de concours de l'Autriche n'eût pas suffi pour engager la Russie et la France à se désister d'un dessein quelconque qui eût été irrévocablement arrêté entre elles. Les armées de Napoléon et d'Alexandre auraient fait en commun la conquête de la Turquie, comme naguère celles de Frédéric et de Catherine la conquête de la Pologne, et François II, comme Marie-Thérèse, se fût résigné, sans doute, à recevoir sa part de la spoliation plutôt que de combattre pour l'empêcher.

Les deux souverains conférans se firent de mutuelles concessions. Napoléon agréa qu'Alexandre continuât d'occuper et finît par s'approprier les deux principautés de Moldavie et de Valachie; et Alexandre, en retour, accéda à ce que l'empereur français plaçât son frère Joseph sur le trône de Naples, puis ensuite envahît l'Espagne. Cette transaction ne blessait pas moins la morale que celle qui avait eu pour objet l'usurpation de la Finlande. Ce sont là de ces traits qui font tache dans la vie d'Alexandre : on dirait que cet amour de la justice qu'il ne cessait de témoigner dans tant de petites circonstances n'attendait pour se démentir qu'un appât assez considérable pour tenter une grande ambition. Concessions mutuelles.

On traita encore de quelques autres intérêts; par exemple, d'une réduction des contributions imposées à la Prusse par suite de la dernière guerre; de l'admission du duc d'Oldenbourg parmi les membres de la confédération du Rhin; de

quelques arrangemens à faire entre la France et l'Autriche; et surtout on s'occupa des moyens d'amener la pacification de la France avec l'Angleterre. Sans doute Napoléon n'espérait pas de pouvoir l'obtenir; mais, sur le point d'avoir à soutenir avec l'Espagne une lutte dont l'affaire de Baylen lui révélait la gravité, il désirait de persuader à ses peuples et à l'Europe qu'au moins il n'avait pas tenu à lui de discontinuer la guerre avec le plus opiniâtre de ses ennemis.

Lettre collective au roi d'Angleterre.

Voici la lettre que les deux monarques alliés écrivirent, à ce sujet, au roi de la Grande-Bretagne : « Sire, disaient-ils à George III, les circonstances actuelles de l'Europe nous ont réunis à Erfurt. Notre première pensée est de céder aux vœux et aux besoins de tous les peuples, et de chercher, par une prompte pacification avec Votre Majesté, le remède le plus efficace aux malheurs qui pèsent sur toutes les nations.

» La guerre longue et sanglante qui a déchiré le continent se trouve terminée, sans qu'elle puisse se renouveler. Beaucoup de changemens ont eu lieu en Europe, beaucoup d'États ont été bouleversés. La cause en est dans l'état d'agitation et de malheur où la cessation du commerce maritime a placé les plus grands peuples. De plus grands changemens peuvent encore avoir lieu, et tous, contraires à la politique de la nation anglaise : la paix est donc dans l'intérêt de la Grande-Bre-

tagne autant que dans celui des peuples du continent.

» Nous nous réunissons pour prier Votre Majesté d'écouter la voix de l'humanité, en faisant taire celle des passions ; de chercher, avec l'intention d'y parvenir, à concilier tous les intérêts, à garantir *toutes les puissances qui existent*, et à assurer le bonheur de l'Europe, ainsi que de cette génération à la tête de laquelle la providence vous a placé. »

Dans cette lettre perce manifestement l'influence de Napoléon. On y insiste principalement sur la nécessité de *garantir toutes les puissances qui existent*, c'est-à-dire l'existence politique de tous les rois qu'il a faits, soit dans sa famille, soit au dehors ; du reste, il y avait peu d'habileté et de vérité à dire que « la cause des changemens qui ont eu lieu en Europe, et du bouleversement de beaucoup d'États, était dans l'état d'agitation et de malheur où la cessation du commerce maritime avait placé les plus grands peuples. » Cette lettre fut le dernier acte connu des conférences d'Erfurt. Les deux souverains se séparèrent le 14 octobre. MM. de Champagny et Romanzof, ministres des affaires étrangères, le premier pour la France, l'autre pour la Russie, furent chargés d'expédier en commun le message de leurs maîtres. Ils ajoutèrent pour leur compte, dans une lettre d'envoi, d'impolitiques insinuations sur l'irrésistibilité que devait avoir la volonté « des deux plus grands mo-

narques du continent, unis pour la paix comme pour la guerre. » La pensée des rédacteurs était, malgré l'expression, « pour la guerre comme pour la paix..» On sent que si peu de ménagement ne pouvait avoir pour effet que d'irriter au plus haut degré l'orgueil britannique.

Le roi d'Angleterre, prétextant l'impossibilité de répondre personnellement au message collectif des deux souverains, sans reconnaître à l'un d'eux des titres qu'il lui déniait, chargea M. Canning du soin de faire connaître ses intentions. Il ne refusait pas d'ouvrir un congrès, où l'on tâcherait d'accorder tous les intérêts, et d'arriver au grand résultat de la pacification de l'Europe, mais il demandait qu'on admît à ce congrès tous les alliés de l'Angleterre, même la régence d'Espagne. Romanzof alors, soumis sans réserve à l'influence du cabinet des Tuileries, répondit qu'on ne pouvait reconnaître aux envoyés de la régence, dans laquelle il affectait de ne voir qu'un conseil de révoltés, le caractère de plénipotentiaires, et que, d'ailleurs, son maître avait donné son assentiment aux projets de l'empereur français. Une telle réponse mit fin aux négociations à peine entamées: un message du 15 décembre 1808 apprit au parlement qu'elles étaient irrévocablement rompues; mais en même temps, pour prévenir sans doute les attaques que cette déclaration allait provoquer de la part des partisans de la paix, le message

laissa entrevoir que la Grande-Bretagne compterait bientôt dans l'Autriche un auxiliaire de plus.

Nouvelle coalition contre la France : Wagram. La Russie, alliée douteuse.

En effet tout annonçait une nouvelle levée de boucliers de la part de cette puissance opiniâtre, et mal résignée à l'abaissement auquel l'avaient réduite les derniers traités. Le prince Charles était convaincu que les défaites passées avaient eu pour cause principale le manque absolu d'enthousiasme parmi les troupes. Au grand mécontentement des nobles et à l'étonnement de tous, il voulut essayer l'influence des mots de liberté et de patrie. A ces mots, la nation s'émut; les Hongrois surtout s'offrirent à de généreux sacrifices. Il se forma, sous le nom de Landwehr, une milice nombreuse et zélée, la première qu'on eût vue en Allemagne animée d'un esprit réellement patriotique. Ainsi, tandis qu'en France les sentimens de liberté s'effaçaient des cœurs, pour faire place au prestige de la gloire des armes, ces sentimens étaient recueillis et excités par le gouvernement qui les avait le plus ardemment et le plus opiniâtrément combattus d'abord : les rôles changeaient avec les intérêts, et la cour de Vienne, au risque de s'attirer le reproche d'être infidèle aux principes pour lesquelles elle avait fait verser tant de sang, cherchait à monter chez elle un ressort qui lui paraissait usé dans la main de ses ennemis.

Pourtant la valeur française triompha de l'énergie nationale, comme elle avait fait de la force

tacticienne et disciplinaire : on sait quel fut le résultat de la campagne de 1809, ouverte par le combat de Pfaffenhofen. Napoléon, maître de Vienne à la suite des manœuvres *les plus hardies*, *les plus savantes*, qu'à son avis il eût jamais exécutées, couronna, par la victoire de Wagram, les faits d'armes plus ou moins remarquables de Tann, d'Abensberg, d'Ekmülh, d'Ébersberg, d'Essling, d'Enzersdoff. L'armistice de Znaïm, conclu cinq jours après, suspendit les hostilités, et bientôt le traité de Vienne mit fin à la guerre. Ce traité, outre qu'il rétrécit encore le domaine de l'Autriche, consacra l'adhésion de cette puissance au blocus continental et à tous les *changemens survenus, ou qui pourraient survenir* dans le midi de l'Europe.

Quelle avait été cependant, avant et durant cette lutte, la conduite de la Russie? D'abord, le comte Romanzof, toujours premier ministre de cette puissance, avait paru mettre à prévenir une rupture entre la cabinet des Tuileries et celui de Vienne le zèle le plus ardent. Il avait imaginé un arrangement d'après lequel la France, la Russie et l'Autriche se seraient réciproquement garanti l'intégralité de leur territoire; mais le ministre autrichien, M. de Stadion, avait répondu : « qu'exposée sans défense à la première agression de la France et de ses alliés réunis, sans moyens par elle-même pour s'opposer à une invasion préparée contre elle, l'Autriche ne pourrait en appeler à l'autorité et aux

engagemens de l'empereur Alexandre, que dans le moment où les troupes ennemies seraient déjà établies dans le centre de la monarchie...; qu'ainsi elle entraînerait le garant généreux dans sa propre ruine, et l'associerait, non à son salut, mais à sa perte. »

Ces dernières paroles de l'adroit ministre avaient manifestement pour but de procurer à l'Autriche la faveur, ou tout au moins la neutralité d'Alexandre. Sans doute, on avait fait près de ce prince, pour l'engager dans une nouvelle coalition, quelque tentative, et, probablement aussi, son refus d'y prendre part avait été exprimé de manière à ne pas montrer en lui un ami bien sincère et bien ardent des intérêts de la France; peut-être même n'attendait-il qu'un premier revers pour abandonner la cause de son alliée : heureusement pour cette alliée, elle n'eut que des succès.

Le cabinet russe rappela son ambassadeur auprès de la cour de Vienne, et publia, pour justifier sa rupture avec cette cour, un manifeste dont les formes polies, vagues et embarrassées faisaient douter s'il contenait une déclaration de guerre, et décelaient au moins la peine qu'éprouvait le tsar à agir contre l'Autriche; et, en effet, au lieu d'une armée de cent cinquante mille hommes qu'il s'était engagé à fournir pour appuyer les opérations du général Poniatowski dans le grand-duché de Varsovie, quinze mille Russes seulement, aux ordres du

prince Galitzin, entrèrent dans la Gallicie; encore s'y montrèrent-ils plutôt comme un corps d'observation neutre et désintéressé, que comme des alliés sincères et effectifs. Alexandre n'en exigea pas moins, après le succès, le prix de sa molle et équivoque coopération. Il s'arrondit, aux dépens de l'Autriche, de plusieurs districts de la Gallicie, peuplés tous ensemble d'environ cinq cent mille âmes : cependant il ne trouva pas sa part assez forte, et il s'en plaignit. Le vainqueur insinua, dit-on, que c'était encore obtenir plus qu'il n'avait mérité; de là un germe d'aigreur de plus entre deux souverains qui se désalliaient visiblement chaque jour davantage.

A ce motif de désunion s'en ajouta bientôt un autre: ce fut, selon les écrivains russes, le refus qu'on fit à Napoléon de la main d'une grande-duchesse, et, selon ce dernier, au contraire, la préférence qu'il donna à une princesse autrichienne. Selon les premiers encore, l'impératrice-mère aurait témoigné pour ce mariage une répugnance toute d'orgueil et de haine; suivant l'empereur cette répugnance n'aurait eu d'autre cause que des scrupules religieux, l'éloignement à voir sa fille changer de culte, comme on lui en faisait une obligation. Alexandre aurait fait les plus grands efforts pour lever tous les obstacles, et il y serait parvenu; mais, presque en même temps, il aurait appris que son allié, rebuté des difficultés qu'on lui opposait à la cour de Saint-

Pétersbourg, avait engagé sa foi à une fille de François II ; rien n'aurait égalé son désappointement et son dépit à cette nouvelle : il se serait écrié avec douleur : *Me voilà renvoyé au fond de mes forêts !* mots qui sembleraient indiquer qu'il entrait des vues d'ambition dans son désir de ce mariage. Quoi qu'il en soit et qu'on en ait dit, on peut bien supposer que l'autocrate se fût trouvé flatté d'une alliance aussi intime avec l'homme qui n'avait pas encore cessé entièrement d'être son héros.

Que cette union se fût conclue, et les destinées de l'Europe étaient autres. Je ne prétends pas qu'elle se fût partagée entre deux immenses empires, l'un au Nord, l'autre méridional ; nul ne peut sûrement juger quels eussent été les résultats d'une différente combinaison des intérêts des grandes puissances, et des collusions nouvelles auxquelles cette combinaison aurait sans doute donné lieu.

Encouragemens à l'agriculture.

Je rappelle l'attention de mon lecteur à la situation intérieure de l'empire : elle suivait toujours une pente sensible d'amélioration, mais pas aussi rapide qu'on eût dû l'attendre d'une volonté autocratique, alors philosophiquement prononcée. Alexandre s'occupa d'importer dans ses États le mode de culture anglais ; il forma près de Kamenoï-Ostrof une espèce de ferme-modèle. Sans se laisser décourager par le mauvais succès des immigrations du règne de Catherine, il attira, des montagnes de la Suisse et du sein de l'Allemagne, aux côtes de la mer Noire, le

plus qu'il put de colons des deux premiers pays, et, à leur moyen, parvint à faire surgir quelques plans de vigne dans les districts les mieux exposés de la Crimée. En même temps, il encouragea l'établissement d'une compagnie pour la pêche du hareng dans la mer Blanche. Favorisé par la modération du tarif des douanes, le commerce prit de l'extension, surtout dans les ports de la mer Noire. Orembourg aussi faisait un grand négoce. Enfin la Russie voyait arriver de la Bulgarie, de Kirwas, de la Chine, de riches caravanes, et de l'Amérique même quelques convois.

Ambassades au Japon et à la Chine : leur mauvais succès.

A l'expédition scientifique autour du monde, que j'ai mentionnée, se rattachait une idée politique et commerciale : un M. Zézanoff, qui en faisait partie, devait débarquer au Japon, et y rester en qualité de ministre du cabinet de Saint-Pétersbourg ; malheureusement les Japonais refusèrent de l'admettre.

Cependant on avait imaginé que cette ambassade était désirée du gouvernement japonais, et cela d'après une lettre de ce gouvernement intraitable, qu'on n'avait pu lire que très-imparfaitement, puisqu'on avait cru y voir tout le contraire de son contenu.

Une autre ambassade, dont l'envoi fut effectivement provoqué par l'empereur de la Chine, disposé à se lier avec le *Khan-Blanc*, n'eut guère un meilleur succès. Rien n'avait été omis de ce qui

pouvait la rendre utile, solennelle et brillante : illustration de la naissance ou des emplois dans ses principaux membres, suite nombreuse, adjonction d'une commission de savans, naturalistes et autres, richesse des présens. Le gouvernement russe n'avait reculé devant aucun sacrifice pour parvenir à nouer enfin avec un empire limitrophe et puissant, le plus peuplé qui fût au monde, des relations profitables, à la fois, à la politique, au commerce, à la science. Le respect pour les anciens usages, l'absurde manie de l'étiquette, de petits préjugés, de petits intérêts, de petites passions rendirent vains tous ces préparatifs. D'abord les Chinois, sous prétexte qu'on n'avait approvisionné les étapes que pour cent vingt-cinq personnes au plus, exigèrent que l'ambassadeur russe, le comte Golowkin, réduisît de beaucoup sa suite : les négociations qui en résultèrent le retinrent quelque temps à Yrkoutsk; d'autres difficultés le forcèrent à rester près de trois mois à Kiachta. A l'Ourga, qu'on n'avait atteint qu'en bravant le temps le plus rigoureux même pour des Russes, de nouveaux obstacles s'élevèrent. Le vice-roi ou *vang* de Mongolie, voulant donner une fête à l'ambassadeur, fit apporter en plein air, par un froid de vingt-trois degrés, un écran couvert d'un damas jaune, représentant Sa Majesté chinoise, et exigea pour cet écran les neuf prosternemens d'usage, que M. Golowkin refusa. Dès lors les négociations qu'il avait entamées à Pé-

kin pour obtenir de pouvoir, à l'exemple du lord Macarthney, ne faire à l'empereur d'autre salut que celui dont la forme est suivie dans les cours européennes, menacèrent d'une rupture, qui effectivement eut lieu : en sorte que l'ambassade s'en revint en février 1805, sans avoir reçu d'audience, ni même atteint sa destination.

Je ne suis entré dans tous ces détails qu'afin de donner une idée des difficultés que l'inflexibilité d'orgueil des Chinois opposera toujours aux intrigues du cabinet russe, si jamais il tournait de leur côté ses vues, et qu'il les prît pour objet de ses manœuvres ambitieuses.

Commerce de la mer Noire.

D'autres tentatives, faites dans l'intérêt de l'agriculture et aussi du commerce, ne furent pas toutes aussi infructueuses. Les droits d'importation dans les ports de la mer Noire et de celle d'Azof furent réduits de 25 pour 100. La prospérité d'Odessa, qui déjà comptait cinquante mille habitans, s'en accrut encore. On voyait partir de ce port, pour toutes les contrées de l'Europe, pour l'Amérique et même pour l'Afrique, de nombreux chargemens de blé, dépouilles de la fertile Ukraine. Kaffa, aujourd'hui Féodosia, était moins heureux ; des désavantages de localité obligèrent à changer même l'emplacement de Tcherkask, autre ville nouvelle. D'un autre côté, Saint-Pétersbourg s'accroissait de cinq cents maisons dans une seule année, et l'empereur y touchait, ou, pour parler un langage plus



usité, y posait la première pierre de la nouvelle Bourse. Enfin on creusait près de Reval un port qui devait, espérait-on, contenir jusqu'à trente vaisseaux de ligne.

Un oukase prohibitif de l'importation de tous tissus imprimés, et qui, en outre, bornait à la voie de mer l'entrée de toutes les toiles ou cotonnades même incolores, n'eut pour effet que d'encombrer la Russie de ces sortes de marchandises, parce que, ne devant être exécutoire qu'après un espace de deux mois, les négocians profitèrent de cet intervalle pour faire, à la foire de Leipsig principalement, des approvisionnemens considérables. Ainsi le but de favoriser les manufactures nationales ne fut point atteint.

La balance des exportations et des importations était néanmoins encore, en faveur de la Russie, pour une somme de près de 25 millions de roubles; le ministre du commerce avait, dès la seconde année du règne d'Alexandre, reçu de son souverain l'ordre de faire imprimer et répandre des tableaux de la situation commerciale de l'empire; exemple rare en Russie, où le gouvernement redoute et hait la publicité, même dans les choses les plus indifférentes.

Il fut pris aussi des mesures pour mettre un terme aux abus de l'immigration. Les terres concédées à des colons restaient en friche le plus souvent, en sorte que, de huit cent vingt-trois mille dessatines distribuées par Catherine en 1792, entre

le Dniester et le Bug, dans la Petite Russie, sept mille seulement étaient en culture vers la fin de 1804. L'on prescrivit aux concessionnaires d'entrer en possession effective dans l'espace de quatre ans au plus tard, à dater de 1805, après quoi le bénéfice des concessions ne pourrait plus être invoqué. De plus, il fut décidé qu'à l'avenir on ne recueillerait plus indifféremment tous les immigrans qui se présenteraient; que les étrangers qui désireraient venir s'établir en Russie comme colons, seraient tenus de s'adresser aux ambassadeurs ou agens de la cour de Saint-Pétersbourg dans leur pays, pour en obtenir des passeports, et des secours s'il y avait lieu; qu'enfin on n'admettrait, autant que possible, que des hommes exercés à la culture, et possesseurs d'une somme de 300 florins au moins.

Réorganisation du sénat.

L'administration judiciaire appela aussi l'attention de l'empereur. Sur la proposition du prince Lapoukhin, il ajouta au sénat, déjà réparti en sept divisions ayant des attributions distinctes, deux nouvelles sections. Sur ces neuf sections, six appartenaient à Saint-Pétersbourg et trois à Moscou. Du reste, les sénateurs ne résidaient pas tous; beaucoup n'étaient pour ainsi dire qu'honoraires : et en effet, sur neuf cents environ qui composaient le corps sénatorial, il n'y en avait que quatre-vingt-cinq qui fussent habituellement présens tant à Saint-Pétersbourg qu'à Moscou.

Le sénat avait eu de tout temps la charge de juger certaines causes, en appel surtout. L'expédition n'en était pas très-prompte, et il s'en était accumulé, au grand mécontentement des intéressés, un nombre tel, qu'on désespérait presque de les voir décider jamais. L'addition des deux sections sénatoriales dont je viens de parler, et la réduction du nombre des jours fériés, furent un pas pour arriver au désencombrement de tous ces procès.

Comité législatif.

La commission législative établie par Catherine et perpétuée jusqu'au règne d'Alexandre, malgré le discrédit mérité où elle était tombée, avait été réorganisée dès 1803, sous la direction du prince Lapoukhin, ministre de la justice, et surtout du comte Novoziltsow, président de l'académie. Bientôt avait paru un préambule, divisé en trois parties, traitant, séparément, des principes de la législation générale, de l'application de ces principes à l'empire de Russie, des modifications que nécessitaient les constitutions particulières, les mœurs ou le degré de civilisation de quelques contrées. Déjà, en 1805, la commission avait avancé sa tâche, et, par une recherche de scrupule qu'on ne saurait assez louer, elle avait fait soumettre aux diverses académies et sociétés savantes de tous les pays civilisés de l'Europe le résultat de son travail, traduit et imprimé à cette intention en langue russe, française, allemande, latine, anglaise et italienne.



La philosophie du souverain, trop faible pour s'élever aux questions vitales de la haute politique, fut forte assez pour lever en partie l'espèce d'interdit social sous lequel gémissaient encore en Russie les juifs ; je dis en partie, parce qu'ils demeurèrent assujettis à certaines restrictions : c'eût été trop, apparemment, de leur accorder toute la liberté dont on jouit dans un pays comme la Russie. Jusque-là, on n'avait fait que les tolérer ; ils furent définitivement et légalement, je veux dire par oukase du despote, incorporés à la masse nationale.

En même temps, ou à peu près, parut, avec l'approbation de l'empereur, un règlement de censure, dirigé contre la libre expression de la pensée, et imaginé par le ministre de l'instruction populaire. La molle philosophie d'Alexandre vint encore, après coup, pallier par un édit supplémentaire et explicatif la rigueur de cet acte. « Les censeurs, dit l'empereur, doivent user d'une indulgence raisonnable, et se garder de toute interprétation partiale de l'intention, qui serait susceptible de faire prohiber l'ouvrage. Dans les cas douteux où un passage donnerait matière à une double interprétation, il vaudra toujours mieux admettre l'interprétation favorable à l'auteur. Une discussion modeste et raisonnable de toutes les vérités relatives à la religion, à la constitution civile ou à toute espèce de branche de l'administration, non-seulement réclame toute la douceur pos-

sible dans l'exercice de la censure, mais doit jouir de la liberté entière de la presse, qui favorise les progrès des connaissances véritables. »

Réformes de cour et institutions diverses.

Divers oukases, publiés vers la même époque, peuvent être applaudis sans aucune réserve; tel fut celui qui restreignait à n'être plus qu'honoraires certaines sinécures, entre autres, les prétendues charges des chambellans. Ces officiers durent perdre leur droit d'assimilation militaire, s'ils n'avaient, dans le délai de deux mois, pris de l'emploi dans quelque service actif; « leurs titres, portait l'oukase, n'étant, à compter de ce moment, qu'une distinction de cour, et ne pouvant leur conférer aucun rang militaire ou civil. » Telle, encore, était l'ordonnance qui soumettait à un préalable examen sur les branches les plus généralement indispensables de la science humaine, tout prétendant à une charge civile. En même temps, pour qu'on ne manquât pas de candidats capables, Alexandre fondait des colléges : je citerai entre plusieurs, comme se rapportant plus directement à ce but, celui de Tsarkoé-Sélo, destiné à former des sujets pour les hautes fonctions de l'État. Il fallait, pour pouvoir s'y faire admettre, avoir douze ans au moins, et s'être déjà distingué dans d'autres écoles par son aptitude et par sa conduite. Rien de mieux entendu que l'organisation de cette institution, d'un genre peut-être unique. Alexandre en faisait l'objet de sa pré-

dilection; il en surveillait personnellement la tenue et les études. On y entretenait quatorze professeurs chargés chacun de quelque partie spéciale d'enseignement.

Propagation des écoles, universités, académies, etc.

Vers la même époque, de nouvelles universités furent fondées à Saint-Pétersbourg, à Kharkow, à Kazan; une école spéciale de droit, qu'on avait cru devoir établir à Saint-Pétersbourg, fut bientôt réunie à l'université de cette ville; car en Russie, des chaires de jurisprudence, comme de chirurgie et de médecine, sont attachées à toutes les universités. Cela pourtant n'empêcha pas de laisser subsister à Saint-Pétersbourg l'école chirurgico-médicale fondée par Pierre-le-Grand. Alexandre la réorganisa, et en porta la dotation à 386,290 roubles. Des fonds plus considérables que par le passé furent consacrés à l'instruction élémentaire; le nombre des écoles militaires fut porté à dix. Soit émulation louable, soit désir de faire leur cour à l'empereur, plusieurs particuliers riches imitaient son zèle pour la propagation de l'instruction, et fondaient à leurs frais des écoles de divers genres. Les villes de Moscou, Saint-Pétersbourg, Loubny, la dernière dans le gouvernement de Pultawa, s'enrichirent d'écoles vétérinaires; le revenu de l'académie des sciences fut augmenté de plus du double; un oukase modifia son organisation, et, chose unique, mais conforme au caractère du despotisme, qui, là où il règne, s'empreint dans tout, le même

oukase voulut que, « comme premier corps savant de l'empire, elle jugeât et décidât toutes les questions et querelles littéraires. »

Mais ce qui est plus louable que toutes ces créations, peut-être prématurées en Russie, ce sont les soins que le gouvernement donnait à la propagation ainsi qu'à l'amélioration des établissemens sanitaires et de bienfaisance. L'impératrice-mère surtout fonda, à ses propres frais, plusieurs de ces établissemens. Remarquons cependant que le funeste préjugé des droits de la naissance la porta à s'occuper principalement de la classe des nobles, celle de toutes qui a le moins besoin d'être secourue : c'est ainsi qu'on la vit instituer deux maisons spécialement et exclusivement destinées aux jeunes filles de qualité : soyons justes envers une princesse douée d'une incontestable bonté; mais, dans l'intérêt des principes, gardons-nous d'applaudir à cette bienfaisance de privilége.

Intérêt pour les serfs, presque stérile.

Alors aussi commençait la manifestation d'un vif intérêt en faveur des serfs; intérêt qui, après avoir fait luire aux yeux de ces malheureux un rayon d'espoir, devait se perdre dans d'autres soins, et, peut-être, céder à des considérations d'une froide politique. Quoi qu'il en soit, il y eut un mouvement d'amélioration dans le sort des paysans de la couronne et des paysans même des seigneurs. Ceux qui n'apprécient le mérite des princes que par comparaison avec celui de leurs prédécesseurs,

ou encore qui ne mesurent le bienfait qu'avec lui-même et nullement à la puissance de celui qui l'exerce ou l'ordonne, sauront gré à Alexandre de ce changement; mais ceux que guide dans leurs jugemens une philosophie plus radicale, loueront moins ce prince d'avoir fait plus que ses ancêtres, qu'ils ne le blâmeront de n'avoir pas fait tout ce qu'il pouvait.

Je ne lui ferai point, surtout, un mérite d'avoir, vers 1808, songé à prendre quelques mesures pour alléger l'intolérable joug sous lequel gémissaient les paysans des provinces frontières : ces mesures furent provoquées par leur émigration, en foule, dans les pays voisins. Or, un acte commandé par l'intérêt politique, quelque heureux qu'en soient les effets, ne peut compter à son auteur comme un bienfait.

Tout en adoucissant un peu la servitude des paysans, ou plutôt en essayant de l'adoucir (car nous verrons plus tard que tous les édits rendus dans ce but furent définitivement sans effet), on restreignit la liberté ou la licence des Bohémiens, qui faisaient paître leurs nombreux troupeaux vers les frontières méridionales : on les obligea à se choisir et à indiquer une résidence fixe.

Pour le commerce, toujours de plus en plus expirant à l'extérieur et par mer, depuis surtout qu'un oukase avait défendu l'admission des produits du Brésil et du Portugal, il s'accroissait et se vivifiait d'autant à l'intérieur et par caravanes.

Jamais la foire renommée de Makarjew n'avait été si brillante : on y fit, en 1809, pour plus de 53,000,000 d'échanges. Peut-être ce résultat, fruit du système de blocus du continent, eût-il fini par devenir avantageux à l'empire, si l'actualité des intérêts eût laissé la patience d'attendre.

Les soins qu'Alexandre donnait aux choses d'administration ne lui faisaient pas négliger les intérêts de sa politique particulière. Ainsi, au printemps de 1809, il avait été en Finlande présider une diète assemblée à Uméo; il avait nommé ensuite un conseil pour administrer en son nom cette province. Peu de temps après, la levée d'un homme sur cent était venue faire pressentir à la Russie les calamités d'une nouvelle guerre.

Préparatifs de guerre contre la Porte.

C'était la Porte que menaçaient ces apprêts; la Porte, coupable de ne digérer pas assez patiemment les humiliations, les outrages même dont l'abreuvait la cour de Saint-Pétersbourg, et surtout d'oser réclamer l'exécution franche et entière des traités.

La Russie ne cherchait peut-être pas la guerre, mais elle voulait conserver et s'approprier à tout jamais la rive gauche du Danube, qu'elle continuait indûment d'occuper par ses troupes, et la guerre était la conséquence nécessaire de cette prétention, dont elle faisait son ultimatum. Les conférences de Giurgewo furent subitement rom-

pues. Si l'on en doit croire ce qui alors se disait en France, l'influence du ministre d'Autriche et surtout l'or de l'Angleterre n'auraient pas peu contribué à amener ce résultat, que l'ambassadeur français, M. de Latour-Maubourg, avait combattu de tous ses efforts.

Quoi qu'il en soit, une armée de cent quinze mille Moscovites, aux ordres du général Kamenskoï, pénétra bientôt sur le territoire Ottoman.

Tandis que la Porte était ainsi violemment attaquée dans ses provinces du nord, une seconde expédition menaçait de l'occident une autre partie de son territoire. Je veux parler du projet d'invasion de la Grèce, formé par Napoléon en 1810, projet qu'ont, jusqu'en ces derniers temps, nié ou révoqué en doute tous les historiens qui en ont parlé, mais sur lequel un officier-général de mérite (1), chargé d'en préparer l'exécution, nous a enfin révélé des détails que sa réputation incontestée de bonne foi revêt d'un caractère irrécusable. « Il est sans doute bien peu de personnes, » dit ce général dont je me permettrai de transposer les phrases selon l'ordre particulier que réclame mon récit, » il est sans doute bien peu de personnes » qui sachent que Napoléon ait jamais eu le projet

---

(1) M. le général Guillaume de Vaudoncourt, 3e livraison du *Journal des Sciences Militaires*.

» de renverser l'empire ottoman (1), ou au moins » de le dépouiller de la plus grande partie de » ses provinces européennes, *pour en former un* » *royaume grec*, naturellement placé pour servir de » base au rétablissement futur de l'empire d'Orient.

» Cependant le cadre de l'armée d'expédition était » déjà arrêté; les troupes et les généraux désignés; » le tableau d'organisation, revu, corrigé et signé » par Napoléon, était entre les mains du major-gé- » néral de cette armée et de son général en chef, qui » devait être le vice-roi d'Italie. Soixante-dix mille » hommes, dont plus de quarante mille Italiens, » devaient pénétrer dans la Turquie d'Europe par » trois points différens; l'auteur, destiné à un com- » mandement auquel l'appelaient et la connais- » sance qu'il avait du pays et la part qu'il avait » eue à ce projet, s'était rendu à Milan pour entrer » en fonctions. Tout en un mot était prêt; car les » troupes destinées à l'invasion, se trouvant déjà » en Italie et en Illyrie, aucun mouvement pré- » paratoire n'était nécessaire pour les réunir. Au » mois de juin 1811, l'expédition fut ajournée : » un mois plus tard, la situation de l'Europe dé- » montra clairement qu'il fallait encore soutenir » une nouvelle guerre et conquérir une nouvelle

---

(1) C'est-à-dire qu'il l'ait eu en 1810; car tout le monde sait que ce projet avait été agité et comme arrêté à Tilsitt.

»paix, avant de pouvoir s'en occuper derechef.
» La ligue qui se formait en 1811 contre l'empire »français, et que Napoléon voulait prévenir en »attaquant lui-même la Russie, qui en était le »principal agent continental, cette ligue qui, en la »laissant se développer, allait se présenter sous un »aspect menaçant, rappela son attention au Nord. »Les troupes qui devaient agir en Grèce reçurent »une autre destination.... Une partie passa en Es»pagne; les autres furent destinées pour le Nord, »où il n'y avait presque plus d'espoir d'éviter une »rupture.... Le secret qui avait accompagné les »préparatifs déjà faits, continua à cacher toutes »les traces d'un projet qu'on était forcé d'abandon»ner, et bientôt les évènemens qui changèrent la »face de l'Europe, en ensevelirent dans l'oubli »jusqu'au souvenir. »

Les préparatifs de cette expédition s'activaient dans le temps même que les colonnes russes s'avançaient vers le cœur de la Turquie. La simultanéité des deux invasions, si celle des Français eût eu lieu, aurait sans doute éveillé l'idée qu'elles se faisaient de concert, et n'étaient qu'une reprise de l'ancien projet de Tilsitt; mais les détails qu'on vient de lire réfutent trop cette hypothèse; on a lieu de penser, au contraire, que les progrès de la Russie, dès le début de la campagne, alarmèrent Napoléon, et qu'il ne songea à pénétrer lui-même dans la Grèce qu'en rivalité de cette puis-

sance. Sans doute, si la crainte d'une nouvelle coalition dans le Nord, et le but de la prévenir, ne l'avaient détourné de son dessein, on aurait vu les armées françaises et les armées russes, parties des points les plus opposés, se trouver, au bout de peu de temps, en contact, et le destin de l'Europe, au lieu d'être décidé dans les murs de Moscou, s'agiter sous les remparts de Constantinople. Une bataille, s'il en eût été livré, ne pouvait guère être que désavantageuse aux Russes; mais peut-être les deux rivaux eussent mieux aimé partager entre eux le pays envahi, en laissant au sultan sa capitale, comme cela avait été convenu jadis : dans l'un et l'autre cas, les évènemens prenaient assurément un tout autre cours.

Plan d'opérations de l'expédition projetée.

Disons quelques mots du plan de Napoléon, d'après le mémoire qui servit de base à ce plan (1) ; on devait opérer en partant d'Italie et de Corfou : d'Italie, l'armée principale aurait pénétré dans la Bosnie par la Croatie, la Dalmatie et l'Erzegovine, c'est-à-dire en trois corps, dont le point de réunion eût été Bosna-Saraï, entre Castoria et Scopia. Un autre corps, faisant voile de Corfou, et destiné à conquérir l'Épire et la Thessalie, aurait débarqué

(1) *Mémoire sur la Possibilité et les Moyens d'exécution d'une Invasion en Turquie par les côtes d'Épire ; par le général Guillaume de Vaudoncourt.*

en trois colonnes à Bucintro, à Parga et à Prévésa ou Mityka, dans les États d'Ali-Pacha. Ces trois colonnes, après s'être emparées d'Arta, de Janina, de Tricala, de Larisse, en un mot de toutes les villes fortes des deux provinces à envahir, se seraient réunies, vers Monastin et Vodéna, à la principale armée, et de là auraient commencé avec elle à exécuter, s'il y avait eu lieu, un plan plus vaste d'opérations.

Hostilités contre la Porte, 1809.

Je reviens à l'invasion des Russes : l'avant-garde, aux ordres du général Miloradowitsch, battit les Turks dans deux combats, à Sloboséa, et près de Giurgewo. Nénadowitsch les rejeta en Bosnie, d'où ils étaient sortis pour fondre sur les troupes du chef des Serviens, Czerni-George, allié ou protégé du cabinet de Saint-Pétersbourg. Bagration arrêta dans la Servie les progrès que d'abord ils y avaient faits; il prit Ismaïl et quelques forteresses, puis livra, près de Silistria, un combat sans résultat : tel est le résumé substantiel de la campagne de 1809. L'hiver approchant, les Russes reprirent les cantonnemens qu'ils avaient avant les hostilités, sur la rive gauche du Danube; ne conservant sur la rive droite que quelques retranchemens aux environs d'Hirsowa.

Campagne de 1810.

En 1810, les Russes, sous le commandement en chef de Kamenskoï, passèrent le Danube à Ostrowa, près de Widdin, à Hirsowa et à Tourtoukay. Le grand-visir, dirigé, assura-t-on, par les conseils de l'ambassadeur français, le général

Sébastiani, prit le parti de les attendre dans son camp, en avant de Schumla, place importante, que la force de sa position et la circonstance qu'elle forme le point d'intersection de toutes les routes qui conduisent des rives du Danube à Constantinople, a fait surnommer les Thermopyles de la Turquie. Le visir était ce Kora-Jussuf-Pacha qui avait arrêté au pied des remparts de Saint-Jean-d'Acre la course conquérante de Napoléon, et qui, plus tard, pendant le siége de Janina, devait être empoisonné comme coupable d'intelligence avec le pacha de cette ville, le fameux Ali. Cependant les Russes avaient divisé toutes leurs forces en quatre corps. Le premier, sous le général Sass, emporta Tourtoukay; Langeron, avec le deuxième, prit Silistria; le troisième et le quatrième, sous les ordres du général Markow, et d'un frère du général en chef, s'emparèrent de Bazardjek; mais on manqua par trop d'exigence la capitulation de Warna. La prise de Rasgard et de Jéni-Basar suivit bientôt, et les Turks commencèrent à se trouver resserrés dans leur camp de Schumla. Kamenskoï, après un succès dont il ne sut pas profiter soit pour forcer le camp ennemi, soit pour le tourner, prit par ennui, selon sa propre expression, le parti de changer le siége en blocus, puis, presque aussitôt après, le blocus en observation. Il alla perdre l'élite de ses troupes à un inutile assaut contre Roustjoug, que Sass assiégeait en vain depuis quelque temps, ainsi que

Giurgewo. Le corps d'observation devant Schumla, après avoir remporté un succès assez marquant, fit aussi sa retraite. Les chefs des divers pachaliks s'avançaient en force, entre autres, Muctar, amenant, outre son propre contingent, celui de son père, le terrible Ali.

Tous ces pachas concentrèrent leurs forces à Battin, près de Roustjoug, dans deux camps que les Russes, après avoir souffert de grandes pertes, emportèrent enfin. L'occupation des camps de Roustjoug entraîna, peu de temps après, la capitulation de cette place et aussi de Giurgewo. Déjà Szistowa avait été pris par le général Saint-Priest. Nicopolis fut occupé par le général en chef en personne : enfin, la général Woronzoff, dans une reconnaissance sur Philoppolis, s'empara de Plewn et de Lofscha, dans le Balcan, et pénétra fort loin vers Tirnowa ; mais ici se bornèrent les opérations de la campagne : l'imminence de la mauvaise saison détermina Kamenskoï à faire entrer ses troupes en quartier d'hiver. Il les répartit en Moldavie, en Valachie et en Bessarabie, à l'exception de trois divisions, qu'il laissa, sous les ordres d'Essen, à Roustjoug, Silistria et Nicopolis, sur la rive droite.

Les Russes ont, de temps immémorial, pris pour un présage heureux le vol d'un aigle en avant de leurs bataillons, quand ils s'avançaient au combat. On dit que cette circonstance eut lieu au commencement de l'affaire de Battin, et qu'elle anima

d'une confiance aveugle l'armée des assaillans.

Ils firent d'ailleurs cette campagne en vrais barbares : on les voit, à la prise de l'un des camps de Battin, se complaire dans le carnage, et ne laisser la vie à quelques centaines d'ennemis que pour les réserver à l'humiliation d'être attelés aux pièces qu'on leur a prises. Kamenskoï donne à Saint-Priest, avec l'ordre de la retraite, celui de raser, sur son chemin, la ville florissante de Szistowa, et, effectivement, vingt mille habitans qu'elle contenait sont forcés d'aller chercher un abri sur les rives voisines, emportant avec eux le souvenir poignant de leur douce patrie, de ses vergers, de ses vignobles, de ses bosquets d'odorans rosiers. Il fut aussi prescrit à Woronzoff, non pas de faire disparaître telle ou telle ville, ni tel ou tel village déterminés, mais toutes les habitations turques qu'il rencontrerait.

Au cris que la philosophie élève contre ces excès, on répond qu'ils sont le droit de la guerre. Eh bien, le droit de l'humanité est d'en exécrer les auteurs.

Campagne de 1811.

La campagne de 1811 devait commencer par une marche combinée des corps de Saint-Priest et du prince Eugène de Wurtemberg contre les villes du Balcan. Le premier s'empara de Lofscha, le 19 janvier, mais le mauvais temps entrava le reste des opérations. Kamenskoï les traînait en longueur ; ce général ne paraissait aucunement répondre à l'idée

que ses succès en Finlande en avaient fait prendre. On avait été alors jusqu'à le croire le seul digne d'être opposé à Napoléon. La guerre contre les Turks fit dire ensuite qu'il n'avait ni audace, ni persistance. Ceci, dans les derniers temps, pouvait tenir à plusieurs causes : d'abord, à la maladie dont il ne tarda pas à mourir; ensuite au sentiment de la faiblesse de son armée, réduite de cent quinze à cinquante cinq mille hommes; au pressentiment enfin que la guerre menaçait de l'ouest de l'Europe, et conséquemment à la persuasion qu'on ne pouvait trop tôt se disposer à subsituer à la voie des armes, celle des négociations.

Koutaisow, qui remplaça Kamenskoï, n'était guère plus entreprenant; mais il avait plus de persévérance. Aussi eut-il à combattre des généraux plus redoutables : le grand-visir Achmet, d'abord, et ensuite Tschappan-Oglou, fils d'un pacha de l'Asie-Mineure. Koutaisow fut heureux cependant; il s'empara, malgré l'héroïque résistance des Turks, de deux camps qu'ils avaient formés sur les rives du Danube, mais, osons le dire, l'ordre de ses opérations les plus brillantes, lui fut en quelque sorte arraché par les instances des autres généraux, particulièrement de Langeron, de Markow, de Voïnoff, de Woronzoff, de Sabanèief. Sass ne put, qu'en osant braver ses ordres, faire dans la petite Valachie une résistance des plus glorieuses. Le général en chef semblait craindre de trop profiter de ses avantages.

Etait-ce excès de prudence ? était-ce politique ? Plus d'un mois avant la capitulation du camp de la rive gauche, on était convenu d'un armistice, et des conférences s'étaient immédiatement ouvertes à Giurgewo. Elles furent continuées à Bucharest, où Koutaisow avait transporté son quartier-général le 14 décembre. Les Russes se montraient toujours fort exigeans, voulant, outre les deux principautés, la Bessarabie et d'énormes indemnités de guerre. Déjà même ils avaient recommencé les hostilités (février 1812) vers Gulanzu, Rasgard et Magalla. Mais déjà aussi l'armée française se concentrait sur la Vistule. L'amiral Tchitschagoff arriva en toute hâte de Saint-Pétersbourg, avec des pleins pouvoirs pour conclure ; la paix fut signée le 28 mai, à Bucharest, et, près d'un mois après, ratifiée à Vilna. Cette paix de Bucharest, en fixant, vers la Moldavie, le Pruth pour limite, fit gagner aux Russes presque toute la Bessarabie.

Paix de Bucharest, mai 1812.

Koutaisow devait aller joindre les armées de l'ouest, et l'amiral Tchitschagoff prendre le commandement de ce qui restait de troupes sur le Danube, pour, avec elles, tenter une diversion dans la Dalmatie. Langeron développa si bien l'impraticabilité de cette entreprise, et l'amiral lui-même en sentait tellement les difficultés, qu'on y renonça. Ce dernier reçut l'ordre de venir, avec son corps, fortifier la troisième armée de l'ouest.

Tout, alors, annonçait un nouveau choc des armées françaises et des armées russes. La mésintelligence entre les cabinets des Tuileries et de Pétersbourg augmentait chaque jour, et l'explosion devenait enfin imminente. On a dit que Napoléon voulait conquérir la Russie pour se frayer à travers ses steps un chemin vers l'Inde; on a fait d'autres suppositions plus absurdes encore : l'une des moins improbables, c'est que prévoyant, d'après le passé, les envahissemens futurs de l'empire russe, il voulut refouler dans son ancien lit et y contenir ce torrent menaçant pour l'indépendance de l'Europe. Cependant je crois plutôt que l'empereur français eut seulement en vue de forcer Alexandre à subir son influence, principalement en ce qui concernait le blocus, influence dont l'autocrate commençait depuis quelque temps à vouloir secouer le joug.

Alexandre, déterminé par le cri de détresse du commerce russe, tolérait des relations interlopes avec les négocians de la Grande-Bretagne, et, par un oukase prohibitif de plusieurs objets d'importation, affectait d'exclure de préférence les produits du sol ou de l'industrie française; de plus il ne dissimulait pas son mécontentement et ses alarmes de voir la France s'adjoignant, sous divers titres, le Hanovre, Francfort, une grande partie de la Hollande, le littoral de la mer du Nord, Lubeck même et le duché de Luxembourg; étendre ainsi

jusqu'aux villes de la Baltique ses bras envahisseurs, et, par une zône démesurément prolongée, couper les communications de l'Allemagne avec le Danemark et avec la mer. Napoléon, en effet, après avoir réuni les embouchures de l'Escaut, de la Meuse, du Rhin, de l'Ems, du Weser et de l'Elbe, se proposait de joindre par un canal la Seine à la Baltique, et ce projet gigantesque, il parlait de le faire exécuter en cinq ans (1).

Ces nouveaux envahissemens avaient absorbé les États du duc d'Oldembourg; Alexandre, pour intervenir, prit prétexte de la parenté qui l'unissait à ce prince. Vainement Napoléon offrit en indemnité la ville et le district d'Erfurt, augmentés de la seigneurie de Blankenhaym.

D'autres tentatives d'arrangement furent faites, mais avec peu de franchise des deux parts, surtout de la part du cabinet russe. Le prince Kourakin, ambassadeur ordinaire de ce cabinet près la cour des Tuileries, n'était pas suffisamment autorisé; et le comte Nesselrode, qu'Alexandre avait promis d'envoyer à Paris avec des pleins-pouvoirs, fut long-temps et toujours vainement attendu.

La direction que prenait Alexandre était entièrement conforme au vœu de la population russe. Toutes les classes désiraient la guerre, les unes

(1) Dans un message au Sénat, 10 décembre 1810.

par intérêt, les autres par orgueil, la plus nombreuse sans en trop savoir le motif, et par habitude de prendre des classes supérieures ses opinions. Aussi, le gouvernement fit-il un acte très-populaire en concentrant toutes ses forces tant sur les frontières du duché de Varsovie que le long des côtes de la Baltique, et en ordonnant, par oukase du 16 septembre 1811, une levée de quatre hommes par cinq cents.

De plus, près d'avoir à combattre le plus redoutable des ennemis qu'elle pût avoir, la Russie faisait sa paix avec tous les autres. Nous avons vu qu'elle doit conclure avec la Porte le traité de Bucharest; l'entremise de l'Angleterre va en outre lui obtenir l'amitié de la Perse, et l'alliance de la Suède. Cette dernière puissance essayait depuis quelque temps de se maintenir indépendante entre les influences rivales de la Russie et de la France, qui chacune lui avaient imposé un traité, la première celui de Frédérikhams, en 1809, l'autre celui de Paris, un an après, à la suite de l'expédition de Brune dans la Poméranie suédoise; mais l'impérieuse exigence de Napoléon, qui voulait forcer Bernadotte, devenu par le choix des états de Stokholm prince héréditaire, à déclarer formellement la guerre au gouvernement anglais, et les mesures rigoureuses exécutées par Davout à l'appui de cette exigence, jetèrent les Suédois dans l'alliance, ou, pour mieux dire, dans

la dépendance du cabinet de Saint-Pétersbourg.

On convint que la Suède et la Russie se garantiraient réciproquement l'intégrité de leurs États; qu'elles feraient conjointement une diversion sur un point quelconque des côtes de l'Allemagne; que la Russie en outre concourrait de tous ses moyens à la réunion définitive de la Norwège aux États suédois. Néanmoins, d'après une conférence qui eut lieu le mois suivant à Abo, entre le prince héréditaire et l'empereur Alexandre, les forces qui occupaient encore la Finlande, et qu'on devait employer à assurer la réunion projetée, reçurent préalablement l'ordre de marcher à la défense du territoire russe.

Ce traité, dont les bases étaient arrêtées depuis le commencement de l'année, ne fut néanmoins signé qu'en juillet, à Oerebro, après l'ouverture de la campagne contre les Français. Le même jour et au même lieu fut aussi signé un traité de la Russie avec l'Angleterre.

Les principales dispositions de ce traité avaient rapport au rétablissement plein et entier des relations commerciales des deux États, aux obligations d'une défense réciproque, aux subsides que devait payer le cabinet de Saint-James, à la restitution, après la paix, de la flotte russe, prise en 1808 dans les eaux du Tage, par l'amiral anglais Cotton. De plus, si l'on en croit les journaux du temps, Alexandre, par un des articles secrets, des-

cendait à la honte d'envoyer en Angleterre trente vaisseaux de ligne, exigés comme gage de la sincérité de ses intentions.

Enfin, le 20 juillet, fut également conclu, entre la Russie et l'Espagne, le traité de Véliki-Louki, dans lequel Alexandre reconnaissait formellement la légitimité des cortès réunies à Cadix, ainsi que la constitution que ces cortès avaient établie. Cette circonstance est remarquable, eu égard à la conduite que l'autocrate tint en 1822.

Napoléon aussi s'adjoignait des auxiliaires, entre autres, et principalement, la Prusse et l'Autriche; alliées froides et équivoques, prêtes à devenir ennemies, à la première défection de la fortune. La première de ces puissances dut fournir vingt-mille hommes, aux ordres du général York; l'autre trente mille, sous le commandement du prince Schwartzemberg.

Cependant l'armée d'Allemagne grossissait à vue d'œil, et s'avançait déjà sur l'Oder. La garnison de Dantzig était portée à vingt mille hommes; des levées extraordinaires étaient faites, principalement dans le duché de Varsovie et en Saxe : tout présageait un choc prochain et terrible.

Dans cet état de choses, une reprise des négociations fut tentée; mais elle fut et devait être sans résultat. En effet, comme le remarque un écrivain russe, les difficultés relatives au duché d'Oldenbourg, à l'extension de celui de Varsovie, à

l'inobservation du blocus continental, se fussent arrangées, qu'il restait encore la principale, celle que, par pudeur, aucun des deux partis n'osait avouer, la rivalité d'influence sur le continent européen, et notamment sur l'Allemagne. Ni l'ambassadeur russe, Tzernicheff, ni les ministres français, Lauriston et Narbonne, ne parvinrent à différer la guerre. Cependant la justice oblige à dire que la dernière démarche pacifique fut du côté de Napoléon.

La Russie avait divisé en trois corps, dits première, deuxième et troisième armée de l'ouest, une force défensive de près de trois cent mille hommes. Toutes ces troupes furent placées sous le commandement en chef de Barclay de Tolly, et disséminées sur une ligne fort étendue.

De son côté, l'armée d'opération franco-allemande, formée de quinze corps, ayant à leur tête chacun un chef qui était roi, maréchal ou prince, pressait de bataillons encore plus nombreux les rives de la Vistule.

Tout à coup, Napoléon apprend à l'Europe qu'il va passer en Pologne la revue de sa grande-armée. Parti de Paris au mois de juin, il s'arrête quelques jours à Dresde, où la fille de François II l'a suivi. Là se rendent aussi à son ordre tous les souverains du Nord, ceux de Suède et de Russie exceptés. Confondus avec les lieutenans du dominateur de l'Europe, ils attendent dans son antichambre, eux

qui jamais n'avaient attendu! Rois sujets, ils connaissent enfin la soumission et sa honte : courtisés jusqu'à ce jour, la fortune les a contraints à se faire courtisans. Ces maîtres des hommes ne dépendent plus uniquement de Dieu; un roi des rois règne sur la terre, et les enchaîne à ses volontés. Ils lui forment une cour de leurs cours réunies. Celui-ci voudrait être le grand-pannetier de son *protecteur;* cet autre, son grand échanson. Des rois sollicitent comme une faveur, presque comme une gloire, le titre d'officier de sa maison. Soit enivrement d'une si haute fortune, soit sentiment de la prééminence que son génie lui assigne sur ces princes vulgaires, Napoléon reçoit leur hommage avec froideur, et en quelque façon comme une dette.

Un roi puissant naguère (celui de Prusse) est à l'écart. Il n'a pas été mandé ; la peur d'une disgrâce l'a saisi, et il vient implorer sa part de l'humiliation commune. « Que me veut ce prince, dit dédaigneusement Napoléon, en apprenant qu'il demande une audience? Qu'ai-je besoin de lui ? » Il se détermine néanmoins à l'admettre, sur les instances de ses lieutenans. Le monarque suppliant est introduit : il paraît presque reconnaissant de tant de faveur.

Ce n'est pas tout : les populations s'unissent d'adulation à leurs chefs ; l'homme tout-puissant est exalté, presque déifié sur tous les théâtres ; sa

fortune se surpasse en quelque sorte, et l'enivre. Comment ne s'aveuglerait-il pas sur les difficultés de son entreprise : il marche par un chemin si fleuri ! Malheureusement ce cortége de prospérités, qui maintenant l'entoure, ne le suivra pas toujours ; un autre cortége doit le prendre, un autre accueil l'attend au retour.

Passage du Niémen.

A présent, il marche en avant ; il arrive à Torn, le 22 juin. Deux jours après commence le passage du Niémen. Les Russes, qui, en rassemblant d'immenses approvisionnemens dans Vilna, Grodno, Riga, Dunabourg, etc., semblent avoir eu l'intention de disputer pied à pied le territoire, changent tout à coup leur plan de campagne. La dispersion de leurs forces sur une ligne trop étendue ne leur permet pas d'opposer à leur ennemi une masse assez résistante. Ils se replient donc, et tâchent de le faire de manière à opérer successivement la jonction des principaux corps.

Napoléon, à l'aspect de ces mouvemens qui lui semblent un abandon aveugle de la défensive, et peut-être l'effet de la terreur, s'écrie : « La fatalité entraîne les Russes : que les destinées s'accomplissent ! » Imprécation funeste qui bientôt doit retomber sur lui !

Il est vrai que le célèbre général anglais Wilson, qui fit avec les Russes cette campagne, les blâme de cette retraite ; il leur reproche surtout de n'avoir pas au moins essayé de tenir dans le camp

retranché où le voulait fermé en avant de sa position de Drissa, si forte, où une seule division y pourrait arrêter une armée.

Alexandre, dans un ordre du jour, qui en même temps était un manifeste apologétique de sa conduite relativement à cette guerre, disait à ses troupes : « Depuis long-temps nous avions remarqué de la part de l'empereur français des paroles hostiles envers la Russie, mais nous avions toujours espéré de les éloigner par des moyens conciliants et pacifiques.... Le renouvellement continuel d'offenses évidentes nous contraignit de compléter et de rassembler nos armées. Cependant nous nous flattions encore de parvenir à une réconciliation, en restant aux frontières de notre empire, sans violer l'état de paix, et prêt seulement à nous défendre, c'était vainement : l'empereur des Français, en attaquant subitement notre armée à Kowno, a, le premier, déclaré la guerre. Ainsi, voyant que rien ne peut le rendre accessible au désir de conserver la paix, il ne nous reste, en invoquant à notre secours le Tout-Puissant, qu'à opposer nos forces aux forces de l'ennemi.... Guerriers! vous défendrez la religion, la patrie et la liberté! Je suis avec vous ; Dieu est contre l'agresseur. »

Proclamation de l'empereur.

Quelques jours après, l'empereur, pour obtenir la résignation des mêmes troupes à une marche rétrograde dont elles ne comprenaient pas les motifs, ajoutait : «Soldats! jusqu'à l'entière réunion de notre

armée, il fallut, par une retraite momentanée et indispensable, retenir l'ardeur dont vous brûliez pour arrêter la marche téméraire de l'ennemi. Tous les corps de la première armée sont maintenant réunis dans une position choisie d'avance. Maintenant une nouvelle occasion se présente de montrer votre valeur éprouvée, et de recueillir la récompense des travaux que vous avez supportés. » Ils ne recueillirent que des échecs.

Bagration, commandant de la deuxième armée, fut battu par Davout à Soltanowka, près de Mohiloff, et le comte Tolstoi, commandant de l'arrière-garde du principal corps, le fut également par Eugène Beauharnais et Murat à Ostrovno.

Mais une arme plus redoutable pour les Français que le canon et le fer, c'est la dévastation et l'incendie, dont leurs ennemis, en fuyant, se font un rempart. L'armée russe chasse devant elle hommes et bétail : tout ce qui ne peut s'emporter, elle le détruit. Les serfs voient, sans en être affectés, cette grande destruction, étrangère, en effet, à qui n'a jamais conçu même l'idée qu'il pût posséder aucun bien : quant aux libres, ils font volontiers tous les sacrifices. Alexandre a dit, dans une proclamation aux différentes classes : « Nous ne devons pas dissimuler que les forces rassemblées par l'ennemi sont grandes, et que, pour neutraliser son audace, il faut une vigilance infatigable. Pour cette cause, tout en conservant pleine confiance dans

nos valeureuses armées, nous jugeons indispensable de rassembler dans l'intérieur de l'empire de nouvelles forces, pour défendre les maisons, les femmes et les enfans de tous.

» Nous avons déjà fait un appel à la ville de Moscou. Maintenant nous nous adressons à tous nos fidèles sujets, à tous les corps de l'État, à toutes les conditions, en les conviant à une levée unanime et générale.... Que l'ennemi rencontre à chaque pas de fidèles enfans de la Russie qui le combattent avec tous leurs moyens, en fermant l'oreille à ses artifices et à ses tromperies : qu'il trouve dans chaque gentilhomme un Pojarskoï, dans chaque ecclésiastique un Palytzyn, dans chaque bourgeois un Minin. Illustre noblesse, tu as été en tout temps le sauveur de la patrie ! saint synode, et sacré clergé ! toujours, par vos ferventes prières, vous avez appelé sur la Russie la bénédiction divine ! Peuple russe, digne descendant des valeureux Slaves ! plus d'une fois tu as brisé les dents des lions et des tigres qui s'élançaient sur toi ! unissez-vous tous avec la croix dans le cœur et le fer dans la main, et aucune force humaine ne prévaudra contre vous. »
A ces mots, et aux exhortations du métropolite de Moscou, qui appelait cette ville la nouvelle Jérusalem, comparait Alexandre à David, et Napoléon à Goliath, la Russie presque entière s'anima d'un fanatisme de nationalité et de culte. Aucun sacrifice ne coûta plus : de nombreux corps de miliciens

se formèrent comme par enchantement, et rendirent à la cause qu'ils défendaient de signalés services : on eût dit un peuple se levant pour devenir libre; et cependant, selon toute apparence, les Russes ne faisaient que river leurs fers.

Les palatinats réunis de l'ancienne Pologne ne montrèrent pas un dévouement aussi servile : eux aussi étaient animés d'un grand enthousiasme, mais c'était d'un enthousiasme magnanime, de l'enthousiasme de la liberté! A peine furent-ils délivrés des troupes russes, qu'ils s'armèrent spontanément. Mais, il faut le dire, Napoléon, à sa honte, ne seconda pas assez ce mouvement. Ses engagemens avec l'Autriche l'empêchèrent de s'offrir en libérateur; il éluda la demande qui lui fut faite du rétablissement de l'ancienne Pologne, soit en royaume, soit en république; il ne répondit que que par des paroles vagues et décourageantes, aux pressantes instances de tout un peuple prêt à se sacrifier pour lui. En Lithuanie comme en France les formes de la liberté lui firent peur : il manqua l'occasion de se donner, en reconstituant une nation qui lui aurait dû sa résurrection, un appui contre les suites des prochains malheurs qui devaient influer d'une manière si funeste sur le reste de sa carrière.

A Vilna, Napoléon, si l'on en croit madame de Choiseul, reçut, de la part d'Alexandre, de nouvelles propositions de paix et les rejeta. Balachef,

qui les portait, interrogé par l'empereur français sur les positions qu'il aurait à franchir jusqu'à Moscou, répondit : « Pultawa ! » et partit, laissant pour adieu ce terrible mot.

Combat de Smolensk.

Cependant les armées russes étaient poursuivies de très-près ; un de leurs corps fut atteint et battu près de Witebsk : peu s'en fallut que leur ennemi ne les précédât à Smolensk, où s'opéra enfin leur jonction. Là, elles hasardèrent un nouveau combat que de nouveau elles perdirent. Junot, en mettant trop peu d'activité à les poursuivre, laissa échapper l'occasion de les écraser ; elles n'avaient évacué la ville qu'en l'incendiant, comme toutes celles qui s'étaient trouvées sur leur passage.

Napoléon, à l'aspect de cet incendie, s'écrie, étonné : « Est-ce que mon frère Alexandre voudrait me faire jouer le rôle de Charles XII ? » Ses généraux, alarmés comme lui, Murat et Poniatowski, entre autres, proposent d'attendre dans Smolensk et ses environs le retour de la belle saison. Malheureusement arrive la nouvelle que Saint-Cyr a remporté sur un corps russe, près de Polotsk, une victoire complète ; le vainqueur d'Austerlitz se laisse entraîner au cours de ses prospérités : « C'est dans Moscou, dit-il, qu'est l'abondance (car déjà la disette commence à se faire sentir) ; il ne faut pour s'y porter qu'une seule bataille, et la paix de l'Europe sera conquise. »

Cependant, cette défensive de dévastation et

d'incendie, conseillée, assure-t-on, par Bernadotte, et la meilleure qu'on pût trouver, commençait à déplaire, en Russie, même au peuple : on eût mieux aimé une résistance à coups d'hommes. Peut-être fut-ce le motif pour lequel Barclay de Tolly fut remplacé par Koutaisow, dans le commandement en chef. Koutaisow, que nous avons vu agir contre les Turks avec plus de bonheur que d'énergie, jouissait parmi les siens d'une réputation supérieure à ce que lui méritaient ses talens. On allait jusqu'à en faire un digne émule de Napoléon, et, comme dit le Russe Boutourlin, l'autre Fabius de cet Annibal.

Koutaisow, pour se rendre au vœu unanime de son armée, se décida à risquer une bataille ; il prit position sur les bords de la Moscowa, dans la plaine onduleuse où se dessine le village de Borodino. Pour animer davantage encore ses troupes, fort animées déjà, il fit promener dans les rangs une image prétendue miraculeuse, que, comme un autre palladium, on disait avoir été sauvée des ruines de Smolensk.

De son côté, Napoléon fit une proclamation à ses troupes ; elle fut simple, et comme elle pouvait convenir à des hommes chez qui la continuité des succès avait presque produit la satiété de la gloire : « Soldats, leur dit-il, voilà la bataille que vous » avez tant désirée. Désormais, la victoire dépend » de vous ;..... elle nous donnera l'abondance, de » bons quartiers d'hiver, et un prompt retour dans

» la patrie. Conduisez-vous comme à Austerlitz, à » Friedland, à Vitebsk, à Smolensk, et que la pos- » térité la plus reculée cite votre valeur dans cette » journée; que l'on dise de vous : *Il était à cette » grande bataille sous les murs de Moscou!* »

Bataille de la Moscowa.

Ce fut le 7 de septembre (nouveau style) que s'engagea la bataille. L'armée russe, d'un quart plus nombreuse que l'armée française forte de cent vingt-deux mille hommes seulement, fut vaincue néanmoins, mais non pas faute d'une résistance opiniâtre et vigoureuse. Ses bataillons restèrent sans se rompre et sans reculer sous le feu des batteries ennemies. Lors même que l'issue de la lutte eut cessé d'être douteuse, la plus belle et la plus valeureuse cavalerie du monde parvint à peine à les entamer. Ils firent leur retraite, mais en bon ordre; aussi, Koutaisow fit chanter un *Te Deum*, regardant apparemment comme une victoire de n'avoir pas été plus complétement battu.

Dans cette journée de la *Moscowa*, plus de deux cent mille coups de canon furent tirés; le nombre des morts, presque égal de part et d'autre, fut effrayant: quarante mille Russes tués ou blessés jonchèrent la plaine et les ravins; cependant les vainqueurs ne conquirent point de matériel, et firent peu de prisonniers. Cette bataille, que Napoléon appelle *son plus brillant fait d'armes*, fut, de son aveu, l'une des moins profitables qu'il eût gagnées.

Les Français furent obligés de rouvrir par une

victoire, près de Mojaïsk, la route de Moscou. Ils entrèrent enfin le 14 dans cette ville, vide de ses habitans. Quand on crut s'être bien assuré que cette solitude, qui d'abord avait surpris, ne cachait aucune embûche, on s'abandonna à la sécurité et à la joie ; mais bientôt un feu violent s'élève des différens quartiers, et résiste à tous les efforts qu'on fait pour l'éteindre. On ne doute point qu'il ne soit le produit de la malveillance, peut-être d'une combinaison atroce de la politique. On surprend en flagrant délit quelques-uns des incendiaires; ce sont des émissaires de Rostopkin (le gouverneur russe de la ville), on les fusille; mais déjà l'incendie a fait d'immenses progrès : déjà il n'est plus possible de l'arrêter. Napoléon, qui d'abord avait établi sa résidence au Kremlin, fuit devant la flamme qui le suit; il a peine à traverser les rues embrasées ; ses cheveux, ses sourcils, ses habits sont grillés en partie. Enfin, il peut, d'une maison de campagne d'Alexandre, distante d'une lieue, considérer sans danger le tableau de cette grande catastrophe : « Jamais, en dépit de la poésie, s'écrie-t-il, toutes les fictions de l'incendie de Troie n'égaleront la réalité de celui de Moscou. C'était le spectacle d'une mer de feu; le ciel et les nuages paraissaient brûler ; des montagnes de flammes rouges et tournoyantes, comme d'immenses vagues, s'élançaient tout à coup, s'élevaient vers un ciel embrasé, et retombaient ensuite dans un

Incendie de Moscou.

océan de feu. Oh! c'était le spectacle le plus sublime et le plus effrayant que le monde ait jamais vu!

» Ce terrible incendie, ajoute-t-il, ruina tout.. Je me trouvais au milieu d'une belle ville, approvisionnée pour un an.... J'aurais proclamé la liberté de tous les esclaves en Russie, aboli le vasselage et la noblesse. Cela m'aurait procuré l'appui d'un parti immense et puissant. J'aurais fait la paix à Moscou, ou bien j'aurais marché l'année suivante sur Saint-Pétersbourg. Alexandre le savait bien : aussi envoya-t-il ses diamans, ses objets précieux et ses vaisseaux en Angleterre. »

Terreur à Saint-Pétersbourg.

Et effectivement, quant au dernier point, tout le monde voulait au premier moment fuir de Saint-Pétersbourg. L'impératrice-mère elle-même parlait d'emmener avec elle au fond de la Russie les jeunes filles qu'on élevait dans divers établissemens de sa création. L'empereur, pour empêcher qu'elle n'accrût, par son départ, un découragement et une terreur déjà trop manifestes, fut obligé de lui dire : «Madame, je vous ai suppliée comme fils ; maintenant, comme empereur, j'exige que vous restiez (1). » Alexandre montra dans toute cette campagne la même fermeté.

Napoléon, selon l'officier-général anglais que j'ai déjà cité, pouvait exterminer l'armée de Koutaisow, lorsque celle-ci, tournant autour du grand

(1) Madame de Choiseul.

incendie de Moscou, opérait vers Kalouga, par des chemins étroits et encombrés, une retraite périlleuse : il commit la faute énorme de laisser, sans l'inquiéter, écouler toute cette armée.

Il fit la faute plus grave encore de demeurer inactif un mois sur les ruines de sa conquête, dans l'attente vaine qu'Alexandre enverrait lui demander la paix.

Vaine tentative de pacification.

Las d'attendre, il se résolut à faire lui-même les avances. Lauriston alla de sa part trouver Koutaisow ; celui-ci s'excusa sur ce qu'il n'était pas autorisé à traiter. Fort des désastres qu'il prévoyait, il ne dissimula pas qu'il regardait la position des Russes comme très-avantageuse : « La campagne, dit-il, n'a pas fini à Moscou, comme votre maître l'a proclamé ; elle ne fait que de commencer ; il n'a pas été invité à venir ici, qu'il en sorte comme il pourra..... » Du reste, il insinua qu'il n'était au pouvoir de personne, pas même de l'empereur, d'arrêter les effets de la haine nationale contre les Français.

En effet, les popes avaient trouvé moyen d'animer les paysans d'un zèle inconcevable pour l'indépendance d'un pays qu'ils leur faisaient appeler leur patrie, comme si, pour ces peuples-bétail, le mot de patrie, pris dans son acception politique, avait pu avoir aucun sens ! On les voyait, armés de faux et de piques, attaquer les convois et les détachemens ennemis, et porter dans cette guerre de

partisans plus de passion, d'implacabilité encore que les Espagnols. Ils entretenaient l'abondance dans le camp national formé à Taroutino, tandis que les Français, ayant presque épuisé les provisions extraites des ruines de Moscou, manquaient des choses les plus nécessaires.

Alexandre refusa à Lauriston la permission de le venir trouver à Saint-Pétersbourg; il blâma même son général en chef de lui avoir donné audience. Son parti semblait pris, comme l'avait dit Koutaisow, de ne traiter avec les Français que lorsqu'ils auraient regagné les bords de la Vistule.

Situation de l'armée française.

Tant de fermeté de la part d'un prince réputé faible surprit Napoléon. Cependant il fallait prendre une détermination. Trois partis se présentaient: Continuer la marche vers Saint-Pétersbourg; mais il restait pour atteindre jusqu'à cette ville trop peu de temps. Demeurer au milieu des ruines de Moscou, s'y nourrir du reste des provisions qu'on en avait retirées et de la chair des chevaux que l'on salerait; mais l'empereur et son armée resteraient, en quelque sorte, morts pour l'Europe pendant plusieurs mois, et quel usage la malveillance ne pouvait-elle pas tirer du secret qui envelopperait leur destinée! Enfin, rétrograder jusqu'à Smolensk, même jusqu'à Vitebsk, y attendre le printemps pour r'ouvrir les opérations : on préféra ce parti, de beaucoup le plus sage quinze jours avant, mais devenu fort aventureux.

En effet, indépendamment de la disette, qu'on prévoyait inévitable durant la route, l'amiral Tchitschagoff, à la tête des deux armées de Moldavie et du Haut-Danube, dont Schwartzemberg n'avait point empêché la jonction, allait se trouver en position de disputer aux Français le retour vers la Vistule.

Retraite des Français.

La retraite commença le 19 octobre. Le 23, Eugène culbute, à Malo-Yaroslavetz, un corps trois fois aussi nombreux que celui qu'il commande. Le 3 novembre, près de Viazma, aidé de Ney et de Davout, il soutient encore glorieusement, quoiqu'avec moins d'avantage, le choc d'une grande partie de l'armée russe : selon Wilson, Napoléon, après le succès de Malo-Yaroslavetz, eût pu se retirer à travers un pays fertile et non dévasté encore, et de même Koutaisow écraser à Viazma l'armée française; celui-ci, ajoute Wilson, manqua plusieurs fois, par indécision et par lenteur, l'occasion d'un triomphe complet. Mortier, sorti le dernier de Moscou, le 23, recueille, comme Eugène, sa part de gloire à Krasnoë; Oudinot, qui, resté en Pologne, en accourt pour aider la plus pénible retraite, remporte aussi sa victoire à Borisow. Mais c'est à Ney que doit demeurer la palme du courage : cinq fois l'arrière-garde se fond dans ses mains, et cinq fois il en forme une nouvelle avec ce que les débris de l'armée offrent de plus brave. Au nombre des engagemens qu'il soutient, il en est un que Wilson appelle *la bataille des héros*, tant les deux partis y

firent de prodiges d'intrépidité. Enfin, après une marche aventureuse à travers un pays âpre et désert, le brave des braves réjoint son chef, qui l'a cru perdu.

Les restes de l'armée française sont enfin réunis près des bords de la Bérésina, mais rien n'est fait encore s'ils ne parviennent à franchir ce fleuve, dont Tchitschagoff se dispose à leur fermer le passage. Napoléon, investi de toutes parts, établit deux ponts près de Wesiolowo, tandis que les Russes, trompés par une fausse démonstration, l'attendent à Borisow. Une grande partie de l'armée passa, mais une multitude désorganisée, des femmes, des enfans, restèrent sur l'autre rive, ou s'abîmèrent dans le fleuve avec le pont, qu'une flamme allumée par prudence dévorait déjà.

Dès les premiers jours, la retraite avait été désordonnée ; on voyait sur la route que suivait l'armée un mélange confus de cavaliers démontés, de fantassins traînant péniblement le fruit du pillage, de femmes, d'enfans, de familles entières fuyant de Moscou, leur patrie adoptive, mais où elles n'osaient attendre le retour des Russes. A cette cause se joignirent bientôt la famine et le froid. Le froid commença le 6 novembre : il y avait plus de cinquante ans qu'il n'était apparu si prématuré et si terrible. « Le thermomètre, dit Napoléon, descen»dit à dix-huit degrés, et tous les chevaux péri»rent ; on en perdit trente mille en une nuit. On

» fut obligé d'abandonner toute l'artillerie, forte
» alors de cinq cents bouches à feu ; on ne put em-
» porter ni munitions ni provisions. Nous ne pou-
» vions, faute de chevaux, faire de reconnaissance.
» Les soldats perdaient le courage et la raison. La
» circonstance la plus légère les alarmait. Quatre
» ou cinq hommes suffisaient pour jeter la terreur
» dans tout un bataillon. Au lieu de se tenir réunis,
» ils erraient séparément pour trouver du feu.....
» Ceux qu'on envoyait en éclaireurs abandonnaient
» leur poste..... Ils se répandaient de tous côtés,
» et devenaient facilement la proie de l'ennemi.
» D'autres se couchaient sur la terre, s'endormaient,
» un peu de sang sortait de leurs narines, et ils
» mouraient en dormant. Des milliers de soldats
» périrent de cette manière. Les Polonais sauvèrent
» quelques-uns de leurs chevaux et un peu de leur
» artillerie (1) ; mais les Français et les soldats des
» autres nations n'étaient plus les mêmes hommes :
» la cavalerie a surtout souffert. Sur quarante mille
» hommes, je ne crois pas qu'il en soit échappé
» trois mille. »

Il ne pouvait même, selon Wilson, échapper un seul homme de toute l'armée, si les généraux russes avaient su tirer parti de leurs avantages.

L'armée russe, à l'exception du corps de Wit-

---

(1) Les Polonais avaient quarante pièces, et les ramenèrent intactes jusqu'à Varsovie.

genstein, qui fit une poursuite plus active, n'arriva sur les bords de la Béréṣina que deux jours après le passage de l'armée française et de son chef. Napoléon, désormais hors de danger, venait de partir pour la France, laissant à Murat, qui bientôt le transmit à Eugène, le commandement de ce qui restait d'une armée si belle cinq mois auparavant.

Vilna ne rallia point les Français; ils ne purent même, faute de moyens de transport, et parce que le désordre et le pillage dans l'administration étaient à leur comble, profiter que médiocrement des magasins formés dans ses murs. La retraite se continua; mais l'humanité et, en quelque sorte, la sympathie polonaises s'émurent pour ceux qui ne purent suivre : ils furent l'objet des soins les plus délicats; il y avait comme un sentiment de confraternité dans l'accueil qui leur était fait. On voyait encore en eux, malgré l'indifférence que leur chef avait témoignée pour la résurrection de la Pologne, des amis braves et malheureux.

Alexandre arriva bientôt aussi en Lithuanie; il avait, s'il voulait écouter les préjugés du pouvoir despotique, bien des défections à punir; il aima mieux accorder une amnistie générale : sa conduite, il faut le dire, fut belle à la suite de cette guerre, comme dans tout son cours.

Cependant Eugène avait été repoussé jusqu'au fond méridional de la Silésie; tout présageait que la guerre allait envahir la Saxe. Il était probable

que les généraux français s'efforceraient d'attendre, appuyés sur l'Elbe, les renforts que leur chef réunissait au cœur de son empire. En effet, presque tout ce qu'ils conservaient de troupes fut réparti le long de ce fleuve : ainsi se vérifiait la prédiction du célèbre Bulow, que l'Elbe serait de nouveau le point où se choqueraient les forces de la France et de la Russie.

Cependant l'avant-garde de l'armée russo-prussienne approchait déjà ; le colonel russe Brendel faisait, avec quelques pulks de cosaques, une incursion dans la Haute-Lusace, et s'établissait dans la ville frontière de Lauban. D'autres détachemens de la même armée devaient bientôt occuper également Guben et Sorau. Ceci se passait vers la fin de 1812. Dès le 11 mars suivant, les alliés approchèrent de Dresde ; dix jours après, le colonel de cosaques Davidoff, de la division du général Wintzengerode, vint de la part de celui-ci sommer la garnison française d'évacuer la ville. On entra en négociation : il fut convenu que les alliés occuperaient la *Ville-Neuve*, tandis que leurs ennemis resteraient en possession de la *Ville-Vieille*, l'Elbe entre deux, et il y eut à ce sujet, et pour quelques jours, un armistice local. Les Français, trop faibles pour résister aux masses qui les allaient presser, songeaient à leur retraite ; ils l'effectuèrent paisiblement du 23 au 27 : de nombreuses troupes de de cosaques, qui avaient, pendant ce temps, passé

l'Elbe sans résistance à Nieschitz, à Pirna, à Werschwitz, la plus grande partie sous les ordres du prince Madatoff, inondèrent la Vieille-Ville.

Le colonel Brendel eut à la fois le commandement et la police de la ville de Dresde. Le cachet dont il scellait tous ses actes multipliait la copie d'une caricature contre le chef de l'armée française.

Déjà étaient entrés dans Dresde, où ils devaient séjourner quelques jours, le prince Charles de Mecklembourg, plusieurs princes prussiens, et surtout Blücher; ce général commandait alors des légions de jeunes enthousiastes vêtus de noir, que les mots de religion, d'indépendance nationale et de liberté avaient arrachés des bancs de l'école, et qui, pour la plupart, marchaient sous la conduite de leurs professeurs.

Je m'arrête sur cette époque du séjour de l'état-major des alliés à Dresde, parce que ce fut alors qu'on prêcha à l'Allemagne la grande croisade politique qui, peu après, aboutit à la ruine de l'empire français.

Blücher tenta de souffler sur la Saxe le feu de fanatisme qui avait comme embrasé la Prusse. Dans une proclamation, il s'écriait : « *Les Russes* » *promettent la liberté aux peuples gémissans sous le* » *joug*..... Vaillans Saxons! peuple éclairé! est-ce » à vous que je dois dire que *tous les biens de la* » *vie* n'ont pour un cœur généreux *aucun prix sans* » *l'indépendance ;* que *vivre opprimés est le plus avi-*

» *lissant de tous les opprobres!* Non, vous ne cour-
» berez plus le front; l'heure de votre délivrance
» est venue! Assez et trop long-temps, pour exécu-
» ter ses plans pernicieux, une politique astucieuse
» et perfide a fait couler le sang de vos fils, a tari
» les sources de votre commerce, *a détruit la liberté*
» *de vos presses*, a fait de votre pays, jadis fortuné,
» un champ de carnage. Déjà le *vandalisme* des
» étrangers qui vous oppriment a détruit, pour le
» seul plaisir de dévaster, le chef-d'œuvre de l'ar-
» chitecture, *ce pont*, le plus beau monument de
» votre capitale. Saxons, aux armes! accourez dans
» nos rangs; levez l'étendard contre vos tyrans;
» *soyez libres.* »

Quel cynisme d'hypocrisie dans cette pièce! *Les Russes promettent aux peuples* la liberté; les Russes!.... une nation de serfs, d'esclaves, plus esclaves que le bétail! *Les biens de la vie n'ont aucun prix sans l'indépendance; vivre opprimés est le plus avilissant de tous les opprobres* : telles sont les maximes qu'à l'étonnement de tous, proclame le lieutenant d'un despote. *Soyez libres* par la défection, telles sont ses exhortations. Sujet d'un gouvernement sous lequel n'exista jamais l'ombre de l'indépendance légale de la pensée, il ajoute : *On a détruit la liberté de vos presses.* Enfin, au sujet de la rupture d'une arche du pont de Dresde, sacrifiée à la sécurité d'une retraite, il accuse les Français de *vandalisme*, lui, Blücher, qui plus

tard, eût, sans aucun besoin et par pure animosité, fait sauter en entier le pont d'Iéna, si Alexandre ne fût généreusement intervenu pour empêcher cet acte de folle barbarie.

Proclamations fallacieuses.

Un autre général prussien, Wittgenstein, disait dans d'autres proclamations : « Toute distinction » de rang est effacée par ces grandes idées, le roi, » la liberté, l'honneur, la patrie ; *il n'y a plus d'au-* » *tre distinction que celle du talent* et de l'ardeur » avec laquelle on vole au combat pour la cause sa- » crée. *La liberté ou la mort*, tels sont les mots de » ralliement des soldats de Frédérick-Guillaume.... » Celui qui n'est point pour la liberté est contre » elle ; choisissez donc entre mon baiser fraternel » et la pointe de mon épée. » On voit que le but des cabinets alliés était d'entraîner les peuples du nord par une apparente concession aux idées démocratiques.

La proclamation des deux principaux souverains coalisés, contresignée par le général russe Koutaisow, était loin de démentir ces protestations de libéralisme; on y lisait : « Pendant que les guerriers russes, victorieux, et les soldats prussiens, leurs alliés, paraissent en armes dans l'Allemagne, S. M. l'empereur de Russie et S. M. le roi de Prusse annoncent aux princes et aux peuples alle mands le retour de *l'indépendance et de la liberté*. Ces souverains n'ont quitté leurs États que pour aider les nations à reconquérir *ces biens hérédi-*

taires et inaliénables, dont on les a dépouillés.... »

Dans les paragraphes suivans on cherche à faire peur encore de cette monarchie universelle, *ébranlée*, dit-on, *par les armes russes :* on allègue la nécessité de rétablir l'ancienne constitution germanique, et, comme conséquence, d'abolir la confédération rhénane; mais le dernier de ces paragraphes est surtout remarquable, en ce qu'il indique la limite où devait s'arrêter la réaction des nations du nord contre le colosse de la puissance française; il portait : « Que la France, forte et florissante par elle-même, ne s'occupe plus à l'avenir que de sa prospérité intérieure! Aucune puissance ne tentera de la troubler du dehors; aucune entreprise hostile ne sera dirigée contre ses frontières légitimes; Mais que la France apprenne l'intention invariable des autres États, de conquérir pour leurs sujets un repos qui ne soit plus troublé, et de ne poser les armes que lorsque les bases de l'indépendance de tous les États de l'Europe seront solidement affermies. » Une particularité remarquable de cette proclamation, et qui autorise à penser qu'elle fut rédigée sous l'influence exclusive de la Russie, c'est qu'on y parle quelquefois au nom d'Alexandre seul, et qu'elle ne porte d'autre contre-seing que celui de Koutaisow.

Alexandre, en effet, semble avoir été le premier souverain qui ait imaginé de faire servir aux vues particulières du despotisme, ce grand

et puissant enthousiasme qu'allume l'amour de la liberté.

Diversité de vues parmi les coalisés.

Soit ambition d'agrandissement, soit passion de venger de cruels et longs outrages, la Prusse montrait un désir ardent d'aller planter ses étendards à la source même de ces torrens de soldats qui avaient si irrésistiblement inondé plusieurs fois son sol; mais il n'en était pas ainsi de la Russie, elle n'avait sans doute pas pénétré alors la possibilité de tourner à son avantage l'amoindrissement exagéré des limites françaises; elle aimait mieux voir la France rester forte que de voir se fortifier à son préjudice des États plus proches, ses voisins immédiats. De là un germe de mésintelligence entre les Prussiens et les Russes. En effet, par ce motif, ou parce qu'ils étaient choqués de la tiédeur que montraient et la Saxe et les autres membres de la confédération rhénane, les Russes paraissaient hésiter à pousser plus loin leurs colonnes, et même n'avaient passé l'Elbe qu'à regret. « On entendait dire à ceux qui étaient l'âme de l'armée, écrit un historien militaire allemand, que ce n'était plus pour leur cause qu'ils combattaient, puisque les armes françaises avaient cessé de les menacer; qu'ils ne continuaient la guerre que pour l'intérêt de l'Allemagne : que c'était donc aux Allemands à se montrer dignes de leur assistance. »

Ils s'accordaient néanmoins dans le but de gagner à eux l'armée saxonne. Un ordre du jour,

signé du colonel russe Heydeken, prescrivit aux corps des souverains coalisés « de ne pas faire feu » sur les troupes saxonnes, de les traiter en alliées, » et d'avoir pour elles toutes sortes de prévenan-» ces. » En même temps, et comme si on avait en vue de se concilier l'armée seulement et non pas le peuple, on déclara que « tous ceux qui com-» menceraient ou continueraient de communiquer » avec les contrées non occupées par les troupes de » S. M. l'empereur de Russie et de S. M. le roi de » Prusse, *seraient, comme coupables de contravention » aux ordres des armées alliées, jugés par un con-» seil de guerre.* » Une foule de marchands furent par là privés d'aller à la foire de Leipsig, et souffrirent un préjudice considérable : ce n'était pas le seul grief qu'eût à produire la nation saxonne, qui avait accueilli d'abord les alliés en libérateurs : la Prusse annonçait hautement l'intention de lui reprendre le cercle de Cottbus; Blücher exigeait d'elle d'énormes sacrifices; on lui imposait une administration étrangère, et ni ses richesses, ni l'honneur de ses femmes et de ses filles n'étaient à l'abri de la rapacité et de la lubricité brutale des guerriers russes. Laissons parler un témoin oculaire, ami déclaré de la cause des coalisés, le général allemand baron d'Odelében : « L'infanterie légère, qui était restée cantonnée dans la Moldavie et dans la Valachie, offrait, dit cet officier-général, un aspect plus sauvage que celui des Russes qu'on

Indiscipline des soldats russes.

avait vus jusques-là à Dresde. Ces hommes, difficiles à satisfaire, étaient des hôtes incommodes pour les bourgeois, et surtout pour les paysans. L'image bigarrée d'un saint russe placée dans un coin de la chambre, du côté de l'orient, qui avait servi souvent à adoucir l'humeur un peu farouche des autres Russes, ne produisait pas toujours son effet sur les nouveau-venus. Ceux qui ont vu ces hommes grossiers alarmer la pudeur dans les rues de la capitale ne trouveront pas surprenant que, comme on le dit, les jeunes villageoises cherchassent jusque dans les tuyaux des cheminées un asile contre leur brutalité. On recevait les nouvelles les plus affligeantes de la Lusace et du cercle de Misnie, que ces troupes avaient traversés...... Quoiqu'on offrît aux paysans des avances sur les indemnités qu'ils pouvaient avoir à réclamer, il arrivait souvent aux troupes de trouver les villages déserts, parce que les paysans s'étaient enfuis dans les bois avec leurs enfans, leurs bestiaux et leurs effets. Le knout et les battogues faisaient souvent justice des excès des soldats, mais on n'avait guère à se louer *que partiellement* de la discipline des Russes. » Excellens alliés que ces Russes, et surtout dignes apôtres de liberté !

Les souverains alliés et leur garde arrivèrent à Dresde le 24 avril. Jamais accueil ne fut plus enthousiaste que celui qui leur fut fait : la munici-

palité, le clergé des trois communions, tout le peuple allèrent ou plutôt coururent à leur rencontre ; une foule de jeunes filles, vêtues de blanc, jonchèrent de fleurs les rues par où ils devaient passer. Le soir la ville fut illuminée ; des devises injurieuses aux Français ou flatteuses pour leurs ennemis se lisaient sur presque toutes les portes. Ils étaient enfin venus, disait-on, ceux qui devaient mettre un terme à l'asservissement de l'Allemagne ! Étrange erreur de penser que des despotes puissent être jamais des libérateurs !

Il est vrai qu'alors Alexandre ne négligeait aucun moyen de se faire croire animé d'un zèle sincère pour la liberté des peuples ; il applaudissait à la formation de ces sociétés secrètes que plus tard il mit tant d'ardeur à faire poursuivre en Italie, et surtout à Naples, où elles avaient gagné de l'Allemagne.

Cependant les hostilités étaient depuis quelque temps ouvertes en Thuringe. Le vice-roi d'Italie, à la tête de trente mille hommes à peine, se trouvait pressé vers Halberstadt ; heureusement, l'empereur amenait de France de puissans renforts. Cependant on manquait toujours de cavalerie, de cette arme si nécessaire pour tirer parti du gain des batailles. Aussi, Napoléon, pour suppléer autant que possible par le génie à l'infériorité de son armée en matériel et en troupes, s'était,

dit-on, écrié en ouvrant les opérations : « Je ferai cette campagne comme le général Bonaparte, et non pas en empereur. »

Les souverains coalisés s'étaient avancés avec toutes leurs forces contre leur redoutable ennemi. Le premier combat qui eut lieu ne fut pas avantageux à leurs armes; il se donna près de Weissenfeld, et fut gagné par Ney avec des conscrits.

Bataille de Lutzen, 2 mai 1813.

Ce fut le 2 mai que se livra la bataille de *Lutzen*, selon les Français, de *Gross-Gærschen*, selon les Allemands, et qu'on eût dû peut-être appeler de Kaia, parce que ce village fut le point le plus disputé du théâtre sur lequel elle eut lieu. Les recrues françaises, soutenues par la présence de leur chef, qui, pour les encourager, s'exposa beaucoup ce jour-là, se battirent aussi bien que des vétérans, et forcèrent à la retraite les vieux soldats russes et prussiens. L'insuffisance de cavalerie empêcha qu'elles ne fissent beaucoup de prisonniers ni une poursuite bien vive. Un officier-général allemand, habituellement peu favorable au vainqueur, n'en regarde pas moins cette bataille comme une opération militaire des plus remarquables.

On ne saurait s'imaginer le luxe de précautions des souverains alliés, pour que les Allemands et surtout les Saxons ne connussent que le plus tard possible, et progressivement, l'étendue de la défaite de Lutzen : d'abord ils la firent représenter comme une victoire aisément remportée, ensuite, lorsqu'arri-

vèrent aux yeux de tous de nombreux convois de blessés, comme une victoire que l'opiniâtreté de l'ennemi les avait forcés d'acheter chèrement. Mais comment expliquer la rétrogression des équipages? en alléguant qu'Alexandre avait prescrit qu'avant l'action on écartât du champ de bataille tous les objets inutiles; et la retraite des colonnes elles-mêmes? en prétendant qu'elle était l'effet d'un plan d'opérations concerté à l'avance, pour laisser aux princes allemands qui suivaient encore, malgré eux, le char de l'usurpateur, le temps de s'en détacher. La chapelle russe de Dresde resta, pendant plusieurs jours, disposée pour une cérémonie destinée, disait-on, à célébrer le triomphe des armées coalisées; mais la cérémonie n'eut point lieu. Ces feintes politiques, fort usitées des deux partis dans toute cette guerre, sont rarement sans utilité dans les pays où chancelle la foi des populations. Elles seraient d'ailleurs moralement indifférentes, si ce n'était que, cachant à l'habitant l'orage prêt à fondre sur sa tête, elles lui ôtent jusqu'à la possibilité de songer à s'en garantir. Les alliés ordonnèrent à la même époque une précaution plus odieuse et plus tyrannique; ce fut l'arrestation à Dresde, et l'évacuation dans la Silésie, d'une foule d'individus, bourgeois ou étrangers, qu'on imaginait être d'intelligence avec l'ennemi. Sans doute, si celui-ci eût continué ses succès, tous ces infortunés eussent été conduits, de proche en proche, jusqu'en

Russie, puis en Sibérie, et, sur un soupçon, se fussent ainsi vus condamnés à ne revoir jamais leur patrie, peut-être ! Telle est la justice des despotes, de ceux même qui affectent le plus d'être populaires !

Le 7, la plus grande partie de l'armée alliée passa sur la rive droite du fleuve ; le 8, de grand matin, Alexandre partit pour Bischoffswerda. Les Français étaient tout proche de Dresde : on ne s'était pas attendu à les y revoir si tôt. On avait bien des caricatures et des pamphlets à faire disparaître, bien des griefs à faire oublier : comment nier la haine contre ceux qui revenaient vainqueurs, l'enthousiasme pour leurs ennemis? La ville était dans la consternation et dans la terreur.

Les membres de la municipalité, ceux surtout que l'on connaît pour être attachés au parti français, partent pour aller implorer la grâce de leurs concitoyens, qui, quelques jours avant, les insultaient, et maintenant les supplient : humbles et tremblans, les députés abordent, en balbutiant, le vainqueur, qui, interrompant leurs vaines excuses, leur dit, du ton d'un outragé qui peut venger, s'il le veut, son offense : « Vous mériteriez que je vous traitasse en pays conquis ; je sais ce que vous avez fait pendant que les alliés occupaient votre ville ; j'ai l'état des volontaires que vous avez habillés, équipés, armés contre moi, avec une générosité qui a étonné l'ennemi lui-même. Je sais quelles in-

jures vous avez prodiguées à la France.... Je n'ignore pas à quels transports hostiles vous vous êtes livrés lorsque l'empereur Alexandre et le roi de Prusse sont entrés dans vos murs; vos maisons nous présentent les débris de vos guirlandes, et nous voyons encore sur le pavé le fumier des fleurs que vos jeunes filles ont semées sur les pas des monarques. Cependant je veux tout pardonner : bénissez votre roi, car il est votre sauveur...... Je commence à vous donner un gage de ma clémence : c'est le général Durosnel, mon aide-de-camp, qui sera votre gouverneur; le roi lui-même le choisirait pour vous : allez. »

Les historiens allemands rapportent autrement cette éloquente et vive apostrophe, dont le ton rappelle celle qui fut faite, le 18 brumaire, au secrétaire de Barras.

Les Français avançaient en engageant, contre l'arrière-garde des coalisés, une suite de combats, dont le plus considérable, livré le 20, prépara pour le lendemain la bataille de Bautzen, ou Wurschen. Cette bataille fut moins meurtrière que celle de Lutzen : les Français, en s'emparant des hauteurs de Klein-Bautzen, déterminèrent la victoire en leur faveur; mais le seul fruit immédiat qu'ils en retirèrent fut d'avoir écarté leurs ennemis des routes de la Silésie; le manque de cavalerie eut, du reste, les mêmes effets qu'à Lutzen. L'armée vaincue put, sans beaucoup de difficultés,

opérer avec ordre sa retraite ; les Russes, d'ailleurs, donnaient à cette armée une consistance qu'elle n'eût, certes, pas eue sans eux : c'étaient presque toujours leurs bataillons qui formaient l'arrière-garde, après avoir été les derniers à sortir du champ de bataille.

Aucune victoire n'avait coûté moins de peine à Napoléon ; il la gagna sans être obligé de monter à cheval, et ce fut en déjeûnant avec Berthier, au feu du bivouac, qu'il ordonna les opérations les plus importantes.

Les Français, cependant, s'étaient avancés au-delà de Liegnitz ; ils marchaient sur Breslau, sur Hambourg, sur Lubeck. Dans cet état de choses, un parlementaire russe vint, de la part des souverains alliés, proposer des conférences. Cette ouverture fut accueillie : une première entrevue eut lieu à Wahlstadt, entre le général Caulincourt, pour les Français, le comte Schouvaloff, pour la Russie, et le général Kleist, pour la Prusse. Les négociations se continuèrent à Gœbersdorf, puis à Pleiswig, où un armistice de deux mois fut signé au commencement de juin, à la satisfaction de tous les belligérans, qui comptaient également mettre à profit cet intervalle pour recruter leurs forces, et, peut-être également aussi, pour entraîner l'Autriche dans leur alliance.

Du reste, la délimitation des cantonnemens pendant l'armistice fut fixée à l'avantage des alliés.

Renfermés par une ligne qui, prenant des montagnes de la Silésie, passait par Kamintz, Lœhn, Goldwitz, Liegnitz et Parchwitz, s'étendait au-delà de l'Oder, jusqu'à Crossen, puis gagnait la Saxe, les Français étaient restreints à l'occupation de ce royaume entièrement épuisé de vivres, et à celle d'une très-petite partie de la Silésie. L'armée russo-prussienne, au contraire, occupant depuis Striegau et Kaut jusqu'à l'Oder, près de Breslau, resté entre deux, avait, derrière elle, d'abondantes ressources.

On fit, des deux parts, d'actives démarches auprès de l'empereur d'Autriche : celui-ci, se voyant rechercher, mit à haut prix son alliance; il réclama des satisfactions, des restitutions que l'orgueil de Napoléon refusa, mais que la politique plus accommodante des souverains coalisés promit d'accomplir après le succès. Dès lors le parti du cabinet autrichien fut pris, et ses phalanges durent aller grossir l'armée des coalisés. La conduite de François, dans cette circonstance, a été généralement et amèrement blâmée. « Voyez, a-t-on dit, combien peu les souverains sont retenus par les liens les plus sacrés au commun des hommes! » Comme si les rois étaient établis pour veiller à l'intérêt de leurs familles, et non à celui de leurs peuples ! Pour moi, loin de blâmer François de l'insensibilité prétendue qu'on lui reproche, je l'en louerais, au contraire, s'il m'était bien démontré qu'en s'alliant aux Prussiens et aux Russes, il ait eu en vue la déli-

L'Autriche accède à la coalition.

vrance de l'Allemagne, plutôt que le recouvrement de l'ancienne puissance dont des revers multipliés l'avaient fait déchoir.

Un précepte des anciens était qu'il faut subordonner, dans ses affections, soi-même à sa famille, sa famille à sa patrie, et sa patrie au monde entier : la société a toujours offert, et offre surtout de nos jours, un singulier renversement de cette belle morale : on préfère au monde sa patrie, et à sa patrie sa famille, soi compris.

Du reste, la jeunesse autrichienne sympathisait avec celle du reste de l'Allemagne ; elle lui était affiliée ; elle poussait à la guerre ; le gouvernement, pour ne pas dire l'empereur, favorisait de ses vœux la cause des ennemis du nom français, et cela existait depuis long-temps. On avait entendu Alexandre dire, après les funestes évènemens de 1812 : *Nous avons eu pendant toute la campagne des canaux ouverts avec l'Autriche* (1).

Cependant on espérait au camp français non-seulement le maintien, au moins, de la neutralité de l'Autriche, mais encore la conclusion d'une paix générale. D'un côté, l'on savait que le prince de Metternich avait eu avec Napoléon, le 26 et le 30 juin, deux entrevues, de plusieurs heures chacune ; d'un autre côté, il se tenait à Prague un congrès auquel

(1) *Mémoires de madame de Choiseul.*

Caulincourt et Narbonne assistaient pour la France. On ne fut détrompé que par la déclaration de guerre de l'Autriche, publiée le 10, et par la dénonciation du terme de l'armistice, qui eut lieu presque en même temps.

On avait, pendant l'intervalle, accumulé des deux parts d'immenses accroissemens de forces; les troupes des coalisés surtout étaient innombrables : leurs canons se comptaient par milliers; à la tête de toutes ces ressources allaient marcher les meilleurs généraux de tout le Nord, et, avec eux, Moreau, venu d'Amérique, à la prière d'Alexandre et de ses alliés. Peut-être, en voyant Bernadotte marcher avec ces rois sous une même bannière, Moreau crut aux promesses d'affranchissement et de liberté dont alors ils berçaient la crédulité des peuples.

Quant à la France, elle annonçait avoir à mettre en campagne cinq cents mille hommes et treize cents canons.

Les Français commencèrent par envahir la Bohême; ils pénétrèrent bien au delà de Gabel. D'un autre côté, ils gagnèrent deux combats importans, le premier à Lœvenberg, l'autre entre Lauter Seiffen et Pilgramsdorf. Cependant la principale masse des forces coalisées s'avançait sous les ordres du prince Schwartzemberg, vers la capitale de la Saxe. Napoléon le sut : il se mit en route de Lœvenberg avec la majeure partie de ses troupes; et, après trois jours

de la marche la plus étonnante qu'il eût peut-être jamais dirigée, parut comme la foudre au milieu de Dresde, déjà presque envahi par l'ennemi. Et, en effet, les régimens alliés, voyant qu'ils pénétraient sans obstacle, avançaient en criant : à Paris! à Paris! quand, à deux cents pas de la grande place, parut le premier peloton de la vieille-garde. Son aspect fit sur eux, dit un écrivain, l'effet de la tête de Méduse. En quelques instans les coalisés sont repoussés jusque sur les hauteurs qui avoisinent Dresde. Dès le lendemain, Napoléon les attaque, les bat, quoiqu'avec des forces très-inférieures, et leur fait, sans cavalerie, vingt mille prisonniers, la plupart Autrichiens. Par cette victoire, fruit des plus brillantes combinaisons du génie, l'empereur français a reconquis son ascendant sur l'Allemagne : François II vient une fois encore implorer *son cher fils :* mais le repentir du faible monarque ne doit durer qu'autant que la fortune favorisera ce fils.

Bataille de Dresde.

C'est à l'affaire de Dresde que fut tué Moreau, derrière le village de Recknitz, à côté de l'empereur Alexandre, avec lequel il s'entretenait. Ses jambes, enterrées d'abord dans le jardin du château de Nœthnitz, furent exhumées en 1814, et réinhumées solennellement au lieu même où le boulet les avait atteintes. L'empereur russe professait pour ce général une si grande estime, qu'il s'écriait en 1818, à son souvenir : « J'aurais voulu

» être Moreau ! » sans doute il n'osait pas ajouter « si je n'étais Alexandre, » mais il devait prévoir que l'adulation suppléerait à son silence.

Les Russes se montrèrent, à la suite de cette bataille, ce qu'on les avait vus après celle de Zurich : même idée de la férocité des Français; même persuasion que, s'ils demandaient à se rendre, il ne leur serait fait aucun quartier. « Dès qu'ils se voyaient sans ressource, dit un anonyme, ils s'accroupissaient au pied d'un arbre ou d'un tertre, les poings dans les yeux, et semblaient attendre le coup de la mort; ils demeuraient ébahis de surprise quand ils se voyaient traiter avec douceur et commisération. »

Revers. Combats de Walstadt, de Culm.

La première idée de Napoléon, après sa victoire, fut d'exécuter le plan, dès long-temps conçu, d'aller avec la plus grande partie de ses forces occuper Berlin; mais deux échecs, dont il apprit presque coup sur coup la nouvelle, contrarièrent bien ce dessein : l'un fut la retraite forcée de Macdonald à Walstadt, d'où il observait la Silésie; l'autre la défaite plus complète encore de Vandame, envoyé à la poursuite de l'ennemi vers la frontière de Bohême : ce général, qui, d'après ses instructions, n'eût dû occuper que l'entrée des défilés, fit la faute énorme de s'y engager, et la faute encore plus grave d'avancer sans attendre les détachemens chargés de flanquer parallèlement sa route. Il eut bientôt derrière lui le corps de Kleist,

avantageusement posté, et devant, toute la masse des troupes coalisées prête à l'écraser. Force lui fut de se rendre avec les deux tiers de son corps d'armée (dix mille hommes environ). Il paraît que, jusqu'à leur défaite, ses troupes n'avaient pas observé une bien exacte discipline. Alexandre lui en fit des reproches, et, malgré la douceur de son caractère, s'emporta jusqu'à le traiter de brigand : « Il se peut que je sois un brigand, dit » Vandame, mais, du moins, je n'ai pas trempé » mes mains dans le sang d'un père. » Cette réponse calma l'autocrate; soit qu'elle fît impression sur sa conscience, soit que, lui rappelant des souvenirs tristes, elle le tournât de la colère vers l'attendrissement.

Combat de Dennevitz, 6 septembre.

A ceci ne se bornèrent pas les revers des Français. Ney, envoyé pour barrer le passage au prince de Suède, fut battu par celui-ci aidé des talens de Bulow. Le corps de Saint-Cyr avait aussi beaucoup souffert dans une autre rencontre. Cependant les coalisés se retiraient toujours; ils n'engageaient que des actions partielles; et, comme si le souvenir de Dresde leur eût toujours été présent, ils se refusaient à toutes les occasions de grandes batailles. Ils semblaient mieux aimer avoir affaire aux généraux de Napoléon qu'à lui-même.

Cet empereur faisait mouvoir ses troupes en avant des défilés de la Bohême, sans plan bien dé-

terminé. On eût dit que, comme un joueur d'échecs, il attendait que ses adversaires, moins savans, lui ouvrissent la voie à quelque coup décisif. Il espérait de leur imprudence une occasion pour son génie; mais ceux-ci, formés à la circonspection par une dure expérience, se tenaient attentifs et serrés, et n'offraient aux grandes combinaisons aucune prise. Enfin, après diverses reconnaissances plus ou moins meurtrières, faites dans le but de s'assurer si l'on pouvait sans trop de désavantage tenter un passage en Bohême, Napoléon, dans un moment d'ennui, les écrivains allemands disent de mauvaise humeur, ordonna la retraite; elle eut lieu sur Dresde, aux environs duquel se livrèrent encore pendant quelque temps des combats de peu d'importance.

Bataille de Leipsig, du 16 au 19 octobre.

Dès le 26 septembre, les Français jugèrent prudent de quitter la rive droite de l'Elbe. Les alliés, ayant concentré presque toutes leurs forces, les pressaient sans relâche. Une bataille devenait inévitable : elle eut lieu dans les plaines de Leipzig, les 16 et 18 octobre.

On a blâmé Napoléon de l'avoir acceptée dans une position d'où son armée, en cas d'échec, ne pouvait se retirer que difficilement : en effet, elle occupait un terrain très-resserré et coupé d'une infinité de canaux sur lesquels on ne comptait que très-peu de ponts. Mais plusieurs raisons ont pu le déterminer : l'avantage de conserver Leipsig, qu'il avait

ainsi derrière lui ; le but d'inutiliser en partie l'innombrable cavalerie des coalisés, d'autant plus que, dès le 14, Murat avait engagé prématurément, et contre une force démesurément supérieure, six vieux régimens arrivés d'Espagne, les seules troupes de cette arme, hors de la garde, qui eussent de la consistance et de l'instruction ; enfin, la conviction qu'avec les ressources qui lui restaient, il ne pouvait avoir à redouter une retraite, surtout une déroute ; car il ne prévoyait pas et ne pouvait guère prévoir la défection de l'armée saxonne.

La journée du 16, où tonna une canonnade telle que les vétérans des deux armées avouaient n'en avoir jamais entendu de pareille, se termina à l'avantage des Français. Ils y firent beaucoup de prisonniers, entre autres le général Meyerfeld, emportèrent la position principale du champ de bataille, dite *la Redoute Suédoise*, gagnèrent une demi-lieue de terrain, mais ne purent forcer l'ennemi à la retraite. Le lendemain, leurs dispositions annoncèrent qu'ils y songeaient pour eux-mêmes : ils avaient besoin de renouveler leurs munitions, et ils sentaient ne pouvoir résister aux nouvelles forces qu'accumulaient sans cesse les coalisés. Le 18, le combat commença de bonne heure. Il paraissait d'abord devoir être, comme celui du 16, favorable aux Français ; mais trois circonstances vinrent rendre vaine leur valeur : le manque de munitions, qui se fit sentir après sept heures à

peu près de feu; l'arrivée de Bernadotte avec ses Suédois, et surtout la défection des Saxons, dont l'artillerie et la cavalerie, puis, bientôt après, l'infanterie, tournèrent leurs armes contre ceux qu'un moment avant elles défendaient. Cependant, malgré tant de désavantages, les Français se maintinrent sur le champ de bataille, et, s'ils ne vainquirent pas, ils ne furent, du moins, pas vaincus.

Il y eut d'engagé dans cette journée plus d'un demi-million d'hommes, dont environ les quatre cinquièmes de coalisés. Plusieurs généraux de l'une et l'autre armée y perdirent la vie : Poniatowski et tous les Polonais s'y conduisirent admirablement.

Mais le 19 eut lieu un grand désastre. Les troupes, entrant dans Leipsig par quatre portes différentes, ne trouvaient pour en sortir qu'une seule issue, la porte de Ramstadt ouvrant la route ou plutôt le défilé de Lindenau. Un pont, trop faiblement construit sur l'Elster, s'abîma, et, par sa chute, ferma encore un passage. Un autre pont, celui de Lindenau, restait pour ressource unique; un sergent du génie le fit sauter prématurément en l'absence de l'officier supérieur qui lui en devait donner l'ordre. Quatorze mille Français environ, avec d'immenses bagages, se trouvèrent ainsi séparés du gros de leur armée, et mis à la discrétion de l'ennemi qui s'avançait. Poniatowski périt en voulant traverser l'Elster à la nage ; des militaires de toutes les na-

tions, français, russes, prussiens, suédois, autrichiens, saxons, assistèrent à ses funérailles.

On cherche en vain à s'expliquer pour quel motif l'armée française ne fut pas poursuivie plus vivement après un si grand échec, et comment elle put encore gagner sur le général bavarois de Wrède, autre allié dont la fortune avait accru les forces des coalisés, la bataille de Hanau. On eût dit que ceux-ci craignaient de forcer le lion à se retourner, et que l'approche des frontières d'où s'étaient élancées contre eux tant d'armées outrait leur circonspection.

Alexandre, revenu à Dresde, s'occupait toujours d'échauffer l'enthousiasme patriotique et religieux des Allemands. Son influence dominait dans cette ville et dans toute la Saxe. Davout, lorsqu'il eut résolu de faire sauter une arche du pont de Dresde, avait fait enlever d'une pile voisine un crucifix de bronze, de crainte, sans doute, que l'explosion ne l'endommageât : l'administration russe replaça le Christ, et à l'ancienne inscription ajouta cette autre en mauvais latin : *Galli dejecerunt die XIX martis* 1813. *Alexander primus restituit, die natali XXIV decembris* 1813.

Violation des capitulations de Dresde et de Hambourg.

Les coalisés avaient avancé jusqu'à Francfort leur quartier-général. L'empereur français, malheureux au nord, n'avait pas un meilleur succès vers l'Espagne, où la supériorité du nombre triomphait également du courage de ses soldats : les garnisons

qu'il avait laissées en Allemagne, environnées de populations levées en masse, étaient alors comme ces équipages de matelots qui, après un naufrage, voient une mer furieuse serrer et battre le roc qui leur a offert un refuge. Celle de Dresde, que commande Saint-Cyr, est faite prisonnière de guerre, en violation d'une capitulation qui stipule la liberté de son retour au delà du Rhin : la garnison de Hambourg, également forcée de capituler, éprouve une perfidie toute semblable : le Danemark, dernier allié des Français, dans le nord, se voit forcé d'abandonner leur cause : la Hollande, déterminée par l'invasion d'une armée prussienne, prépare aussi sa défection, et Murat médite secrètement la sienne. Napoléon, alors, se montrait sincèrement disposé à la paix, mais il n'en était plus de même de ses ennemis, enhardis par leurs avantages, et qui, pour compléter leur triomphe, comptaient déjà sur l'aide de la trahison. Déjà, en effet, des maréchaux dont le crime, grâce à une pusillanime et coupable indulgence, échappa trop long-temps à la publicité qui aujourd'hui le flétrit, avaient vendu aux coalisés l'indépendance de leur patrie ; ceux-ci, quoiqu'ils protestassent, dans leurs proclamations, ne faire la guerre qu'à Napoléon, n'en projetaient pas moins de démembrer la France, en telle sorte, sans doute, que les États non contigus, comme la Russie et la Suède, eussent reçu dans leur voisinage un équivalent

Projet de partager la France.

des accroissemens qu'auraient pris immédiatement les puissances plus méridionales.

Inutiles négociations.

Tout arrangement était donc devenu impossible, car il n'était pas voulu des coalisés : après avoir proposé de renfermer la France dans ses limites naturelles, le Rhin, les Pyrénées et les Alpes, ils parlèrent presque aussitôt de la réduire à ses anciennes frontières; certains, sans doute, que l'amour-propre de leur ennemi se révolterait à l'idée d'une telle condition.

Invasion de la France sur plusieurs points; campagne de 1814.

Au mois de décembre 1813, leurs armées commencent à déboucher en France, par le territoire neutre de la Suisse, que livre le secret consentement de l'aristocratie de Berne. Le 31 les Prussiens, sous Blücher, traversent le Rhin à Manheim et Coblentz, tandis que les Autrichiens s'emparent de Genève. Napoléon, parti de Paris le 25 janvier, trop tard peut-être, va pour arrêter leurs rapides progrès; il bat leurs troupes à Saint-Dizier et à Brienne, mais est battu à la Rothière, où il se trouve trop démesurément inférieur en nombre. A Champ-Aubert, les Russes se présentent sous Alzufieff; ils sont vaincus et perdent leurs canons: le lendemain, ils éprouvent, sous Saken, à Montmirail, une défaite plus complète encore. A Vaux-Champs vient le tour de Blücher et de ses Prussiens, puis, deux jours après, à Nangis, distant de plus de trente lieues, celui des Autrichiens et de Schwarzemberg. Le lendemain, à Montereau, nou-

velle victoire de l'empereur. Autre combat, autre avantage quelques jours après, à Méri-sur-Seine. Les armées alliées, dispersées, refoulées, ayant perdu toute communication entre elles, et avec leurs magasins de munitions et de vivres, étaient dans le plus grand danger; la terreur avait gagné le cœur de leurs chefs: dans ces circonstances, Alexandre envoya à Châtillon, où se tenaient depuis quelque temps des conférences pour la paix, l'ordre de conclure à tout prix: l'anxiété de l'autocrate était extrême; il s'écria à plusieurs reprises, que « sa tête en grisonnerait (1). » Mais la lâcheté ou la trahison livra avec La Fère un matériel de 20 millions, et avec Soissons, le point de jonction des deux armées du nord et de Silésie; les généraux français éprouvèrent quelques échecs, et les souverains coalisés en revinrent à la rigueur et à l'inflexibilité. En vain Napoléon, avec les troupes qu'il commande personnellement vaincra encore à Craonne, à Reims, à Arcis-sur-Aube: tandis que dans le but d'inquiéter de nouveau ses ennemis pour leurs communications, et de rappeler leur attention sur leurs derrières, il marche vers

(1) Un anonyme a prétendu, mais sans preuves, qu'Alexandre avait au contraire montré dans cette occasion beaucoup de fermeté, en combattant et faisant rejeter l'avis de Schwartzemberg, qui proposait de donner aux armées l'ordre de la retraite.

Saint-Dizier, contre un corps russe qu'il écrase, le gros des coalisés, sous Schwartzemberg et Blücher, s'avance en hâte vers Paris. Là, un petit nombre de braves, activement secondés par la valeureuse jeunesse de l'École Politechnique, essayent la résistance; mais, abandonnée de son gouvernement, trahie peut-être, la ville capitule et reçoit dans son sein les monarque salliés. Napoléon, qui vient d'apprendre ce résultat, se réfugie à Fontainebleau : il y rêve encore le rétablissement de sa fortune, quand la trahison de Marmont le livre enfin sans défense à la discrétion des monarques alliés.

Capitulation de Paris.

Il donne son abdication en faveur de son fils, mais c'est en vain : les vainqueurs ont déclaré qu'ils ne traiteraient plus avec lui, ni avec aucun membre de sa famille. Il se résigne, il va partir avec quelques compagnies de la vieille garde; il se retirera à l'île d'Elbe, dont la souveraineté lui est concédée.

Que va-t-on faire de la France? La vigueur qu'elle a montrée dans sa défense a fait renoncer à l'idée de la partager. Alexandre, soit politique, soit retour à ses anciens sentimens, semble vouloir la laisser libre de se choisir un gouvernement, et c'est la volonté d'Alexandre qui domine au conseil des souverains vainqueurs. Le tsar agrée que le vœu de la nation soit consulté, et aussitôt voilà que MM. Talleyrand, Clarke, Fouché, d'autres intrigans encore se donnent pour la nation; ils prétendent qu'elle n'a

rien plus à cœur que de rentrer sous le joug de ses anciens maîtres : on les en croit, et Louis XVIII, montant sur un trône autour duquel son prédécesseur a ravivé la souche des anciens abus, peut se croire appelé à en perpétuer le règne.

Réintégration des Bourbons.

Il paraît qu'Alexandre n'avait pas prévu que Louis XVIII prétendrait octroyer la Charte, car il répondit au message du sénat : « Je suis l'ami du peuple français... Il est sage de donner à la France des institutions fortes et libérales qui soient conformes à ce siècle éclairé ; mes alliés et moi ne sommes venus que pour protéger la liberté de vos décisions. » On sait quel cas on fit ensuite de ces décision

Engouement pour Alexandre : généreuse modération de ce prince.

Pour l'honneur du nom français, je ne rappellerai point ici les médailles frappées à la louange de l'autocrate, ni surtout les autres témoignages d'adulation dont il fut l'objet. Ce n'est pas qu'Alexandre n'eût donné à la nation vaincue des preuves de cette prédilection qu'il disait lui porter, et qu'à la rigueur elle ne lui dût de la reconnaissance : il avait usé modérément de la victoire, il avait même empêché ses alliés de s'en prévaloir trop rigoureusement. Il affectait alors le rôle de protecteur de la civilisation, de vainqueur généreux ; il témoignait vouloir respecter les droits ; mais il faut que la reconnaissance d'une nation, dans les cas très-rares où il lui est permis d'en avoir, soit expri-

mée avec dignité et réserve : attachement aux institutions, plutôt qu'aux personnes, telle doit être la maxime des peuples qui veulent rester libres : mieux vaut de leur part un peu d'ingratitude, que trop d'enthousiasme.

Sa simplicité.

Alexandre marchait quelquefois sans gardes au milieu des Parisiens. Sa simplicité contrastait également avec la pompe du pouvoir qui venait de s'évanouir, et le luxe de celui qui bientôt allait commencer.

Ses liaisons avec Joséphine.

On lui sut généralement gré de l'intérêt qu'il témoigna à la première épouse de Napoléon. Sa liaison avec cet ex-impératrice s'explique par la similitude de leur caractère ; tous deux, avec assez de bonté pour exercer une bienfaisance de particuliers, manquaient (Joséphine surtout) du caractère nécessaire pour concevoir fortement le bien public, et, surtout, pour l'exécuter.

Alexandre visite l'Angleterre.

Après deux mois de séjour à Paris, l'empereur de Russie et le roi de Prusse partirent ensemble pour la capitale de l'Angleterre. Un vaisseau d'une escadre que commandait le duc de Clarence, les débarqua à Douvres, le 7 juin. Instruits que le peuple anglais était disposé à leur faire un accueil d'enthousiasme, ils résolurent de n'entrer à Londres qu'incognito. Blücher, ne se jugeant sans doute pas assez important pour avoir besoin de les imiter, fut presqu'étouffé par la foule : les hommes

se disputaient l'honneur de le porter; les femmes l'embrassaient, lui baisaient les mains : tous criaient également, vive Blücher! Blücher pour toujours! arrachant par morceaux le manteau qui le couvrait, et serrant religieusement, comme une relique, ce qu'ils en avaient pu saisir; en sorte que, tout meurtri, tout déchiré qu'il était, le vieux et brutal Prussien s'attendrit, contre sa coutume, au point de verser des larmes. Aucune langue n'a de termes assez dégradans pour flétrir un peuple qui descend à cette abjection. Abjection du peuple anglais.

Les souverains, malgré leur incognito, ne furent pas oubliés. Ils eurent plus tard à essuyer les fades complimens et les fêtes des diverses corporations de Londres. L'université d'Oxford les admit au nombre de ses membres. Un écrivain les loue d'avoir accepté cette distinction; moi, je blâme un corps grave de la leur avoir offerte : donner à la puissance le prix du savoir, me semble le dernier degré de l'adulation.

Alexandre et Frédéric-Guillaume quittèrent l'Angleterre, après avoir visité, comme en France, les établissemens les plus faits pour piquer leur curiosité, et surtout pour leur donner une idée du progrès industriel des pays où fleurit ce qu'on appellé improprement la civilisation. Ils arrivèrent, vers la fin de juin, à Rotterdam, puis se rendirent à la Haye et à Amsterdam, qu'ils se bornèrent presque à traverser. La vue de Saardam était pour Alexandre à Saardam.

Alexandre le but principal de ce voyage; on avait préparé pour le recevoir, lui et le prince d'Orange qui l'accompagnait, la maison où Pierre Ier avait habité en 1798. L'exiguité du lieu se trouvait excusée dans une inscription louangeuse placée au-dessus de la porte d'entrée, et dont le sens était : *Pour un grand homme, il n'y a rien de trop petit;* on voit que si l'on ne donnait pas en Hollande des fêtes aussi somptueuses qu'en Angleterre et en France, on y savait aussi bien flatter.

Je ne décrirai point la cérémonie dans laquelle Alexandre cimenta de ses propres mains, avec une truelle d'argent, la tablette de marbre d'une cheminée, tablette sur laquelle se lisait, en caractères d'or, une dédicace latine à Pierre Ier. Ce n'était pas avec une hache d'argent que travaillait maître *Peter Bas.*

De Hollande, Alexandre se rendit à Carlsrhue, où son épouse se trouvait alors, au sein de sa famille. Cette princesse manifesta bientôt le désir de revoir Saint-Pétersbourg. On prétend qu'un sentiment de jalousie contre une dame de sa suite détermina son retour.

Belle réponse au sénat de Saint-Pétersbourg.

De son côté l'autocrate prit la route de Weimar. Il fut joint dans cette ville par une députation du sénat de Saint-Pétersbourg qui, jaloux d'avoir été prévenu par les étrangers dans la voie des flatteries outrées, lui faisait porter l'offre d'un monument triomphal à son honneur, et du surnom de *Béni.* Il

eut le bon esprit de répondre : « J'ai toujours tâché de donner à la nation l'exemple de la simplicité et de la modestie. Je ne pourrais, sans m'écarter de mes principes, accepter le titre qui m'est offert. Quant au monument dont vous me parlez, c'est à la postérité qu'il appartient de l'ériger, si elle m'en trouve digne. » Il le méritait presque par cette réponse seule.

L'esprit qui la lui dicta domine également dans la lettre suivante que, de retour à Saint-Pétersbourg, il écrivait au gouverneur de cette capitale : « J'ai appris, y disait-il, qu'on fait pour me recevoir des préparatifs : j'ai toujours eu de la répugnance pour les choses d'apparat, et, dans les circonstances présentes, je les improuve plus que jamais. Les évènemens qui ont mis fin aux guerres sanglantes de l'Europe sont l'œuvre de Dieu seul ; c'est devant le Tout-Puissant que nous devons nous prosterner tous : faites connaître mon inaltérable résolution qu'il ne soit donné aucune suite aux préparatifs quelconques qui peuvent avoir été projetés pour ma réception. » Autre preuve de modestie.

Le sentiment religieux qui perce dans cette lettre n'était pas, de la part d'Alexandre, de l'hypocrisie. Il apportait à remplir toutes les pratiques extérieures du culte, une exactitude superstitieuse. Souvent, étant en route, il s'élançait de sa voiture, à la vue d'un prêtre en habit sacerdotal, prenait de ses mains la croix, la baisait et baisait quel- Dévotion d'Alexandre, superstition, mysticité.

quefois aussi la main du pasteur même. Il poussait, comme je crois l'avoir dit ailleurs, la dévotion jusqu'au mysticisme; témoin l'extrait suivant d'un oukase qu'il adressait, vers le temps que je décris, à la commission d'éducation du clergé : « L'éducation, y lisait-on, n'est, à proprement parler, que l'étendue des lumières ; elle doit donc s'attacher à étendre et à propager cette lumière *qui luit dans les ténèbres, et que les ténèbres n'ont pas comprise;* c'est en s'attachant à elle qu'il faut diriger les élèves dans les véritables sources du bien, par les préceptes que l'Évangile nous enseigne avec tant de simplicité et de sagesse, savoir : que *Jésus est la voie, la vérité et la vie.* » Ainsi parlait Alexandre plongé dans les obscurités de l'illuminisme. Avec un souverain aussi pieux, les actions de grâce pour un succès qui était celui de l'Europe entière, mais dans lequel la Russie s'attribuait la principale part, durent retentir dans tous les temples de la religion nationale. Aussi le peuple et surtout le clergé étaient dans l'enchantement. Les grands, qui avaient un instant songé à profiter de l'absence prolongée du tsar pour conquérir l'indépendance, n'eurent plus qu'à se résigner à la soumission.

Soins d'administration.

A peine de retour dans ses États, Alexandre reprit l'œuvre des améliorations administratives : de plus, il amnistia toutes les personnes dont la conduite politique, dans les derniers évènemens,

pouvait n'avoir pas été irréprochable ; il vint au secours des provinces, des classes des personnes qui avaient le plus souffert de la guerre ; il fit aux débiteurs de l'État la remise de toutes créances au dessous de 2,000 roubles ; il exempta des punitions corporelles les condamnés aux travaux des mines, et grâcia entièrement tous les prisonniers d'État qui n'étaient point coupables de crime contre les propriétés ou contre les personnes ; il fit frapper des médailles pour le clergé, pour les marchands, pour la noblesse, pour les troupes, avec date, pour celles-ci, du jour de leur entrée à Paris ; enfin, ce qui vaut mieux, en proclamant que tous les fonds du trésor répandus en Allemagne seraient reçus au cours du change, et en établissant pour les retirer des bureaux à Berlin et à Kœnisberg, il fit un acte d'honnête homme, rare dans les chefs de gouvernement. La compagnie d'Amérique, qui depuis quelques années avait réalisé d'énormes bénéfices, lui prêta, à un intérêt raisonnable, les fonds nécessaires à l'accomplissement de ces sages mesures.

Ratification du traité avec la Perse. 1815.

La politique extérieure attirait également à cette époque l'attention de l'heureux souverain. Du côté de la Perse, aussi, il était acquisitionnaire. Cet empire consacrait par un traité définitif la cession faite, un an auparavant, des gouvernemens de Karabakth, de Natchichevan, d'Érivan, de Talichah, de Chaki, de Chirvân, de Derbent, de Kouba, de

ficultés sur l'adjonction de la Saxe aux États prussiens; il offrit d'inacceptables équivalens; il repoussa l'érection de Cracovie et de Thorn en gouvernemens particuliers; enfin il voulut savoir quelle espèce d'administration la Russie donnerait au reste de la Pologne, pour en faire, comme elle s'y engageait, un État séparé d'elle, et, en quelque sorte, indépendant. Alexandre, indigné, revint sur toutes les concessions qu'il avait faites, et, par un manifeste, avertit les Polonais de se préparer à défendre les droits politiques qu'il se disposait à leur reconnaître.

La guerre allait donc naître de la conquête : mais un nouveau plan proposé par la Russie elle-même prévint l'explosion : il s'agissait de créer, sur la rive gauche du Rhin, une indemnisation fort incomplète pour le roi de Saxe; ce plan fut changé encore : on proposa de n'enlever à Frédéric-Auguste que la moitié de son royaume; on lui demanda de faire, en retour, la cession volontaire de l'autre moitié : ce fut en vain; le roi saxon resta inflexible. Le congrès prit alors sur lui de passer outre toute protestation : il déclara Frédéric-Guillaume légitimement déchu pour avoir enfreint ses devoirs de membre de la confédération germanique, et, comme par grâce, lui laissa l'alternative d'accéder, dans le délai de cinq jours, aux conditions qui lui étaient faites, ou de se voir dépouillé entièrement.

Le malheureux prince n'eut plus qu'à se résigner.

C'est une page bien honteuse de l'histoire humaine, que celle où l'on voit des souverains transférer ainsi la propriété d'un peuple, sans même daigner consulter son vœu.

Cependant les puissances prépondérantes au congrès ne bornaient pas à la spoliation du roi de Saxe leurs usurpations. Elles prétendaient régler seules ce qui concernait le rétablissement de la confédération germanique, et, de plus, enlever aux princes qui devaient nécessairement former cette confédération, leur faculté de faire la guerre ou la paix, celle d'entretenir des légations, etc. Ceci faillit occasioner une levée de boucliers des petits États de l'Allemagne.

D'autres difficultés étaient relatives à l'Italie, aux droits que l'Autriche alléguait sur l'État de Venise conformément au traité de Campo-Formio; aux prétentions qu'elle élevait, concurremment avec l'Espagne, sur les duchés de Parme et Plaisance; à la légitimité de Murat, qu'avait reconnue le cabinet de Vienne, mais contre laquelle protestait la décision des autres puissances : toutes les dissensions cessèrent quand le congrès eut appris le débarquement de Napoléon sur les côtes de France.

Ce fut au milieu d'une fête pompeuse que tomba, pour ainsi dire, cette foudroyante nouvelle : à l'instant même le spectacle cessa, la joie fit place à l'inquiétude; les souverains et les hommes d'État se

retirèrent, soit pour dérober aux yeux leur tristesse, soit pour méditer sur les évènemens que cet évènement principal allait sans doute enfanter.

Pourtant on affectait beaucoup de tranquillité : « C'était un fou que ce Napoléon, un aventurier dont il serait fait prompte justice, disait-on unanimement..... On l'allait pendre à la première branche d'arbre, » ajoutait Pozzo di Borgo. Il en fut autrement, et le congrès n'eut bientôt plus que l'alternative de le laisser gouverner la France, ou de le précipiter une seconde fois du trône.

Alexandre balança d'abord s'il s'engagerait dans une nouvelle guerre : il était mécontent de Louis XVIII, dont le plénipotentiaire, Talleyrand, s'était, dans la dernière période du congrès, attaché à traverser ses vues, et même avait commencé de conclure, avec le cabinet de Vienne, une alliance particulière; mais on intéressa la générosité de l'autocrate; on invoqua ses nouveaux principes sur la légitimité; on stimula son ressentiment par des récits vrais ou controuvés, faits pour piquer son amour-propre, et il se détermina à entrer une fois encore dans la coalition de l'Europe contre la nation française.

Seconde invasion de la France.

Cependant les soldats hollandais, anglais et prussiens devancèrent ses troupes sur le champ de bataille. Les Russes, au nombre de cent soixante-dix mille, sous le commandement principal du maréchal Barclay de Tolly, n'arrivèrent à l'appui

de leurs alliés qu'après la bataille de Waterloo et ses suites : la nouvelle capitulation de Paris, et la soumission de la France entière. Ils occupèrent, outre le bassin de la Meuse et celui de la Moselle, le pays situé entre la Seine et l'Oise.

Nouveau traité de Paris, 1815.

Restaient à régler les conséquences de la conquête : on voulait, outre la garantie d'une occupation provisoire, une garantie plus durable, qui vînt de l'amoindrissement du pays conquis ; mais l'intérêt de la Russie s'opposait alors, comme aujourd'hui, au partage, ou même au trop grand affaiblissement de la France ; car aucune acquisition au Nord ne pouvait compenser, pour elle, l'accroissement de forces que la réunion de plusieurs provinces françaises eût fourni à l'Autriche et à la Prusse. Aussi Alexandre insista-t-il pour que la nation vaincue obtînt au moins les limites de 1790 ; il demanda même qu'on lui conservât le tiers du territoire que le traité de 1814 lui avait laissé en sus de ces limites : ce fut sur cette base que fut conclu le nouveau traité de Paris, où, d'ailleurs, on stipula, au profit des alliés, une indemnité de guerre de 700 millions.

Quel sentiment, autre que l'intérêt d'une politique toute personnelle, eût pu déterminer Alexandre à préserver la France d'un démembrement plus considérable ? Eût-ce été condescendance pour Louis XVIII, ou persistance dans sa prédilection pour le nom français ? Malheureusement, sa conduite ne peut être attribuée au dernier motif, si,

comme l'assure un de ses plus enthousiastes admirateurs, il conseilla dès-lors les rigueurs dont le fléau s'étendit bientôt sur la France (1).

Tandis que Talleyrand s'efforçait de faire modifier les dispositions, déjà arrêtées, de la paix de 1815, Alexandre puisait dans la conversation de la mystique, mais philanthrope madame Krudener (2), l'i-

---

(1) *Mémoire de madame de Choiseul*, p. 293.

(2) Madame Krudener, douée d'une âme ardente et tendre, avait sacrifié les avantages d'une beauté rare et d'un rang élevé au désir d'améliorer la condition de la race humaine. Elle avait rêvé une révolution religieuse et une révolution morale, dont la révolution politique n'aurait été, jusque-là, qu'une expression prématurée; elle voulait *christianiser* le monde en ramenant tous les hommes au plus près possible de l'égalité primitive; elle voulait la paix universelle, le bien-être universel: la réunion des souverains alliés à Paris lui parut éminemment propre à favoriser ses projets. Elle y vit l'occasion de pouvoir en généraliser l'exécution, qu'elle n'avait jusque-là tentée que dans le cercle étroit de la vie privée, et au risque encore des persécutions. Elle quitta donc l'Allemagne, sa patrie, vint en France, et se fit présenter à Alexandre, qui, prédisposé déjà au mysticisme par son affiliation à la secte des illuminés, goûta l'entretien d'abord, et ensuite les vues de la fervente réformatrice. Ce fut effectivement dans l'esprit des doctrines de cette femme célèbre, à son instigation, et en partie sous sa dictée qu'il écrivit le projet de l'acte de la Sainte-Alliance. Ce fait, révoqué en doute par quelques écrivains, a souvent été affirmé par M. Coeslin, l'apôtre français de l'*illuminisme*, et l'ami intime de madame Krudener.

dée du fameux traité de la Sainte-Alliance : je donnerai ici le texte de cet acte, rectifié sur une traduction qui en fut faite au moment de sa rédaction : « Au nom de la très-sainte et indivisible Trinité, y était-il dit, Leurs Majestés l'empereur d'Autriche, le roi de Prusse et l'empereur de Russie, considérant les grands évènemens qui ont eu lieu en Europe durant le cours des trois dernières années, et spécialement les bienfaits qu'il a plu à la divine Providence de répandre sur les États qui placent leur confiance et leur espérance en elle seule, et étant intimement convaincus de la nécessité de prendre pour règle de conduite, dans leurs rapports respectifs, les vérités sublimes que la sainte religion de notre Sauveur nous enseigne;

Texte du traité de la Sainte-Alliance.

» Déclarent solennellement que le présent acte n'a d'autre objet que de proclamer, à la face du monde entier, leur résolution inébranlable de prendre pour seuls guides, tant dans l'administration de leurs États respectifs, que dans leurs rapports politiques avec tout autre gouvernement, les principes de justice, de charité chrétienne et de paix, qui, loin de n'être applicables qu'à des intérêts privés, doivent avoir une influence immédiate sur les conseils des princes, et régler toutes leurs démarches, comme étant le seul moyen de consolider les institutions humaines, et de remédier à leurs imperfections ; en conséquence, Leurs Majestés sont convenues des dispositions suivantes :

» Article Ier. — Conformément aux paroles des saintes Écritures, qui commandent à tous les hommes de se regarder comme frères, les trois monarques contractans resteront unis par les liens d'une sincère et indissoluble fraternité : se considérant comme des hommes privés, ils se prêteront, en tout temps et en tous lieux, aide et assistance, et se regardant à l'égard de leurs peuples et de leurs armées comme des pères de familles, ils les gouverneront dans le même esprit de fraternité dont ils sont animés, à l'effet de protéger la religion, la paix, la justice.

» Article II. — Ainsi, la seule obligation de rigueur, soit entre lesdits gouvernemens, soit entre leurs sujets, consistera à se rendre les uns aux autres toutes sortes de services, et de se témoigner, par une bienveillance inaltérable, cette affection mutuelle qui porte à se considérer comme membres d'une seule et même famille chrétienne; les trois princes alliés, eux-mêmes, se regardent simplement comme délégués par la Providence à l'effet de gouverner trois branches de cette famille, l'Autriche, la Prusse et la Russie; reconnaissant que le monde chrétien, dont eux et leurs peuples font partie, n'a pas, en réalité, d'autre souverain que celui à qui seul appartient toute puissance, parce qu'en lui seul sont les trésors d'amour, de science et de sagesse infinie, c'est-à-dire Dieu, notre divin Sauveur, la parole du Très-Haut, la parole de vie.

En conséquence, Leurs Majestés recommandent à leurs peuples, avec la plus grande sollicitude, et comme le seul moyen de jouir de cette paix, qui naît d'une bonne conscience, et qui seule est durable, de se fortifier eux-mêmes, chaque jour de plus en plus, dans l'exercice des devoirs enseignés au genre humain par le divin Sauveur.

» Article III. — Toutes les puissances qui croiront devoir professer solennellement les principes sacrés qui ont dicté le présent acte, et qui reconnaîtront combien il importe au bonheur des nations, trop long-temps agitées, que ces vérités exercent désormais sur les destinées du genre humain toute l'influence qui leur appartient, seront reçues avec la même ardeur et la même affection dans *cette sainte alliance.* Fait à Paris, l'an de grâce 1815, 14 (25) septembre, et signé François, Frédéric-Guillaume et Alexandre. »

Pourquoi Alexandre, le rédacteur de cet acte, ne signe-t-il que le dernier? pourquoi le roi d'Angleterre, et surtout celui de France, ne se mirent-ils pas sur-le-champ au nombre des signataires? Bien d'autres questions encore pourraient être faites. On voit d'ailleurs que les trois souverains, non-seulement s'obligent personnellement à maintenir entre eux le lien d'une inaltérable amitié, mais encore croient pouvoir obliger leurs peuples à prendre les uns pour les autres les mêmes sentimens; on voit, de plus, qu'insérant dans ce

traité des principes d'administration intérieure, sans doute pour échapper à l'exécution des promesses de constitution plus ou moins expresses qu'ils avaient faites, ils s'engagent à gouverner paternellement leurs sujets : de tous leurs engagemens, ce fut eelui qu'ils mirent le moins de zèle à remplir.

Suite de la Sainte-Alliance; ce qu'on devait faire: ce que l'on fit.

Certes, si les souverains alliés eussent suivi et la lettre et l'esprit apparent de ce traité, l'union la plus intime et la plus affectueuse, la confiance la plus entière se fussent établies entre les souverains, et d'eux à leurs peuples. L'âge d'or de la politique allait avoir son aurore : cette paix faite, on se serait reproché de prévoir la guerre; à la joie de toute l'Europe, on eût déposé les armes avec le désir, avec l'espoir de ne plus jamais les reprendre; on eût surtout diminué, au moins, un état militaire hors de toute proportion avec la population des États, et gigantesque comme les circonstances qui l'avaient fait naître; on eût ainsi, d'une multitude de consommateurs inutiles, fait d'utiles producteurs; mais, au lieu de cela, comme si l'on eût voulu frapper d'un stigmate d'hypocrisie les promesses de cette alliance prétendue sacrée, chacun des signataires, Alexandre le premier, s'empressa d'augmenter le nombre de ses troupes.

Rien évidemment n'était si facile que de réduire la force armée des États respectifs; chacun, subissant une diminution proportionnelle, restait relati-

vement aussi fort qu'auparavant. Je ne vois à ceci qu'un obstacle : l'idée où sont les gouvernemens, qu'ils ont désormais besoin de soldats, moins contre leurs voisins que contre leurs peuples.

Alexandre quitta Paris pour aller conclure à Bruxelles le mariage d'une de ses sœurs, l'archiduchesse Anne, avec le prince d'Orange; il visita, guidé par ce prince, le champ de bataille de Waterloo. Il revint en France, fut témoin à Dijon d'une revue générale des troupes autrichiennes, puis prit la route de Varsovie, en passant par Zurich, et ensuite par Berlin, où il arrêta le mariage de l'archiduc Nicolas avec une fille de Frédéric-Guillaume, la princesse Charlotte. Les Polonais avaient reçu de lui, vers la fin du congrès de Vienne, la promesse d'une constitution : il avait écrit d'Allemagne au président du sénat, Thomas Rawiez-Ostrowski : « Le sort de votre pays vient enfin d'être fixé par l'accord de toutes les puissances réunies au congrès. En prenant le titre de roi de Pologne, j'ai voulu satisfaire aux vœux de la nation. Le royaume de Pologne sera uni à l'empire par les liens de sa propre constitution.... Si le grand intérêt du repos général n'a pas permis que tous les Polonais fussent réunis sous le même sceptre, je me suis efforcé, du moins, d'adoucir, autant que possible, la rigueur de leur séparation, et de leur obtenir partout la jouissance paisible de leur nationalité. Avant que les formalités permettent de publier, d'une manière détaillée,

les projets concernant l'arrangement définitif des affaires de Pologne, j'ai voulu qu'en substance vous en soyez le premier informé de ma part, et je vous autorise à instruire vos compatriotes du contenu de la présente. »

Alexandre était venu à Varsovie dans le but de tenir parole; pourtant il ne satisfit pas complétement aux vœux des Polonais, ni même aux espérances que d'abord il leur avait données. Peut-être ne fût-ce pas de bonne volonté qu'il manqua, car, outre l'opposition des autres souverains, il avait à ménager la jalousie de ses propres sujets, mécontens de ce qu'il semblait ne les pas juger aussi dignes de la liberté que leurs voisins.

La constitution polonaise, octroyée comme la Charte française, portait moins encore que celle-ci la garantie de son exécution : l'arbitraire s'y était ménagé une foule d'accès : la mauvaise foi pouvait y trouver mille moyens d'en torturer, d'en éluder, d'en suspendre même l'application.

Cette constitution fut, malgré ses imperfections, accueillie comme un bienfait; on la promulgua au milieu des fêtes : la joie était dans tous les cœurs; toutes les bouches s'ouvraient pour bénir Alexandre; ce prince, comme pour justifier l'enthousiasme dont il se voyait l'objet, nomma aux fonctions de vice-roi le général Zaïonczek, récemment retiré du service de France, et de la réputation

la plus populaire. Le vieux guerrier objectait son peu de fortune : « C'est un mérite de plus à mes yeux », lui dit l'empereur; et un revenu de 200,000 florins lui fut assigné.

Le sacre d'Alexandre, comme roi de Pologne, eut lieu au commencement de novembre : ainsi ce prince réunit sur sa tête deux couronnes, et put prendre ce titre d'empereur et roi, dont, grâce à lui principalement, Napoléon venait d'être dépouillé. **Alexandre couronné roi de Pologne.**

Un seul chagrin fit diversion au contentement général; ce fut de ne pas voir les provinces démembrées naguère, pas même la Lithuanie ni les autres pays ajoutés à l'empire russe, rentrer dans les limites du nouveau royaume.

L'empereur, après la cérémonie qui l'avait fait roi, ne tarda pas à prendre le chemin de Pétersbourg, en passant par Wilna. Il faut lire dans les mémorialistes à quel point, chez un peuple esclave, l'adulation porte le luxe des petits soins! comment, dans certaines parties de la route que le souverain devait parcourir, les neiges furent balayées, et les ornières bouchées avec de la bourre et de la filasse! digne emploi de ces matières, dans un pays où le producteur n'a pour lit qu'une planche brute, pour matelas qu'une peau de brebis!

A peine de retour dans sa capitale, Alexandre se remit à l'œuvre des réformes administratives; l'at-

tention qu'il donnait à cet objet ne fut que peu interrompue par un voyage qu'il fit en Pologne, pendant l'automne de 1818. En reconnaissance, sans doute, de l'appui que lui avait prêté le clergé, il réunit le ministère de l'instruction publique à celui des affaires ecclésiastiques. Il affecta, sur les revenus de la couronne, une somme de 30 millions à l'extinction de la dette publique, et consacra sur les mêmes revenus une pareille somme au premier fonds d'une banque du commerce. Il corrobora ces deux mesures par l'institution d'un conseil du crédit public, destiné à surveiller et régulariser les opérations des banques de l'empire. Il en résulta de grandes facilités pour deux emprunts successifs qui mirent le gouvernement en état de pourvoir à tous les besoins. Cependant, malgré l'activité toujours croissante du commerce extérieur, dont la balance était plus que jamais en faveur de la Russie, le numéraire continuait d'être rare : ceci tenait à l'usage où sont encore aujourd'hui les serfs d'enfouir le peu d'argent qu'ils amassent, dans la crainte que d'avides maîtres ne le leur ravissent.

Mesures administratives.

Quitte de tous ces soins, Alexandre se rendit à Varsovie pour y installer la première diète assemblée d'après la nouvelle constitution. Dans le discours qu'il adressa aux députés, il parla des avantages du régime constitutionnel, et de l'espoir qu'il nourrissait « d'en étendre l'influence salutaire sur toutes les contrées que la Providence avait

confiées à ses soins » (1). Malheureusement, quelques mots ajoutés sur les doctrines prétendues subversives de l'ordre social, montraient que le souverain avait peur de ce régime dont il avouait les bienfaits. Cette peur apparut surtout dans le peu d'influence laissée au vice-roi. Le grand-duc Constantin et M. Novoziltsow, l'un comme généralissime de l'armée, l'autre en qualité de commissaire impérial, exerçaient conjointement toute l'autorité. Le mécontentement national saisit, dans une circonstance étrangère à l'intérêt politique, l'occasion de se manifester. Il en résulta de la part du gouvernement des mesures sévères, et de celle des citoyens des plaintes vives. La presse s'était rendue l'organe de ces dernières : elle perdit pour un temps la liberté dont l'avait dotée la constitution. L'empereur et roi se rendit à Varsovie. On espéra ; mais loin d'alléger les rigueurs qui pesaient sur les Polonais, il ne pensa qu'à les aggraver : il rejeta toute réclamation, et refoula tout espoir que sa conduite antérieure avait pu donner lieu de former.

La Pologne opprimée.

De Varsovie, Alexandre se dirigea vers la Crimée : il visita, dans une tournée de plus de quinze cents lieues, Odessa, Kherson, les colonies de la Nouvelle-

(1) Ce furent les propres termes d'Alexandre, qui s'exprima en langue française.

Russie, les rives du Don, et, partout, laissa des traces de sa sollicitude administrative.

Affranchissement des serfs de plusieurs provinces.

De retour à Saint-Pétersbourg, il consacra par un oukase l'affranchissement des serfs de l'Esthonie, de la Livonie et de la Courlande, que le progrès des lumières et l'amélioration de mœurs de la noblesse de ces provinces avaient déjà presque établi de fait. Il avait voulu, à son passage à Mittau, être personnellement témoin de la renonciation solennelle des seigneurs à la plus grande partie de leurs priviléges.

En même temps qu'il retranchait quelque peu du poids de l'esclavage qui écrasait la Russie, il se disposait à aider de tous ses efforts la compression de l'esprit de liberté chez les nations méridionales; car tel était, outre quelques clauses complémentaires au traité de Paris, le but du congrès d'Aix-la-Chapelle, où il se rendait. On eût dit que les souverains avaient résolu d'établir entre tous les peuples un certain équilibre de servitude : or, la liberté semblait, en Espagne, prête à dépasser le niveau que, dans leur pleine science et suprême sagesse, ils avaient mentalement tendu sur l'Europe.

A cette époque, Kotzebue et Stourdza dénonçaient l'esprit prétendu démagogique des universités allemandes. On a dit que leurs déclamations de commande avaient pour instigateur le cabinet de Saint-Pétersbourg, soigneux de se préparer un prétexte d'intervenir dans les affaires intérieures

de l'Allemagne; mais, selon l'opinion la mieux fondée, elles étaient le fruit de la politique de Metternich, appliqué à maintenir Alexandre dans le système anti-libéral que suivaient les gouvernemens.

Quoi qu'il en soit, les souverains réunis ou représentés à Aix-la-Chapelle se reconnurent le droit d'intervenir dans la constitution intérieure des États voisins, ou, pour mieux dire, des États de l'Europe entière, et ils désirèrent immédiatement, si même ils ne la résolurent, la prochaine application de ce prétendu droit à la situation nouvelle que venait de se donner l'Espagne. L'on arrêta, en outre, contre la liberté de la presse, les résolutions les plus sévères, et la fameuse commission de Mayence, effrayante d'abord, puis bientôt ridicule, fut établie. Congrès d'Aix-la-Chapelle.

La réunion d'Aix-la-Chapelle avait encore, comme je l'ai énoncé, un autre motif; motif accessoire à celui des appréhensions politiques : c'était l'évaluation des dettes contractées par la France dans tous les pays qu'avaient parcourus ses armées. Après avoir réclamé une somme impayable, on se réduisit à 320 millions de francs, dont 28 millions pour la Russie; cet accord fut encore une fois dû à l'intercession modératrice d'Alexandre. Remarquons cependant que cette liquidation de 320 millions, jointe à la contribution de 700 millions, forme, à la charge de la France, un

total de 1,020 millions de francs, sans compter les frais d'entretien des armées d'occupation.

Il fut convenu, du reste, que ces armées évacueraient immédiatement le pays occupé. Leur départ eut lieu peu de temps après celui d'Alexandre, qui était venu, avec le roi de Prusse, les passer en revue, et avait en même temps cédé au désir de revoir encore une fois Paris.

Alexandre partit d'Aix-la-Chapelle pour retourner dans ses États. Il fut beaucoup parlé d'un complot monté contre lui vers Bruxelles, sur le chemin de son retour : on n'a jamais éclairci parfaitement ni le fait de la conspiration ni le but des conspirateurs : ce but, selon certains ouï-dire, était de s'emparer du tsar, et de le détenir en ôtage jusqu'à ce que, par son influence, Napoléon ou son fils eût été remis sur le trône ; mais il est plus raisonnable de penser, avec des personnes éclairées dont l'opinion se forma à l'instant même de l'évènement, qu'il n'exista de ce prétendu complot que quelques apparences arrangées par Metternich, pour affermir Alexandre dans sa peur des entreprises révolutionnaires. Aussi cet empereur parut plus que jamais s'alarmer de la manifestation des principes de liberté. Il s'abstint de convoquer pour 1819 la diète annuelle polonaise. Il appesantit son bras d'autocrate sur un pays dont il avait d'abord semblé vouloir n'être que le souverain constitutionnel. Le prince que la Pologne avait naguère salué comme son régénéra-

teur, porta dans Varsovie un esprit dévoré des petites inquiétudes du despotisme. Pour premier sacrifice à ces défiances dont Metternich avait l'art de le préoccuper sans cesse, il licencia l'armée polonaise, après en avoir passé la revue dans la plaine de Vola.

Licenciement de l'armée polonaise.

Le système de contre-liberté adopté par le souverain russe se développa dès-lors rapidement sur l'infortunée Pologne : le discours du trône, en 1820, fut tout gonflé de réprimandes, et presque de menaces. La diète ne se laissa pas imposer néanmoins ; elle rejeta, à une majorité de *cent-vingt* voix contre *trois*, un projet de loi sur la justice criminelle, projet qui, outre que le jugement par jury n'y était pas mentionné, eût eu pour effet de restreindre la liberté individuelle.

Cette généreuse résistance ne fit qu'exaspérer le gouvernement russe : l'autocrate tenta en Pologne ce que le jésuitisme essayait en France, la corruption de l'esprit public dans sa source. On entreprit de tordre au servilisme l'éducation de la jeunesse : nul ne pouvait envoyer ses enfans aux universités d'Allemagne sans une permission spéciale de l'empereur. Par une contradiction apparente, Alexandre, presque immédiatement avant de prendre ces mesures de rigueur, réorganisait sur une base plus large les universités de ses États héréditaires : mais sans doute il ne craignait pas chez les Russes, autant que chez les Polonais, les effets d'une civilisation trop hâtive.

Les jésuites expulsés de Russie.

En même temps, il rendait un oukase pour expulser de tout l'empire les jésuites, déjà successivement chassés de Saint-Pétersbourg et de Polotsk. Je résumerai les griefs produits par le ministre des cultes, à l'appui de cet acte de juste sévérité : « Les jésuites obtinrent, en 1800, la permission de desservir une église catholique à Saint-Pétersbourg..... Ils s'appuyèrent ensuite d'un ancien oukase rendu en 1768 pour établir un collége, où ils admirent des élèves sans distinction de culte. Bientôt ils employèrent toutes sortes de séductions pour arracher partie de ces élèves, et d'autres personnes, à la communion dominante, et les faire passer dans la leur.

» Ce n'est pas tout; contrairement aux lois, ils persistèrent à ne rendre aucun compte de l'administration des fonds de la communion catholique; disposèrent arbitrairement des bénéfices du pensionnat, et, loin d'acquitter les dettes dont l'église était grevée, en contractèrent de nouvelles..... Enfin, le délaissement et le mauvais état des paysans de leurs terres étaient peu propres à attester leur foi dans leurs œuvres.

» Tant d'empiétemens et de violations des lois sociales déterminèrent l'empereur à ordonner, en 1815, leur renvoi de Saint-Pétersbourg et leur exclusion future des deux capitales.

» Les jésuites, quoique suffisamment avertis, ne changèrent point de conduite; ils continuèrent à

attirer dans leur communion les élèves du rite orthodoxe placés au collége de Mohilew. Défense leur fut faite alors de recevoir dans leurs écoles des élèves autres que du culte romain. Vaine précaution! Sans égard aux bulles du Saint-Siége et aux lois de l'État, les jésuites tentèrent de soumettre les Grecs unis à la juridiction du rite romain; leur ardeur de prosélytisme se montra à Witebsk; elle se fit jour jusqu'à Saratof, et pénétra dans plusieurs contrées de la Sibérie, où ne les appelait point l'exercice légal de leur ministère. Enfin, malgré de nombreuses et incessantes remontrances du gouvernement au sujet de ces transgressions, les jésuites, au lieu de s'interdire, à l'exemple de l'Église dominante, tout moyen de séduction ou de coaction, continuèrent à semer le trouble dans les colonies du rite protestant, et se permirent jusqu'à la violence pour soustraire des enfans juifs à leurs parens.

» Tel est, disait le ministre, le simple exposé des faits : on ne s'arrête point à détailler les circonstances qui les aggravent, elles se présentent sans effort à tout esprit droit. »

En conséquence de ce rapport, les jésuites, au nombre de sept cent cinquante, se virent intimer l'ordre de quitter à délai l'empire, et la défense d'y jamais rentrer. Le gouvernement pourvut aux frais de leur translation jusqu'à la frontière de leur sortie, qu'ils étaient, du reste, libres de choisir.

Les biens dont les avait dotés la superstition leur furent retirés, et le produit en dut être consacré soit aux besoins de l'Église romaine, soit à des œuvres pies. Leurs élèves furent distribués dans différens colléges ou séminaires.

Les membres de l'ordre expulsé se dispersèrent en Chine, en Italie et dans les provinces d'Allemagne. L'ultramontanisme bien connu de la cour de Vienne, et l'offre de la direction du collége gallicien de Tarnopol, faite par cette cour, en déterminèrent un grand nombre à se fixer en Autriche.

On a écrit qu'un de ces religieux dit avec calme à quelqu'un qui le plaignait : « Je trouverai partout cinq pieds de terre, et la mort après laquelle je cours. » Cette réponse-ci est d'un sage et non d'un jésuite.

Des officiers, entre autres le général Tutchloff, furent, vers le même temps, dégradés et faits simples soldats, pour avoir, en 1812, pillé en Lithuanie. Pût Alexandre n'avoir jamais exercé de rigueurs que dans cet esprit! Un nouveau congrès, celui de Troppau avait succédé déjà au congrès d'Aix-la-Chapelle; un autre encore, celui de Laybach, allait suivre. Comme ce fut dans ce dernier seulement qu'on résolut l'application du principe reconnu dans tous les autres, c'est le seul aussi au sujet duquel j'entrerai dans quelques détails.

Les Napolitains avaient forcé leur roi de subir

la constitution des cortès. Le caractère peu résistant de ce peuple ardent mais léger permettait d'essayer, sans beaucoup de risque, la compression anti-libérale dont on menaçait également l'Espagne : c'est ce qui fit résoudre la réunion de Laybach.

Congrès de Laybach, commencement de 1821.

La ville de Laybach avait été choisie parce qu'elle offrait, dans une médiocre étendue, tout le luxe d'architecture qu'exige la résidence de plusieurs souverains et de toute leur suite. Huit cents hommes d'infanterie, deux cents cavaliers et deux pièces de canon furent affectés à sa garnison; un commissaire-général de police fut envoyé à l'avance pour disposer tout ce qui pourrait être jugé nécessaire à la sécurité du congrès.

Bientôt, outre quatre souverains, les empereurs de Russie et d'Autriche et les rois de Prusse et de Naples, arrivèrent plus de trois cents diplomates principaux ou secondaires, en titre ou honoraires. A la tête figuraient M. de Metternich, président du congrès, M. de Gentz, secrétaire, et, en première ligne, MM. de Nesselrode et Capo-d'Istrias pour la Russie, Hardenberg et Bérustorff pour la Prusse, de Blacas pour la France, Gordon pour l'Angleterre, Saint-Marsan pour la Sardaigne, de Néri-Corsini pour la Toscane, de Nolza pour Modène, le cardinal Spina pour Rome et le prince Ruffo pour le roi de Naples. Puis, venaient en dehors

MM. Pozzo di Borgo, de Kreusemark, de Caraman, de Vincent, de la Ferronnais, et tous les autres négociateurs à la suite.

Le roi de Naples s'était rendu en personne à Laybach. Sa première demande fut qu'on le délivrât de la constitution qu'il avait jurée, et qu'on le vengeât des constitutionnels, qui venaient d'être assez confians ou assez faibles pour lui permettre de se rendre au congrès : pourtant, ils ne lui avaient pas exclusivement abandonné le soin de plaider leur cause; et sur les pas du monarque suspect marchait, avec charge de le surveiller, son ministre des affaires étrangères, le duc de Gallo. Malheureusement, le ministre ne fut pas plus fidèle que le maître aux intérêts qu'il devait servir.

Le duc, après un grand nombre d'obstacles opposés à son passage, fut enfin admis au congrès. Du plus loin qu'il aperçut Metternich s'avançant pour le recevoir, il s'écria, avec une vivacité tout italienne : « J'espère, prince, que vous ne me con» fondez pas avec cette canaille de carbonari. » Lorsqu'il fut assis, le prince Ruffo, qui, ambassadeur à Vienne lors de l'explosion insurrectionnelle, s'était fait d'abord de son chef et était resté ensuite du consentement de Ferdinand, le représentant de l'opinion contre-révolutionnaire de sa nation, commença la lecture d'un mémoire où il ne ménageait pas les constitutionnels. Cependant, par égard pour le duc, il hésitait à prononcer quelques

épithètes : « Lisez, lisez, disait le duc ; il ne peut » y avoir rien de trop fort contre de tels gens. » Si le prince Ruffo traitait les insurgés de rebelles, de coupables, « Ce sont des brigands ! » ajoutait avec empressement Gallo : il renchérissait toujours. La lecture finie, Metternich déclara que les troupes autrichiennes allaient marcher sur Naples, et il manifesta l'opinion que les constitutionnels ne tiendraient pas trois mois : « Pas seulement trois » semaines, » répondit Gallo : et effectivement, le patriotisme napolitain, plus effervescent qu'énergique, ne résista pas plus de temps à la stupidité disciplinée des soldats allemands.

Invasion du royaume de Naples.

Le comte Capo-d'Istrias avait montré une opinion peu favorable à l'expédition de Naples « La » révolution napolitaine est une idée, disait-il ; on » ne détruit pas une idée à coups de canon. » M. Capo-d'Istrias avait raison, moralement parlant ; on ne détruisitpas à Naples les sentimens constitutionnels, on ne fit que les comprimer. Mais, à ne considérer que le résultat matériel, il s'était trompé, et son erreur avait porté le coup mortel à son crédit sur l'esprit d'Alexandre. L'empereur, trouvant bientôt à M. de Nesselrode plus de perspicacité, confia à ce ministre la direction exclusive des relations étrangères, jusque-là partagée entre M. Capo-d'Istrias et lui.

M. Capo-d'Istrias : sa disgrâce.

Ce fut au congrès de Laybach que la nouvelle de l'insurrection grecque vint frapper l'oreille

des souverains alliés. Alexandre, toujours préoccupé des craintes d'une perturbation universelle, s'écria : « C'est une bombe que les révolutionnaires » ont lancée au congrès, mais elle n'éclatera pas. » En même temps il envoya le comte Tolstoi à Constantinople, protester en son nom et en celui de ses alliés que les gouvernemens chrétiens ne favoriseraient en rien la cause des Grecs.

Alexandre improuve hautement l'insurrection grecque.

L'un des princes, Cantacuzène, du grade de général-major au service de Russie, osa néanmoins venir à Laybach; il demandait au monarque russe une audience : il en reçut l'ordre de quitter la ville dans le délai de six heures.

Cette sévérité d'Alexandre dut d'autant plus indigner les malheureux Grecs, qu'ils avaient presque le droit d'y voir une défection.

Il avait précédemment favorisé les idées d'émancipation.

Du moment que le colosse de la puissance française eut cessé de peser sur l'Europe, « de nouvelles pensées, dit M. Poucqueville, semblèrent s'éveiller dans la Grèce. Les Turks, alarmés, demandaient ce que signifiait la *Sainte-Alliance*, sans qu'il fût possible de leur persuader qu'elle n'était pas dirigée contre eux. » Les Grecs étaient plus fondés encore à prendre cette opinion. Une société s'était formée sous les auspices d'Alexandre et la direction de l'archevêque Ignace secondé du comte Capo-d'Istrias, dans le but de répandre au sein de la Grèce les lumières de la civilisation nouvelle : de cette société, dont les membres prenaient

le titre de *philomuses*, était bientôt sortie celle des *hétairistes*, ou amis.

Le but des hétairistes se trouvait clairement exposé dans le serment qu'on exigeait d'eux : « Je jure, y disaient-ils, je jure par toi, malheureuse patrie, je jure par tes longues souffrances, je jure par les larmes amères que tes fils ont répandues depuis tant de siècles, je jure par la liberté future de nos compatriotes, que je me dévoue tout entier à toi, que, désormais, tu seras le principe et la fin de toutes mes pensées; que ton honneur sera la règle de mes actions, et ta félicité le digne prix de mes travaux. »

Le chef de l'hétairie était le prince grec Alexandre Ypsilanti, général au service de la Russie. Il avait, à l'époque du congrès de Vienne, concerté avec l'archevêque Ignace les moyens d'émanciper sa patrie. Depuis, il s'était établi à Léchénoff en Bessarabie, et c'est de cette province qu'il lançait parmi ses compatriotes des *apôtres* ou émissaires chargés de les initier à une conjuration générale contre les Turks. Ces apôtres annonçaient que l'insurrection serait activement aidée par une ou deux puissances limitrophes, et ils cherchaient à disposer les Grecs à reconnaître l'autorité de ces puissances.

En même temps les hétairistes trouvaient en Russie et en Autriche, protection, assistance même, pour tout ce qui était propre à mûrir leurs des-

seins : on conclut de cet indice et de quelques autres, que le partage de la Turquie d'Europe était alors arrêté entre Alexandre et François II.

La conduite de la Russie surtout était de nature à accréditer cette opinion. Elle avait, dès 1817, commencé à réclamer avec force l'exécution du traité de Bucharest, principalement en ce qui concernait son droit d'intervention dans la nomination des hospodards, et le protectorat qu'elle s'était réservé à l'égard des habitans grecs de la Servie ; elle obligeait, un peu plus tard, la Porte à venger par des cruautés contre ses sujets, une insulte insignifiante faite à la garde du ministre de la légation moscovite. Enfin, elle se montrait intarissable d'exigences, et insatiable de satisfactions.

Le cabinet anglais fut d'autant plus disposé à voir dans cette succession incessante de prétentions, une arrière-pensée d'ambition, qu'il avait découvert diverses ramifications de la société des hétairistes : d'un côté, il fit prévenir ses alliés du Nord, qu'il ne souffrirait point qu'aucun changement eût lieu par leur influence, dans la situation territoriale ou politique de la Turquie ; de l'autre, il avertit cette puissance de se tenir en garde contre la conspiration dont il avait en partie saisi la trame.

L'intérêt qu'Alexandre prenait à l'émancipation des Grecs commença dès lors à se refroidir. Il fut dans la suite presqu'entièrement étouffé par

cette peur de révolution, qui, bientôt après, saisit l'autocrate.

Ypsilanti se garda bien de faire connaître aux Grecs le changement survenu dans les dispositions des souverains; soit qu'il espérât que la Grèce, abandonnée à elle-même, pourrait encore se suffire, soit qu'il pensât qu'une fois engagée, on n'aurait pas le cruel courage de la laisser sans secours sous le couteau des bourreaux. Puis il se croyait assuré de la coopération du fameux Ali; il comptait faire servir la révolte de ce pacha à l'émancipation grecque, comme celui-ci n'employer la révolte des chrétiens qu'à l'établissement de sa propre indépendance.

L'archevêque Germanos.

Les Grecs, néanmoins, trop souvent abusés, n'avaient, en beaucoup d'endroits, qu'une faible confiance à la protection étrangère qu'on leur avait si fastueusement annoncée d'abord. L'archevêque de Patras, Germanos, prophétisant en quelque sorte, disait aux Péloponésiens ou Moraïtes, en les engageant à l'insurrection : «La chrétienté verra avec indifférence les efforts glorieux que nous allons faire pour remonter au rang des nations, si même elle ne s'oppose à la plus légitime des insurrections..... Nous serons frappés de censures politiques, parce qu'il est plus aisé de blâmer un peuple malheureux que de lui tendre une main généreuse. Nos titres à une restauration auront pour adversaires des chrétiens convaincus au fond du cœur

que la prescription ne fait pas droit, et que six siècles ne comptent pas plus qu'un jour pour justifier la violence d'une usurpation; et ces chrétiens, nouveaux Architopels, prévaudront dans les conseils de la puissance...... Cessons donc, avant même de lever les yeux vers la chrétienté, de compter sur son assistance. La politique, et je ne sais quels intérêts, l'empêcheront de remplir à notre égard un devoir moral et religieux.... Préparons-nous donc, par nous seuls et pour nous seuls, aux grands combats de l'indépendance.»

Insurrection en Valachie.

Tandis que Germanos excitait ainsi les Moraïtes, les Hétairistes levaient, dans la Valachie, l'étendard de la résistance : Ypsilanti et Cantacuzène, aux environs de Bucharest; Kolentina, à Jassi ; l'Agraphien Athanase, près de Galatz. Athanase eut le premier à soutenir le choc des Mahométans ; à plusieurs milliers d'ennemis, il n'avait à opposer que quelques cents hommes. Il combattit pourtant tout un jour ; son lieutenant Kotiras s'élance à la tête de vingt-cinq braves, en disant : « Amis, nous ne devons pas voir coucher le soleil.» Il était midi alors; le soir, sa parole était accomplie.

Athanase et Kotiras.

Mais pendant qu'avait lieu cette lutte héroïque, Sava, chef des Arnoutes, et Vladimiresco, ancien commandant de Pandours, qui, dans le but apparent de seconder l'émancipation du peuple grec, mais en effet pour des motifs de mécontentement ou d'intérêt particulier, s'étaient révoltés dans Bu-

charest, livraient cette ville aux Turcs. Kolentina fuyait, et Ypsilanti, qui depuis quelque temps avait transporté son camp à Tergovitz sur la frontière d'Autriche, échangeant avec Cantacuzène des bals et des fêtes, semblait ne songer qu'aux plaisirs.

A la fin, Cantacuzène se détacha avec quatre mille hommes, et se porta sur Jassi : il y fut joint par le brave Athanase, par le Péloponésien Kontogonès, et par le capitaine Georges de l'île de Cos, chacun à la tête de quelques cents hommes.

A l'approche de l'ennemi, les Arnoutes qu'avait amenés Cantacuzène se mettent en retraite, et entraînent avec eux leur chef. Les Grecs, commandés par Athanase, Georges et Kontogonès, restent, au nombre de quatre cent quatre-vingt-cinq, entre le Pruth et le Zizias, au village de Skullen, en présence des Turks, vingt fois plus nombreux.

Combat de Skullen, 19 juin 1821.

Ils auraient pu se retirer sans honte, mais ils croyaient devoir à la Grèce un grand exemple : sûrs de périr, ils demeurèrent.

Ibraïlof-Pacha envoya demander leurs armes : « Viens les prendre, » fit répondre Athanase, comme un autre Léonidas.

Ils résistèrent pendant huit heures : presque tous périrent : ceux qui survécurent n'abandonnèrent le champ de bataille qu'après avoir épuisé toutes leurs munitions.

Le même jour, et presqu'à la même heure, mais

Combat de Dragackhan, même jour.

sur un autre théâtre, à Dragackhan, non loin de Rimnick et en avant de l'Oltau, le principal corps des Hétairistes, le *bataillon sacré*, conquérait une égale part de gloire. Abandonné par Ypsilanti, comme les héros de Skullen l'avaient été de Cantacuzène, il ne songea pas plus que ceux-ci à refuser le combat. Les Arnoutes, les cosaques, la brigade même du prince, cherchant en vain des yeux son chef, avaient fui. Mais le *bataillon sacré !...* « Immobile, il envoie, reçoit, rend la mort et succombe.... Cinquante de ses guerriers, qui se sont fait jour, la baïonnette à la main, entendant battre le rappel, reviennent sur leurs pas, et tombent victimes de ce stratagème des Musulmans, qui se sont emparés du tambour de *l'agême* des amis!...

» Cependant George du Mont-Olympe fond sur les Turks, au moment où ils célèbrent leur victoire, les sabre, les disperse, s'empare de l'artillerie des Hétairistes, reconquiert le drapeau du phénix, et rentre avec ces trophées à Rimnick. Couvert de sang, il demande où est Ypsilanti, dans quel lieu se trouve l'armée. »

Hélas! il n'y en a plus d'armée! il n'y a plus que des fuyards, dont le chef se jette éploré dans les bras de l'Autriche, qui le charge de fers (1).

---

(1) Des apologistes d'Ypsilanti assurent que ce prince fit à Dragackhan tous ses efforts pour rallier l'armée, et que lors-

Ainsi fut comprimée, dans les provinces danubiennes, l'explosion des Hétairistes. Il n'y resta en état de résistance que les Schypetars chrétiens de l'olympien George, qui organisa, dans les montagnes, une guerre de partisans.

Cependant l'insurrection qui, dès le printemps, avait éclaté en Épire et en Morée, prenait de plus en plus dans ces deux provinces un caractère opiniâtre et presque d'invincibilité. Il n'entre pas dans mon sujet d'en raconter les différentes phases, les vicissitudes, ni le triomphe définitif et malheureusement incomplet.

Meurtre du patriarche de Constantinople.

L'irritation du grand-seigneur, du Divan, et de toute la population turque fut portée à son comble. Les Moldaves et les Valaques, habitant la capitale, furent les premiers, sous divers prétextes, livrés au fer des bourreaux. La populace et les janissaires égorgèrent ensuite indistinctement, pendant quatre jours, tous les chrétiens grecs. Enfin, le gouvernement fit pendre, outre une foule de Grecs de distinction, le patriarche de leur culte, sous le prétexte que ce pontife entretenait avec les rebelles de criminelles relations. Les légations chétiennes de-

---

qu'il fut arrêté sur le territoire autrichien, il se rendait à Trieste, pour, de là, aller joindre les insurgés du Péloponèse. Il avait deux frères, Constantin et Démétrius : le dernier, homme de capacité et de courage, débarqua peu de temps après, avec Cantacuzène, sur les côtes de Grèce.

mandèrent des explications, le grand visir leur ferma la bouche en disant : « Le sultan, souverain absolu et indépendant, ne tient son autorité que de Dieu, à qui seul il doit compte de ses actions. » Les ambassadeurs ne purent que subir la conséquence rigoureuse du principe absurde sur lequel eux-mêmes fondaient les droits de leurs maîtres.

Application du droit divin.

Le baron Stroganoff, ministre de la Russie, adressa en particulier au reis-effendi une note dans laquelle, outre le grief commun à toutes les puissances chrétiennes, il rappelait les sujets de plainte propres à la Russie. Il faisait valoir le droit de protection que divers traités résumés dans celui de 1812 reconnaissaient à cette puissance, à l'égard de ses co-religionnaires sujets de la Porte ; il réclamait le banquier de la légation russe, détenu sous l'accusation d'avoir fait passer des fonds aux révoltés ; et il finissait par dire : « Si le gouvernement turk témoignait, contre toute attente, que c'est par suite d'un plan déterminément arrêté qu'il prend les mesures au sujet desquelles le soussigné a déjà exprimé le sentiment de son auguste maître, il ne resterait à l'empereur qu'à déclarer dès à présent à la Sublime Porte qu'elle se constitue en état d'hostilité déclarée contre le monde chrétien ; qu'elle légitime la défense des Grecs, qui, dès lors, combattraient uniquement pour se soustraire à une perte inévitable, et que, vu le caractère de cette lutte, la Russie se trouverait dans

Imminence d'une rupture entre la Russie et la Porte.

l'obligation de leur accorder asile, parce qu'ils seraient persécutés ; protection, parce qu'elle en aurait le droit ; assistance, avec toute la chrétienté, parce qu'elle ne pourrait consentir à livrer ses frères de religion à la merci d'un aveugle fanatisme. »

Embarras d'Alexandre.

Le Divan fut plus irrité qu'intimidé par cette note. Alexandre se trouva engagé plus loin qu'il n'aurait voulu : il fit par circulaire un appel aux cabinets de la Sainte-Alliance, les priant, en quelque façon, de lui suggérer le moyen de concilier à la fois la dignité de sa puissance et le respect dû à l'engagement de ne rien faire qui pût changer la situation politique de l'Europe.

Négociations ; lenteurs ; 1821-1822.

La diplomatie anglo-autrichienne se mit aussitôt à l'œuvre ; elle entreprit de ramener le Divan à des dispositions plus conciliantes, mais elle y employa de vains efforts. Lord Strangford vint bien à bout de faire destituer le reiss-effendi, Hamed-Bey, l'homme dont l'énergie donnait principalement l'impulsion au conseil, mais ce succès n'amena pas le résultat qu'on souhaitait. La Porte s'attachait opiniâtrément au refus de consentir à rien en faveur des Grecs avant qu'ils ne fussent rentrés dans la soumission.

La discussion resta pendante l'espace d'un an environ : elle fut reprise vers le milieu de 1822, mais sans plus de succès qu'avant. Toujours même raideur, même inflexibilité de la part du gouver-

nement turk; le peuple russe désirait la guerre, toute l'Europe la jugea inévitable : cependant elle n'éclata pas.

Pour la première fois, le cabinet de Saint-Pétersbourg fléchit devant la fermeté du Divan.

Il fallait une explication de ce phénomène. Elle fut insérée dans la *Gazette de Brême;* on y lut en substance : « La Russie ne fut jamais plus éloignée de penser à des guerres et à des conquêtes étrangères qu'à l'époque où Ypsilanti commença sa folle entreprise; car ses plaies n'étaient pas encore cicatrisées..... L'empereur Alexandre venait de prononcer la grande résolution de maintenir en paix l'Europe, et de n'y plus souffrir d'insurrection. Était-il possible que, se trouvant alors même occupé à tranquilliser l'Italie, il approuvât les troubles qui s'élevaient en Turquie? Cet empire, d'ailleurs, n'avait-il pas été reconnu partie intégrante de l'Europe, au congrès tenu à Vienne? A la vérité, des hommes de bien et des âmes sensibles, parce que l'empereur s'était efforcé antérieurement, et dans tous les traités de paix, d'adoucir l'oppression qu'éprouvaient les Grecs, le croyaient en quelque façon obligé de voler aussitôt à main armée au secours de ses protégés, sans égard à aucune autre considération. Ces pieux désirs se réfutent et par la situation dans laquelle se trouvait alors la Russie, et par les circonstances qui ont forcé l'empereur à improuver les troubles

de la Grèce. Dans le cas où Sa Majesté eût changé d'avis, tous les cabinets ne l'auraient-ils pas accusée d'inconséquence, ou, ce qui est pis encore, de desseins ambitieux... Notre différent avec la Turquie a une origine purement diplomatique... Il est fondé sûr une contestation particulière que les deux États ont à vider entre eux, et pour laquelle notre empereur a réclamé ou plutôt accepté la médiation des puissances étrangères, parce que les intérêts politiques actuels de la Russie commandent le maintien de la paix,.... parce que tous les monarques sont d'accord pour maintenir les conventions européennes conclues au congrès de Vienne. »

Le congrès de Vérone (1), qui eut lieu bientôt après, affermit Alexandre dans cette cruelle et froide politique. Les souverains y déterminèrent la guerre contre l'Espagne, et la paix avec la Porte. Plutôt le glaive ottoman moissonnant tout un peuple chrétien, plutôt les bûchers de l'inquisition en décimant un autre, que la moindre atteinte portée de fait à un dogme absurde, au ridicule droit divin! telle paraissait être alors la morale des oints de la Sainte-Alliance. Congrès de Vérone, automne de 1822.

Le comte Métaxas, que les insurgés Grecs ha-

(1) L'ex-impératrice Marie-Louise y assista, comme souveraine de l'un des petits États d'Italie, celui de Parme.

sardèrent d'envoyer au congrès, ne put obtenir d'y être reçu. On ne daigna pas même y lire une apologie de la conduite de ses malheureux compatriotes, et en même temps, néanmoins, chose à peine croyable, on offrait, mais vainement, à leurs ennemis une place dans ce même congrès, dont on excluait jusqu'à leurs suppliques. Ainsi se manifestait la preuve que si la religion est quelquefois la politique des peuples, la politique est plus souvent encore la religion des souverains.

Suite des négociations entre la Russie et la Porte.

Cependant les différens entre la Russie et la Porte subsistaient toujours. Lord Strangford fut envoyé comme médiateur à Constantinople : il obtint une partie des demandes de la Russie, entre autres, la nomination des hospodars de Moldavie et de Valachie; mais le cabinet de Saint-Pétersbourg, par un reste de respect pour l'opinion, hésitait à conclure avec le pouvoir bourreau des Grecs une paix formelle : il refusa d'accomplir sa part de la transaction; il renouvela d'antérieures prétentions; il fit tant, enfin, que la Porte, se croyant jouée, mit l'embargo sur quatre navires qu'elle prétendit grecs, malgré le pavillon russe qui les couvrait. A cet acte de vigueur, l'Europe s'émeut; l'empereur de Russie et celui d'Autriche conférèrent ensemble à Czernovitch : MM. Nesselrode, Tatischoff et Metternich se virent ensuite à Leopol. Ils rédigèrent en commun une note que lord Strangford se chargea de transmettre à la Sublime-

Porte. Celle-ci se décida à r'ouvrir aux navires des puissances chrétiennes le passage de la mer Noire. On publia que d'autres concessions encore avaient été faites. Enfin, le gouvernement russe fit toutes les démonstrations propres à convaincre du prochain rétablissement des relations amicales avec la Turquie. Un oukase nomma, comme plénipotentiaire auprès du Divan, M. de Ribeaupierre. Cependant tout se réduisit à l'envoi d'un simple agent, M. de Mintziaki, qui, de concert avec lord Strangford, négocia les deux principaux points en discussion ; l'évacuation des principautés, et la fixation du sort de la Grèce. Les ministres chrétiens proposaient de distribuer cette contrée en principautés soumises, comme les hospodorats, à la suzeraineté de la Turquie; les îles seraient demeurées autonomes. Cette combinaison n'obtint pas l'assentiment du Divan, qui, par un contraste imposant, se montrait d'autant plus intraitable que les succès des Grecs étaient plus inquiétans pour lui.

Projet de partager la Grèce en principautés.

La superstition était, à ce qu'on croit, le motif qui ramenait si tardivement Alexandre à son intérêt premier pour la cause des Grecs. Une maladie qu'eut ce prince, et, peu après, une inondation qui exerça d'horribles ravages à Saint-Pétersbourg, furent regardées par les Russes comme un juste châtiment de l'abandon de leurs co-religionnaires; le cœur d'Alexandre même s'ouvrit à ce sentiment :

on remarqua que, depuis ce temps, il parut plus mélancolique encore qu'auparavant.

Innondation de Saint-Pétersbourg.

Jamais débordement de fleuve n'avait eu un aspect plus effrayant ni de plus funestes effets que celui de la Néva à cette douloureuse époque. Le fléau avait envahi même les quartiers les plus élevés de la capitale : il avait arraché à leurs fondemens des maisons tout entières, et détruit presque de fond en comble la forteresse de Cronstadt; il avait roulé pêle-mêle les ponts et les vaisseaux, des pans de muraille, les canons des remparts, et jusqu'aux débris des sépultures. Le nombre des noyés, d'après les rapports officiels mêmes, fut d'au moins cinq cents, *presque tous de la classe pauvre;* car, les commotions politiques exceptées, la classe pauvre est toujours celle qui souffre le plus des calamités publiques.

Du reste, Alexandre n'épargna ni subventions pécuniaires ni soins personnels pour atténuer autant que possible les terribles résultats de ce grand désastre.

Tandis que ses sujets héréditaires recevaient ces témoignages de sa bonté privée et immédiate, les Polonais éprouvaient l'influence de ses inquiétudes politiques, et subissaient le joug d'une série d'oukases liberticides. Il se faisait en Pologne, par les Russes, ce qui, dans le même temps, était fait en France par les jésuites : même système de corruption, de fraude, d'interprétations forcées. A toutes

les réclamations empreintes d'un sentiment d'indépendance, on répondait par un rappel à l'obéissance, à la soumission, à l'amour de l'ordre tel que le voulait établir Sa grâcieuse Majesté l'empereur et roi. Dès 1822, un oukase, arguant du danger des associations clandestines et du fruit funeste qu'elles avaient, disait-on, porté en Italie, supprima dans tout l'empire, mais particulièrement en vue de la Pologne, les loges maçonniques. Tous les employés, tant civils que militaires, durent, sous peine de destitution, jurer qu'ils n'étaient affiliés à aucune société secrète, ni en dedans, ni en dehors de l'État; nul ne pouvait désormais obtenir une place qu'à cette condition.

Ce ne sont pourtant point les sociétés secrètes qui créent l'esprit de réforme : elles ne sont, au contraire, qu'un résultat de cet esprit. « Il serait oiseux, écrivait à l'un des membres du cabinet de Vienne un diplomate français doué d'habileté plus que de conscience, il serait oiseux de chercher un centre à cette impulsion universelle; de supposer des directeurs, des conjurés, une organisation régulière; le moteur se montre partout, sans qu'on puisse le saisir nulle part. C'est une idée commune à laquelle certains hommes se rallient dans tous les pays, sans avoir besoin de correspondre directement, ni même de se connaître. » Tous les efforts des souverains pour étouffer les idées nouvelles ne peuvent donc tout au plus qu'en retarder

un peu l'explosion. Aussi Alexandre, à demi convaincu de cette vérité, disait-il souvent, à l'occasion des expédiens employés pour comprimer ces idées : « Je ne sais pas jusqu'à quel point et jusqu'à quel temps on pourra faire ce qu'on fait dans ce moment-ci. »

Une mesure exclusivement propre à la Pologne, mais qui n'eut lieu que deux ans plus tard, fut l'établissement d'une commission des titres, chargée de marquer à ceux qui se trouveraient y avoir des droits leur place dans la hiérarchie nobiliaire : c'était un moyen indirect d'altérer dans la noblesse polonaise ce principe d'égalité qui en faisait l'union et par conséquent la force.

L'examen des commissaires terminé, on déclara qu'il existait dans toute l'étendue du nouveau royaume vingt familles de barons, soixante-quinze de comtes, et douze de princes : c'était peu la peine de nommer une commission pour constater une si faible anomalie.

En 1823, les Polonais, fatigués du joug, songèrent à le secouer. Ils envoyèrent, sous la présidence d'Estko, neveu de Kosciuszko, une députation à la régence d'Espagne, dans le but de lui proposer un vaste plan de mutuelle coopération (1).

La prompte soumission de la péninsule dissipa la lueur d'espérance qui avait un instant brillé à

(1) *Lacy-Evans*, page 160 de la traduction française.

l'esprit des Polonais. Alexandre, au contraire, se livra à la plus vive joie. Il s'imagina voir enchaîné à Cadix le génie révolutionnaire de toute l'Europe. Plusieurs de ceux qui avaient contribué au succès, reçurent des marques de son contentement. Il nomma à différens ordres, selon l'importance ou le rang des récipiendaires, le roi de Portugal, son fils don Miguel, le duc d'Angoulême, MM. Mathieu de Montmorency et de Châteaubriand, tous deux ministres des affaires étrangères, l'un immédiatement avant, l'autre pendant l'expédition. La même faveur fut faite encore au chargé d'affaires russe à Madrid, M. Bulgari, et à l'ambassadeur français à Saint-Pétersboug, M. de la Ferronnais, nommé trois ans auparavant, sur la désignation de l'empereur; car alors la France se trouvait abaissée au point d'avoir à demander à ses alliés leur agrément au choix de ses diplomates.

Vers cette époque, la Russie conclut avec les États-Unis américains un traité d'après lequel les deux empires prirent pour limites respectives de leurs droits de colonisation sur les côtes nord-ouest de l'Océan pacifique, le 54e degré 40 minutes de latitude septentrionale; tout ce qui était au nord de cette parrallèle compétait à la Russie, mais elle s'excluait de tout ce qui était au midi. Cette convention fut signée, d'une part, par Henri Middelton, président des États-Unis d'Amérique, *citoyen desdits États*, et de l'autre par les *amés et féaux sieurs*

comte Charles de Nesselrode et prince de Politica, dont les titres remplissaient toute une page.

Moins heureux à l'Orient, le cabinet russe voyait l'habileté britannique de MM. Bacot et Strangford-Canning échouer contre l'opiniâtreté du Divan. Alexandre, moitié pudeur, moitié conscience, se sentait enfin mal à l'aise à côté du massacre des Grecs. Il désirait d'y mettre un terme, mais il hésitait à engager une guerre qui, outre qu'elle eût contrarié au moins ses alliés, n'eût pu qu'ajouter encore à l'embarras des finances.

La gêne du trésor impérial continuait d'être extrême : pour y remédier, du moins en partie, on suspendit l'application du système d'amortissement de la dette, et conséquemment le retrait périodique des assignats qui, depuis 1817, se faisait exactement chaque année. De plus, on commença à réduire l'énorme état militaire né des circonstances exceptionnelles où la Russie s'était trouvée à la suite des évènemens de 1812. Mais il ne fallait pas que cette réduction nuisît à la considération extérieure de l'empire; on songea en conséquence à remplacer la force qu'on supprimait par une force égale, d'un entretien gratuit, et la colonisation militaire fut imaginée.

Cette combinaison de la profession agricole et de l'état des armes devait, disait-on, pourvoir gratuitement, ou à peu de frais, à l'entretien de trois à quatre millions de soldats cultivateurs, toujours

prêts à entrer en campagne. L'expérience, au grand contentement de l'Europe non moscovite, qui déjà s'alarmait, démontra qu'on avait élevé beaucoup trop haut les premières espérances; on se convainquit que l'éloignement du paysan russe pour le genre de vie mixte auquel on voulait l'assujettir ne permettrait jamais au nouveau système de prendre un développement véritablement à craindre pour la sécurité des nations (1).

Rigueurs contre les juifs.

Le gouvernement ne perdait toujours point de vue la plaie flagrante du trésor. Pour la fermer nul remède ne lui semblait trop violent. On attribuait à la contrebande l'improduction de certaines branches du revenu public, et la contrebande la plus active se faisait, croyait-on, par la main des juifs : un oukase ordonna à leur égard les mesures les plus rigoureuses. Ils ne purent désormais ni voyager à l'intérieur, ni colporter, ni changer à volonté de résidence ; ils furent soumis à tant de gêne que leur condition tomba presque au niveau de celle des esclaves.

Tandis qu'on interdisait aux juifs de voyager, on faisait émigrer de force les habitans des frontières de Pologne. Vingt-cinq mille de ces malheureux,

(1) Voir, sur l'organisation des colonies militaires, une notice très-détaillée, *Journal des Sciences Militaires des armées de terre et de mer.*

Forfait politique.

hommes, femmes, enfans, étaient contraints d'abandonner la terre natale pour aller repeupler le pays des cosaques Tchernomorskoï, considérablement diminués de nombre depuis Catherine. Ils arrivèrent à leur destination pendant l'hiver. Rien n'avait été préparé pour les garantir de l'influence d'un climat extrêmement rigoureux, très-peu pour pourvoir à leurs autres besoins. Ils périrent presque tous de froid ou de misère. En vain, avant leur départ, ils avaient objecté l'inopportunité de la saison pour une transmigration de cette espèce. L'autorité fiscale avait répondu qu'ils devaient partir, afin qu'on pût les porter, dès le commencement de l'année, sur les rôles de leur nouveau gouvernement (1). Ainsi se joue de la vie des hommes l'inflexibilité du despotisme! Il faut à un souverain bien des actes de bienfaisance privée pour compenser un tel acte de la vie publique.

Le gouvernement suivait en toutes choses une marche rétrograde et de compression. L'éducation devait naturellement souffrir de cette nouvelle direction. Le président de l'académie des sciences de Pétersbourg, le grammatiste et amiral Chiskoff, apostat de la philosophie comme Alexandre, remplaça le prince Galitzin au ministère des cultes et de l'instruction. Il osa dans son discours d'installa-

(1) Voir *Jones*, 1827.

tion avancer : « Que les classes inférieures de la société n'ont pas besoin d'un enseignement étendu ; que ces lumières si vantées, fournies par les sciences, sont plutôt funestes qu'avantageuses aux hommes nés pour obéir. » Cependant, c'était l'époque où, faute d'instruction, des milliers d'esclaves ne savaient que faire de la liberté qui dans quelques districts leur avait été donnée, et demandaient instamment à rentrer sous le joug des seigneurs !

Cette volontaire abjection des serfs paraît à quelques esprits justifier l'oppression sous laquelle ils gémissent; mais cette abjection même n'est-elle pas le fruit de leur éducation servile ? n'est-elle pas uniquement de la faute de leurs tyrans ?

Et puis, s'il est des pays où l'homme accepte l'esclavage sans murmure, demandons à Montesquieu quelle en est la cause : « C'est, nous répondra-t-il, que la liberté n'y vaut rien. »

Et la liberté, en Russie, vaut moins que rien.

Chagrin domestiq d'Alexand

Alexandre, tandis qu'il tourmentait ou laissait tourmenter en son nom ses peuples, était loin lui-même d'être heureux. Mais, du moins, la cause de ses chagrins n'était due qu'au sort. Son intérieur ne lui offrait que dégoût et amertume. Il n'avait jamais parfaitement sympathisé avec son épouse, quoiqu'elle se distinguât par un caractère de douceur extrêmement rapproché du sien. Deux filles qu'elle lui avait données étaient mortes en bas âge; une troisième, née d'un commerce illégitime, et

connue seulement sous le nom de sa mère, faisait la consolation de l'empereur : elle n'atteignit qu'à sa dix-septième année; elle mourut à Pétersbourg au milieu des prétendues ressources du magnétisme, et entourée de tous les appareils luxueux d'un prochain mariage. La douleur d'Alexandre prit l'expression d'un sentiment religieux; il s'écria : « Je reçois la juste punition de mes égaremens. » Il donna ordre d'inhumer la jeune fille dans l'église de Saint-Serge; il lui fit élever un mausolée. Mais la peine qu'il ressentit porta à sa santé, déjà faible, un coup funeste. Il mena désormais une vie solitaire; il se nourrit d'impressions de deuil; il habitua la musique des gardes à ne jouer sous ses fenêtres que des airs mélancoliques : bientôt même il parut avoir moins en haine la liberté des peuples. Les malheurs des Grecs émurent davantage sa compassion; peut-être un vague remords agitait son cœur. Il était dans ces dispositions lorsqu'il entreprit le voyage de Tauride, au terme duquel il devait mourir. L'empereur avait, pour faire ce voyage, plusieurs motifs, entre autres celui de voir par ses propres yeux une mine d'or fort abondante, découverte récemment dans le mont Oural; mais son principal objet était d'accompagner son épouse, à qui les médecins recommandaient l'air des provinces méridionales, et peut-être aussi d'essayer sur lui-même l'influence d'un climat plus doux.

Voyage en Tauride.

Alexandre arriva à Tangarog le 25 septembre ; un mois après, il commença une tournée qu'à raison de son objet je nommerai administrative. Il parcourut une partie de la Nouvelle-Russie, revint auprès de l'impératrice au bout de quelques jours d'absence, et repartit bientôt après, le 1er novembre. Il visita, cette fois, Mariopol, Pérékop, Symphéropol, Baktschiseray, Eupatorios, Balaclawa, Sébastopol. Frappé du magnifique aspect qu'offraient les environs de cette dernière ville, il dit au conseiller Woronzoff et au général Diebitsch, qui l'accompagnaient : « Si je quittais un jour les soins » du gouvernement, je voudrais passer dans ce lieu » le reste de ma carrière. »

Ce fut près de là pourtant, et presque au milieu de ces idées douces et contemplatives, que le saisit la maladie qui le mit bientôt au tombeau. Une fièvre ardente le détermina à retourner à Tangarog. D'abord il refusa les médicamens, et lorsqu'il consentit à ce qu'on les lui administrât, il n'était plus temps. Le 11 décembre, se sentant mourir, il demanda, comme Rousseau, à voir le soleil, et à peine, au lever des stores, aperçut-il ses rayons jaillir brillans dans la chambre, qu'il s'écria : « Le beau » jour ! » Il expira vers dix heures du matin. Son épouse, malgré leurs précédentes divisions, fut accablée du chagrin de sa perte : elle écrivit à l'impératrice Marie : « *Notre ange est au ciel, et moi, je végète encore sur la terre ; mais j'ai l'espoir*

Mort de l'empereur.

de me réunir bientôt à lui. » Ce vœu, à la sincérité duquel on a sujet de croire, ne resta pas longtemps sans être exaucé.

Son portrait. Une dame auteur, qui a beaucoup vu Alexandre, trace d'enthousiasme le portrait de ce prince. « A l'époque dont je parle, dit cet écrivain, l'empereur Alexandre avait trente-cinq ans, mais il paraissait infiniment plus jeune... Malgré la régularité, l'éclat et la fraîcheur de son teint, sa beauté frappait moins, à la première vue, que cet air de bienveillance qui lui captivait tous les cœurs, et, du premier mouvement, inspirait la confiance. Sa taille noble, élevée et majestueuse, souvent penchée avec grâce, comme la pose des statues antiques, menaçait alors de prendre de l'embonpoint, mais il était parfaitement bien fait. Il avait l'œil vif, spirituel, et couleur d'un ciel sans nuages; sa vue était un peu courte, mais il possédait le sourire des yeux, si l'on peut appeler ainsi l'expression de son regard bienveillant et doux; son nez était droit et bien formé, sa bouche petite et remplie d'agrément; le tour de sa figure arrondie, ainsi que son profil, rappelait beaucoup celui de sa belle et auguste mère; son front chauve, mais qui donnait à sa figure quelque chose d'ouvert et de serein; ses cheveux d'un blond doré, arrangés avec soin comme dans les belles têtes de camées ou de médailles antiques, semblaient faits pour recevoir la triple couronne de laurier, de myrte et d'olivier. Il y

avait une infinité de nuances dans son ton et ses manières. S'il adressait la parole aux hommes d'un rang distingué, c'était avec beaucoup de dignité et d'affabilité en même temps; aux personnes de sa suite, avec un air de bonté presque familier; aux femmes d'un certain âge, avec déférence; aux jeunes personnes, avec infiniment de grâces, un air fin, séduisant, plein d'expression. Ce prince, dans sa première jeunesse, avait eu malheureusement l'ouïe frappée d'une forte décharge d'artillerie; il en avait toujours conservé l'oreille gauche un peu dure, et se penchait de la droite pour écouter..... Aucun peintre, sans exception, n'est parvenu à saisir la ressemblance de ses traits, et surtout l'expression et la finesse de sa physionomie (1). »
A ce portrait, exact au fond, mais ridiculement orné dans les détails, j'ajouterai qu'Alexandre avait le son de voix doux et insinuant, et qu'il parlait français avec assez de facilité, d'élégance et de correction.

---

(1) *Madame de Choiseul, Mémoires sur Alexandre*, p. 75.

NICOLAS PREMIER.

1825.

Renonciation de Constantin.

A PEINE la nouvelle de la mort d'Alexandre fut-elle officiellement répandue, que tous les corps de l'État proclamèrent empereur le grand-duc Constantin ; mais l'ouverture d'un paquet cacheté, en dépôt, depuis plusieurs années, aux archives du ministère, ne tarda pas à faire connaître que l'ordre de la succession au trône devait être interverti : dans ce paquet se trouvait d'abord une lettre de l'héritier présomptif qui, *ne se croyant*, disait-il, *ni l'esprit*, *ni la capacité*, *ni la force pour gouverner*, priait l'empereur de permettre qu'il renonçât à tous les droits qu'il pourrait avoir à l'empire. Suivait, à un an de distance (à la date de 1823), une réponse dans laquelle Alexandre, affectant de considérer cette renonciation comme volontaire et spontanée, nommait tsarévitch son troisième frère, le grand-duc Nicolas. On a su depuis que des démarches avaient dès long-temps

été faites auprès de Constantin pour le déterminer à abdiquer par anticipation ses droits. Alexandre, lui connaissant le caractère violent de Paul, craignait qu'il ne renouvelât, s'il parvenait au suprême pouvoir, tous les excès du règne de son père. C'était pour prévenir cette calamité qu'il avait permis et peut-être favorisé son mariage avec la fille d'un gentilhomme polonais, alliance qui, d'après une disposition récemment ajoutée à l'oukase de Paul sur l'ordre de succession à l'empire, était un motif d'exhérédation.

Nicolas ne voulut point, ou feignit de ne point vouloir profiter de cette cession ; mais Constantin, à la prière de sa mère, et, si l'on en croit quelques conjectures, d'après la connaissance qu'il avait des dispositions du sénat, renouvela son abdication. Alors Nicolas n'hésita plus; il accepta le sceptre par amour pour les Russes, ainsi, peut-être, que l'avait fait Catherine, après la mort de Pierre III ; mais tout le monde en Russie ne partagea pas sa résignation ; un régiment de la jeune garde, celui de Moscou, ci-devant de Lithuanie, formé par les soins de Constantin, et fort attaché à ce prince, refusa de prêter un nouveau serment: ce régiment, appuyé de quelques compagnies des marins de la garde et d'une foule de menu peuple, essaya de forcer le palais impérial. N'ayant pu y parvenir, il se forma en carré sur la place, et là attendit que la mitraille vînt le disperser. Force

Révolte militaire à Saint-Pétersbourg.

Conspiration : complots révolutionnaires.

resta aux troupes assermentées ; mais des arrestations qui furent faites résulta la découverte d'un vaste et révolutionnaire complot.

La révolte militaire de Pétersbourg était l'explosion occasionelle et prématurée d'une conjuration dont l'origine remontait à 1815, et qui ne devait éclater qu'au mois de mai 1826. Sans doute les troupes cantonnées en France avaient été frappées des avantages d'une liberté, alors bien restreinte, mais large, comparée au régime dont le joug accablait les Russes : elles rapportèrent dans leur patrie des idées qui bientôt germèrent. Il se forma une association dont les principaux membres se réunirent, pour la première fois à Moscou, en 1817, et qui l'année suivante prit le titre de *Société des Amis du bien public ou du Livre Vert*, avec mission d'étendre les lumières, d'améliorer les mœurs. En 1821, voyant que beaucoup d'affiliés désapprouvaient l'intention politique qui était un changement violent de la forme du gouvernement, elle feignit de se dissoudre, et, presque aussitôt, se reforma, en portant la plus grande attention à n'admettre dorénavant parmi ses membres que des hommes dont les principes répondissent au but qu'on se proposait. Elle se partagea ensuite en deux sections, dites du midi et du nord, ayant leur siége, l'une à Tulcsin en Podolie, l'autre à Pétersbourg, et se rattachant un grand nombre d'associations

plus restreintes. Une société fort considérable s'établit sous le nom de *Slaves réunis.* Les conjurés étaient divisés de vues, les uns souhaitant une monarchie tempérée par une charte, comme en France, d'autres voulant instituer un conseil triumviral, le plus grand nombre désirant une république fédérative comme celle des États-Unis d'Amérique.

C'était la république que voulait l'association du nord, qui éclata à Saint-Pétersbourg. On en arrêta plus de douze cents membres, presque tous appartenant à l'armée. L'un d'eux, le lieutenant-colonel Apostol Moravieff, apprenant à Wasilkow qu'il est compromis, pousse à la révolte quelques compagnies du régiment de Tchernigow, mais est bientôt forcé de mettre bas les armes. Parmi les autres conjurés se remarquent les princes Troubetzkoï, Odoievskoï, Obolenskoï, quatre frères de la famille des Bétuscheff. L'empereur fait grâce à un grand nombre, les autres sont en partie exilés en Sibérie, et en partie étranglés, dit-on, dans l'ombre de leurs cachots. A en croire la Gazette de Pétersbourg, l'atrocité du complot justifiait cette sévérité. Les conjurés ne projetaient rien moins que le meurtre de la famille impériale. Déjà ils avaient tenté de faire assassiner Alexandre à son passage à Bobrouisk. Plus tard ils durent le frapper à Tangarog; mais, de nouveaux obstacles ayant

contrarié leur plan, ils en avaient remis l'exécution au printemps de l'année suivante, époque des revues de Biala-Cerkiew.

Quoi qu'il en soit, le général Diébitsch, en qui Alexandre mit, vers la fin de ses jours, sa plus grande confiance, était venu à bout de saisir un des fils tendus par les conjurés sur la Russie. Mais l'empereur étant expirant, ce général n'avait pas cru convenable de lui faire une confidence qui eût troublé ses derniers momens.

La rebellion punie, le calme ne tarda pas à renaître dans l'empire du despotisme.

Nicolas suivit exactement la route administrative que son frère avait tracée, mais il n'imita pas de même ce prince dans sa politique : soit qu'il tendît à se populariser en faisant une chose agréable aux Russes, soit qu'il ne se crût point obligé comme Alexandre par l'interprétation donnée dans les congrès à la Sainte-Alliance, il se détermina à la guerre contre les Turks. Elle commença au mois de juin 1828. On avait cru dans toute l'Europe qu'il suffirait à la Russie d'une seule campagne pour en finir avec ses barbares voisins; on se trompait, la résistance fut plus vigoureuse qu'on ne l'avait prévu. Cependant Diébitsch vint à bout d'isoler et de tailler en pièces à Kouleftja, non loin de Schumla, la presque totalité des troupes régulières de la Porte. Il tourna ensuite le Balkhan, et l'habileté qu'il mit à dissimuler aux yeux de son ennemi l'intention de

Guerre contre la Turquie, 1828, 1829.

cette manœuvre, le plaça, dans l'opinion de l'Europe, au rang des premiers génies militaires du siècle.

L'apparition des Russes dans les plaines d'Andrinople produisit une prompte paix. Nicolas ne dicta point au sultan des conditions trop dures ; il usa de sa victoire de manière à tranquilliser l'Europe, un moment alarmée. Il démentit l'opinion qu'en avait voulu donner l'Anglais Lacy-Evans, en le représentant comme animé d'une ambition plus énergique, ou, si l'on veut, moins cauteleuse que ne l'avait été celle d'Alexandre.

Mais ce n'est pas assez pour le chef d'un État d'être modéré envers ses voisins, il faut encore qu'il soit bon envers ses peuples, non point de cette bonté d'homme privé qu'eut Alexandre, de cette demi-bonté, vertu pâle des âmes faibles, qui se manifeste plus en intentions qu'en actes, mais de cette bonté d'enthousiasme qui voue l'âme au but d'améliorer le sort de la race humaine, qui lui donne l'énergie de vaincre, dans cette vue, toutes les oppositions, tous les obstacles, qui, en un mot, généralise la bienfaisance, et qu'il n'est permis à aucun souverain de ne pas avoir.

Nicolas Ier veut-il mériter les suffrages de son siècle et ceux de la postérité, qu'il adopte tous les moyens d'avancer rapidement, s'il n'ose, comme je le lui conseillais, l'achever par un seul édit, l'œuvre à peine ébauchée de l'émancipation des

serfs; qu'il fixe un *maximum* du prix de ces malheureux, de telle sorte que chacun d'eux puisse, par exemple, en payant du fruit de ses économies ou de son industrie le double de la valeur ordinaire d'un esclave, se trouver de droit affranchi. Qu'on octroie à tous les paysans de la couronne une liberté réelle; qu'on donne en propriété à chaque famille une portion de terre, avec condition de ne l'aliéner jamais, ou tout au moins de ne l'aliéner qu'à un acquéreur aussi pauvre qu'elle le serait au moment du don, c'est-à-dire qui ne possédât rien encore. Je ne développe point les conséquences de ce plan, mais assurément, s'il était suivi, les Russes deviendraient en peu de temps le peuple le plus également libre de l'Europe.

FIN DU TOME CINQUIÈME.

TABLE DU CINQUIÈME VOLUME.

FIN DE LA TABLE.

FONDERIE POLYAMATYPE DE MARCELLIN-LEGRAND PLASSAN ET Cie.

IMPRIMERIE DE PLASSAN ET Cie,
RUE DE VAUGIRARD, N° 15.





